

Supplément villes au futur : BORDEAUX

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12850 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 23 MAI 1986

Les Néerlandais pour la continuité

Les élections législatives aux Pays-Bas étaient les premières à se dérouler sous l'effet du sursis nucléaire de Tchernobyl. Aurait-il un pouvoir déstabilisateur sur le comportement électoral des citoyens des démocraties européennes ? On pouvait se poser la question. Une victoire du Parti socialiste, opposant décidé au développement des centrales nucléaires et à l'implantation des eurocentrales, aurait été interprétée dans les capitales occidentales et au Kremlin comme le premier signe d'un glissement de l'opinion publique. Or il n'en a rien été. En dépit de leur progression — due essentiellement au langage des autres formations de gauche et d'extrême gauche — les socialistes de M. Joop Den Uyl ne parviennent pas à prendre l'avantage sur la coalition de centre-droit, conduite de main de maître par le premier ministre sortant, M. Ruud Lubbers.

La remarquable performance réalisée par sa formation, le Parti chrétien-démocrate, est comparable au succès obtenu au mois d'octobre dernier par M. Wilfried Martens dans la Belgique voisine.

Le slogan électoral de M. Lubbers — « Laissez-moi terminer mon travail » — a fait merveille. On aime la-bas l'ouvrage bien fait et on estime que les hommes politiques doivent posséder les mêmes vertus qui font la valeur des artisans ou des commerçants du pays : persévérance, assiduité, rigueur morale et économique.

On retiendra également de ce dernier scrutin la quasi-disparition de ces petits partis qui faisaient la complexité sinon le charme de la vie politique néerlandaise. L'électorat s'est concentré sur les deux grandes formations pouvant aspirer au pouvoir, les socialistes à gauche et les chrétiens-démocrates à droite, excluant du Parlement l'extrême droite xénophobe et, pour la première fois depuis 1918, le Parti communiste.

La reine Beatrix va sans doute convoier M. Ruud Lubbers à son poste de premier ministre. C'est à lui et à son gouvernement qu'il appartiendra de tirer, sur le plan intérieur, les leçons des deux grands débats qui ont marqué la vie politique néerlandaise ces derniers mois : la catastrophe de Tchernobyl, utilisée à tort par les socialistes et par tous les partis antinucléaires, et la question des eurocentrales.

Le futur gouvernement pourra ainsi — M. Lubbers l'a envisagé durant la campagne électorale — freiner le programme, pourtant peu ambitieux, de construction de centrales nucléaires, voire mettre au ralenti les centrales en activité actuellement.

En revanche, il tiendra ses engagements en ce qui concerne l'installation — qui sera effective en 1988 — des missiles de crociera. Après avoir longtemps tergiversé puis affirmé — courtoisement — la gigantesque mobilisation pacifiste, le premier ministre a maintenant l'esprit libre pour respecter sa signature. Avec le risque de voir les plus durs des militants pacifistes se lancer, par déception, dans des actions plus violentes. Il reste qu'un ouf de soulagement a dû être poussé dans de nombreuses chancelleries, et en premier lieu à Washington. Moscou, en revanche, ne pourra que regretter le renforcement de la majorité de centre-droit dans un pays qui ne pourra plus être considéré pendant les années à venir comme un des meilleurs alliés de la défense occidentale.

(Lire nos Informations page 3)

SIR KEITH JOSEPH, BOUC ÉMISSAIRE

Le théoricien du «thatchérisme» quitte le cabinet britannique

Le remaniement ministériel auquel vient de procéder M^{re} Thatcher est principalement marqué par le départ de Sir Keith Joseph, ministre de l'éducation, longtemps considéré comme le « maître à penser » du premier ministre. Le chef du gouvernement cherche à apaiser les inquiétudes qu'ont fait naître dans sa majorité les récents revers électoraux des conservateurs.

De notre correspondant

Londres. — M^{re} Thatcher a procédé, le mercredi 21 mai, à un remaniement ministériel limité pour remplacer Sir Keith Joseph au ministère de l'éducation. M. Kenneth Baker lui succède, laissant le portefeuille de l'environnement (où l'on a surtout la charge des collectivités locales) à M. Nicholas Ridley, ancien ministre des transports, dont le poste est repris par M. John Moore, nouveau venu au cabinet.

Bien avant le 8 mai — date des élections locales et de deux législatives partielles qui ont marqué un nouveau recul du Parti conservateur — le premier ministre avait décidé de pourvoir au remplacement de Sir Keith Joseph en recomposant un tant soit peu l'équipe gouvernementale, dont elle souhaitait améliorer l'image, tout en redonnant un peu d'allant

à une majorité de plus en plus atteinte par la morosité après un hiver difficile.

L'affaire Westland et la démission de deux ministres, puis l'arrêt des négociations avec Ford et General Motors pour la privatisation de British Leyland, enfin le soutien apporté au président Reagan pour son intervention militaire en Libye, ont été autant de sujets de controverses au sein du parti et même du cabinet.

En annonçant fin avril sa retraite parlementaire pour les prochaines élections législatives générales, Sir Keith Joseph a fourni très opportunément à M^{re} Thatcher l'occasion que les conseillers du premier ministre espéraient avec une certaine impatience.

FRANCIS CORNUI

(Lire la suite page 3.)

LES INCIDENTS DE LA HAGUE ET DU BUGEY

Le nucléaire inquiète à nouveau les Français

La révélation d'un incident à la centrale du Bugey et l'irradiation de cinq ouvriers de l'usine de retraitement de La Hague ont ébranlé la confiance des populations avoisinantes. L'inquiétude prend le pas sur la sérénité qui semblait s'être installée dans les esprits. A Civaux même, où se construit la seule centrale de France réclamée par les riverains, l'optimisme n'est plus de saison.

Près d'un mois après l'accident de Tchernobyl, les Soviétiques publient les premiers résultats de la commission gouvernementale chargée de l'enquête. On a appris ainsi qu'au moment de l'accident des travaux étaient en cours pour réviser le réacteur n° 4, qui ne fonctionnait pas à sa pleine puissance. Selon M. Viktor Sidorenko, membre de cette commission, le plus haut niveau de radiation a pu atteindre plusieurs milliers de rems par heure au cœur du réacteur en fusion. Quatre cents mineurs soviétiques continuent à couler sous le réacteur accidenté une chape de béton, en utilisant des véhicules blindés pour approcher la zone contaminée.

L'Europe commence à tirer les conclusions de ce grave accident nucléaire. Les gouvernements de l'Agence internationale de l'énergie atomique, réunis à Vienne, ont adopté à l'unanimité, mercredi 21 mai, un projet d'accord international, afin que les États signent rapidement les accidents nucléaires qui auraient des retombées au-delà de leurs frontières. Une seconde convention devrait définir des mesures d'urgence et de secours à l'échelon international.

En France, M. Marcel Boiteux, président d'EDF, a affirmé que l'accident de Tchernobyl ne remettrait pas en cause le programme nucléaire français.

(Lire page 14 les reportages de ROGER CANS, RAPHAËLE RÉROLLE et CHARLES TILLY.)

Le dollar à 7,22 F

L'annonce d'une croissance plus forte que prévu aux États-Unis a provoqué une vive reprise du dollar.

PAGE 27

Affrontements entre Noirs en Afrique du Sud

De vingt à quarante morts près du Cap.

PAGES 5

La privatisation de TF 1

Nouvelles manifestations et nouvelles grèves attendues.

PAGE 23

Les projets de loi sur la sécurité

Quatre nouveaux textes sur la lutte contre la délinquance, les contrôles d'identité, l'application des peines et la situation des étrangers.

PAGE 9

Le Monde DES LIVRES

- Essais : Roger Stéphane dans le sillage de Montaigne.
- Lettres étrangères : un entretien avec l'Allemand Ingrid Isenhardt.
- Le festival de Bertrand Poirot-Delpech : A demain, Sybil, d'Henri Troyat ; Mère et fils, de Bruce Gay-Lussac.

Pages 15 à 20

- Débats : Justice (2) • Étranger (3 à 8) • Politique (9 à 12) • Société (13, 14 et 21) • Culture (22 et 23) • Communication (23) • Économie (27 à 31)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations « services » : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (25 et 26) • Carnet (26) • Annonces classées (21)

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Controverse entre M. Mitterrand et M. Pons

Le projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie a été adopté mercredi soir au Sénat qui l'examinera en première lecture, sans doute au mois de juin. Le rapporteur désigné par la commission des lois de la Haute Assemblée devrait être M. Jean-Marie Gault, sénateur républicain indépendant du Calvados.

La réunion du conseil des ministres, mercredi matin 21 mai, a été marquée par un événement exceptionnel sous la V^e République. Comme il l'avait fait la semaine précédente, M. François Mitterrand venait d'exposer les inquiétudes que lui inspire le plan de M. Bernard Pons pour la Nouvelle-Calédonie. L'usage voulait que personne ne s'exprime après le président de la République

sur ce dossier, le débat sur ce dossier semblait provisoirement clos. C'est alors que le ministre des DOM-TOM a demandé à M. Mitterrand l'autorisation de lui répondre.

Le chef de l'État lui a accordé cette faveur. M. Pons s'est donc employé à réfuter les arguments généralement retenus pour reprocher à son projet de loi de faire courir à la Nouvelle-Calédonie le risque de nouveaux troubles. Il a insisté sur le maintien du cadre régional tracé par son prédécesseur. Il a souligné que les quatre régions instituées par la loi du 23 août 1985 conserveraient les compétences « effectivement exercées » à ce jour. Il a aussi estimé qu'en matière foncière le président de la République avait sans doute été « mal informé »

par son ancien ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Le ministre des DOM-TOM s'est prévalu, sur ce dernier point, de réflexions faites naguère par M. Pisani sur le non-développement agricole... de l'île de Lifou.

Le caractère de cette intervention peu banale, que M. Mitterrand a écoutée en silence, n'a fait, dit-on, que conforter le président de la République dans sa volonté de vigilance. Cet incident a confirmé en tout cas que la Nouvelle-Calédonie est bel et bien devenue le premier gros « cactus » de la cohabitation.

En exprimant sa « profonde inquiétude » devant le projet de loi retenu par le gouvernement et en soulignant que les orientations de M. Pons risquent de provoquer au sein de la communauté mélané-

sienne du territoire « un sentiment de manque aux engagements pris et donc d'injustice », M. Mitterrand a repris presque mot pour mot ce qu'il avait dit à ce sujet, trois jours auparavant, lors de son « pèlerinage » de Pentecôte à Solihull (Le Monde du 20 mai).

Si le président de la République envisage de saisir le Conseil constitutionnel sur ce texte, c'est parce que les propositions du ministre des DOM-TOM franchissent, selon lui, l'un de ces « points-limite » au-delà desquels sa fonction arbitrale lui commande d'intervenir parce que l'unité nationale ou le respect des droits élémentaires de certaines minorités lui paraissent menacés.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 12.)

LA DÉTÉRIORATION DES RELATIONS JORDANO-PALESTINIENNES

L'OLP indésirable à Amman ?

De notre correspondant

Amman. — Arrestations, expulsions, tracasseries policières et administratives : depuis trois mois, les autorités jordaniennes mènent la vie dure à l'OLP. De toute évidence, une réconciliation entre l'organisation de M. Yasser Arafat et le gouvernement jordanien n'est pas à l'ordre du jour à Amman. Le roi Hussein, qui a pris l'initiative de la rupture le 19 février dernier, a d'ailleurs fait la sourde oreille lorsque l'Arabie saoudite, l'Irak ou le président égyptien Hosni Moubarak ont proposé leurs bons offices.

L'accord jordanien-palestinien du 11 février 1985 était assorti d'une sorte de contrat moral : tant que dureraient la coopération politique entre Amman et l'OLP, celle-ci pourrait renforcer sa présence en Jordanie dans certaines limites. Le dialogue étant rompu, les autorités jordaniennes n'ont eu de cesse de faire sentir à la centrale palestinienne qu'elle est indésirable. Sans coups d'éclat, elles multiplient les mesures d'intimidation,

qui ont, en fin de compte, pour effet une érosion progressive de la présence de l'OLP. Dernière en date de ces mesures : l'un des proches collaborateurs d'Abou Jihad (le numéro deux du Fatah), Salah Al Tamari, a été prié de quitter la Jordanie jeudi dernier. Membre du conseil révolutionnaire du Fatah, M. Tamari est également responsable des « lions-citoyens » (l'organisation de jeunesse de l'OLP) et, accessoirement, l'époux de la princesse Dina, qui fut la première femme du roi Hussein. Son nom avait figuré l'année dernière parmi ceux proposés par l'OLP pour la constitution d'une délégation jordanio-palestinienne.

Une semaine avant son expulsion, quatre autres collaborateurs d'Abou Jihad avaient été interpellés et maintenus plusieurs jours en détention. Ils étaient accusés d'avoir détenu illégalement une femme soupçonnée d'espionnage pour le compte d'Israël. Les dirigeants palestiniens ne nient pas avoir mené leur propre enquête mais affirment, cependant, avoir

remis le cas de cette femme entre les mains des services jordaniens compétents.

Arrêté le même jour, mais pour des raisons différentes et au demeurant assez floues, l'écrivain palestinien Yahia Rabbah, rédacteur en chef du bulletin Fatah, est, quant à lui, toujours en prison. De même qu'une autre figure éminente de la résistance palestinienne, Abou Ali Chafiq, appréhendé il y a un mois et demi, après, dit-on, que les services de renseignement jordaniens eurent découvert qu'il avait organisé un trafic d'armes à destination de la Cisjordanie.

Aucun bureau de l'OLP n'a été fermé d'autorité. Mais la dissolution du comité de liaison entre l'organisation et les moudjahidines (services de renseignement jordaniens) a été l'une des premières mesures décidées par les autorités jordaniennes. Il ne se passe guère de jour sans que des membres de l'OLP soient convoqués par ces mêmes moudjahidines.

EMMANUEL JARRY.

(Lire la suite page 6.)

John le Carré

Un pur espion

roman

Lisez Un pur espion, c'est pur joyou, assurément le livre le plus littéraire, le plus achevé, le plus fascinant, le plus autobiographique de John le Carré. Peut-être le chef de son œuvre.

Paris Assemblée/LRF

ROBERT LAFFONT

سكزا من الأصل

هكذا من الاصل

débats

Liberté de l'information et liberté du pillage

La communication ne doit pas porter atteinte aux droits d'auteur

par MICHEL VIVANT (*)

CES quelques réflexions auraient pu s'intituler : *Plantu, le Monde, Microfor et les autres...* Le Monde et Microfor (1), car ce sont les délégués de ces deux sociétés qui en sont l'occasion. Plantu, car un de ses dessins en livre l'essentiel. Les autres puisqu'ils sont là, ceux qui, sous divers travestissements, de bonne foi ou non, défendent tel ou

tel intérêt catégoriel et qu'il ne faut point trop écouter.

Rappelons d'un mot l'affaire désormais connue dans les annales judiciaires sous le nom de *Microfor-le Monde*. En 1978, la société canadienne Microfor devait entreprendre la publication d'un « index » de la presse française, reprenant en particulier une large part des articles du Monde.

Le procédé utilisé consistait à reproduire partiellement ces articles, en découvrant certaines phrases en leur sein. Après discussion, le Monde devait finalement mettre son veto à l'opération, en s'appuyant sur ses droits d'auteur.

Le contentieux était inévitable et, d'instance en instance, le dossier devait atteindre la Cour de cassation, qui, en 1983, adoptait finalement une attitude prétorienne ayant pour effet de légitimer l'entreprise de Microfor (2).

Mais, le 18 décembre dernier, la Cour de Paris, revenant aux stricts principes de la loi (quoique certains puissent dire), refusait de s'incliner, affirmant que la reproduction d'une œuvre ne peut être faite sans le consentement de son auteur, sauf exceptions légales précisément déterminées.

L'arrêt de la Cour de cassation ayant été salué par certains comme le triomphe du droit à l'information (3), celui jugé la Cour de cassation, qu'il puisse y avoir citation à défaut d'œuvre citante (ainsi qu'il en est d'un corpus de données formé, comme en l'espèce, de la juxtaposition d'extraits « empruntés ») ? La Cour de Paris ne l'a pas pensé. Le lecteur jugera par lui-même.

Il faut être d'autant plus prudent que la critique extrajudiciaire, de type économique, peut être parfaitement dépourvue de pertinence en ne donnant des choses qu'une vision très partielle.

Au-delà de la règle de droit « brute », il importe en effet de savoir quel est son propos. Or tout le droit des créations intellectuelles — qui est ici en cause mais qui est, hélas, trop souvent mal connu des spécialistes de l'information — tend à la promotion de la création et à la protection de l'investissement (au moins dans ses grandes lignes).

C'est d'ailleurs ce souci qui a récemment poussé le législateur à intervenir en matière de logiciel. Or en l'espèce l'investissement

(*) Professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Comité d'experts en informatique juridique et droit de l'information du Conseil de l'Europe, expert près la Commission des Communautés européennes, auteur d'un ouvrage sur *Le Droit de l'Informatique*, aux Éditions Lamy, en collaboration avec Me Le Stanc.

(1) L'arrêt de la Cour de cassation du 18 décembre 1985.

(2) Et — soyons nets — de réduire les droits du Monde.

(3) Dans la perspective du développement des banques de données.

était le fait du Monde. La liberté de reconnaître ses droits doit apparaître pour ce qu'elle est : cette liberté d'usage parasitaire du travail d'autrui que tout le droit moderne tend à combattre, cette liberté qu'on n'a pas voulu reconnaître aux « pirates » et autres « délinquants » de logiciels. Il est vrai qu'on peut soutenir que cela se fait au détriment de la circulation de l'information.

Mais une société doit avoir la cohérence de ses choix (quand elle le peut...). Celui qui consiste à reconnaître une propriété intellectuelle passe effectivement par la constitution de monopoles, mais ces monopoles ont précisément pour objet de rémunérer, et par conséquent de développer, création et investissement.

Un autre choix peut incontestablement être fait (en témoigne le droit commun de la création intellectuelle, qui est de n'appartenir à personne, en témoignent les hésitations des pays en voie de développement confrontés par exemple au brevet), mais il est politique et n'incombe pas au juriste.

Est-ce à dire que cela conduit finalement à une immobilisation de l'information ? On l'a avancé. Mais la vérité est autre : l'information reste disponible mais, pour les raisons à l'instant indiquées, elle l'est par le canal privilégié de l'investisseur qui l'a « façonnée ». Canal privilégié car ceci n'empêche pas un traitement de l'information qui ne porte pas atteinte aux droits d'auteur, comme tel est le cas, à mon sentiment, du procédé largement utilisé dans l'informatique juridique documentaire qu'est l'« abstract ».

Il n'y a pas de gel de la valeur informationnelle. Il n'y a pas gel non plus dans l'option adoptée par la Cour de cassation, mais il y avait alors pour celui qui l'avait créée perte pure et simple ! A vouloir donner dans le raisonnement économique, ce n'est pas à négliger.

Applaudissons donc à la liberté. Mais dans cette matière de l'information et du droit de l'information où les intérêts en jeu sont considérables, qu'il s'agisse de matériel, de logiciel ou de données, il faut se garder des vérités en soi (ou présentées comme telles) et n'omettre jamais de considérer d'où émane le discours et pour quel il est tenu, aussi « objectif » soit-il en apparence.

Verra-t-on un lien avec cet aphorisme de Prévert : « *Il n'y a que la vérité, y en a qui sont fous, faut bien que tout le monde vive* » ?

(1) Le Monde du 28 décembre 1985.

(2) Et — soyons nets — de réduire les droits du Monde.

(3) Dans la perspective du développement des banques de données.

JUSTICE

Quelques coups de projecteur dans le dédale des procédures. Michel Vivant, à propos de l'affaire Microfor contre le Monde, défend l'idée que le droit à l'information ne peut être invoqué contre celui qui l'a « façonnée ». De son côté, Daniel Amson livre une petite recette pour accélérer le règlement des affaires jugées.

Pour désencombrer les tribunaux civils

Augmenter les taux des intérêts payés par le condamné en retard pour s'acquitter du principal

par DANIEL AMSON (*)

LES Français n'ont pas confiance dans leur justice. Et parmi les griefs qu'ils lui adressent, figure, de toute évidence, en bonne place, celui de ne pas être assez rapide et d'offrir à l'habileté des personnes poursuivies devant elle des moyens dilatoires exagérés.

Or, si, en matière pénale, le respect des formes — poussé parfois même jusqu'au scrupule — constitue la meilleure garantie contre le risque d'erreur ou d'arbitraire, il faut reconnaître que, dans bien des cas, la mauvaise foi du plaideur peut, seule, expliquer la durée d'une instance civile, notamment lorsque, à son terme normal, il devra payer une somme d'argent. Retarder le moment où cette somme sera payée est alors l'unique obsession de ce débiteur de mauvaise foi. Combien d'appels n'ont ainsi d'autre objet que de lui permettre de « gagner du temps », soit parce qu'il espère en profiter pour rétablir une situation momentanément difficile, soit parce qu'il estime, plus cyniquement, que son intérêt est de payer ce qu'il doit le plus tard

possible ! Et force est d'observer que les ressources de la procédure justifient, bien souvent, cette attitude qui, dans le deuxième cas au moins, ne saurait qu'être blâmée.

Un fondement très simple

Or elle repose sur un fondement très simple, qu'il serait facile de remettre en cause. Le plaideur à l'esprit malin sait, en effet, qu'une fois condamné à payer le principal, le taux des intérêts de retard mis à sa charge sera inférieur à celui auquel il lui aura été possible de réaliser son argent et que le temps gagné lui aura permis ainsi de réaliser une économie. Et il sait également que, la plupart du temps, les dommages-intérêts qui sanctionneront sa faute seront inférieurs au montant de cette économie. Il n'a donc, sur le plan financier, qu'à retarder au maximum le moment où il s'acquittera de sa dette.

(*) Avocat à la cour.

On voit aussitôt comment ce calcul pourrait être déjoué. Qu'en effet le taux des intérêts de retard — en principe égal au taux d'escompte pratiqué par la Banque de France — devienne supérieur à l'intérêt de l'argent, et le plaideur de mauvaise foi aura avantage à honorer tout de suite sa créance. Beaucoup de procès, qui s'expliquaient seulement par son souci de gagner du temps afin de réaliser une économie, n'auraient, par suite, plus de raison d'être. Les tribunaux civils seraient, du jour au lendemain, désencombrés et pourraient examiner plus rapidement les litiges qui portent sur des questions sérieuses.

La réforme à mettre en œuvre est très simple. Son inspiration est morale, puisqu'elle vise à empêcher les plaideurs de mauvaise foi d'encombrer les tribunaux. Ses conséquences se feront sentir sur le fonctionnement de la justice civile tout entière. Il faut souhaiter qu'elle puisse être décidée très rapidement.

A bien le considérer, ce docteur discours n'est pourtant que philosophie de salon. Il repose sur le slogan et non sur l'analyse. Ce qui est certes fait pour le rendre séduisant dans notre société « sur-médiatisée ». Mais médias pour médias, appelons-en au dessin et à Plantu, mettant en scène dans les colonnes de ce journal un Pierre Mauroy timide arborant une petite pancarte « Liberté » et faisant face à une mente aboyante qui a, elle aussi, ses pancartes avec le mot liberté inscrit en gros caractères : « Liberté du plus fort », « Liberté d'exploiter », « Liberté de guillotiner ». Le mot est joli, il ne se discute guère, il peut tout couvrir et, pourquoi pas, dans la même ligne, la liberté de piller ?

Ce n'est pas dire que l'arrêt de la Cour de cassation fut inintéressant (j'ai été moi-même conduit à

bien l'emporter en 1986 sur la reconnaissance et le souvenir. Au point de s'attaquer prioritairement à l'héritage de ceux qui ont fait bénéficier notre pays de leur honneur, et du succès, mondialement reconnu, de leurs exploits.

Mais lequel de nos hommes politiques, en choisissant d'abandonner TF 1 à son sort « privé », a-t-il évalué notre dette ? Lequel a-t-il pensé à eux ? Oui, cher Jean, pardon !

JACQUES FLAUD (Paris.)

Le cardinal Glemp et le carnage d'Auschwitz

Après les informations parues sur le rôle du mouvement Aïda à l'Église en déshonneur dans la politique sur le carnage d'Auschwitz (le Monde des 12-14 avril, puis du 10), le directeur de cet organisme pour la France, M. Stevanato, nous demande d'apporter ces précisions fournies par le cardinal Glemp, primate de Pologne, lors de son séjour en France : « Lorsque j'ai dit que les fonds recueillis pour le carnage n'étaient pas nécessaires, j'ai pu me faire mal comprendre. Cela ne voulait pas dire qu'il ne fallait pas le faire. Simplement, tout le pays contribue à cette construction. Beaucoup de fonds sont rassemblés en Pologne, de 1950 à 1955 et au-delà — j'en fus, — de la passion, de la lucidité, du goût, de l'audace des pionniers de la télévision française, créateurs de la chaîne dite première — je pense en particulier à Jean d'Arcy, à Claude Mancelier, à Pierre Lazareff — ne peuvent accepter sans mépris le mercantilisme et l'ou-

d'avoir l'impression d'attaques, alors que ces événements n'ont pas jusqu'à été présentés à l'épiscopat polonais pour que l'on puisse calmer en regardant les motifs rationnels et les études. En effet, en Pologne, nous avons aussi nos juifs, nos rabbins, et nous aurions aimé qu'ils présentent leur requête à l'épiscopat. J'ai vu aussi que, en tant que deux peuples qui ont le plus versé le sang dans cette tragédie, nous pouvions arriver à un accord tel que l'on puisse vivre cela dans la paix, dans la compréhension réciproque et dans le respect l'un de l'autre. »

Pardon, Jean d'Arcy...

La mémoire d'une nation est aussi tissée d'exploits culturels. Ceux qui ont été les témoins quotidiens, de 1950 à 1955 et au-delà — j'en fus, — de la passion, de la lucidité, du goût, de l'audace des pionniers de la télévision française, créateurs de la chaîne dite première — je pense en particulier à Jean d'Arcy, à Claude Mancelier, à Pierre Lazareff — ne peuvent accepter sans mépris le mercantilisme et l'ou-

« PROCÈS D'APRÈS GUERRE » de Jean-Marc Théollet

Un exorcisme qui n'en finit pas

DANS l'attente du procès de Klaus Barbie, mais aussi dans l'excitation parfois trouble de son arrestation et de l'annonce de son dossier ont fait lever, les Français se passionnent pour les temps de chagrin et de pitié. Est-ce pour se repaître de leurs misères, de leurs illusions ou de leurs lâchetés d'antan ? Ou pour chercher une bonne fois la catharsis de la vérité ?

N'ayant pas de réponse toute faite à cette terrible question, Jean-Marc Théollet a préféré établir un dossier qui devrait étayer cette quête d'un passé où la mémoire collective puisse inlassablement un argumentaire de la déchéance nationale. Qui pouvait être mieux placé que lui, victime de la violence nazie, chroniqueur judiciaire depuis quarante ans dans les colonnes du Monde et homme de probité méticuleuse, pour écrire fort vivement ce compte rendu d'épreuve ?

Voici donc, extrait de « *pepiens* » de l'époque, le récit de quatre procès type des années 1945-1955 : celui des intellectuels dévoyés de la suite par-tout ; celui d'un résistant suspecté, René Hardy ; d'une province perdue et détraquée, l'Alsace-Moselle des « Malgrés » jugés avec leurs camarades de la Das Reich en 1953 pour le massacre d'Oradour ; celui enfin d'Oberg et de Knochen, chargés en 1942 par Heydrich de faire régner en France l'ordre de la SS.

« *PROCÈS D'APRÈS GUERRE* » de Jean-Marc Théollet

« *PROCÈS D'APRÈS GUERRE* » de Jean-Marc Théollet

« *PROCÈS D'APRÈS GUERRE* » de Jean-Marc Théollet

« *PROCÈS D'APRÈS GUERRE* » de Jean-Marc Théollet

JEAN-PIERRE RIOUX.

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.-B. Pontalis
N° 33

L'amour de la haine

GALLIMARD nrf

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPR 650573 F
Tél. (1) 42-47-97-21

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

Jacques Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Vauzet

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Conducteur en chef :

Claude Sala

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 32 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 220 dr. ; Italie, 1,700 L ; Liban, 2,400 L ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 2 kr. ; Pays-Bas, 2,20 f. ; Portugal, 170 esc. ; Roumanie, 208 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles

sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0595 - 2037

EUROPE

La nette un suc

Le th qui

Sir Keith J

Une victime

étranger

EUROPE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUX PAYS-BAS

La nette victoire des chrétiens-démocrates : un succès personnel pour M. Ruud Lubbers

De notre correspondant

Amsterdam. — Contre tout pronostic, la coalition gouvernementale de centre droit a conservé sa majorité aux élections législatives du mercredi 21 mai, et qui rend probable une reconduction du gouvernement du premier ministre, M. Ruud Lubbers. Son parti, le CDA, a obtenu un beau succès avec cinquante-quatre sièges contre quarante-cinq en 1982. Le partenaire de M. Lubbers, le Parti conservateur VVD, essuie un échec, ne conservant que vingt-sept des trente-six sièges dont il disposait. Au total, c'est avec une majorité de quatre-vingt-neuf mandats sur cent cinquante que la coalition sortante entame une nouvelle législature.

Le Parti socialiste PVDA (opposition) gagne cinq sièges, passant de quarante-sept à cinquante-deux, mais il cède sa place de premier parti au CDA.

On s'attend généralement que la reine Béatrix désigne dans les jours qui viennent un « informateur » chargé d'étudier la possibilité de prolonger le mandat de la coalition sortante.

Le dirigeant socialiste, M. Joop Den Uyl, ne désespère cependant pas, comme il le disait mercredi soir, de voir « les deux vainqueurs former une coalition ». C'est-à-dire unissant son propre parti et le CDA.

Le résultat du scrutin a surpris ceux qui s'étaient fîés aux sondages.

Presque sans exception, ces derniers prévoyaient, en effet, une courte défaite pour M. Lubbers. Mais l'effet Tchernobyl, qui était censé diminuer les chances de la coalition, n'a finalement pas eu d'influence déterminante sur la consultation.

Si la campagne électorale s'est déroulée dans le calme, le taux de participation de 87 % était plus élevé encore que celui (80 %) des élections de 1982.

Le verdict des urnes est cruel pour les petits partis, notamment pour le Parti communiste et le parti d'extrême droite Centrum Partij qui disparaissent du Parlement. Parmi les petits, seuls les libéraux de gauche du parti Démocratie 66 amélioreront leur score, passant de six à neuf députés. La vie politique des Pays-Bas s'oriente donc vers la prédominance de deux formations : le CDA et le PVDA, suivant en cela les exemples britannique et allemand.

« Expert-comptable »

C'est grâce à « l'effet Lubbers » que le CDA a remporté ce succès éclatant et relativement inattendu. Apparemment, l'image soigneusement entretenue du premier ministre, gérant efficace, raisonnable, quelque peu dépourvu de passion, dédaignant la politique politicienne, a impressionné l'opinion publique.

M. Lubbers (quarante-sept ans) avait pu pendant la campagne de

fendre un bilan économique honorable (exception faite du chômage), qu'il présentait comme le fruit de la politique d'austérité suivie dès son entrée en fonctions en 1982. Ses détracteurs lui reprochent de faire de la politique « comme un expert-comptable », mais en temps de crise, ce genre de personnalité réaliste se révèle un atout considérable.

M. Lubbers, en outre, s'était clairement exprimé quant à l'enjeu de ces élections, les présentant comme « un choix entre M. Den Uyl et moi-même », indiquant ainsi qu'en cas de victoire de son équipe la coalition briguerait automatiquement un second mandat. Une telle clarté dans les déclarations d'intention est rare aux Pays-Bas.

Les libéraux du VVD n'ont pas eu de chance, ces dernières années. Leur dirigeant, M. Ed Nijpels, est un poids plume en politique, comparé à M. Lubbers. Le vice-premier ministre libéral, M. Van Aardenne, symbolise pour une partie de l'opinion publique le méchant capitaliste fourvoyé en politique, qui tenta de renflouer le groupe industriel RSV sans en informer le Parlement. Aussi, M. Van Aardenne fut-il « mis au placard » le temps de la campagne électorale.

La croissance considérable du PVDA au fil des dernières années était en quelque sorte un cadeau empoisonné pour les socialistes. Leur opposition au nucléaire, armes et énergie confondues, leur a valu une popularité certaine parmi ces Néer-

landais qui délaissent les petits partis de gauche pour voter utile, c'est-à-dire pour un parti susceptible d'accéder à des responsabilités gouvernementales. Mais dans un pays où aucun parti politique ne peut espérer obtenir à lui seul une majorité parlementaire, le PVDA n'a pas tardé à se rendre compte que les conditions qu'il posait pour former des coalitions étaient interprétées comme maximalistes par ses partenaires potentiels de centre droit.

Au cours des neuf dernières années, les socialistes n'ont participé à un gouvernement que pendant quelques mois, en 1981. Bon nombre de Néerlandais gardent un mauvais souvenir de ce « gouvernement de combat », trop marqué par l'incompatibilité d'humeur entre les socialistes et les chrétiens-démocrates. En 1982, le « non » catégorique aux euro-missiles empêcha la formation d'un nouveau gouvernement avec les chrétiens-démocrates, qui choisirent les libéraux comme partenaires.

Si, comme il semble probable, le PVDA doit se retrouver encore une fois dans l'opposition, on s'attend que M. Den Uyl cède, après plus de vingt ans, sa place à la tête de son parti à M. Wim Kok, ancien dirigeant syndical très populaire, qui serait mieux à même de donner une image moins crispée de la version néerlandaise de la social-démocratie.

RENÉ TER STEEGE.

URSS

Nouveau procès pour M. Mikhailov, un amateur d'art de Leningrad

Le procès de M. Gueorgui Mikhailov, un enseignant de Leningrad déjà condamné dans le passé à quatre ans de prison pour « recel d'œuvres d'art », et actuellement poursuivi pour « dilapidation, altération ou dissimulation d'un bien soumis à inventaire ou à saisie », devait s'ouvrir, ce jeudi 22 mai, à Leningrad.

M. Mikhailov (quarante-deux ans) est marié depuis un an à une Française, M^{me} Véronique Marchal, qui n'a pas été autorisée à lui rendre visite depuis son arrestation, en septembre dernier, et qui s'est vu opposer un nouveau refus de visa, mercredi 21 mai, sous le prétexte qu'il n'y avait pas de chambre d'hôtel disponible à Leningrad.

Les tracés de M. Mikhailov remontent à la fin des années 70 : il exposait dans son petit appartement de Leningrad des tableaux d'artistes non conformistes et en vendait à l'occasion, ce qui lui valut une condamnation à quatre ans de camp pour « trafic illégal » d'œuvres d'art.

Depuis sa nouvelle arrestation, son épouse et l'avocat français qui l'assiste ont multiplié les interventions auprès des autorités judiciaires et consulaires soviétiques, avec l'appui des autorités françaises, mais sans aucun résultat.

Selon les proches de l'accusé, la procédure appliquée à M. Mikhailov est entachée de très graves irrégularités. On lui reprocherait, en particulier, d'avoir remis à des personnes « indéterminées » des tableaux sous saits, mais qui, en fait, auraient été

enlevés par la police lors d'une perquisition opérée à son domicile en septembre 1985.

RUPTURE DE L'OLÉODUC AMITIÉ

Une importante quantité de pétrole s'est répandue le 10 mai en Lettonie à la suite de la rupture de l'oléoduc Droujba (Amitié), qui approvisionne plusieurs pays d'Europe de l'Est, indique avec retard un quotidien local, *Latvianie*, parvenu récemment à Moscou. La conduite s'est ouverte sur 1 mètre, le 10 mai, à 8 h 25 (heure locale). La section de l'oléoduc a été immédiatement coupée, mais la fuite n'a été localisée que le lendemain matin. Selon le quotidien soviétique, la situation était alors « inquiétante », le pétrole ayant pénétré dans un canal d'irrigation et menaçant de se déverser dans un fleuve, la Lieloupa. Un « état-major de crise » a été mis en place, des digues ont été construites pour arrêter des nappes de pétrole, tandis que des camions-citernes et plusieurs navires intervenaient. La fuite a été maîtrisée au bout de vingt-huit heures et l'oléoduc remis en marche, indique le quotidien local. — (AFP.)

[Une fois de plus, la presse soviétique a pris largement son temps pour rendre compte de l'événement, dont il est très difficile d'estimer la gravité. La cause de l'accident n'a pas été expliquée.]

LA VISITE À PARIS DU CHEF DE LA DIPLOMATIE DE BONN

M. Mitterrand a remis à M. Genscher les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui était arrivé mercredi matin 21 mai à Paris pour y avoir une série d'entretiens avec les dirigeants français, devait regagner Bonn ce jeudi en début d'après-midi, après avoir rencontré, dans la matinée, son collègue du Quai d'Orsay, M. Jean-Bernard Raimond, tenu une conférence de presse avec lui, et été reçu par M. Jacques Chirac (le Monde du 22 mai).

Mercrcredi, M. Genscher s'est entretenu à l'Élysée avec M. Mitterrand, qui lui a remis à cette occasion les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur. « Cette décoration, a déclaré le président de la République, est une marque supplémentaire du bon accord qui existe entre nos deux pays, et de la grande ambition qui nous anime pour la Communauté et pour l'Europe, une union de l'histoire que nous partageons. » Le chef de l'État a d'autre part rendu hommage à l'« ouverture d'esprit » de son hôte, et à « sa façon de traiter les relations » entre les deux pays.

L'entretien de M. Mitterrand et M. Genscher a été principalement consacré à la préparation du conseil européen convoqué à La Haye les 26 et 27 juin prochains, et à celle du sommet culturel franco-allemand qui doit se tenir en octobre à Francofort. Après avoir été reçu à l'Élysée, M. Genscher a rendu une visite d'amitié à M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures.

Au cours de la conversation qu'ils devaient avoir ce jeudi matin au ministère des affaires étrangères, d'abord en tête à tête puis en séance plénière de travail, MM. Raimond et Genscher comptaient notamment faire le point des relations Est-Ouest et des suites à donner aux décisions prises à Tokyo.

Les leçons de la catastrophe de Tchernobyl figurent également parmi les questions à examiner, de même que les perspectives de la construction européenne, en particulier dans le domaine technologique.

Grèce

LE COMPOSITEUR THÉODORAKIS DÉMISSIONNE DU PARLEMENT

Cologne. — Mikis Théodorakis, célèbre compositeur grec et militant politique, a annoncé, le mercredi 21 mai, qu'il démissionnait de son poste de député communiste.

S'adressant à la presse, il a précisé que sa décision était due à l'incapacité du Parlement grec à appliquer le changement politique qu'il estime nécessaire. Député depuis dix ans, Théodorakis vit actuellement à Paris, et se trouvait à Cologne pour promouvoir la série de vingt concerts qu'il donnera en novembre en Allemagne fédérale. — (AP.)

Grande-Bretagne

Le théoricien du « thatchérisme » quitte le cabinet britannique

(Suite de la première page.)

Les résultats des scrutins du 8 mai, ajoutés aux indications des sondages plaçant souvent le Parti conservateur en troisième et dernière place derrière les deux formations de l'opposition (Labour et Alliance), ont confirmé qu'il n'était plus possible d'attendre le remaniement traditionnel et annuel de septembre.

D'autant qu'un cours des deux dernières semaines de nouvelles raisons de réagir étaient apparues. Toujours de mauvais points pour le gouvernement : augmentation persistante du chômage, mais aussi baisse de la production industrielle et réduction sensible du commerce extérieur. Certes, le taux annuel de l'inflation est revenu en avril à 3 %, niveau le plus bas depuis près de vingt ans, mais cette bonne nouvelle est toute relative, car le rythme de la hausse des salaires s'accroît (plus du double de celui de l'inflation), ce qui est en contradiction avec l'esprit de rigueur de la gestion thatchérienne.

Dans ce remaniement de circonstance, Sir Keith Joseph joue le rôle de bouc émissaire plus ou moins consentant. L'éducation, qui était son domaine, est loin d'être seule en cause, mais il est certain que les difficultés que connaît l'enseignement ont été le thème principal de la campagne des élections du 8 mai. C'est sur ce terrain que les conservateurs

ont beaucoup perdu. Voici déjà un an et demi, la démission du ministre de l'éducation avait été envisagée lorsque Sir Keith Joseph avait voulu réorganiser et réduire l'attribution des bourses d'étudiants. Il avait ainsi déclenché une spectaculaire rébellion des députés conservateurs, qui contraignit le gouvernement à une humiliante reculade.

Des gestes à l'égard des chômeurs

La situation n'a cessé, depuis, de se dégrader dans son secteur. Les enseignants du primaire et du secondaire ont observé une grève perdue pendant douze mois, qui a considérablement perturbé le fonctionnement des écoles. Durant les cinq années de son ministère, les dépenses de l'éducation ont été diminuées en termes réels de 1 % par an, et un rapport officiel, publié le 21 mai, dénonce l'insuffisance de beaucoup d'enseignants que la pauvreté des moyens matériels dont ils disposent. L'enseignement est devenu un symbole. La « dame de fer » paie le prix de son intransigeance avouée en matière de dépenses publiques.

Voyant approcher une échéance électorale décisive, une partie de la majorité parlementaire souhaite que le premier ministre modifie au moins son

comportement, manifeste de la « compassion », voire fasse quelques gestes, notamment à l'égard des chômeurs. M^{me} Thatcher peut-elle et doit-elle changer ? Le 16 mai, dans un discours très remarqué devant le Parti conservateur écossais, elle a certes déclaré qu'elle était capable d'« attentions », mais elle a immédiatement rappelé que sa politique économique était la bonne et qu'il n'était pas question de la réorienter.

A demi-mot, M^{me} Thatcher répétait de la sorte aux objections à peine voilées que le leader du Parti conservateur aux Communes, M. John Biffen, avait exprimées quelques jours auparavant et qui avaient fait l'effet d'une bombe dans la majorité (le Monde du 13 mai). Tout en convenant que le premier ministre devait rester « ce qu'elle est », M. Biffen avait osé déclarer que le parti, pour l'importer aux prochaines élections, avait besoin d'un « ticket équilibré ». Il laissait ainsi entendre que M^{me} Thatcher devait se préoccuper de trouver bientôt une personnalité assez différente, « dont la largeur de vues pourrait redonner confiance à l'électorat » et qui puisse être en mesure de prendre la relève dans

le courant de la prochaine législature.

M. Tebbit en perte de vitesse

Le problème est que l'on ne voit pas du tout se dessiner la silhouette d'un tel personnage. M. Biffen a, en tout cas, écarté le choix de quelqu'un du genre de M. Norman Tebbit, le plus thatchérien des membres du cabinet. Désigné l'an dernier à la présidence du parti pour préparer la campagne des législatives, M. Tebbit est en perte de vitesse et fait l'objet de dures critiques parmi les députés de la majorité, qui lui font porter la responsabilité de l'échec du 8 mai. En revanche, la cote d'un modéré comme M. Baker, le nouveau ministre de l'éducation, est en hausse. Mais aura-t-il le temps de s'imposer comme prétendant éventuel ?

Les « durs » dominent toujours largement dans la composition du cabinet, et l'on note que, si un modéré vient d'être promu, deux thatchériens ultras, MM. Ridley et Moore, le sont aussi. Bref, de l'avis de la plupart des observateurs, ce remaniement fort limité ne peut guère passer pour le signal d'un véritable renouveau.

FRANCIS CORNU.

Sir Keith Joseph

Une victime désignée

En s'estimant à soixante-huit ans atteint par la limite d'âge, Sir Keith Joseph aura été jusqu'au bout de sa carrière un serviteur zélé et dévoué du Parti conservateur comme du thatchérisme, dont il a été l'un des principaux théoriciens. Influent par ses conseils, il s'est toujours contenté d'un rôle relativement modeste. Avant d'être nommé en 1981 à l'éducation, il avait défrayé la chronique de l'industrie depuis l'arrivée au pouvoir de M^{me} Thatcher en 1979.

Issu d'une vieille et riche famille juive de Leeds, il avait l'âme d'un militant. Il a prôné avec ferveur et sans relâche les mérites du néolibéralisme économique et du monétarisme pour contribuer à asseoir l'autorité de la « dame de fer ». De ce soutien, il n'a guère tiré pro-

fit et, plus souvent qu'à son tour, a encaissé les coups destinés à son chef de file. Cet intellectuel tourmenté, prompt à l'autocritique, n'a cessé de prêter le flanc à la caricature, souvent fort désobligeante.

A la veille de la victoire de 1979, il s'était exilé : « Mon Dieu ! nous allons faire des erreurs, je n'en dors pas ». A l'industrie, il a préparé le terrain des privatisations que d'autres allaient réaliser. A l'éducation, il a défendu une politique de rigoureuse gestion sociale qui, outre son dogmatisme impénitent, ne pouvait que lui attirer la contestation.

Un départ sans gloire, celui d'une victime désignée, pour permettre la survie du thatchérisme.

F. C.

JUSQU'OU
VA
LA SCIENCE?

Le journal d'un chercheur, à bord du Nautille, à 6000 m de profondeur.

XAVIER LE PICHON
KAIKO
VOYAGE AUX EXTRÉMITÉS
DE LA MER



EDITIONS
ODILE JACOB
SEUIL

247 pages

95F

صكنا من الاصل

115 CHEVAUX, J'AIME TA CARRURE GT TURBO.



la vie ça roule
en Supercinq



Toi, tu es GT Turbo. Ta Supercinq est à ton image, sa carrure me fascine. 115 chevaux, 200 km/h sur circuit, de 0 à 100 km/h en 8 secondes, elle fait la route à ta mesure. Comme toi, elle s'accroche. Son train arrière 4 barres est efficace: tu apprécies sa tenue de route. Son allumage électronique intégral t'assure le meilleur rendement à tous les régimes. Avec ses 4 freins à disque, je me sais en sécurité. Tu as le goût de la perfection, d'un seul coup d'oeil, tu contrôles le compte-tours et la pression du turbo. D'ailleurs de vitesses au volant gainées de cuir, ton geste précis me plaît. Tu m'ouvres un monde de sensations, c'est la plus belle des performances, en Supercinq GT Turbo.



LES JOUEURS DU PARIS SAINT-GERMAIN, CHAMPIONS DE FRANCE DE FOOTBALL 85/86, ONT TOUS CHOISI LA SUPERCINQ GT TURBO. ELUE SPORTIVE DE L'ANNÉE 1986 PAR LE MAGAZINE ECHAPPEMENT.

Modèle présenté: Renault Supercinq GT Turbo. 115 ch DIN (85 kW ISO). Prix clés en main au 24/03/86: 79.500F (peinture blanc nacré en option). Millésime 86. DIAC: votre financement. RENAULT personnel elf

Consommations Normes UTAC: 5,6 L à 90 - 7,7 L à 120 - 8,7 L en ville.

Nouvelles off et dans

Deuxième envoi spécial

Colombie - La bataille de Nariño... (text continues with news about Colombia)

Si l'on pense... (text continues with commentary or news)

DIPLO

Nouvel essai dans le

Les États-Unis ont procédé... (text continues with news about the US)

L'essai... (text continues with news about a test)

A Moscou... (text continues with news about Moscow)

En Allemagne... (text continues with news about Germany)

On apprend... (text continues with news about a report)

La presse... (text continues with news about the press)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

Le général... (text continues with news about a general)

ASIE

Sri-Lanka

Nouvelles offensives militaires dans l'Est et dans la péninsule de Jaffna

De notre envoyé spécial

Colombo. — La bataille du Nord pour le contrôle de la péninsule tamoule de Jaffna a repris, mercredi 21 mai, avec plus d'intensité, tandis que la violence éclatait de nouveau dans l'est de l'île et dans la capitale, Colombo. Des mesures exceptionnelles de sécurité — barrages routiers, patrouilles, fouilles à l'entrée des magasins, des hôtels et des établissements publics — ont été prises un peu partout, alors que la majorité cinghalaise de l'île (70 % de la population) s'apprêtait, vendredi, à célébrer Vesak, la naissance du Bouddha.

Six personnes, dont une femme et un enfant, ont été abattues par l'armée dans un quartier musulman de la capitale, à la suite d'un affrontement généralisé déclenché par des soldats en goguette. Partis à la recherche de prostituées, les militaires cinghalais ont provoqué la colère des habitants du quartier. Un soldat fut alors poignardé, les autres revenant un peu plus tard avec des renforts en armes pour le venger. Cet incident, qui en dit long sur l'indiscipline des troupes en général, ne prit fin qu'avec l'intervention de la police. Le chef du gouvernement sri-

lankais, M. Premadasa, a visité les lieux et promis un châtiment exemplaire des coupables.

Dans l'Est, que les autorités croyaient avoir « pacifié », une centaine de maquisards ont attaqué mercredi à la roquette un camp militaire isolé dans la région d'Ampai-rui, isolant un quartier pendant deux heures. Trois soldats ont été tués et quatre autres blessés. Dans la même région, les corps de six civils cinghalais ont été retrouvés par les autorités dans la jungle de Mawewa. Un peu plus loin, à Batticaloa, une quinzaine de maquisards ont fait sauter la deuxième cimetière du pays. L'usine, une réalisation de 150 millions de francs (détenus à 30 % par un groupe japonais), est hors d'état de produire pour au moins un an.

Ces attaques dans une région qui était redevenue presque calme s'apparentent, selon l'état-major sri-lankais, à une tentative de diversion, l'objectif étant d'obliger l'armée à relâcher sa pression sur les maquisards du Nord. Les autorités ont vigoureusement démenti avoir bombardé, mercredi, une petite ville côtière à 60 kilomètres au nord de Jaffna. Pourtant, selon des sources tamoules, Valveditturai, localité-clé

pour l'approvisionnement en hommes et en armes de la guérilla, ravitaillée depuis les côtes du Tamil Nadu indien, aurait subi pendant plusieurs heures l'assaut conjugué d'avions, d'hélicoptères et de forces terrestres. Une trentaine de roquettes seraient tombées sur la ville, faisant de sérieux dégâts. On ignore le nombre des victimes civiles.

Les « tigres libérateurs » de l'EELAM tamoul (LTTE), maîtres indiscutés de l'intérieur, ont distribué à la population des tracts demandant des conseils de protection contre les bombardements aériens. Enfin, un convoi militaire blindé de mille hommes et quarante véhicules, bloqué depuis quatre jours par les maquisards à la passe de l'éléphant, a tenté sans succès, mercredi, de pénétrer en force dans la péninsule. Située à 70 kilomètres au sud-est de la ville de Jaffna, cette passe est le point de passage obligé pour atteindre la péninsule tamoule.

L'état-major sri-lankais a fait savoir que les principaux objectifs de l'opération étaient désormais atteints. Un communiqué en tous points identique avait été publié trente-six heures plus tôt.

PATRICE CLAUDE.

Chine

ALLO JÉRUSALEM ICI PÉKIN...

Pékin. — La porte-parole du ministère des affaires étrangères à Pékin a reconnu, mercredi 21 mai, que des communications téléphoniques avaient été établies récemment avec Israël, en dépit de l'absence de relations diplomatiques. Il a affirmé que cela ne modifierait en rien l'attitude officielle de la Chine. « Notre politique n'a pas changé, nous ne traitons pas avec Israël », a-t-il dit.

Les premières communications ont été établies par l'intermédiaire d'un opérateur à New-York. « Cela fait partie du travail normal des entreprises chinoises et des postes et télécommunications de relayer, par l'intermédiaire de pays tiers, les communications non gouvernementales qui n'ont pas de lien direct avec la Chine pour répondre à certains besoins commerciaux », a déclaré la porte-parole.

La Chine soutient l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et condamne régulièrement la politique israélienne dans les territoires occupés. Elle autorise toutefois, depuis l'an dernier, les échanges de visites de personnalités chinoises et israéliennes pour participer à des conférences placées sous l'égide d'organisations internationales. Enfin, la radio israélienne avait annoncé, en février, la visite secrète en Chine du ministre israélien de l'Agriculture. Le gouvernement chinois avait démenti cette information. — (Reuters, AFP.)

Corée du Sud

Occupation d'un centre culturel américain. — Un groupe de vingt et un étudiants sud-coréens qui avait occupé, mercredi 21 mai, le centre culturel américain de Pusan, dans le sud du pays, a été rapidement délogé par des unités anti-émeutes, a annoncé la police. Les étudiants, qui demandaient à rencontrer un diplomate américain, ont été arrêtés.

Inde

Grave attentat au Pendjab. — Des extrémistes sikhs circulant en jeep ont tiré au moins neuf Hindous en ouvrant le feu à la mitrailleuse mercredi soir, dans la ville sainte d'Amritsar, a rapporté la police, ce jeudi 22 mai. Cinq autres personnes au moins ont été blessées au cours de cette attaque. Des centaines de personnes prises de panique ont fui le marché de bœuf que huit hommes armés ont assailli à la mitrailleuse. (Reuters.)

Thaïlande

Attentat à l'aéroport de Bangkok. — Un inconnu a lancé une grenade, ce jeudi 22 mai, en début de matinée à l'aéroport international de Bangkok-Don-Muang, blessant trois personnes, a rapporté la police. Un porte-parole a précisé que l'homme avait lancé la grenade en passant en taxi devant l'entrée principale de la salle d'embarquement, alors que l'aéroport était encore pratiquement désert. L'inconnu portait une tenue militaire vert olive. On ignore le mobile de l'attentat. — (Reuters.)

AFRIQUE

République sud-africaine

Violents affrontements entre Noirs près du Cap

Entre vingt et quarante morts

De notre correspondant

Johannesburg. — Une nouvelle fois, Crossroads, gigantesque camp de squatters de près de cent mille habitants aux portes du Cap est en effervescence. Après cinq jours de troubles, au moins vingt et une victimes ont été dénombrées, mais des estimations non officielles font état de vingt-cinq à quarante-quatre morts. Une véritable furie a transformé ce bidonville en champ de bataille. Trois mille baraquements ont été détruits par le feu et le chiffon de sans-abris se situe à environ à trente mille personnes. « Une tragédie humaine », selon les secouristes de la Croix-Rouge et les volontaires des organisations humanitaires qui tentent de venir en aide à une population apeurée cherchant désespérément un refuge en ce début d'hiver austral. Des tentes ont été dressées à Khayelitsha, une township créée il y a trois ans pour reloger les habitants de Crossroads.

Périodiquement, Crossroads entre en éruption. Aujourd'hui, les affrontements ne se produisent pas entre la police et les résidents, mais au sein même de cette communauté de déshérités. Une lutte à mort entre, d'une part, ceux que l'on appelle les comrades (camarades), c'est-à-dire les progressistes, les communistes du pouvoir blanc, et d'autre part, les fathers (les pères), les éléments conservateurs liés aux responsables locaux. Une bagarre pour le contrôle du bidonville, les premiers refusant de se plier aux exigences des seconds assis sur des profits et à des agents du pouvoir.

La parodie d'élections locales qui a eu lieu récemment n'a fait qu'accroître la tension. L'étincelle a été provoquée par la fermeture d'une clinique sur ordre du comité de Crossroads qui accusait son personnel d'être en faveur des progressistes.

Une véritable bataille rangée a opposé chacun des clans. Chaque mort, chaque incendie entraînant des actions de représailles. La population terrorisée a cherché en vain la protection de la police, qui, d'après des témoins, assistait au carnage.

sans broncher. Selon ces mêmes témoins, celle-ci a ensuite prêté main forte aux éléments conservateurs qui ont mis sur pied des organisations de vigiles les viduokke reconnaissables à leur brassards blancs, pour « nettoyer » Crossroads des indésirables. Des allégations qui ont été démenties par les responsables des forces de sécurité, ceux-ci prétendant qu'il était impossible d'intervenir dans les ruelles étroites du camp avec leurs véhicules.

Cette lutte fratricide menée au moyen de toutes les armes disponibles, y compris les armes à feu, voire un lance-flammes selon des témoins, paraît actuellement en voie d'apaisement. Elle a en tout cas fait le jeu des autorités qui ont toujours cherché à se débarrasser, sans y parvenir, de cette « vermine » aux portes du Cap. La théorie officielle est que les Noirs ne peuvent s'entendre entre eux et que les Blancs sont heureusement là pour prévenir les affrontements. Dans le cas présent, la police a surtout compté les coups.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les suites du triple raid sud-africain. Agissant au nom de M. Aham Dind, présent en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, l'ambassadeur du Sénégal à l'ONU a demandé mercredi 21 mai une réunion urgente du Conseil de sécurité pour examiner les suites à donner au triple raid effectué lundi par les forces sud-africaines contre le Zimbabwe, la Zambie et le Botswana.

La présidence néerlandaise de la CEE est revenue mercredi sur une déclaration rendue publique un peu plus tôt et condamnant en raid. Le ministre néerlandais des affaires étrangères a précisé que cette déclaration n'était qu'un « projet » qui n'avait pas reçu l'aval de tous les pays membres.

A Washington, le président Reagan a déclaré que les Etats-Unis entendent continuer à « aider » le gouvernement sud-africain « dans les progrès qu'il fait » dans la recherche de l'élimination de l'apartheid.

Tunisie

Un gendre de M^{me} Bourguiba condamné à dix ans de travaux forcés pour mauvaise gestion

De notre correspondant

Tunis. — M. Tawfik Tordjman, ancien président de l'Union internationale de banques et gendre de M^{me} Wassila Bourguiba, a été condamné, mardi 20 mai, par la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis à dix ans de travaux forcés, trois ans de prison et diverses amendes s'élevant à plus de 2 millions de francs. Il était reproché, entre autres, à M. Tordjman, qui dirigeait cette institution bancaire depuis environ dix-sept ans, d'avoir sciemment détourné des fonds d'administration, des prêts accordés à diverses sociétés de la place, dont Carthago Films, que préside M. Tarak Ben-Ammar, neveu de M^{me} Bourguiba et producteur du film Pirates, de Roman Polanski, présenté au Festival de Cannes.

M. Tordjman, qui avait été déjà condamné voici un mois à six ans de prison pour d'autres activités à la tête de l'Union internationale de banques, a nié avoir agi en marge de la législation en vigueur et ses avocats n'ont pu obtenir un report suffisant du procès, qui leur aurait permis de prendre connaissance de toutes les pièces du dossier.

Cette affaire, plutôt complexe, venant après plusieurs autres, se situe dans la ligne des consignes données au début de l'année par le président Bourguiba pour lutter contre la corruption et la mauvaise gestion. Le fait qu'elle concerne un membre de la famille de la femme du chef de l'Etat — qui se trouve actuellement aux Etats-Unis pour raisons de santé — et l'extrême sévérité de la peine prononcée lui donne une dimension particulière, tout au moins aux yeux de l'opinion publique tunisienne.

MICHEL DEURÉ.

Ethiopie

L'ONU LANCE UN APPEL AUX DONATEURS POUR LE TRANSPORT DE L'AIDE INTERNATIONALE

M. Michael Priestley, secrétaire général adjoint de l'ONU et responsable du Bureau des opérations d'urgence des Nations unies en Ethiopie, a lancé, mercredi 21 mai à Addis-Abeba, un appel à l'aide aux pays donateurs. Il a indiqué que l'aide en nourriture était garantie pour 1986, mais qu'il manquait 40 millions de dollars en liquide pour la transporter. « Il n'y aura pas de famine généralisée en 1986, mais des poches de malnutrition, notamment dans les provinces du Wollo, du Gonder, de l'Harar et du Hararghe ».

L'aide globale de 600 millions de dollars pour 1986 est bien moins élevée qu'en 1985, mais l'avenir s'annonce meilleur, a affirmé M. Priestley, puisque le prix du café, principal produit d'exportation, va pratiquement doubler. Par ailleurs, le déficit céréalière pourrait se situer entre 100 000 et 400 000 tonnes, si les pluies continuent, ce qui serait un des meilleurs résultats depuis dix ans.

A propos de la « villagisation » menée dans plusieurs provinces, M. Michael Priestley a estimé qu'il était « trop tôt pour formuler un jugement », mais qu'elle représentait « à long terme un avantage évident ». La réinstallation des populations frappées par la famine dans les provinces méridionales et occidentales, a ajouté le secrétaire de l'ONU, « constitue depuis des siècles la réponse de l'Ethiopie à la famine ».

A New-York, M. Dawit Wolde, ancien commissaire éthiopien aux secours et à la réhabilitation, réfugié aux Etats-Unis, a, de son côté, accusé dans le New York Times, mercredi 21 mai, le gouvernement éthiopien d'être responsable de la famine : « Nous appelons cela un problème de sécheresse, mais c'est plutôt un problème de politique. (...) S'il n'y a pas de changement de notre politique, il y aura toujours des millions d'affamés en Ethiopie ».

M. Wolde a expliqué que l'effort gouvernemental était concentré sur les exploitations agricoles collectives, « dont l'échec est prouvé », au détriment de l'initiative individuelle des paysans.

M. Dawit Wolde a accusé par ailleurs les autorités éthiopiennes d'avoir détourné à des fins militaires l'aide occidentale, américaine notamment, pour le programme de réinstallation. Il a également qualifié d'exagéré le chiffre de cent mille morts annoncé par Médecins sans frontières. « Les dirigeants, a conclu l'ancien commissaire, vivent dans un monde imaginaire créé par nos propres politiques et chimères. Nous ne nous rendons pas compte combien notre peuple souffre. » — (AFP.)

DIPLOMATIE

Nouvel essai nucléaire américain dans le Nevada

Les Etats-Unis ont procédé, mercredi 21 mai, à un nouvel essai nucléaire dans le désert du Nevada, le onzième depuis que l'Union soviétique a annoncé un moratoire unilatéral en août dernier.

L'essai, baptisé Painsuit, est le quatrième annoncé depuis le début de l'année par le département de l'Energie. Sa charge explosive était inférieure à 20 000 tonnes de TNT.

A Moscou, l'agence Tass a déclaré dans un commentaire : « Washington répond par un nouvel essai nucléaire à l'appel de l'Union soviétique pour suspendre les explosions nucléaires ».

Par ailleurs, les Etats-Unis ont procédé au douzième essai réussi d'un missile intercontinental MX au-dessus de l'océan Pacifique. L'engin, avec dix ogives d'azurcées, a été lancé, mercredi, de la base de Vandenberg (Californie) et a atteint son objectif dans l'archipel des Kwajalein (Pacifique sud), a annoncé un porte-parole de l'US Air Force. Il s'agissait du premier essai du MX avec ses dix ogives, a-t-il précisé.

On apprend, d'autre part, à Bruxelles, que l'OTAN étudie la création d'une défense de l'Europe, contre les quelques mille trois cents missiles tactiques à capacité nucléaire, ou conventionnelle déployés par le pacte de Varsovie. L'OTAN ne dispose que d'environ deux cent cinquante missiles comparables, c'est-à-dire d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres.

Le général de Jager, président du comité militaire de l'OTAN, a indiqué, lors d'un contact avec la presse, que ces études étaient menées au sein de deux comités spécialisés sur la défense aérienne allié, aux travaux desquels la France participe toujours, alors qu'elle n'est plus membre de la structure militaire intégrée de

POTAN. Ce type de réflexion, selon lui, n'est pas comparable à l'initiative de défense stratégique (IDS), mais peut avoir des liens avec le programme américain.

Cette idée de défense contre les missiles à courte portée a comme principal promoteur public le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Manfred Woerner, et elle a reçu l'appui officieux des responsables britanniques et français.

Enfin, M^{re} Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint à Washington, a déclaré devant une commission du Congrès que le sommet américano-soviétique, dont le président Reagan aurait souhaité la tenue cet été, n'aura lieu qu'après les élections parlementaires américaines de novembre. C'est la première fois que Washington reconnaît publiquement que la deuxième rencontre de Ronald Reagan avec Mikhaïl Gorbatchev ne pourra avoir lieu aussi rapidement que la Maison Blanche l'aurait voulu.

M^{re} Ridgway a également annoncé que Washington attendait « incessamment » une réponse de Moscou proposant une nouvelle date pour la réunion préparatoire au sommet entre le secrétaire d'Etat George Bush et le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, réunion qui avait été reportée à la demande des Soviétiques après le raid américain contre la Libye. — (AFP, Reuters.)

Une réunion au sommet du pacte de Varsovie se tiendra dans la première quinzaine de juin à Budapest, a annoncé, mercredi 21 mai, la télévision soviétique. Cette rencontre, qui aurait lieu les 10 et 11 juin, serait précédée, selon des sources hongroises, d'une « visite d'amitié » de deux jours du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, en Hongrie. — (AFP.)

MOVADO
The Museum Watch.

Réf: 8440881V80A
Prix: \$ 800 F

Réf: 8740881N
Prix: \$ 800 F

Liste des concessionnaires sur demande à : 23, rue d'Antin
VACHERON CONSTANTIN 75002 Paris
France Tél.: (1) 47.42.48.32

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

L'éminent érudit qu'est Pierre Chevallier a su s'élever, à force d'ampleur de vue, jusqu'à la puissance de la Grande Histoire.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express.

On publie de nombreuses biographies. En voici au moins une qui en excuse bien d'autres : elle doit faire date. Elle va faire date. D'abord parce qu'elle fait justice du bilboquet et des « mignons ». Bien plus encore parce qu'il s'agit d'un ouvrage puissant, porté par un courage rare, un talent aussi vigoureux que rigoureux, et cette fois-ci, visiblement accru par la sympathie.

Pierre Goubert, Le Monde.

752 p.
160 F

FAYARD

هكذا من الأصل

سكان من اللاجئين

PROCHE-ORIENT

L'OLP indésirable à Amman ?

(Suite de la première page.)

Au moins une dizaine de cadres palestiniens ont été pris de part ces dernières semaines. D'autres ont été refoulés alors qu'ils rentraient de voyage à leur arrivée en Jordanie. A d'autres encore, il a été « conseillé » de ne pas revenir. Une façon discrète mais efficace de contraindre la centrale palestinienne à réduire ses activités.

De fait, l'OLP a, d'ores et déjà, renoncé à renouveler le bail de plusieurs immeubles ou appartements qu'elle avait loués en 1985 pour ses services et envisage de regrouper encore davantage ces derniers. L'agence d'information Wafa a préféré suspendre la parution de son bulletin quotidien plutôt que de se soumettre à la censure jordanienne, comme cela lui avait été ordonné. Compte tenu de ce climat, les dirigeants de l'OLP ont demandé à ceux de leurs militants qui n'ont pas de passeport jordanien de ne pas essayer de rentrer en Jordanie. Quant à ceux qui rési-

dent dans le royaume, ils hésitent à en sortir de crainte de ne pouvoir y revenir.

L'affaire Abou Zaim

Mais la détérioration des relations entre les « arafatistes » et les autorités jordanienues ne s'arrête pas là. Il est clair que les éléments les plus anti-OLP de l'Etat jordanien (on parle notamment des services de renseignement militaires) et du gouvernement ont encouragé la rébellion de l'ancien chef des services de renseignement militaires palestiniens, le colonel Atallah Atallah (Abou Zaim), qui qu'en disent les principaux intéressés. Le colonel Atallah n'est pas le colonel Abou Moussa, le chef du mouvement de dissidence - appuyé par la Syrie - qui avait ébranlé le Fatah en 1983. Son mouvement de réforme ne menace pas la primauté de Yasser Arafat, et les Jordaniens le savent bien. Mais il constitue sans aucun doute une « nuisance » pour le chef de l'OLP, et donc un moyen de pression supplémentaire.

Abou Zaim et ses partisans se sont notamment rendus maîtres du camp de Karamah, non loin de la ville industrielle de Zarqa, avec la bénédiction des services jordanien. Ce camp, qui héberge quelque cinq cents combattants du Fatah autorisés à entrer en Jordanie l'an dernier, est devenu l'enjeu d'une épreuve de force furtive. Sept de ses officiers qui refusaient l'autorité du colonel Atallah ont été expulsés du royaume fin avril. Plus récemment, la police militaire jordanienne a interdit l'accès du camp à des responsables loyalistes de l'OLP qui venaient payer la solde des combattants. Celle-ci a finalement été distribuée, mais avec dix jours de retard.

Lutte d'influence en Cisjordanie

Jusqu'à présent, les dirigeants palestiniens ont avalé sans broncher, du moins publiquement, toutes les couleuvres qu'on leur a fait ingurgiter à Amman. Mais s'ils affirment espérer que la détérioration de leurs relations avec la Jordanie n'est que passagère, c'est sans grande conviction. D'autant que les autorités jordanienues semblent aussi avoir entrepris de contrecarrer l'influence de l'OLP

dans les territoires occupés par Israël, en particulier en Cisjordanie.

Dans l'entourage du roi Hussein, on n'a visiblement pas pardonné aux « Palestiniens de l'intérieur » les réactions hostiles au régime jordanien qui ont suivi la rupture avec l'organisation de Yasser Arafat, notamment lors des funérailles du maire de Naplouse, Zafar El-Masri, assassiné le 2 mars dernier.

Depuis quelque temps, les exemples de brimades infligées aux Cisjordanien qui traversent le Jourdain pour aller à Amman se multiplient. Certains sont purement et simplement refoulés. D'autres se voient confisquer leur passeport, qu'ils doivent ensuite récupérer auprès des moudharabat (1). Dernièrement, le maire de Bethléem, M. Elias Freij, pour avoir notoirement prouvé du pouvoir jordanien, aurait lui-même eu ses bagages fouillés. Quant à ceux qui viennent dans la capitale jordanienne pour renouveler leur passeport, ils attendraient parfois plusieurs semaines l'aboutissement de leurs démarches. Le message est clair : si les « Palestiniens de l'intérieur » souhaitent l'aide de la Jordanie, ils devront faire preuve de plus de loyauté à son égard.

Cette politique à l'égard de la Cisjordanie comme de l'OLP est cependant loin de faire l'unanimité dans les milieux gouvernementaux jordanien. Certains responsables doutent ouvertement de son efficacité et n'hésitent pas notamment à

critiquer la complaisance des autorités à l'égard du colonel Atallah et de ses partisans. Quels que soient les griefs d'Amman à l'égard de Yasser Arafat (les Jordaniens l'accusent notamment de duplicité), la Jordanie a besoin de l'OLP, soulignent en substance ses responsables.

De fait, la rupture avec la centrale palestinienne a plongé le royaume dans un profond désarroi. Après avoir fondé toute leur stratégie sur la coopération avec l'OLP, les dirigeants jordanien se sont retrouvés sans politique de rechange. Les Etats-Unis se montrent plus préoccupés par le problème du terrorisme international que par un règlement de la question palestinienne. Le rapprochement jordanien avec la Syrie n'offre pas de solution de rechange, et le monde arabe demeure paralysé par ses divisions.

Enfin, et c'est sans doute la leçon la plus amère de cette rupture, les dirigeants jordanien ont, de toute évidence, mal apprécié les réactions qu'elle suscitait dans les territoires occupés. Soumis de se prononcer sur la représentativité de la centrale palestinienne et de sa direction - c'est du moins ainsi qu'ont été interprétées certaines déclarations du roi Hussein après le 19 février - les « Palestiniens de l'intérieur » ont débâclé l'OLP et son chef. Certes, le souverain hachémite a fait ensuite machine arrière. On dit aujourd'hui à Amman qu'il a été mal conseillé, et les regards se tournent alors vers le

premier ministre, M. Zaid Rifai. Mais le mal est fait. « Tant que se poursuivait la coopération avec l'OLP, nous avions les Palestiniens des territoires occupés derrière nous. En rompant cette coopération, nous avons perdu leur soutien », estime le rédacteur en chef d'un quotidien jordanien. « Nous avons commis la même erreur que les Syriens en 1983, lorsqu'ils se sont attaqués à Yasser Arafat : c'est la position de Yasser Arafat qui s'en est trouvée renforcée », estimait, pour sa part, récemment, une personnalité proche du pouvoir. Reste à savoir si, à long terme, l'OLP n'a pas autant à perdre à ce jeu-là que la Jordanie.

EMMANUEL JARRY.

(1) Depuis le rattachement, en 1950, de la Cisjordanie à la Transjordanie par le roi Abdallah, grand-père du roi Hussein, les Cisjordanien ont la nationalité et le passeport jordanien.

RECTIFICATIF. - Dans l'article intitulé « Le roi Hussein fait libérer les étudiants arrêtés lors des violents incidents de Yarmouk » (le Monde du 20 mai), la dernière phrase du deuxième paragraphe a complètement été déformée. Il fallait lire : « Des rumeurs persistantes font, en outre, état d'un nombre de morts de deux à six fois supérieur à celui annoncé par le ministère jordanien de l'intérieur », et non pas « de l'engagement de forces de deux à six fois supérieures à celles qu'assure avoir utilisées le ministère jordanien de l'intérieur ».

FÊTE DES MÈRES UN LIVRE

INOUBLIABLE

MARION ZIMMER BRADLEY

LES DAMES DU LAC

La plus merveilleuse évocation de la sagesse du Roi Arthur qu'il m'ait été donné de lire. Absolument extraordinaire.

Isaac Asimov



ET LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE

Roman 430 pages

PYGMALION GERARD WATELET

LES ENTRETIENS FRANCO-IRANIENS A PARIS

« Un climat très amical » selon l'émissaire de Téhéran

Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a été reçu pendant une heure trente, mercredi 21 mai par M. Jacques Chirac, et a commenté avec une visible satisfaction son entretien à Matignon : « Cette visite en France, et-t-il notamment déclaré, est marquée par des points positifs, et nos experts sont prêts d'aboutir à des accords ». M. Moayeri a encore indiqué que les conversations que la délégation iranienne avait à Paris depuis mardi dernier « se déroulaient dans un climat très amical » et s'en est déclaré « ravi ».

Un peu plus tôt, dans l'après-midi, la délégation iranienne avait été brièvement reçue à l'Elysée, d'abord par M. Jean-Louis Bianco, le secrétaire général de la présidence, puis par M. Mitterrand, auquel M. Moayeri a remis un message du président iranien, M. Ali Khamenei.

Si l'atmosphère paraît chaleureuse - et cela est nouveau, - on se refuse, en revanche, de part et d'autre, à commenter le détail de ces conversations destinées à normaliser les relations entre les deux pays. Le vice-premier ministre iranien,

ancien chargé d'affaires à Paris, s'est borné à rappeler qu'il y avait, pour Téhéran, trois sujets de contentieux : le remboursement du prêt de 1 milliard de dollars consenti par l'Iran au Commissariat à l'énergie atomique en 1974 ; la neutralité de la France dans la guerre avec l'Irak ; et « le problème de la propagande anti-iranienne et des contre-révolutionnaires qui résident en France ».

Les discussions devaient se poursuivre ce jeudi après-midi au Quai d'Orsay où le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, devait recevoir M. Moayeri et les deux hauts fonctionnaires iraniens qui l'accompagnent.

Officiellement, l'Iran se refuse catégoriquement à inclure dans le contenu des Franco-iraniens l'affaire des otages français détenus au Liban par des extrémistes chiites libanais pro-iraniens. « Nous sommes tous à fait opposés aux prises d'otages, et l'Islam aussi est opposé à ce genre d'action », a déclaré M. Moayeri à ce sujet, ajoutant toutefois : « Nous allons faire partout dans le monde tout ce qui est en notre pouvoir dans ce domaine ».

Ebauche d'un dialogue entre le Fath et Damas

De notre correspondant

Amman. - Depuis la rupture entre le roi Hussein et M. Arafat, un début de dialogue s'est ébauché, avec la bénédiction de Moscou, entre le Fath, principale composante de la résistance palestinienne, et le gouvernement syrien. Les Soviétiques avaient fait savoir, dès janvier dernier, qu'ils étaient désireux de promouvoir une réconciliation entre M. Yasser Arafat et le régime syrien, et une réunification de l'OLP.

Lors d'une réunion à Bagdad, le 13 janvier dernier, les instances dirigeantes du Fath avaient fait un premier pas à la demande de Moscou en décidant de suspendre toute propagande antisyrienne. Mais ce n'est qu'après le 19 février - date de la rupture entre Amman et l'OLP - que les contacts ont réellement repris avec Damas. M. Abou Iyad, l'un des proches collaborateurs de M. Yasser Arafat, a notamment rencontré le frère du président Hafez El Assad, M. Rifat, à Paris (il avait déjà rencontré quelque temps auparavant à Genève) et, le 6 avril, l'un des responsables des services de sécurité du Fath, M. Abou Jihad, avait des entretiens avec de hauts fonctionnaires du ministère syrien de la défense à Athènes.

Les Syriens ont montré un certain intérêt. Ils auraient ainsi renoncé à exiger la mise à l'écart de M. Yasser Arafat comme condition préalable à une réconciliation. Mais ils demandent aux

dirigeants palestiniens une déclaration écrite dans laquelle ils déclarent leur soutien au rôle joué par la Syrie et l'armée syrienne en 1982, lors de l'invasion du Liban par Israël. Le président Assad n'a en effet jamais pardonné à M. Yasser Arafat d'avoir ouvertement critiqué l'attitude de Damas durant le siège de Beyrouth.

Le retour des fedayin au Liban

Les dirigeants palestiniens ont, jusqu'à présent, rejeté la demande syrienne et ne veulent pas aller plus loin qu'une déclaration générale sur le soutien de la Syrie à la cause palestinienne, indique-t-on dans les milieux de l'OLP à Amman. Autre sujet délicat : le Liban. Les Syriens voudraient, notamment, avoir l'assurance que l'OLP ne gênera pas leur politique dans ce pays. Or, l'organisation palestinienne est redevenue, ces derniers temps, au Liban, une force avec laquelle il faut compter, comme on a pu le constater lors des offensives du mouvement chiite Amal contre les camps de réfugiés à Beyrouth.

Quelque 14.500 combattants palestiniens avaient quitté le Liban en 1982, après le siège de Beyrouth. Beaucoup y sont revenus, confirme le numéro deux du Fath, M. Abou Jihad. En outre, la jeune génération des réfugiés qui n'avaient pas l'âge de porter le fusil à cette époque, vient aujourd'hui grossir les rangs de la résistance.

La Fath entretient, d'autre part, des relations étroites avec certaines fractions libanaises hostiles à Damas, comme les Hezbollah ou les Moujahidoun. Quant au dirigeant druze M. Walid Joumblatt, il a, dit-on, adopté une attitude de neutralité bienveillante vis-à-vis de l'organisation de M. Yasser Arafat. Même les maronites, du moins certains d'entre eux, ont des contacts avec le Fath - à commencer par le président Amine Gemayel, qui a récemment rencontré M. Abou Iyad à Tunis.

« Notre seule préoccupation est la situation des Palestiniens au Liban et la protection de nos camps », déclarent les dirigeants de l'OLP à qui veut les entendre. Des propos qui ne trompent personne. Vis-à-vis de la Syrie, le retour en force du Fath sur la scène libanaise est une carte trop bonne pour que M. Yasser Arafat n'en joue pas. Cela étant, les contacts entre le Fath et le régime de Damas sont pour le moment au point mort, admet-on dans les milieux de l'OLP à Amman. La récente visite en Jordanie du président Hafez El Assad ne paraît, toutefois, pas les avoir émus outre mesure, bien qu'il ait certainement été question des relations jordanien-syrien-palestiniennes lors des entretiens du chef de l'Etat syrien avec le roi Hussein. Il est vrai que si les deux hommes ont en commun de ne guère aimer M. Yasser Arafat, c'est pour des raisons fort différentes.

E. J.

BESOIN D'ARGENT ?



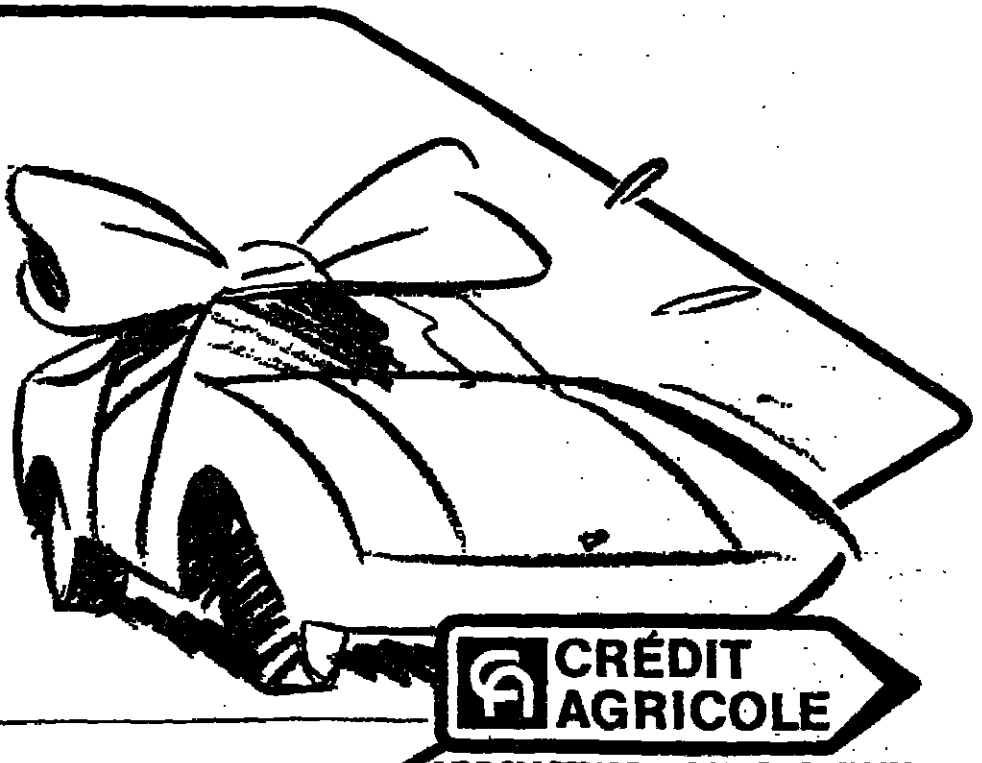
PETIT COUP DUR OU GRAND COUP DE CŒUR : NOUS VOUS PRETONS.

Des quintuplés qu'on n'attendait pas ou une voiture dont on rêve depuis longtemps ? Le Crédit Agricole vous propose ses crédits à la consommation : Crédit-Depannage ou Prêt-Projet, vous allez bénéficier de cinq avantages :

- L'étude de votre cas personnel ;
- La mise à disposition rapide des fonds sous réserve de l'acceptation de votre dossier ;
- Un financement pouvant atteindre 100 % de vos besoins ;
- Des taux très modérés ;
- Un remboursement sur mesure

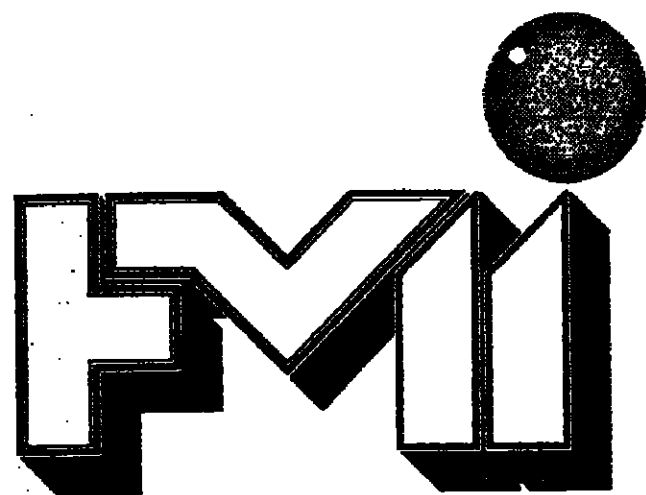
Petit imprévu ou grand projet, pensez au Crédit Agricole, ça tombe sous le sens

CREDIT AGRICOLE.



CRÉDIT AGRICOLE
LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

Nous
FRAN
ÉLÉPHO
Distributeur
RMC Audiovisuel



FRANCE MEDIA INTERNATIONAL

Premier Distributeur* de Programmes Français
Dans le Monde

20 000 Heures Diffusées
Dans 170 Télévisions Étrangères.

Exportateurs Français,
les Images de la France
c'est aussi Votre image.

Nous pouvons Aider à votre Expansion:

FRANCE MEDIA INTERNATIONAL
TÉLÉPHONE: 45 01 55 90 TÉLEX: FMI 614 186

* FMI Distributeur de TF1, A2, FR3, SFP, INA, et aussi Télécip, Hamster, Technisonor, RMC Audiovisuel, Pathé Cinéma, Mars International Production, Initial Groupe, etc.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les deux parlementaires français en mission ont rencontré la plupart des protagonistes du conflit à l'exception du Hezbollah

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est bien à un attentat que les deux parlementaires français en mission au Liban, MM. Jean-François Deniau et André Bellon, ont échappé, mardi 20 mai au sud, en même temps que l'ambassadeur de France, M. Christian Giraux, et l'attaché militaire, le colonel Goutierre, qui les accompagnent.

« A un attentat soigneusement préparé et prémédité », ont-ils souligné au cours d'une conférence de presse consacrée à faire le point sur leur mission de trois jours. Mouvementée donc, et bien remplie, celle-ci s'est déroulée des deux côtés de la ligne de démarcation et les émissaires français ont finalement rencontré la majeure partie des protagonistes libanais, à la notable exception du Hezbollah. Ils se sont pour cela rendus par deux fois à Beyrouth-Ouest (secteur musulman), avant de se rendre à nouveau à l'ouest du point de vue de différents chefs religieux et politiques musulmans.

L'appareil, piloté par un officier italien, venait de prendre son envol à la limite de la zone de la FINUL et avait atteint l'altitude de 150 mètres lorsque il a été assailli de plusieurs rafales de mitrailleurs, vraisemblablement tirées à partir de la lisière de la zone non-FINUL, qui l'ont atteint de plein fouet. Le pilote a réussi à poser son appareil criblé de balles, et c'est de plus miracle qu'il n'ait pas pris feu puisque l'essence et l'huile s'échappaient de ses réservoirs et d'autres organes mécaniques.

« L'attentat est autant anti-français qu'anti-libanais », a souligné M. Deniau. C'est-à-dire, en l'occurrence, anti-Amal puisque ce sont les responsables de ce mouvement que les deux parlementaires ont rencontré au Sud.

26 morts dans les bombardements

Ceux-ci ont souligné le caractère exceptionnel de leur mission accomplie durant une session parlementaire en vertu d'une dérogation de l'intérêt tout à fait spécial de la France à l'égard du Liban, tous partis confondus. La majorité en la personne de M. Deniau et l'opposition en celle de M. Bellon, s'y associant dans le cas présent. M. Deniau, qui était déjà là en

décembre dernier et M. Bellon qui en est à sa cinquième mission, tous deux vieux routiers de l'affaire libanaise, ont constaté l'allure vertigineuse à laquelle évolue la situation, en fait, bien qu'ils ne l'aient pas dit en ces termes, l'allure à laquelle elle se dégrade. Ils rapportent de leur mission l'impression que sur un point en tous cas, leurs interlocuteurs de tous bords ont été unanimes : le maintien de la FINUL au Sud et, pour cela, de la présence française qui en constitue l'ossature, ce qui n'exclut pas la redéfinition souhaitée par Paris des rôles et tâches de cette force internationale.

« Nous avons tout écouté attentivement, y compris les silences et en rendrons compte, en même temps que nous essayerons d'expliquer à l'opinion française les données si complexes et si mouvantes de l'affaire libanaise. »

Tenant leur conférence de presse à l'ambassade de France en secteur chrétien, MM. Deniau et Bellon ont eu droit aux questions-reproches usuelles des journalistes libanais sur les missions françaises qui se succèdent au Liban, d'informer et repartent sans que la France n'agisse, du moins en faveur des chrétiens. Ils ont répondu en rappelant les différentes actions de la France et en affirmant que, sur le plan culturel, il n'était pas question de réduire l'enveloppe de l'action française au Liban.

La dernière nuit de MM. Deniau et Bellon au Liban a coïncidé avec une brusque et meurtrière flambée à Beyrouth et dans l'arrière-pays, qui

a fait 26 morts (20 dans la banlieue sud chiite en secteur musulman et 6 disséminés dans tout le secteur chrétien) et une soixantaine de blessés (40 du premier côté, 20 de l'autre). Outre les victimes, le bombardement a eu pour effet d'annuler, pour raison de sécurité, le « sommet » inter-communautaire des chefs spirituels musulmans et chrétiens, qui devait se tenir à l'occasion de la visite que devait rendre le patriarche maronite au mufti sunnite qui l'avait félicité lors de son élection. L'embarquement du front a rendu cette rencontre impossible, car le patriarche devait passer à Beyrouth-Ouest. D'autant plus que le message était clair, les alentours du patriarcat maronite à Bkerke ayant été la cible des obus tirés sur le secteur chrétien, la rencontre s'était déjà déroulée, d'ailleurs, aux dimensions plus modestes d'une réunion maronito-sunnite, après que les chefs religieux chiites et cruzees se fussent désistés en extrême.

La montée des tensions et des périls continue inexorablement au Liban dans un contexte de crise économique galopante (le dollar a atteint 1 L et le FF dépasse 4 L), malgré quelques signes d'assouplissement que l'on croit déceler de temps à autre chez le président syrien M. Hafez el Assad, même si le président libanais, M. Amine Fayyad, mis à l'index par Damas, s'est efforcé d'y répondre en soulignant : « Il ne sert à rien (pour le Liban) de se concilier l'univers si l'on vient à s'aliéner la Syrie ».

LUCIEN GEORGE.

EN DÉPIT D'UNE MÉDIATION AMÉRICAINE

Le désaccord persiste entre Israël et l'Egypte sur l'enclave de Taba

De notre correspondant

Jérusalem. — Décidément, le réchauffement de la paix entre Israël et l'Egypte ne semble pas pour demain. Un nouveau « round » de pourparlers, qu'on disait décisif, sur le litige frontalier de Taba — une enclave de quelques kilomètres carrés dans le Sinaï — s'est soldé par un échec, mercredi 21 mai, à Herzliya, au nord de Tel-Aviv. La délégation égyptienne a repoussé toutes les propositions de compromis faites au nom des Etats-Unis par le

juge Avraham Sofaer, conseiller juridique au département d'Etat.

Soucieux de voir régler une querelle qui empêche les relations entre ses deux meilleurs alliés au Proche-Orient, le gouvernement américain se conduit maintenant, dans cette affaire, plus en médiateur qu'en simple observateur. Il use de son influence pour amener les parties en conflit à plus de souplesse. D'où la décision d'envoyer en Israël pour la circonstance un haut fonctionnaire de premier plan. Ainsi, a-t-on vu pendant deux jours, à Herzliya, le juge Sofaer jouer au maître de cérémonie en organisant des navettes entre Egyptiens et Israéliens. En vain.

Si la plupart des problèmes de procédure ont été résolus, le principal point de désaccord reste intact. Il porte sur la formulation de la question qui devra être soumise aux arbitres internationaux. Pour l'Egypte, ceux-ci devraient déterminer l'endroit « exact » de la frontière telle qu'elle a été fixée sur le terrain à l'époque du mandat britannique sur la Palestine et après l'accord d'armistice de 1948. Le Caire se fonde notamment sur des cartes datant de 1917.

Israël souhaite, au contraire, qu'on détermine la frontière « correcte ». Autrement dit, qu'on retienne son tracé juridique, qui a été fixé par le traité de 1948. Jérusalem étaye sa revendication sur des cartes remontant à l'accord égypto-ottoman de 1906. Frontière « correcte » ou « exacte » ? Par elle-même, la question est sans doute dérisoire. Mais, en l'occurrence, les termes de la question posée aux arbitres conditionneront très largement leur réponse. D'où cette âpre querelle de grammairiens.

Pour le reste, secondaire à ce stade, les deux pays se sont à peu près mis d'accord. Ils ont sélectionné une liste d'arbitres possibles. Contrairement à ce qu'on avait laissé prévoir, aucun d'entre eux ne serait américain. Israéliens et Egyptiens ont également déterminé les conditions d'accès à Taba des ressortissants du pays qui aura perdu lors de l'arbitrage. Ceux-ci pourront facilement profiter de la plage et des facilités touristiques de l'enclave moyennant un visa à entrée multiple.

Les discussions pourraient se poursuivre au Caire dès la semaine prochaine. Aux yeux de Washington, le dossier ne semble pas encore tout à fait « mûr ». Selon M. Ezer Weizman, ministre israélien sans portefeuille, qui a été reçu mercredi pour la seconde fois par le secrétaire d'Etat George Shultz, ce dernier n'envisage pas, comme on lui en avait prêté l'intention, de se rendre bientôt au Proche-Orient pour donner un coup de pouce à la négociation en cours.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

PRESSIONS CROISSANTES DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN SUR LES MÉDIAS

La presse, le secret et la raison d'Etat

De notre correspondant

Washington. — Une obscure loi a soudainement acquis, aux Etats-Unis, une gloire douteuse. Vieille de trente-six ans et en elle-même incontestable, elle ne fait, sans surprise, qu'interdire la diffusion d'informations sur le code ou l'interception de communications par les services secrets, elle est en effet devenue l'efficace instrument d'une offensive délibérée du pouvoir exécutif contre un autre pouvoir, celui de la presse.

Après les difficultés faites à NBC, le Post s'est finalement résolu à faire connaître l'ampleur de ces pressions, mais n'a pas pour autant décidé de les ignorer, puisque l'article qu'il leur a consacré mercredi ne reprend que partiellement celui qui avait été programmé pour le début du mois — en laissant de côté toutes les précisions techniques sur le système livré aux Soviétiques par William Fulton.

Sans porter de jugement sur les interventions officielles qu'il rapporte, le quotidien indique seulement à ce propos que son rédacteur en chef, M. Ben Bradlee, « continue de croire que l'article original n'aurait rien révélé que les Soviétiques ne savaient déjà », mais qu'il ne l'a pas fait imprimer dans son intégralité, car les avocats du journal le lui avaient déconseillé et qu'il était incapable de pleinement juger de la validité des objections de sécurité nationale avancées par les responsables.

Croyant savoir que ces renseignements, déjà en possession du KGB, portaient sur un système d'écoute électronique des ports soviétiques grâce aux sous-marins de la Navy, le journaliste avait donné cette information qu'il n'était, au demeurant, pas seul à avoir obtenu, puisque le Washington Post aurait normalement dû la publier — avec force détails — dès le 4 mai.

Or si le quotidien de la capitale avait renoncé à ce scoop, c'est que M. Casey avait personnellement menacé sa rédaction en chef, deux jours auparavant, d'invoquer contre le journal cette loi de 1950, qui n'avait jamais été, jusqu'à présent, utilisée contre la presse. Le Post s'était alors donné un délai de réflexion et vient de révéler, mercredi 21 mai, que M. Reagan en personne s'était ensuite directement adressé, le 10 mai, à la propriété du journal, Mr. Graham, pour la presse de ne pas laisser publier l'article. Outre les déclarations du président et du directeur de la CIA, le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral

Poindexter, le directeur de la National Security Agency, le général Odum, et plusieurs autres responsables de premier plan avaient fait valoir auprès de la direction du journal que cette publication pourrait être dommageable à la sécurité nationale.

Après les difficultés faites à NBC, le Post s'est finalement résolu à faire connaître l'ampleur de ces pressions, mais n'a pas pour autant décidé de les ignorer, puisque l'article qu'il leur a consacré mercredi ne reprend que partiellement celui qui avait été programmé pour le début du mois — en laissant de côté toutes les précisions techniques sur le système livré aux Soviétiques par William Fulton.

Sans porter de jugement sur les interventions officielles qu'il rapporte, le quotidien indique seulement à ce propos que son rédacteur en chef, M. Ben Bradlee, « continue de croire que l'article original n'aurait rien révélé que les Soviétiques ne savaient déjà », mais qu'il ne l'a pas fait imprimer dans son intégralité, car les avocats du journal le lui avaient déconseillé et qu'il était incapable de pleinement juger de la validité des objections de sécurité nationale avancées par les responsables.

Autocensure

Autrement dit, le Washington Post reconnaît qu'il s'autocensure depuis trois semaines, non pas pour des raisons que sa rédaction juge bonnes, mais par crainte de représailles judiciaires qui apparaissent infondées à sa direction. Même si elle se révélait demain temporaire, cette situation en dit long sur l'évolution récente du rapport de forces entre la presse et les pouvoirs publics américains. Ce que l'éditeur n'ose pas dire depuis très longtemps, c'est qu'il se livre à un exercice de la liberté d'information, et que la presse n'aurait pas accepté hier, sous cette indépendance à de mauvais arguments, elle y consent désormais.

La raison de ce changement est que la presse et beaucoup de journalistes américains ont eu parfois trop de tendance à considérer pour acquis le prestige que leur avait valu les batailles de la guerre du Vietnam et du Watergate, et à exacer à trop bon

compte, contre M. Ford et M. Carter, des fonctions de procureurs. Une certaine « arrogances » leur est en conséquence souvent reprochée dans l'opinion, au moment même où la stupéfiante popularité personnelle de M. Reagan et l'évident désir des Américains d'avoir un pouvoir respecté tempèrent l'ardeur critique des éditorialistes, et transforment les conférences de presse présidentielles en courtois échanges ponctués de clins d'œil.

L'équipe au pouvoir, qui sait manier l'image télévisée et les fausses fuites dirigées avec un art d'expert en communication, n'aurait eu dans ce contexte aucune raison de ne pas pousser son avantage en lançant, tout à fait officiellement, une campagne contre les « fuites », c'est-à-dire celles qui ne sont pas officiellement organisées. Un petit fonctionnaire du département d'Etat et un haut fonctionnaire du département de la défense ont ainsi été récemment licenciés pour avoir trop parlé à des journalistes. La chaîne NBC, encore elle, a dû faire face à un déluge de critiques pour avoir réalisé une interview d'un terroriste palestinien en acceptant de ne pas révéler où l'entretien avait eu lieu.

Un climat se crée, dont l'élément le plus significatif est que la presse ne réveille pas tout le monde face à l'offensive, sans doute en large partie parce qu'elle ne se sent pas soutenue dans le pays. On ne jette pas de journalistes irrespectueux en prison, les libertés américaines ne sont pas menacées, mais cette mauvaise passe pour la liberté d'expression est d'autant plus regrettable qu'on peut craindre que les dirigeants américains ne cèdent pas seulement à la désir naturel de mieux contrôler la presse.

A l'heure où « l'action secrète » dont M. Shultz faisait encore une fois l'éloge la semaine dernière tend à redevenir un instrument privilégié de la politique étrangère américaine — non seulement contre le terrorisme, mais aussi contre les régimes prosoviétiques du tiers-monde, — le secret sur le secret redonne, lui, une exigence de la raison d'Etat. Rien n'est jamais acquis.

BERNARD GUETTA.

MALGRÉ SON INCULPATION POUR DÉTOURNEMENTS DE FONDS

M. Jackie Presser est triomphalement réélu président du Syndicat des camionneurs

Correspondance

Washington. — Moins d'une semaine après son inculpation pour avoir détourné 700 000 dollars des fonds du syndicat, M. Jackie Presser a été, mercredi 21 mai, triomphalement réélu pour cinq ans président du Syndicat des camionneurs. Son succès ne faisait pas de doute dès l'instant où la convention du syndicat, réunie à Las Vegas, avait rejeté plusieurs motions visant à modifier le système d'élection des dirigeants. Les minoritaires avaient souhaité que le président du Syndicat et ses principaux collaborateurs soient élus directement par les membres de l'organisation syndicale et non par les délégués à la convention, qui se réunissent tous les cinq ans. Les responsables des syndicats locaux étant automatiquement désignés comme délégués sont ainsi nettement majoritaires au sein de la convention.

Les délégués ont également rejeté une motion qui aurait réduit le traitement annuel du président à 125 000 dollars alors que celui-ci, après ses détracteurs, en reçoit environ 500 000 et ses principaux collaborateurs 200 000 annuellement.

« 100 000 dollars ne représentent pas grand-chose aujourd'hui », déclarait un délégué, tandis que plusieurs autres allaient même jusqu'à proposer d'augmenter jusqu'à 1 million de dollars le traitement de M. Jackie Presser. Celui-ci, jouant les grands seigneurs, remercia ses amis et refusa, sous les applaudissements, une augmentation aussi importante. En fait, il est de loin le

leader syndical le mieux payé des Etats-Unis.

Incontestablement, M. Jackie Presser jouit d'une grande popularité, tout comme ses prédécesseurs, Williams, Hoffa et Beck, qui furent tous condamnés à des peines de prison pour escroqueries et malversations. Les quelques délégués nourris par les plus grands douteurs sur l'intégrité de M. Presser s'accrochaient finalement bien de sa malhonnêteté dans la mesure où, à la tête du syndicat — le plus puissant du pays par le nombre avec 1 600 000 membres, — il en a amélioré la gestion et contribué à assurer de bons contrats pour ses membres sans avoir à relever les cotisations.

La plupart des délégués pensent que les poursuites contre M. Presser et son inculpation ont été motivées par des raisons politiques. Beaucoup le considèrent comme une victime d'un président républicain, des grandes sociétés et des médias désireux de se débarrasser d'un leader syndical qui cherche à améliorer les conditions de vie des travailleurs. En fait, une commission présidentielle avait, en mars dernier, accusé M. Presser d'être lié à des organisations criminelles. Elle déplorait en même temps que certains dirigeants syndicaux, suspects d'être associés à des éléments criminels, entretenaient des relations suivies avec des personnalités politiques.

En fait, l'attitude du gouvernement républicain à l'égard du syndicat est ambiguë. Certes, dans son discours, M. Brock, ministre du travail, a invité ses termes vigoureux le syndicat à épurer ses rangs. Mais

l'administration Reagan entretenait de bonnes relations avec lui et, après l'élection de 1980, nomma M. Presser conseiller du travail. Pendant presque un an le ministre de la justice s'abstint de poursuivre M. Presser qui, en plus de ses pratiques douteuses, aurait été pendant un certain temps informateur pour le compte du FBI.

M. Presser est un personnage haut en couleur représentant le syndicalisme vigoureux d'un autre siècle, dont les dirigeants, dépourvus d'idéologie, se préoccupent essentiellement d'assurer par tous les moyens, y compris les plus violents, des avantages matériels immédiats pour leurs membres. Son arrivée dans la salle de la convention fut digne d'un spectacle hollywoodien : quatre costards habillés en centurions romains transportèrent au son d'une musique martiale leur leader dans une chaise dorée jusqu'à la tribune. Une tâche difficile : M. Presser pèse environ 150 kilos.

HENRI PIERRE.

« La vente d'armes américaines à l'Arabie saoudite. — Comme on pouvait s'y attendre (le Monde du 22 mai), le président Reagan a opposé son veto, mercredi 21 mai, à une résolution du Congrès bloquant l'importante vente d'armes à l'Arabie saoudite, mais il n'a pu obtenir une vote immédiat du Sénat pour l'entériner. Dans un message au Sénat, M. Reagan avait souligné qu'il ne pouvait « permettre au Congrès de (...) nuire aux intérêts vitaux, stratégiques, politiques et économiques [des Etats-Unis] au Proche-Orient ». — (AFP, UPL).

Un ancien diplomate libyen assassiné à Berlin-Est selon « Die Welt »

selon « Die Welt »

Bonn (AFP). — Un ancien membre du bureau populaire libyen (ambassade) à Bonn, M. Mohammad Ashour, quarante-deux ans, a été retrouvé assassiné de plusieurs balles de revolver, dans la nuit du 2 au 3 mai dans un parc de Berlin-Est, affirme le quotidien Die Welt dans son édition du jeudi 22 mai. Die Welt assure tenir ses informations d'un porte-parole de l'Union générale des étudiants libyens en RFA. Le journal, se référant à la même source, indique d'autre part, qu'une fusillade a eu lieu, pendant le week-end de la Pentecôte, dans les locaux du bureau populaire libyen à Berlin-Est, à la suite de violentes discussions au sujet du rôle de cette mission diplomatique doit jouer ou non dans les attentats en Occident.

Die Welt ne fait pas état d'éventuels blessés.

Selon le quotidien, l'assassinat de M. Ashour, qui préparait un doctorat de sciences politiques à l'université libre de Berlin-Ouest, a été tenu secret jusqu'à ce jour par les autorités ouest-berlinoises et est-allemandes qui en cherchent toujours les motifs et les auteurs.

Les enquêteurs chercheraient à savoir si M. Ashour, qui avait des relations suivies avec plusieurs membres du bureau populaire libyen à Berlin-Est, n'a pas été assassiné parce qu'il connaissait les noms des auteurs de l'attentat anti-américain contre le cinéthèque de Berlin-Ouest La Belle, qui avait fait deux morts et deux cents blessés, le 5 avril dernier. — (AFP.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP

64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vie pal. Evry (91) 3 juin à 14 h
A BOISSY-SOUS-SAINT-YON (91790)
M. A. P. : 150 000 F
S'ad. SCP R. Elia, J.-M. Grimal, F. Elia avocats à Evry (91000), 3, r. Village
Tél. : 60-77-96-10

Cabinet de la SCP d'av. Chevalier, Chevillon-Andrieu et Baradez, 108, pl. des Mirails à Evry. Tél. : 64-97-11-11.

VENTE SUR SAISIE IMMOB., au palais de justice d'Evry (Seine-et-Marne), rue des Mazières, le 10 juin 1986 à 14 h, d'un PAVILLON D'HABITATION SIS A FONTENAY-LES-BRIS (91000) - HAMEAU DE VERVILLE, 15 RUE DE LA BUTTE-AUX-PAILLONS. De 6 p. plus, div. s/s-sol compris, avec 2 p. et gar. pour 2 voit. Cour devant et jardin sur lequel se trouvent : petit bâtiment et bungalow. Arbres fruitiers. Contenance TOTALE 1 000 m² d'après cadastre.

MISE A PRIX : 70 000 F. Consig. oblig. pour enchères. Les enchères ne peuvent être portées que par un av. inscrit au barreau d'Evry (l'av. du pouvoir ne peut intervenir que pour celui-ci).

حکومت العراق

LA CRIMINALITÉ ET DE

Le crime est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

La criminalité est un phénomène complexe qui se manifeste sous diverses formes. Il est le résultat de multiples facteurs sociaux, économiques et culturels. La criminalité est un problème qui concerne toute la société et qui nécessite une approche globale pour être résolue.

politique

LE GOUVERNEMENT ET LA SÉCURITÉ

Quatre nouveaux projets de loi

Elaborés en moins de deux mois, cinq projets de loi sur la sécurité sont actuellement soumis au Conseil d'Etat. Ils concernent la répression du terrorisme - ce projet a déjà été présenté dans ces colonnes (Le Monde du 20 mai) -, la lutte contre la criminalité et la délinquance, les contrôles et vérifications d'identité, l'application des peines, les condi-

tions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Ce dernier projet vise notamment l'expulsion d'étrangers constituant « une menace pour l'ordre public ». Mais, afin sans doute d'éviter un amalgame trop criant entre immigration et délinquance, son examen devrait être dissocié de celui des autres textes. Ceux-ci devraient être présentés au conseil

des ministres du 28 mai, tandis que le projet de loi sur les étrangers pourrait être soumis à l'un de ceux de juin.

Un sixième projet de loi avait été élaboré, instituant une carte nationale d'identité informatisée, mais le gouvernement a finalement opté pour la for-

mule du décret. Voici donc, sous réserves d'éventuelles modifications après l'avis consultatif du Conseil d'Etat, les principales dispositions des quatre nouveaux projets de loi : lutte contre la criminalité et la délinquance, contrôles et vérifications d'identité, conditions d'entrée et de séjour des étrangers, application des peines.

1. - CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE

Le projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance groupe plusieurs textes originellement distincts. Ses dispositions devraient faire évoluer le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires dans un sens plus répressif. Il s'agit de trois innovations : le rétablissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs pour certains délits, l'extension de la procédure la plus rapide dit de « comparution immédiate » (ex-fractions délictuelles), l'introduction d'une « période de sûreté » pour les condamnés à la réclusion à perpétuité, d'une durée de trente ans et qui ne pourra être réduite si elle est prononcée au maximum, et, sauf droit de grâce, à moins de vingt ans effectifs en cours de détention.

● L'association de malfaiteurs. - Le projet de loi rétablit l'incrimination d'« associations de malfaiteurs » - qui existe actuellement pour des crimes - pour certains délits particulièrement graves : proxénétisme, vol aggravé, destruction par explosif ou extension de fonds. L'intérêt policier de cette modification du code pénal est évident : elle permet d'interdire et de poursuivre d'éventuels délinquants avant qu'ils aient commis l'acte qui leur est potentiellement reproché, s'ils ont « participé à une association formée ou à une entente établie en vue de la préparation, concertée par un ou plusieurs faits matériels », des délits visés. « La gravité des délits de proxénétisme ou d'extension de fonds et l'organisation qui préfigure la plupart du temps une telle délinquance », explique l'exposé des motifs, justifient pleinement que celle-ci puisse être appréhendée dès le stade de sa préparation par une bande organisée. »

● La comparution immédiate. - La lutte contre l'insécurité passe par l'accélération du cours de la justice pénale, résume l'exposé des motifs. Aussi le projet de loi s'en

prend-il au principal « obstacle » qui entraverait, selon lui, l'élargissement de la procédure la plus rapide, celle de la « comparution immédiate ». Actuellement, seuls les délits flagrants peuvent être poursuivis selon cette procédure. En d'autres termes, le délinquant doit avoir été pris sur le fait. Afin de « donner à la comparution immédiate son plein essor », il sera donc prévu que « toutes les fois que les charges réunies lors de l'enquête sont suffisantes, peu importe que le délit soit flagrant ou non : la condition de flagrance est remplacée par celle des charges pesant sur le prévenu ». Il y a là, évidemment, le risque d'une justice expéditive.

● La période de sûreté. - Le gouvernement n'a finalement pas opté, comme l'avait présumé l'annonce M. Jacques Chirac, le 9 avril, pour une peine « incompréhensible » qui introduirait une « automatisation » risquant de conduire les cours d'assises « à renoncer à la peine perpétuelle au profit d'une peine à temps ». On ne change donc pas radicalement le système actuel - qui prévoit une période de sûreté de dix-huit ans - mais on y introduit deux modifications : un allongement de cette période à trente ans maximum « à l'égard des personnes condamnées à la réclusion criminelle à perpétuité à la suite d'atteintes à la vie humaine ou à l'intégrité corporelle particulièrement graves », une impossibilité « en dehors du droit de grâce du président de la République - de réduire cette période maximale à moins de vingt ans en cours de détention.

MONDES EN DEVENIR
Rapports à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales :
● Famille. Mieux comprendre, mieux aider.
● La déforestation : aspects humanitaires.
● La désertification.
Editions BERGER-LEVRULT

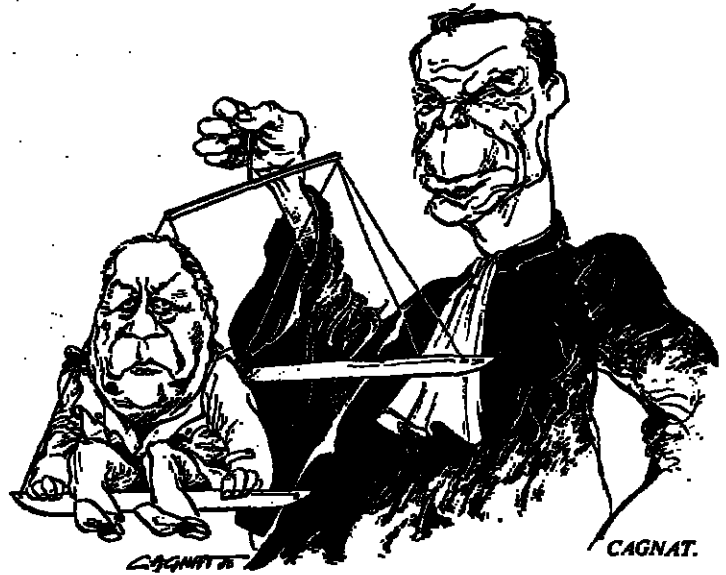
C'est donc toujours aux cours d'assises qu'il reviendra de fixer la durée de cette période de sûreté. Sur requête du juge d'application des peines (JAP), la chambre d'accusa-

tion pourra réduire, par la suite, cette période, mais si elle a été fixée à trente ans, il faudra que le condamné ait « subi au moins vingt années de détention ».

2. - APPLICATION DES PEINES

Un second projet de loi « tendant à limiter l'érosion des peines » vise à diminuer les réductions de peine en cours de détention. Celles qui sont motivées par le succès à un examen, ou l'effort de réadaptation

projet de loi limite les prérogatives du juge d'application des peines (JAP), actuellement maître des décisions en matière de libération conditionnelle, de permission de sortir, de régime de semi-liberté, etc.



sociale, seront désormais confondues et ne pourront excéder deux mois par année de détention. Cette réduction ne sera que d'un mois si le condamné est récidiviste. De plus, le

Désormais, les décisions prises par le JAP pourront être « déferées » devant un tribunal correctionnel à la demande du procureur de la République.

3. - CONTROLES D'IDENTITÉ

Un troisième projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité vise à autoriser la police à effectuer plus aisément des « contrôles préventifs (...) en supprimant les conditions, trop restrictives, de temps et de lieux, résultant de la loi de 1983 ». Désormais, les officiers et agents de police judiciaire - cette dernière qualité ayant été accordée en 1985 aux gardiens de la paix - pourront contrôler l'identité de toute personne (...) pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Si la personne contrôlée est étrangère, elle devra, de plus, présenter ses titres de séjour.

Mais le projet ne s'arrête pas là. Il autorise les prises d'empreintes digitales et de photographies (actuel-

lement limitées aux opérations de police judiciaire et réclamant une autorisation préalable du procureur de la République ou du juge d'instruction) « si la personne interpellée manifeste son refus de justifier son identité ou fournit des éléments d'identité manifestement inexacts ».

Enfin, de façon à rendre contraignants ces contrôles, le projet de loi fait du refus de déclarer son identité et de se prêter aux prises d'empreintes et de photographies, un délit puni d'un emprisonnement de dix jours à trois mois et d'une amende de 500 à 15 000 F. Ce comportement réitéré constituera donc désormais une infraction pénale.

« La justification de son identité par la personne contrôlée », ajoute l'exposé des motifs, continuera de se faire par tout moyen, notamment

par une carte nationale d'identité infalsifiable, dont le système de fabrication et de gestion informatisée sera organisé, par décret, après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. »

Le texte de ce décret - le gouvernement avait d'abord envisagé un projet de loi - n'a pas encore été transmis à la CNIL, qui dispose d'une période maximale de deux fois deux mois pour rendre son avis.

4. - SITUATION DES ÉTRANGERS

Le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France rétablit notamment l'expulsion administrative - dite « reconduite à la frontière » - qui avait été supprimée - sauf cas exceptionnel et « grave » en matière d'ordre public - par la gauche. Le pouvoir administratif - et donc la police - est désormais aux commandes, au détriment du pouvoir judiciaire, seul décideur depuis 1981. D'ores et déjà, le représentant de l'Etat dans le département, et, à Paris, le préfet de police, peut, par arrêté motivé, prononcer la reconduite à la frontière d'un étranger « dans cinq cas qui sanctionnent diverses infractions aux conditions d'entrée et de séjour sur le territoire français. Les mêmes autorités peuvent, en outre, prononcer l'interdiction du territoire français » pour une durée de trois ans dans quatre de ces cas - notamment si l'étranger ne peut justifier être entré régulièrement en France - et « pour une durée non limitée » si l'étranger se prévaut d'un titre de séjour contrefait ou falsifié.

De plus, ces nouvelles dispositions restreignent la protection des familles des étrangers ainsi visés. Un étranger qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans pourra être expulsé « si la personne qui exerce à son égard l'autorité parentale fait elle-même l'objet d'une mesure d'expulsion ou de reconduite à la frontière, et si aucune autre personne résidant régulièrement en France n'est susceptible d'exercer l'autorité parentale à son égard ». De même, un étranger marié depuis « au moins un an » à un conjoint français ne pourra être expulsé que si « la communauté de vie des deux époux est effective » ; ou encore, s'il est père ou mère d'un enfant français résidant en France, il ne pourra être expulsé que « s'il exerce l'autorité parentale, même partielle, à son égard ».

Les prérogatives nouvelles ainsi données au pouvoir administratif, au détriment du judiciaire, se retrouvent dans le contrôle des entrées sur le territoire et dans le sort fait aux demandeurs du statut de réfugié. L'accès en France peut être refusé à tout étranger « dont la présence constituerait une menace pour l'ordre public » ; cette disposition existait déjà, mais elle était accom-

pagnée de l'obligation de faire « l'objet d'une décision écrite (...) spécialement motivée » dont le double était remis à l'intéressé. Or ces conditions disparaissent.

De même, l'« asile » d'un étranger qui entend solliciter la reconnaissance de la qualité de réfugié peut être refusé dans quatre cas, et notamment « s'il constitue une menace pour l'ordre public ». Ce tri préalable - qui sera effectué par les services de police - limite la marge de manœuvre de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Ainsi, une demande auprès de cet office devra être accompagnée d'un titre de séjour ou d'« un document provisoire de séjour délivré par le représentant de l'Etat dans le département ». S'il n'a pas franchi légalement le barrage de la frontière - où jouera la notion floue d'« ordre public », l'étranger ne pourra donc solliciter l'asile. L'OFPRA ne statuera donc plus que sur des cas que le ministère de l'Intérieur aura préalablement jugé présentables.

Enfin, le projet de loi introduit une nouvelle disposition qui ne laisse pas de surprendre. Jusqu'à aujourd'hui, un étranger ne pouvait être expulsé sur décision administrative que s'il constituait « une menace grave pour l'ordre public » ; désormais, il pourra l'être si sa présence en France « constitue une menace pour l'ordre public ou si l'intéressé se livre, à partir de ce territoire, à des agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France ». L'adjectif « grave » est supprimé et le second cas de figure est d'un usage bien mystérieux, qui pourra varier au gré des marchandages diplomatiques à l'égard d'opposants étrangers résidant en France.

Une disposition du même ordre, contenue dans un avant-projet de loi élaboré par le ministère de l'Intérieur, a cependant été abandonnée. Elle prévoyait la dissolution des associations qui « dirigées en droit ou en fait par des étrangers, se livraient, à partir du territoire français, à des activités préjudiciables à la politique extérieure de la France ». Là aussi, on pouvait légitimement voir une épée de Damoclès suspendue sur les opposants politiques à des régimes non démocratiques mais alliés de la France. De fait, elle subsiste, sous une forme atténuée, dans le projet de loi sur le terrorisme qui prévoit la dissolution des associations étrangères qui, selon l'exposé des motifs, « organisent, à partir de la France, des actions de déstabilisation à l'encontre de pays étrangers »...

EDWY PLENEL

A l'Assemblée nationale RECOURS AUX ASSURANCES POUR INDEMNISER LES VICTIMES D'ATTENTATS

Interrogé, le mercredi 21 mai, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions au gouvernement, par M. Xavier Dugoin (RPR, Essonne) sur les conditions d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a notamment répondu : « Depuis plusieurs années, le traitement de ce dossier pénible a été marqué du sceau de l'improvisation, de la négligence et de l'imprévision ». Il a annoncé que, pour le gouvernement, « le moyen le plus rapide de réparer les préjudices corporels était de recourir aux assurances. Nous avons engagé des pourparlers avec elles : il paraît possible de généraliser la couverture des risques d'attentat grâce à des clauses annexées aux contrats habituels (...) et en étendant à la clientèle les garanties assurées aux salariés des établissements qui reçoivent le public. Ainsi, dans quelques semaines, 90 % de la population pourront être couverts de façon satisfaisante à un coût nul ou négligeable pour les particuliers ».

Le ministre a ajouté que, sur les dossiers en cours, les promesses faites précédemment seraient tenues, « et rapidement ».

L'EVENEMENT
AU SOMMAIRE
CETTE SEMAINE

TELE
LE VOL
TF1 privatisée :
comment ?
pour quoi ? pour qui ?

ET AUSSI

UN AN DEJA
OTAGES :
DANGER DE MORT

**Si Cannes reçoit
Keith Jarrett,*
pourquoi l'attendre à Paris
cet été ?**

*Centenaire de la Statue de la Liberté, le 9 juillet 1986.

4.700 chambres d'hôtels.
3.000 appartements.
Gastronomie
33 plages de sable fin.
Sports nautiques.
Centre de voile pour les jeunes.
Tennis.
et 100 événements spectaculaires.

Cannes ose être la ville
la plus égoïste de l'été.

Direction du Tourisme de Cannes.
Tél. 93.39.24.53.

CANNES
CÔTE D'AZUR

C'est étonnant, c'est Cannes.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA POLÉMIQUE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pour les socialistes, l'« incident Pasqua » n'est pas clos

M. Roland Dumas : « La Résistance est l'héritage indissoluble de la nation. » M. Jacques Chirac : « Nul ne peut se prévaloir du monopole de la Résistance. Il s'agit de notre bien commun. » L'essentiel avait été dit. Sur de tels propos, nul ne peut — ou ne devrait — trouver à redire. Le débat aurait pu — aurait dû — s'arrêter là. Mais, plus de quarante ans après, la Résistance, la guerre, l'Occupation restent des thèmes explosifs.

Combien d'hommes politiques ont bâti une carrière sur le seul fait d'avoir choisi le camp de l'honneur il y a près d'un demi-siècle ?

Attaquer cette sombre période met toujours en transe l'Assemblée et amène à s'investir des hommes qui se sont battus côte à côte et entre qui les nazis et leurs collaborateurs ne faisaient pas le tri. M. Charles Pasqua est un trop vieux routier du débat politique pour l'ignorer. En accusant, le mardi 20 mai, les élus de gauche d'être les « amis » de ceux qui s'étaient « couchés devant les occupants », il n'a pas pu s'être laissé simplement emporter par la passion d'un débat tumultueux. D'autant qu'il a renouvelé ses accusations le lendemain matin au micro d'Europe 1. L'incident, pourtant, aurait pu se clore très vite si chacun y avait mis un peu de bonne volonté.

Les députés socialistes et communistes, choqués par l'injure, n'ont pas voulu la passer par pertes et profits. M. Pasqua n'est pas homme à véritablement s'excuser. M. Jacques Chirac n'a pas voulu le faire complètement pour lui. Et M. Jacques Chaban-Delmas n'a pas réussi, malgré son passé et sa fonction présente, à calmer le jeu. La politique a pris le dessus.

Assez !

Un voyageur arrivant impromptu au Palais Bourbon, mardi 20 ou mercredi 21 mai, aurait pu légitimement se demander si les cinq cent soixante dix-sept députés siégeant dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale étaient vraiment au courant de l'état présent de leur pays. Il aurait pu, à les entendre, en douter qu'il y a bien des décennies que ces élus du peuple n'avaient plus lu les journaux. Il en aurait conclu très vite que tous ces personnages, en qui pourtant les électeurs ont placé leur confiance, ne savaient même pas que la guerre était finie depuis exactement quarante et un ans. Il aurait constaté en effet que les orateurs parlaient comme s'ils étaient quelques jours à peine après la victoire du 8 mai 1945, et que leurs comptes, tout chauds et sanglants, n'étaient pas encore réglés. Il se serait étonné si une théorie du ministre de l'Intérieur — dérapage ou provocation ? — ouvrait la guerre franco-française.

Oubliées, les tripartisme et les marches retroussées de 1945 pour relever le pays des ruines de la guerre, effacées les années d'efforts de la IV^e République, plus méritante qu'une image faussée en a laissé le souvenir, niées les guerres d'Indochine et d'Algérie et l'entreprise subéquent de décolonisation, abolie la fondation de la V^e et les douze années de République gaullienne, passé à la trappe les septennats de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, abolie l'alternance de 1961 et la vague rose.

Ces quarante et un ans d'histoire de France, pourtant si fertiles ne seraient donc qu'une parenthèse négligeable, passée au compte de l'outil ? Notre vie tout naïf découvrirait en revanche que les seuls vrais problèmes qui enflamment les députés se résument en une interrogation toujours sans réponse : « Que faisiez-vous en 40 ? »

Et c'est à qui agitera ses décorations, brandira sa carte d'ancien combattant, découvrira ses tatouages de déporté ou ses blessures, exhibera ses états de service pour mieux les opposer à ceux des autres. Désiroire et pitoyable étalage d'héroïsmes passés qui méritent davantage de respect que le tumulte brouillon d'un hémicycle surchauffé ! Assauts sans risque et sans gloire à coups d'antithèses périssables d'où ne sortira aucun vainqueur ! Répétition inconséquente d'une Byzance où l'on débattait du sexe des anges lorsque l'ennemi était aux portes de la cité ! Notre huron ahuri se frotte les yeux et ne peut se retenir de crier dans le palais sans fenêtre : « Assez ! C'est pour d'autres choses que, tous, vous avez été délégués ici. » Il embouche son clairon pour commander la cessez-le-feu. Se sonnerie le réveille.

ANDRÉ PASSERON.

Nul ne contestera la sincérité de M. Dumas quand, profitant mercredi des questions d'actualité au gouvernement, il a évoqué le souvenir de Léon Blum, de Pierre Brossolette, de Jean Moulin, de Georges Mandel, de Pierre Mendès France, de Gaston Defferre pour constater : « Personne, dans nos rangs, n'a jamais prétendu que la Résistance nous appartenait. Mais rien ne permet à d'autres de se l'approprier. » Et, d'exiger « réparation » de « l'insulte faite à leur mémoire, à leur honneur ».

Cependant, ce faux pas du ministre de l'Intérieur sert trop les socialistes pour qu'ils ne cherchent à en tirer tout le profit. L'image de M. Pasqua n'est déjà pas très positive dans l'opinion. L'opposition ne peut avoir qu'intérêt à la détériorer encore un peu plus, puisque, ministre de l'Intérieur, il est responsable des opérations électorales. Cela explique qu'elle n'a pas l'intention d'en rester là. D'autant qu'elle fait remarquer que lorsque M. Georges Filloux, alors secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, avait, lors de la discussion de la loi sur la presse, traité les élus de l'opposition de « députés entre guillemets », il avait fini par s'excuser sur ordre venu de l'Elysée.

M. Chaban-Delmas excédé

Matignon, apparemment, n'est pas prêt à donner une telle consigne à M. Pasqua. Il ne faut pas créer l'impression que l'on cède aux exigences de la gauche, même sur un tel sujet ! Certes, M. Chirac, en répondant mercredi à M. Dumas, a implicitement désavoué son ministre en demandant que la passion « ne fasse pas oublier ces vérités historiques sur aucun de ces bords », que la Résistance est « notre bien commun que chacun lui, encore plus qu'ailleurs, doit respecter ». Mais il lui a aussi trouvé des excuses en affirmant que M. Pasqua « a, entendu, dans le brouhaha général, des paroles qu'il a, à juste titre,

comprises comme des injures à son égard ».

Alors que nul propos du niveau de la réplique du ministre de l'Intérieur n'avait été tenu, le chef du gouvernement a estimé que son ministre « a eu raison de répondre à ses contradicteurs ». Il a même ajouté que, lorsque, le 15 septembre 1981, M. Pierre Mauroy avait accusé « une grande bourgeoisie » d'avoir suivi le gouvernement de Vichy, il avait « proféré à l'égard de l'opposition d'« alors, et notamment du RPR, des injures sans aucune mesure avec celles d'hier (1) ».

M. Mauroy lui-même, dans les couloirs, soulignait qu'il avait mis en cause une partie seulement d'une classe sociale et non la totalité d'un courant politique. Aussi, à la réunion du bureau de l'Assemblée convoquée mercredi soir à leur demande, les socialistes revinrent à la charge, demandant que celui-ci fasse une démarche auprès du gouvernement pour obtenir des excuses.

Excédé par le comportement en séance des députés socialistes depuis plusieurs jours et par l'importance qu'il venait donner à ce dossier, le président de l'Assemblée nationale n'a voulu voir qu'un « malentendu » et a estimé que les propos de M. Pasqua à la fin de son discours de mardi et l'intervention de M. Chirac, mercredi, mettaient un point final à ce dossier. La majorité unie du bureau l'a suivi en considérant l'incident « comme clos ».

Seuls les socialistes « partagent pas cette opinion. Selon toutes probabilités, ils le manifesteront.

L'hémicycle n'a pas fini de résonner de leçons d'histoire et de morale politique. Ceux qui veulent créer des incidents savent comment faire : le ministre de l'Intérieur lui-même leur a montré la voie.

THIERRY BRÉHER.

(1) M. Mauroy avait déclaré : « Je sais trop qu'il y avait de la part d'une grande bourgeoisie et de ceux qui défendent les plus grandes intérêts une volonté de suivre le gouvernement de Vichy pour prendre leur revanche sur le gouvernement populaire de 1936. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Elysée le mercredi 21 mai. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● **NOUVELLE-CALÉDONIE.** — Le ministre des départements et des territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie connaît aujourd'hui une situation qui appelle un aménagement de ses structures administratives et un effort important de solidarité nationale.

Le projet de loi prévoit la consultation, dans un délai d'un an, des populations calédoniennes sur l'accession du territoire à l'indépendance ou son maintien au sein de la République dans le cadre d'un statut fondé sur une large autonomie et une régionalisation renforcée.

A titre transitoire, jusqu'au référendum, il accroit les pouvoirs du haut commissaire et du Congrès du territoire, tout en maintenant aux régions l'essentiel des attributions qu'elles exercent effectivement en matière de développement économique, d'équipements collectifs et d'animation culturelle.

Le projet de loi garantit l'indemnisation totale des dommages subis par les victimes des événements politiques survenus dans le territoire depuis octobre 1984. Il crée un fonds exceptionnel d'aide et de développement économique. Il accentue l'effort en faveur de l'économie rurale et réforme les instruments de la maîtrise foncière en créant une agence de développement rural et d'aménagement foncier.

L'objectif essentiel de ce projet est de créer les conditions politiques, économiques et sociales nécessaires pour que, lors du vote d'autodétermination, les électeurs s'expriment en toute sécurité et en toute sérénité.

Enfin, le ministre a insisté sur la nécessité d'ouvrir très largement le dialogue, afin de préparer le statut d'autonomie interne dont sera doté le territoire s'il choisit de rester au sein de la République française.

● **LA POLITIQUE MONÉTAIRE.** — Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres l'ensemble des mesures qui viennent d'être décidées en matière financière.

1) Elles concernent en premier lieu la réglementation des changes.

La libération des transferts à caractère personnel, notamment la suppression du régime de la devise-titre pour l'achat de valeurs mobilières et de l'interdiction des investissements immobiliers à l'étranger, permet à la France de demander la levée anticipée de la clause de sauvegarde restreignant la libre circulation des capitaux prévue par le traité de Rome. Parallèlement, de nouveaux assouplissements de grande ampleur ont été décidés en faveur des entreprises : extension à tous les secteurs de la possibilité de couverture à terme, délai porté à six mois, délai de cession des devises porté à un mois.

2) En deuxième lieu, un important mouvement de baisse des taux réglementés a été décidé. Il comporte une baisse de 1,5 % de la part des taux de rémunération des dépôts. La baisse des taux des prêts a été ajustée en fonction de deux objectifs : favoriser la baisse générale du coût du crédit et réduire le champ des interventions de l'Etat et des procédures administratives.

3) Enfin a été prise une série de mesures de libéralisation dans le domaine financier. Ces mesures doivent favoriser le renforcement du marché monétaire ouvert à tous les intervenants, limiter le champ des contraintes réglementaires, faciliter l'unification progressive du marché de l'argent. Elles tendent à développer le rôle directeur des taux d'intérêt ; en conséquence, le contrôle quantitatif du crédit devrait être supprimé dès la fin de l'année.

Le ministre d'Etat a insisté sur la portée considérable de l'ensemble de ces mesures, en particulier de celles qui concernent le démantèlement du contrôle des changes. Toutes ces mesures, qui s'ajoutent à la baisse importante des taux de marché enregistrée depuis le 16 mars, créent les conditions de la reprise de l'investissement nécessaire à notre pays.

● **LA DATE DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES.** — Sur proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a fixé au dimanche 28 septembre 1986 la date des prochaines élections sénatoriales.

Elles concerneront : — les 113 sièges de la série C correspondant aux départements métropolitains classés dans l'ordre minéralogique du Bas-Rhin au Val-d'Oise, excepté le Territoire de Belfort, aux départements de la Guadeloupe et de la Martinique et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

— 2 sièges vacants dans les départements du Finistère et du Puy-de-Dôme.

En outre, à la même date, le conseil supérieur des Français de l'étranger procédera à l'élection de 4 sénateurs représentant les Français établis hors de France.

● **FUSIONS ET SCISSIONS DE SOCIÉTÉS COMMERCIALES.** — Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux fusions et scissions de sociétés commerciales, et modifiant la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Ce texte a pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les troisième et sixième directives de la Communauté économique européenne en matière de droit des fusions et des scissions et renforce les garanties accordées tant aux sociétés qu'à leurs créanciers.

DÉNATIONALISATION ET EMPLOI DEVANT LE SÉNAT

M. Etienne Dailly corrige M. Edouard Balladur

M. Jacques Chirac n'entend pas voir l'action paralysée par le verbe. Ce souci justifie, aux yeux du premier ministre, l'engagement de responsabilité du gouvernement pour l'adoption du projet d'habilitation économique et social. Si, à l'Assemblée nationale, le gouvernement a effectivement le pouvoir de mettre un terme à un débat qu'il estime en voie d'enlèvement, au Sénat, le gouvernement ne dispose guère de moyens aussi efficaces. Tout au plus peut-il avoir recours à la procédure du vote bloqué, qui supprime le vote des amendements sans toutefois empêcher leur exposé (cela équivaut à une « économie » de quelque vingt-cinq minutes par amendement).

L'exécutif peut surtout tabler sur l'aide de sa majorité. Cette dernière, en se fixant comme objectif de parvenir à un vote conforme du Sénat, de manière à éviter un retour du projet à l'Assemblée nationale, manifeste son bon vouloir à l'égard du premier ministre.

Reste que cette volonté d'aller vite se heurte au désir de la gauche d'avancer lentement. Trois semaines au Palais-Bourbon, c'était déjà beaucoup.

Après trois semaines de débats à l'Assemblée nationale qui, commencés le 22 avril, se sont achevés le 16 mai par une adoption sans vote consécutive à la non-adoption de la motion de censure, déposée par le PS, qui avait suivi l'engagement de responsabilité du gouvernement, la discussion au Sénat du projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et sociale a débuté le mercredi 21 mai.

Côté gouvernement, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, ont répété toute l'importance que le gouvernement accorde à ce premier texte législatif « fondateur de la nouvelle politique ». En soixante jours, le gouvernement « n'a perdu aucun instant » pour engager son action, a souligné M. Balladur. Histoire sans doute de couper court à l'impatience qui gagnait il y a peu encore les rangs de la majorité, y compris au Sénat, où le grain à moudre législatif commençait à se faire attendre.

Après avoir rappelé les décisions prises en matière monétaire, les axes

aux yeux du gouvernement. A partir de quel délai estimera-t-on que la discussion au palais du Luxembourg aura atteint le « trop » ?

Outre deux exceptions d'irréversibilité constitutionnelle opposées au projet (la première, émanant du PCF, a été repoussée dès le mercredi 21 mai, la seconde, venant des socialistes, ne sera débattue qu'au terme de la discussion générale), une motion — celle du PS — visant à opposer la question préalable (dont l'adoption équivaudrait à un rejet du texte), la gauche a déposé quatre cent-soixante et un amendements.

La menace est telle pour la majorité que cette dernière envisage de demander à M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, de reporter à une date ultérieure le débat de politique étrangère prévu mardi 27 mai à partir des questions orales. Quant à ceux qui se disent prêts à s'engager, si nécessaire les samedis et dimanches, ils n'ont pas convaincu tous leurs collègues, à commencer par ceux qui, renouvelables en septembre prochain ne sont guère disposés à se priver d'un week-end électoral dans leur département.

elles aussi, dérogatoires aux règles juridiques.

De son côté, M. Maurice Bin (Un. cent., Ardennes), ouvrant le débat en sa qualité de rapporteur de la commission des finances, avait plus discrètement évoqué le bien-fondé des remarques des différents rapporteurs du Sénat — MM. Jean Chérioux (RPR, Paris) et Michel Chauty (RPR, Loire-Atlantique) — étaient chargés de donner les avis respectivement de la commission des affaires sociales et de celle des affaires économiques, — sur la version initiale du projet du gouvernement.

« Que la tâche du gouvernement soit rude », comme le souligne M. Bin, nul ne le conteste au sein de la majorité, à commencer par M. Christian Poncelet (RPR, Vosges). Pour l'ancien ministre, il y a « urgence à inverser les évolutions actuelles », ce qui justifie « pleinement » le recours aux ordonnances. Il rappelle sur ce point que la précédente majorité avait utilisé à cinq reprises cette procédure et que, au total, quarante ordonnances en avaient résulté. Il souligne également que les mesures envisagées pour les prix, l'emploi, ou encore la législation des changes constituent en réalité « un véritable appel à la confiance et à la responsabilité pleine et entière des agents économiques ». Bien que ce soit « la seule voie pour servir la France de la crise », il y voit aussi un « risque » pour le gouvernement, qui « a peu de temps pour entreprendre une action en profondeur ». Quant au renouvellement du thème de la participation, il se félicite que cette « vieille lune », condamnée à l'échec du fait de la « réticence complète des chefs d'entreprise et des syndicats unis dans une même peur du changement », soit de nouveau d'actualité.

Côté gauche enfin, seuls les communistes se sont exprimés au cours de la première journée de débat. Par la voix de M. Pierre-Gambus (Essonne), ils ont exposé leur argumentation visant à démontrer que le projet ne respecte pas l'article 38 de la Constitution, puisque les financements des mesures envisagées n'y sont pas définies avec suffisamment de précision... et ce malgré les correctifs apportés en cours de discussion à l'Assemblée nationale. Se refusant à accorder une sorte de blanc-seing au gouvernement, M. Gambus indique que les communistes n'accepteront pas non plus que le Sénat « se comporte en chambre d'enregistrement ». Ses critiques, dirigées vers le gouvernement de M. Chirac, n'épargnent pas pour autant les socialistes. Il explique en effet que la politique de la nouvelle majorité « vise à accélérer des réformes de structures déjà déployées par la précédente majorité socialiste vers une société inégalitaire à plusieurs vitesses, où les atouts, les potentiels des régions et du pays sont gâchés dans la dépendance vis-à-vis des capitalistes dominants des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne ».

Malgré ces propos acides, les sénateurs socialistes approuveront la motion d'irréversibilité présentée par les communistes, finalement repoussée par 221 voix contre 90.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● **M. Jacques Chirac** vient de préciser les délégations accordées à trois nouveaux adjoints « sectoriels » désignés par le Conseil de Paris Mme Gabrielle Mass (8^e RPR du 10^e arrondissement) est chargée des industries de création et des métiers d'art, M. Mamei Diaz (RPR, 7^e) des relations avec les associations patriotiques et d'anciens combattants, et M. Bernard Plassat (UDF, 17^e) de l'information des services municipaux. Il y a désormais vingt-sept adjoints « sectoriels » au maire de Paris.

هكذا من الالاحل

OPIUM

Jamais parfum n'a provoqué une telle émotion.



Parfums
YVES SAINT LAURENT

maifra

Importato dalla corbell

هكذا من الأصل

هكذا من الراحل

80 000 EXEMPLAIRES VENDUS EN UN MOIS

80 francs

Günter Wallraff

TÊTE DETURC

Préface de Gilles Perrault

UN LIVRE ÉVÉNEMENT

« Plus qu'un best-seller... c'est un phénomène social. » Le Monde

« Page après page, toujours plus bas, jusqu'au fond. » Libération

« On ne peut lâcher le livre. » Libération

« Il fallait que Wallraff se fit Turc pour qu'il découvre ce que peut être le racisme quotidien dans une démocratie européenne. » Gilles Perrault

« Un témoignage unique... Est-ce si différent en France ? » La Croix

Traduction de Alain Brossat et Klaus Schuffels

Une remarquable mise en perspective de la « méthode Wallraff ».

75 francs

Éditions La Découverte

POLITIQUE

La controverse entre M. Mitterrand et M. Pons

(Suite de la première page.)

Si le président de la République envisage de saisir le Conseil constitutionnel sur ce texte, c'est parce que les propositions du ministre des DOM-TOM franchissent, selon lui, l'un de ces « points limites » au-delà desquels sa fonction arbitrale lui commande d'intervenir parce que l'unité nationale ou le respect des droits élémentaires de certaines minorités lui paraissent menacés.

M. Mitterrand ne fait que reprendre sous une autre forme l'argumentation qu'il avait déjà développée à la veille de son voyage en Nouvelle-Calédonie, en janvier 1985, quand il avait justifié le plan de M. Edgar Pisani par la nécessité de rééquilibrer le partage local des pouvoirs au profit de la « fraction canaque (...) frappée au cœur », de changement de statut, depuis 1956, par les « manquements » successifs à la parole de la France.

Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que le président de la République saisisse personnellement le Conseil constitutionnel. Il l'a déjà fait, il y a un an, en mai 1985, en sollicitant le feu vert des « sages » du Palais-Royal avant le dépôt du projet de loi tendant à ratifier le protocole n° 6, additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. A cette époque, il s'agissait pour lui de s'assurer que ce protocole concernant l'abolition de la peine de mort ne comportait pas de clause contraire à la Constitution.

Pour M. Mitterrand la question calédonienne touche, elle aussi, aux droits de l'homme. Le président de la République n'accepte pas l'idée d'un retour en arrière qui priverait de leurs pouvoirs les conseils de région élus le 29 septembre dernier au suffrage universel et qui rétablirait, fût-ce pour une période dite « transitoire », le statu quo ante, une situation politique et économique inégalitaire, perpétuant la prédominance

de la communauté caldoche sur la communauté mélanésienne. Il craint aussi pour la paix civile dans le territoire à l'approche du référendum prévu dans un délai d'un an à partir du moment où la loi serait promulguée. Ses interlocuteurs indépendantistes ne lui ont pas caché que les revendications des militants canaques se radicaliseraient davantage, inévitablement, si le gouvernement persistait dans une attitude qu'ils jugent de « mauvaise foi », et dans une voie qu'ils estiment « néfaste » pour leur légitimité issue du scrutin de septembre.

Plusieurs retouches

Le ministre des DOM-TOM a certes apporté d'assez nombreuses retouches à son projet initial pour tenir compte des avis de la majorité territoriale, du Conseil d'Etat, et pour essayer de prévenir les griefs d'inconstitutionnalité soulevés par l'Ellysée. Toutefois, ces modifications ne modifient pas la philosophie générale du projet, ni sa portée. Le plan de M. Pons conserve le découpage géographique de la régionalisation conçue par M. Pisani, mais, en attendant de lui substituer un autre système institutionnel, il en modifie radicalement la teneur et le sens.

C'est logique, au demeurant, puisque le gouvernement socialiste s'était fixé pour objectif de préparer le territoire à l'indépendance en association avec la France, alors que le gouvernement de M. Chirac tendait au contraire à maintenir coûte que coûte la Nouvelle-Calédonie au sein de la République.

La principale controverse technico-constitutionnelle portera sans doute sur le point de savoir si les quatre régions créées par la loi du 23 avril 1985, érigées en collectivités territoriales et dirigées par les conseils élus au suffrage universel, continueront vraiment de s'administrer « librement » au sens de l'article 72 de la Constitution, dès lors que le projet de loi précise que, pour l'essentiel, leurs pouvoirs seront

soe mis à la tutelle directe du délégué du gouvernement et du congrès du territoire, contrôlé par la majorité RPR.

Soucieux de prouver que les régions continueront de disposer d'un financement autonome, M. Pons a notamment ajouté, à l'article 26 de son projet, que les régions déterminent « le montant des centimes additionnels à la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et à la patente, dans la limite maximum de 15 centimes par franc ». D'autre part, la somme globale correspondant à la dotation de fonctionnement des régions, qui sera fixée par décret par le haut commissaire, « ne pourra être inférieure à 3 % des ressources fiscales du territoire » et constituera « une dépense obligatoire ».

Ces dispositions ne sauraient toutefois compenser l'abrogation du dispositif fiscal et financier qui se proposait d'assurer aux régions de la brousse, contrôlées par le FLNKS, une substantielle capacité de financement autonome aux dépens de la région de Nouméa.

En outre, la confirmation de la suppression de l'Office foncier, qui risque de relancer les revendications « sauvages » de terres dans un domaine où, pour les Canaques, les concepts coutumiers, touchant au sacré, l'emportent souvent sur toute considération économique, ramène le territoire à la situation qui prévalait avant les réformes entreprises par M. Djoudj à partir de 1978.

Les amendements de M. Pons, relatifs au droit du travail, montrent également dans quel sens vont les préoccupations du ministre des DOM-TOM. L'ordonnance du 13 novembre 1985, qui se proposait d'appliquer, enfin, en Nouvelle-Calédonie les règles retenues en métropole pour la protection des travailleurs, fixait, précisément, les seuils prévus dans les entreprises pour la création de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (50 salariés), pour l'élection des délégués du personnel (11 salariés), pour la désignation des délégués syndicaux (50 salariés) et pour la constitution des comités d'entreprise (50 salariés). Le projet de M. Pons substitue à ces seuils la notion de « seuls mineurs » indéfinis.

Globalement, ces amendements ne paraissent donc pas de nature à atténuer le conflit entre le chef de l'Etat et le gouvernement. M. Mitterrand en avait d'ailleurs eu conscience avant de réitérer sa mise en garde.

ALAIN ROLLAT.

M. TOUBON : rendre justice à tous les Calédoniens

Réagissant à la menace de M. François Mitterrand de saisir ou de faire saisir le Conseil constitutionnel, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a affirmé, mercredi après-midi, que « le projet de gouvernement est attendu par tous les Calédoniens sans inquiétude, mais avec espoir ». « Il s'agit, a-t-il ajouté, de rendre justice à tous les Calédoniens et de rétablir en Nouvelle-Calédonie la liberté, la démocratie et la prospérité en lieu et place de la loi de la minorité, de la misère et du désordre qui ont enfoncé tout les canaques injustes de la politique conduite par les socialistes depuis 1981. » « Quant à la constitutionnalité de cette loi, le Conseil constitutionnel en décidera s'il est saisi », a ajouté M. Toubon.

R.-P.-P.

M. Mauroy : « Une dérive aventureuse »

Si l'intervention de M. Mitterrand dans le projet de gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie procède d'abord d'un souci de justice à l'égard de la communauté canaque, ses réserves sur la procédure choisie par M. Chirac pour rétablir le scrutin majoritaire expriment la seconde préoccupation fondamentale que le président de la République évoquait le 18 mai à Solutré : la nécessité pour lui de veiller par son arbitrage, conformément à l'article 5 de la Constitution, au « fonctionnement régulier des pouvoirs publics ».

En l'occurrence, le chef de l'Etat s'inquiète surtout des atteintes aux droits du Parlement qui pourraient résulter d'un abus du recours aux ordonnances combiné à l'engagement de responsabilité du gouvernement. Si une telle combinaison devenait systématique, elle réduirait, en effet, l'Assemblée nationale à une Chambre d'enregistrement. A Solutré, M. Mitterrand soulignait notamment que l'« expérience de la cohabitation co-existence » résolvait une faille dans le système institutionnel de la V^e République dès lors que la Constitution, prise à la lettre, permettait au gouver-

nement de s'élever en un troisième pouvoir » entre le président de la République et l'Assemblée nationale, tous deux élus au suffrage universel direct, alors que le gouvernement n'était au fond que « mandat au second degré ». Il en concluait qu'il y avait là un risque que le potentiel de dérive autoritaire.

C'est pourquoi M. Mitterrand estime, comme il l'a dit à plusieurs dirigeants socialistes, que le moment est venu de travailler sérieusement à une amélioration du système institutionnel pour remédier à ce risque.

C'est la même idée qu'expose M. Pierre Mauroy dans le « Cahier numéro deux » de l'Institut d'études économiques, politiques et sociales qu'il a remis récemment : « Notre Constitution est ainsi faite qu'elle prévoit deux sources de légitimité parlementaire et présidentielle et, à l'évidence, la période actuelle est délicate parce que la majorité d'hier et celle née du scrutin du 15 mars se contentent au sommet de l'Etat, écrit l'ancien premier ministre, dans ces conditions, que penser d'un gouvernement qui, dès le début de la législature, prive le Parlement de ses pouvoirs en lui enjoi-

gnant de voter des lois d'habilitation qui sont de véritables blancs-seings, et, plus fort encore, qui brent la menace de réaliser cette dépossession sans aucun débat, en usant de l'article 49 alinéa 3 de notre Constitution ? Au-delà du singulier manque de confiance entre le gouvernement et sa majorité, qu'y a-t-il d'autre ? Un comportement peu conforme à l'esprit de notre Constitution. Ne procédant pas de la légitimité présidentielle issue des élections de mai 1981, ce gouvernement s'écloigne de sa légitimité parlementaire en ne respectant pas strictement les droits du Parlement. Il existe une légitimité présidentielle et une légitimité parlementaire ; il n'existe pas de légitimité gouvernementale propre. Cette dérive de notre vie politique est dangereuse pour l'avenir, aventureuse dans l'immédiat. »

M. Mauroy fait partie de ceux, parmi les socialistes, qui souhaitent ainsi que le président de la République refuse de promulguer la nouvelle loi s'il n'y a pas une nouvelle délibération du projet de loi et réaffirme sa volonté que l'Assemblée nationale s'illustre « au bout de ses débats ».

sympathie et menaces

« Mais comment une ingérence se matérialise-t-elle ? » dit-il. « C'est une question politique, mais aussi une question juridique. En tant que ministre public, je ne peux pas me prononcer sur la légalité ou l'illégalité d'une telle action. Mais, en tant que citoyen, je trouve que c'est une atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression. »

« A la fin de la journée, il y avait une atmosphère de tension. Les journalistes se sont sentis menacés. Mais, en fin de compte, tout est rentré dans l'ordre. »

« M. Toubon a été très clair. Il a dit qu'il ne se laisserait pas influencer par les menaces. C'est une attitude que nous devons tous admirer. »

« Le projet de loi est attendu par tous les Calédoniens sans inquiétude, mais avec espoir. Il s'agit de rendre justice à tous les Calédoniens et de rétablir en Nouvelle-Calédonie la liberté, la démocratie et la prospérité en lieu et place de la loi de la minorité, de la misère et du désordre qui ont enfoncé tout les canaques injustes de la politique conduite par les socialistes depuis 1981. »

« Quant à la constitutionnalité de cette loi, le Conseil constitutionnel en décidera s'il est saisi », a ajouté M. Toubon.

transport d'armes

« Je n'ai rien dit », dit-il. « Le président du tribunal de Solutré, M. Jacques Toubon, s'exprime ainsi. Mais, en fait, c'est la réaction de tout le monde. Le regard bleu de M. Toubon est très expressif. Son visage est encadré d'une couronne de cheveux blancs. Le regard sur la loi est très lucide. Il y a une certaine sagesse dans son discours. C'est un homme qui sait ce qu'il dit. »

« M. Toubon a été très clair. Il a dit qu'il ne se laisserait pas influencer par les menaces. C'est une attitude que nous devons tous admirer. »

« Le projet de loi est attendu par tous les Calédoniens sans inquiétude, mais avec espoir. Il s'agit de rendre justice à tous les Calédoniens et de rétablir en Nouvelle-Calédonie la liberté, la démocratie et la prospérité en lieu et place de la loi de la minorité, de la misère et du désordre qui ont enfoncé tout les canaques injustes de la politique conduite par les socialistes depuis 1981. »

« Quant à la constitutionnalité de cette loi, le Conseil constitutionnel en décidera s'il est saisi », a ajouté M. Toubon.

société

AU TRIBUNAL DE PARIS

Une ingénue chez les terroristes

Elle, ravissante, fragile. Lui, séduisant, mûr. Elle, vingt-trois ans, une enfance ouatée au Zaïre, un passeport français, un nom d'homme comme un rêve : Marie-Sybille Pool. Lui, trente-huit ans, l'assurance d'un réfugié palestinien, des passeports pleins les poches et un nom de guerre, « Farid ». Elle et lui, on l'édulcorante histoire d'un manipulateur et d'une manipulée dans le rôle de la dangereuse gourde.

Tel était l'argument du procès joué, mercredi 21 mai, devant la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Un procès inhabituel, riche d'enseignements sur le terrorisme international et ses pratiques, dont le moins que l'on puisse dire est qu'on lui avait réservé une publicité très réduite. Un procès où comparaissent comme déteus « Farid » - de son vrai nom Mohamed Ghabban, membre du Front de libération de la Palestine (FLP) dirigé par Abou Abbas - et Odried Hepp, un ex-néonazi de vingt-huit ans, converti au communisme et constant dans l'antisionisme. Un procès déroulant qui est pour révéler la repentance Marie-Sybille Pool, car repenti il y a.

De fait, Marie-Sybille Pool a eu le courage, face au tribunal et devant ses coaccusés, de répéter avec son air candide l'effrayante confession qu'elle fit aux policiers du contre-espionnage français, la DST, lors de son arrestation, le 29 mars 1985. Tout a commencé, à-t-elle expliqué, alors qu'elle avait vingt ans. Elevée depuis sa naissance à Kinshasa, Marie-Sybille avait quitté l'Afrique depuis un an pour la France. Légèrement perdue, à la recherche d'elle-même et d'un travail. Gentille Béatrice, elle suit alors des cours de danse et fréquente une école pour devenir esthéticienne. Comme l'héroïne du *Pierrot le Fou*, de Jean-Luc Godard, elle traîne son ennui en répétant : « J'ai pas quoi faire. » Et l'ennui est mauvais conseil.

En juin 1984, elle languit sur les plages de Tunisie et au bord de la piscine de l'hôtel Abou-Nawas, rêvant à l'improbable promesse d'un cinéaste de rencontre. Son séjour touche à sa fin. Elle n'a pas un centime pour régler sa note d'hôtel, récupérer son passeport et piler bagages. Le gentil « Farid » entre alors en scène, séducteur mais sérieux (marié, deux enfants), amical. Seulement amical. « On sortait, on allait un peu partout. J'aimais beaucoup ses enfants, qui sont adorables. Il m'a parlé de son frère qui était dans l'import-export. Il me disait qu'on pouvait faire des tas de choses ensemble. » A tel point que Mohamed Ghabban épousa les dettes de Marie-Sybille. L'héberge durant deux mois et lui offre royalement un billet retour Tunis-Paris.

Sympathie et menaces

Et voilà comment une ingénue se retrouve catapultée au sein d'un réseau palestinien, politique selon les incriminés, militaire selon les policiers et le ministère public. En France, il est demandé à la jeune femme de louer à son nom un appartement à Paris. Le Front de libération de la Palestine paiera régulièrement le loyer mensuel de 9 000 francs d'un grand studio rue de Berri. Mohamed Ghabban charge ensuite Marie-Sybille d'aller à Genève et de se renseigner sur les habitudes de M. Johnny Abdo, ambassadeur du Liban en Suisse, considéré par le FLP comme l'un des responsables du massacre des Palestiniens au camp de Tel-el-Zaatar.

Ainsi s'enchaînent les menus services rendus par Marie-Sybille Pool à la cause palestinienne, en toute innocence. « Farid » l'invite : « Farid » la traite : « Farid » lui fait simultanément visiter les capitales européennes. En octobre 1984, elle accompagne Ghabban à Madrid, une huitaine de jours, et séjourne avec lui à l'hôtel Recoletos. Pure coïncidence - mais relevée avec insistance par le ministère public - un ressortissant libanais s'échappe de peu, le 3 novembre, aux coups de feu de Kamal Gamzai, membre du FLP. Client du Recoletos, et porteur, dans ses papiers, du numéro de téléphone à Tunis de « Farid ».

Marie-Sybille se verra alors offrir un aller et retour express Paris-Tunis-Paris à la seule fin de rédiger une lettre destinée à l'ambassade d'Espagne à Paris pour réclamer la libération de Kamal Gamzai. Une lettre où les protestations de sympathie à l'endroit du gouvernement espagnol voisinent savamment avec quelques menaces bien senties. Marie-Sybille en est-elle troublée ? Pas encore.

Transport d'armes

« Je ne savais rien », dit-elle. C'était un ami. Le président du tribunal, M. Jacques Ducos, s'empresse d'ajouter : « Mais alors, on est en plein dans la comédie de Ségur ! » Le regard bleu de Marie-Sybille Pool s'embue. Son visage aux traits fins, encadré d'une superbe chevelure noire se tourne vers son avocat. Le doigt sur la lèvre inférieure, elle hésite entre les pleurs et un sourire sucré, sincère, inimitable : « Comment expliquer. Vous

avez un ami, quelqu'un qui vous a aidé. Vous sentez qu'il y a des choses derrière... Vous essayez de comprendre. »

Mais elle ne comprend rien. Elle se rend en Autriche pour chercher de l'argent et repart les mains vides. M. Laurent Davenas, pour le ministère public, précise que les fonds ont servi, en définitive, à installer à Vienne des jeunes femmes appartenant à l'organisation de Mohamed Ghabban. De Tunis, « Farid » lui demande, fin 1984, d'attendre dans son appartement parisien le coup de fil d'un certain Sabar, lequel se manifestera en observant la plus grande prudence.

Car Sabar est un professionnel. Il ordonne à Marie-Sybille de le suivre dans la rue à distance respectueuse et l'entraîne vers la Galerie des Champs-Élysées, où un tiers lui remet brutalement et sans mot dire une valise lourde de plusieurs armes et de munitions empaquetées dans des chaussettes.

Sabar n'est pas n'importe qui. La DST affirme qu'il s'agit de Mounzer Kassar, un commerçant syrien de quarante-six ans, en fait un trafiquant d'armes milliardaire établi en Espagne, à Marbella. La justice française a délivré un mandat d'arrêt contre cet homme puissant

qui financerait les organisations terroristes palestiniennes. « Un personnage curieux, note le président Ducos, qui parle le russe, le polonais et le turc », et que les services secrets considéraient comme l'instigateur de l'attentat de la rue Copernic, à Paris, le 3 octobre 1980.

Fermons la parenthèse. Mohamed Ghabban a expliqué au tribunal n'avoir rencontré qu'une fois dans sa vie Mounzer Kassar, à Varsovie. Bonjour, bonsoir, Marie-Sybille, elle, le reverra à Amsterdam, pour sa plus grande terreur, durant deux semaines. C'était au mois de février 1985. Kassar semble alors avoir monté une société fantôme destinée à attirer dans un piège un Israélien pour le liquider. Marie-Sybille, dans cet épisode, joue le rôle de la secrétaire et craque. « Je pleurais tout le temps. Je voyais tout cela comme très louche. » Miraculeusement, le 26 février, la « mission » est annulée en catastrophe. Marie-Sybille Pool est expédiée en Tunisie pour des raisons de sécurité.

Déniaisée, son aventure touche quasiment à son terme. Le temps

d'ouvrir tout grands ses yeux et d'entendre Mohamed Ghabban lui dire : « Je peux aller où je veux et retrouver qui je veux. Tu as des dettes. En Algérie, nous disposons de prisons comme des cages » ; ou encore affirmer que son organisation est responsable d'un attentat à Athènes, en février 1985 (soixante-dix-huit blessés, pour la majorité des militaires américains). Le reste, Marie-Sybille Pool le comprend dans les locaux de la DST, qui, sur la foi d'une information, l'a convoquée. Elle craque vraiment et parle. « J'ai tout dit. J'ai libéré ma conscience. »

Du coup, une partie du réseau va sombrer. Attiré à Paris, Mohamed

Ghabban sera arrêté le 8 avril 1985, à l'aéroport de Roissy, ainsi qu'Odried Hepp, qui l'attendait dans une chambre de l'hôtel Hilton. Devant le tribunal, les deux hommes semblent ne pas entendre les déclarations de Marie-Sybille Pool. Odried Hepp, qui lui a remis de l'argent, dont le carot d'adresses était codé et qui vivait sous une fausse identité puisque sous le coup de deux mandats d'arrêt internationaux, déclare tout uniment que sa fonction de salarié du FLP consistait à « établir des contacts politiques avec des organisations pro-palestiniennes en Europe ». Ses avocats, M^{rs} Isabelle Coutant-Peyre et Jean-Louis Chalamet, dénoieront, pour leur part, ce procès « d'une affaire purement politique qui ne concerne pas la France ».

Membre de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), « cadre politique du FLP », Mohamed Ghabban a tenu un raisonnement similaire après avoir qualifié Marie-Sybille « de petite sœur » et déclaré que les armes livrées étaient destinées à la protection des membres du FLP contre les menaces des services secrets israéliens et des extrémistes arabes. « Ce n'est pas nous qui terrorisons, a insisté Ghabban, ce sont les Etats qui nous terrorisent. Je ne comprends pas pour-

quoi vous jugez ma cause. C'est un montage de la DST, un piège. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, et Abou Iyad, numéro deux du FLP, sont venus au cours de ce mois discuter à Paris avec vos ministres. M^{rs} Robert Pandraud et Jean-Bernard Raimond. »

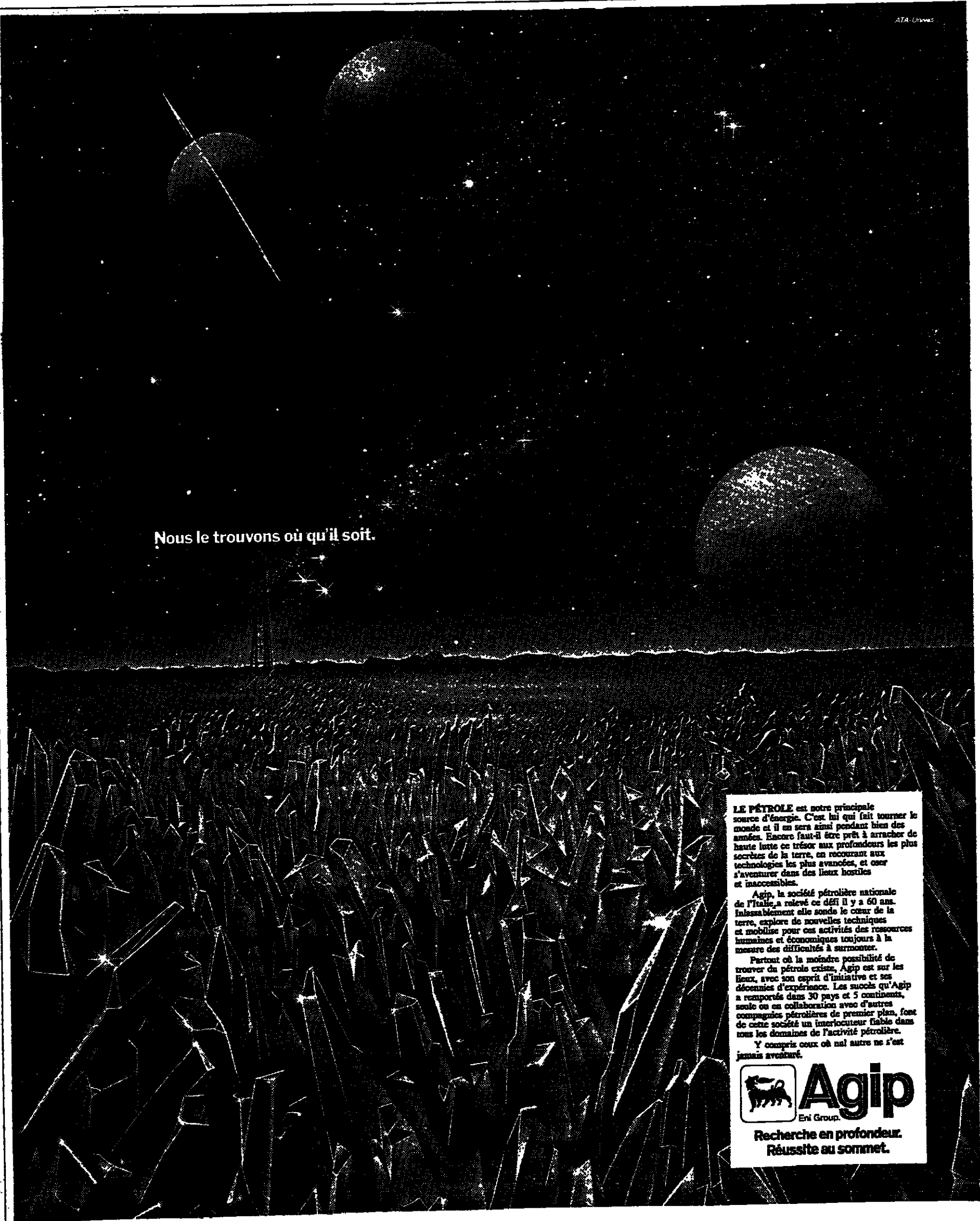
Dans cette perspective, M^{rs} Antoine Comte n'a pas manqué de resituer politiquement le combat de la résistance palestinienne, reprochant au tribunal et à l'accusation d'avoir fait du rase-mottes : « Je revendique pour M. Ghabban un minimum de dignité. Il est le produit de la sueur et du sang de son peuple, le produit de toute une histoire. Vous ne devez pas le condamner. Vous devez rendre ce cadre politique à son peuple. »

M. Laurent Davenas, après avoir patiemment démonté le dossier et invité Mohamed Ghabban à choisir « entre les bombes et le tapis vert », a, pour sa part, requis deux à trois ans de prison, assortis de trois ans contre Mohamed Ghabban et Mounzer Kassar et à deux ans contre Odried Hepp.

Jugement le 4 juin.

LAURENT GRELSAMER.

Un ancien néo-nazi, un cadre du FLP, une comparse manipulée : pour la première fois un groupe palestinien est jugé en France.



Nous le trouvons où qu'il soit.

LE PÉTROLE est notre principale source d'énergie. C'est lui qui fait tourner le monde et il en sera ainsi pendant bien des années. Encore faut-il être prêt à arracher de haute lutte ce trésor aux profondeurs les plus obscures de la terre, en recourant aux technologies les plus avancées, et oser s'aventurer dans des lieux hostiles et inaccessibles.

Agip, la société pétrolière nationale de l'Italie, a relevé ce défi il y a 60 ans. Inlassablement elle sonde le cœur de la terre, explore de nouvelles techniques et mobilise pour ces activités des ressources humaines et économiques toujours à la mesure des difficultés à surmonter.

Pertout où la moindre possibilité de trouver du pétrole existe, Agip est sur les lieux, avec son esprit d'initiative et ses dévouements d'expérience. Les succès qu'Agip a remportés dans 30 pays et 5 continents, sont le résultat de sa collaboration avec d'autres compagnies pétrolières de premier plan, font de cette société un intermédiaire fiable dans tous les domaines de l'activité pétrolière.

Y compris ceux où nul autre ne s'est jamais aventuré.



Eni Group

Recherche en profondeur.

Réussite au sommet.

مكتبة من الأصول

18 - Romans : Driss Chraïbi, Edmond El Maleh, Abdelhak Serhane

Le Monde DES LIVRES

Dans le miroir de Montaigne

Roger Stéphane
a passé
quarante ans
avec l'auteur
des *Essais*.
Il nous raconte
cette « affaire
de famille »



Roger Stéphane
vu par Imail Jung.

ON pourrait imaginer ainsi un livre infini : Montaigne dans sa bibliothèque lisant ses chers philosophes, poètes et historiens, grecs, les annotant, les recopiant, les commentant, les enrichissant de ses lumières et de ses vagabondages. Puis, sur ce texte nouveau qu'on intitulerait *Les Essais*, un autre lecteur, tout aussi sage, tout aussi épris d'intelligence et de fidélité, Roger Stéphane, par exemple, viendrait à son tour, déposer dans les marges, jour après jour, année

après année, ses notes, ses citations, ses commentaires, sa manière bien à lui de se dire en parlant des autres, de dire aussi son temps, les incertitudes, et les drames effroyables de celui-ci, et la manière qu'il a trouvée pour ne pas s'y perdre ni y succomber. Puis un troisième lecteur arriverait qui prendrait le livre de Roger Stéphane et quelques autres pour, à son tour, en butiner longuement le pollen et en faire un miel nouveau qu'un autre à son

tour... Tant qu'il y aura des livres, tant qu'il y aura des esprits à la fois libres et fidèles, toutes les renaissances demeureront possibles.

Roger Stéphane n'a pas écrit la dixième partie de son *Montaigne*, il n'a pas découvert, dans le déryptage savant des *Essais*, un message inouï dont il ferait don à l'humanité. Pourtant, selon son propre aveu, il a entrepris ce livre à la fin des années 40. Enfin, la bibliographie qu'il propose à la fin de son étude paraîtra éti

habitués des travaux érudits. De toute évidence, la lecture des *Essais* lui est apparue être un obstacle davantage qu'une lumière ; ce qu'il raconte, c'est une affaire de famille : la rencontre avec un frère, à la fois très lointain dans le temps et très proche dans l'esprit ; puis, la familiarité s'établissant, la connaissance des proches, des contemporains, des vieux oncles, et, peu à peu, de l'air même que respirait Montaigne.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 17.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

A demain, Sylvie, d'Henri Troyat
Mère et fils, de Bruno Gay-Lussac

Inépuisables familles

HAIR la famille, de la part d'un romancier, c'est bien de l'ingratitude gribouille ! Supprimez de la littérature les relations diverses nées du sang : vous rayez plus de chefs-d'œuvre qu'en excluant les histoires d'amour. Des mythologies antiques aux feuilletons d'aujourd'hui, c'est entre parents et enfants que se jouent les premiers liens sociaux, qu'éclatent les premiers conflits, que la vie prend son sens, le perd. Le lecteur ne s'y trompe pas, qui fait un sort privilégié aux romans familiaux, terrain connu où l'imagination se nourrit d'expérience personnelle.

En 1980, Henri Troyat faisait adopter par un vaste public sa petite Viou, fillette de huit ans dont l'appétit de vivre se heurtait aux principes austères et figés d'une grand-mère provinciale. *A demain, Sylvie* prolonge l'esquisse de Viou. Nous sommes en 1953. L'adolescente a maintenant seize ans. Elle a du caractère et le type mongol. Elle se voit danseuse étoile. Elle est encouragée dans sa vocation par une M^{me} Baranova, qui fut star sous les tsars.

Dons et ambition vont rarement sans leur contraire : une propension à la souffrance, à la révolte, à la rêverie. La situation familiale de Sylvie favorise les tourments, sous des airs harmonieux. Son père est mort à la Libération. Sa mère s'est remariée avec un médecin, lui-même père d'un jeune garçon.

UN flirt s'ébauche avec ce dernier, et même davantage. Mais cet événement marque moins Sylvie que d'autres. Un malaise lui révèle qu'elle ne pourra jamais devenir la virtuose qu'elle espérait être : ainsi la vie ne se plie-t-elle pas toujours aux projets audacieux de l'enfance.

Plus « traumatisant », comme on dit aujourd'hui : Sylvie a découvert des lettres d'amour entre sa mère et son père. L'existence ne se réduit donc pas aux froids salamales enseignés par sa grand-mère ! Les enfants naissent d'attaches charnelles puissantes, qu'il est à la fois gênant de découvrir et insupportable de savoir trahis. Sylvie en veut à sa mère de répéter avec son beau-père les émois qu'elle avait connus avec l'auteur de ses jours. Vivra, serait-ce d'abord affaire d'infidélité ? L'adolescente le vérifiera très tôt puisque, à seize ans, elle s'appuie à remplacer sans remords le faux demi-frère qui lui a appris les premiers gestes de l'amour...

Les romanciers nous étonneront toujours : les vrais, ceux dont le plaisir, contagieux, consiste à inventer inlassablement situations et personnages. Après une cinquantaine de romans, dont une vingtaine groupés en cycles, après une douzaine de biographies et autant d'ouvrages variés, Henri Troyat n'a rien de plus urgent ni de plus précieux que d'imaginer les désordres d'une apprentie danseuse des années 50 !

ET voilà qu'une fois encore, malgré la distance qui le sépare de ces petits soucis adolescents, notre géant septuagénaire, attentif aux secousses de l'histoire et de l'exil, familier de la Grande Catherine et d'Ivan le Terrible, tape dans le mille. On peut donc à la fois raconter la vie des *Egyltère*, de Pouchkine, et savoir comment une gamine passe insensiblement des rapports enfantins avec son chien à d'autres contacts moins ingénus, comment elle fait son deuil, par petites touches, des absents d'avant la puberté.

Déjà, dans *Le Bruit solitaire du cœur*, l'écrivain comblé qu'est Troyat nous avait surpris en décrivant, mieux qu'aucun raté authentique n'aurait su le faire « de l'intérieur », les régressions en chaîne d'un homme au destin saccagé, flétri avant l'âge. Cette fois, il dame le pion, sur les déconvenues d'une fillette, aux auteurs de témoignages directs. Oui, décidément, les écrivains d'imagination nous étonneront toujours, par leur art d'inventer ce qui est le plus éloigné d'eux, et de rendre ces lubies mieux que plausibles : plus vraies que nature, d'une évidence de confidence.

LA confidence forme l'autre source, sans doute la plus abondante, des récits familiaux. Un des motifs le plus souvent repris, au point de former un genre à part entière, et qui tient aux suites logiques de la vie : la mort des parents. Il est rare que les auteurs ratent ce moment particulièrement poignant de l'existence, riche en émotions, en souvenirs, en récapitulations, en absurde, en jamais-plus.

Après Peyrefitte, Beauvoir, Borel, tant d'autres, Bruno Gay-Lussac nous donne sa « mort d'une mère ». Il la réussit admirablement, du moins dans le ton qui est le sien depuis *l'Examen de minuit*, *le Salon bleu*, *l'Homme violet* et les *Anges fous* : crispant d'égotisme compliqué, de susceptibilité querelleuse, d'échec hautement revendiqué.

(Lire la suite page 18.)

ENTRETIEN

Ismail Kadaré l'Albanais

« Je ne trouve pas mon pays aussi isolé qu'on le dit »

AUX confins de l'Europe, l'Albanie est une « terre inconnue » d'où ne nous arrivent de temps à autre que des informations infimes et non vérifiables à l'occasion de la mort d'un chef historique, du premier voyage officiel de tel ou tel homme politique occidental entouré de journalistes et d'industriels, ou de manifestations à propos du Kosovo que revendiquent à la fois les Serbes et les Albanais. Pourtant, depuis une quinzaine d'années, nous parvenons régulièrement des traductions des œuvres en prose d'un grand - du grand - écrivain Ismail Kadaré : une dizaine de livres publiés en France (depuis *le Général de l'armée morte*, qui nous le révéla en 1970) en font sans doute un des hommes de lettres contemporains les mieux représentés dans le catalogue de l'édition française.

Ses livres mêlent sans cesse le présent et le passé, les souvenirs de l'Illyrie romaine (Aurélien, Dioclétien et Constantin étaient nés d'Illyrie) et de Byzance, la défaite devant les Turcs qui islamisa le pays pour un demi-millénaire, les combats contre les fascistes italiens, l'amitié puis la rupture avec l'URSS, la liaison presque aussi vite interrompue avec la Chine... Tout cela dans une vision fantastique et réaliste à la fois, qui reprend sans cesse la tradition orale et la poésie épique, les fables et les ballades marquées par les écoles ottomanes et la veine grotesque du quotidien. Tout en côtoyant toujours au plus près le royaume des morts (1)... Et curieusement, cette prose si étrangère, si fantastique, nous est parfaitement accessible : l'allégorie devient lisible sous une quantité de facettes, tandis que le merveilleux s'insinue partout. C'est la marque d'un très grand écrivain

qu'on laisse parfois venir en France - où il commence vraiment à être reconnu par les lecteurs - et qui vient de passer quelques jours à Paris, où nous l'avons rencontré.

Ismail Kadaré a tout juste cinquante ans. Lisse, souriant, attentif derrière ses grosses lunettes d'écaïlle, il en paraît beaucoup moins. Il parle un bon français qu'il affine, semble-t-il, de voyage en voyage, ayant débuté tard dans l'apprentissage de notre langue, vers 1970, lorsque son premier roman fut traduit et que la perspective de ne pouvoir ni comprendre ni se faire comprendre lui parut tout à fait insupportable.

« Je m'appelle Ismail.

Je n'ai rien de musulman »

« Vous êtes né dans le Sud, près de l'Épire, dans une ville qui n'était pas la capitale (mais qui avait vu naître en 1908 Enver Hodja, le chef historique du parti communiste albanais).

Ma ville, Gjirokastra (Argyrokastro de l'Antiquité) n'était pas une capitale, sourit Kadaré, mais elle, pendant des siècles, elle était plus connue que la capitale. Tirana était une toute petite bourgade de dix mille habitants que Gjirokastra était la grande ville de l'Empire romain au sud ; qu'au nord, on trouvait déjà Shkodar et au centre, au bord de la mer, il y avait Durrës, où Cicéron avait une maison.

Propos recueillis par
NICOLE ZAND

(Lire la suite page 19.)

(1) Pour mieux comprendre l'histoire de la littérature albanaise, on lira l'anthologie de la prose albanaise présentée par Alexandre Kotos chez Fayard (1983).

Jean
DELAY
de l'Académie française



Avant Mémoire IV
D'un siècle à l'autre
(Paris, 1789 - 1856)

«Quelle fameuse résurrection du passé !»

Jacqueline Piatier / Le Monde

«Seule une passion comme celle qui possède Jean Delay pouvait l'ameurer à une telle réussite»

Françoise Xenakis / Le Matin

«Une des grandes œuvres de ce temps»

Claude Lévi-Strauss

GALLIMARD *nrf*

حكايا من الاحل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

● Claire Lalouette : *Thèbes ou la naissance d'un empire*. La période étudiée par l'auteur dans ce volume s'étend du dix-huitième siècle au quinzième siècle avant J.-C. « *Thèbes est, durant ces cinq siècles, le centre premier de toute vie, la vie des dieux comme celle des hommes* », Claire Lalouette avait publié l'an dernier le volume faisant suite à celui-ci, *l'Empire des Ramsès*. (Fayard, 649 p., 140 F.)

● Steven L. Kaplan : *le Pain, le Peuple et le Roi*. La dégradation du commerce des grains en 1763-1764, durant le règne de Louis XV, donna lieu à une véritable « bataille du libéralisme », dont les enjeux ne sont pas sans rappeler ceux de querelles plus actuelles. Préface d'E. Le Roy Ladurie. Traduit de l'américain par M.-A. Revellet. (Librairie académique Perrin, 461 p., 220 F.)

PHILOSOPHIE

● Cornelius Castoriadis : *Domaines de l'homme*. Les *carrefours du labyrinthe II*. « Comprendre que la politique appartient au *faire* » et la pensée en dissipant « les illusions et les fictions d'une philosophie politique rationnelle », tels sont quelques-unes des tâches que s'est assignées l'auteur de *Socialisme ou Barbarie* dans ce second volume des *Carrefours du labyrinthe*. (Seuil, 455 p., 150 F.)

LITTÉRATURE

● André Breton : *Qu'est-ce que le surréalisme ?* Prononcée en juin 1934 à Bruxelles, cette conférence intervient un an avant le congrès international pour la défense de la culture, qui marqua la rupture définitive de Breton avec le communisme officiel. (Actual-Le Temps qu'il fait, distribution Distique, 29 p., 40 F.)

CITATIONS

● Jean Delacour : *Tout l'esprit de Jules Renard*. Quatre mille deux cents citations de Jules Renard sur mille soixante-deux thèmes, de toute son œuvre : une invitation à la découverte ou à la relire. (Ed. Jacques Grancher, 290 p., 79 F.)

NOUVELLES

● Flora Groult : *Le temps s'en va, madame...* Onze nouvelles, onze portraits de femmes, brossés dans des cadres différents : onze morceaux d'histoires, amoureuses ou sentimentales... (Flammarion, 205 p., 70 F.)

ROMANS

● Étienne Lalou : *le Fond et la Surface*. Écrire, pêcher, deux activités également solitaires, également silencieuses, propices à la remontée des souvenirs, du « fond » vers la « surface ». Les souvenirs sont ici ceux d'un homme de cinquante ans, pêcheur et écrivain. (Seuil, 155 p., 69 F.)

EN BREF

● Le CENTRE DE RECHERCHE SUR L'IMAGINAIRE organise les 23 et 24 mai un colloque international à l'université de Grenoble-III, à l'occasion du vingtième anniversaire de la création du centre (tél. : 76-44-82-18, poste 3254).

● L'Union des écrivains organise, dans le cadre de l'abbaye de Royaumont, son colloque annuel les 24 et 25 mai, sur le thème « IDÉOLOGIE ET ÉCRITURE ». Pour tous renseignements, s'adresser à Rémi Hourcade (Centre littéraire de la Fondation Royaumont, tél. : 30-35-30-16) ou à Guy de Bossière (Union des écrivains, tél. : 42-78-17-67).

● Le prix de la WIZO 1986 a récompensé *Sortie d'Égypte*, de R. Drai (Fayard), ainsi que le roman de l'écrivain israélien Amnon

Shamosh, Michel Ezra et fils (Clim).

● Le premier prix du JEUNE BARREAU DE VERSAILLES a été décerné à Jean-Denis Bredia pour son roman *Un coupable* (Gallimard).

● Le premier prix QUESTION DE A récompense Kenneth White pour son livre *Pour une apocalypse tranquille* (Grasset) et pour l'ensemble de son œuvre.

● Le PRIX DES BIBLIOTHÉCAIRES « Culture et bibliothèque pour tous » est allé à Yves Courrière pour son livre sur Joseph Kessel (Plon).

● Le salon IMAGES ET MOTS, cinquante fête du livre de Villeneuve-d'Ascq, placé cette année sous le signe de l'insolite, se tiendra les 7 et 8 juin.

ROMANS

Le deuil

de l'exil

Il y a dans *Un été à Jérusalem*, le premier roman de Chochana Boukhozza, toute la violence d'un amour déçu. Le constat de l'échec qu'une histoire trop rapide a précipité, elle le dresse, le donne à entendre comme un cri plaintif, un sanglot, armée dérisoire contre un destin inacceptable.

Les étapes brûlées de cette histoire forment le passé du livre : le pauvre exil parisien d'une famille juive tunisienne, son départ pour Israël, terre de tous les possibles, de tous les espoirs... Et puis un nouveau départ, un nouvel exil, intérieur celui-là à la cellule familiale : celui d'une jeune fille, la narratrice, laissant père, mère, frères, pour vivre sa propre histoire, étrangère à présent aux siens.

Elle revient pourtant dans cette ville, Jérusalem, pour un été éclairé de lumière, afin de tenter encore de renouer les fils d'une mémoire dispersée, d'affirmer une fois encore son refus de l'inéluctable. Dans ces ruelles étroites, parmi les soldats en armes d'une guerre toujours proche, elle cherche à retrouver dans l'affolement de son amour piétiné ce que, paradoxalement, elle a fui : « Je me perds dans Jérusalem comme je me perds dans les méandres de ma mémoire ».

C'est de l'exil que je porte le deuil », écrit Chochana Boukhozza. A chacun de ces épisodes, son récit confirme, répète ce deuil, cette déchirure : la mort d'une grand-mère et le rite funéraire trop spectaculaire qui l'accompagne ; une rencontre amoureuse où l'érotisme, loin de la guérir, porte la déchirure à l'incandescence...

Malgré ses maladroites et quelques outrances d'écriture, *Un été à Jérusalem* révèle une voix authentique, prometteuse. Le jury du prix Méditerranée, présidé par Edgar Faure, qui vient d'accorder ses suffrages à Chochana Boukhozza, a été bien inspiré de récompenser ce livre.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ UN ÉTÉ À JÉRUSALEM, de Chochana Boukhozza, éd. Baidand, 255 p., 79 F.

RÉCITS

Le chagrin

et le brio

Dans les *Confessions d'un enfant gâté*, Jacques-Pierre Amette évoque les déceptions de sa génération. Tout commence par une visite d'hiver à un bébé nommé Sophie. Neige et griserie et prise de conscience. Jacques-Pierre Amette note qu'est venu le temps où, autour de lui, « toutes les filles sont enceintes pour la dernière fois ».

Le temps a filé, on a ricané, fait des mots d'esprit, préféré à « nos semblables nos petites bours de papier ». Petites scènes, croquis, images : Jacques-Pierre Amette est sans égards pour « les oiseaux morts de ses intentions », mais il vient presque trop de formules sous sa plume. On oublie le chagrin pour le sourire du brio.

Aux « heures allemandes », on comprend, à travers un certain Paul, l'amour qu'éprouve Amette lui-même pour la littérature germanique, de Hölderlin à Günter Grass, très présent, avec turbulences et tambour, « *Drôle de terre, douceâtre et sucrée, maternelle et idiote, puissante, religieuse* », note l'auteur, avant de décrire drôlement une France bruyante et inerte, où les fics grammaticaux des sentences (dans les films policiers, bien sûr) et où les gens qui descendent des bus ont tous des gueules de témoin (dans la réalité).

Tout à la fin apparaît un certain Vladimir, il se souvient d'un séjour à

la montagne, au milieu de « filles poétiques qui n'économisaient jamais ni les sentiments, ni les émotions, ni les gaffes ». « *L'oxygène absolu de la confiance féminine dans la vie* ». Ce n'est plus l'hiver, tiens, c'est l'été.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ CONFESSIONS D'UN ENFANT GÂTÉ, de Jacques-Pierre Amette, éd. Orban, 138 p., 59 F.

CORRESPONDANCE

Une étrange

aventure

épistolaire

Quatre ans durant, Jean-Louis Giovannoni et Ghislaine Amon vécurent en compagnie de l'œuvre de Joë Bousquet. Les deux poètes cherchaient comment ils pourraient transmettre l'amour, un rien envahissant, qu'ils éprouvaient, tous deux, pour cet écrivain.

Ghislaine Amon écrit alors à son ami en endossant l'identité de Bousquet. Et Jean-Louis Giovannoni put enfin s'expliquer avec cette ombre chargée de mots. Cette correspondance ténébreuse, qui dura un semestre en 1980, fut publiée par la suite dans la livraison des *Cahiers du double* que les deux jeunes poètes consacraient à Joë Bousquet.

Ghislaine Amon, qui, déjà, tenait le rôle du mort, de l'absent définitif dans cette aventure épistolaire, décida, peu de temps avant sa propre disparition, de quitter son nom pour celui de Raphaëlle George (1). C'est sous ce pseudonyme que sont aujourd'hui rééditées ces lettres qui nous offrent une réflexion sur le thème de l'absence.

Raphaëlle George/Bousquet, qui estimait que « la présence n'ajoute rien aux êtres », n'épargne pas son correspondant. Elle (ou il) le prévient même des dangers que l'on court à le (ou la) fréquenter d'un peu trop près. Jean-Louis Giovannoni ne se laisse pas impressionner par cet avertissement. Sa réponse est celle d'un soupirant qui ne se laissera jamais éconduire : « Com-

ment ne chercherais-je pas votre visage à travers le silence que font vos livres lorsque je ferme les yeux sur l'une de vos pages ? » L'absence habite aussi les poèmes qui composent *On naît et disparaît à même l'espace*, le dernier recueil de Jean-Louis Giovannoni. Le poète y dévoile ses ombres avec des mots qui, selon lui, « n'ont d'autre que nous porter au-delà de nous mêmes ».

PIERRE DRACHLINE.

★ L'ABSENCE RÉELLE, de Raphaëlle George et Jean-Louis Giovannoni, éditions Unes, 17, rue Aragon-Trastour, 83490 Le May, 43 p., 69 F.

★ ON NAÎT ET DISPARAIT À MÊME L'ESPACE, de Jean-Louis Giovannoni, Brandes, 373, rue du Quai-de-Brezy, 62400 Béthune, 32 p., 60 F.

(1) Quelques semaines avant sa mort (le 30 avril 1985), Raphaëlle George a publié *Eloge de la fatigue* aux Éditions Lettres vives (« le Monde des livres » de 3 mai 1985).

BANDES DESSINÉES

L'héroïsme pervers

Les héros musclés, sans peur ni cervelle, programmés pour défendre la veuve, l'orphelin et le patrie, reviennent en force sur nos écrans grâce aux Stallone, Norris et autres Schwarzenegger. C'est à croire que rien n'a vraiment changé depuis la création de Superman en 1938, puisqu'un demi-siècle plus tard ces films sans humour continuent dans une même foi naïve. En revanche, ce premier degré n'est plus de mise dans les bandes dessinées. Après avoir connu une prolifération d'anti-héros dans les années 70, la BD continue aujourd'hui de saper la mythologie héroïque par le biais de la parodie. L'innocence perdue ne sera pas retrouvée.

L'italien Mattioli et le belge Vincent Hardy se réclament du même iconoclasme, à travers les personnages de Superwest et de Ashe Barrett, tous deux parvenant à la notion même d'héroïsme. Leurs œuvres, l'adaptation théâtrale, l'omniprésence du code au détriment du contenu et la répétition insistante de stéréotypes fonctionnant à vide, comme autant de « gimmicks ». Cousin scandaleux des superhéros américains, Superwest affronte des espions communistes, un réalisateur de films pornos et un loup-garou métamorphosé en saucisses. Ses exploits baissent dans une joyeuse écurie, et leur mise en images sollicite de très nombreux modèles, de Tex Avery à Ever Meulen en passant par les EC Comics et le Pop Art. Depuis *Squeak the Mouse*, il n'y a décidément plus moyen de résister à Mattioli.

Ashe Barrett ne laisse pas davantage indifférent. Bien calé dans sa « torbature tubulaire à moteur », il parcourt nos campagnes à la recherche d'ennemis à sa mesure. Au moindre bruit suspect, il dégaîne. Couteau dans une main, pistolet dans l'autre, il invoque Tarzan et Zorro, ses deux tutélaires, et se lance tête baissée dans l'action. Mais ce volontarisme n'est qu'une façade, l'avertisseur de la torbure fait ressortir un piteux et coïncident. Et Barrett ne quitte pas son étrange véhicule sans en avoir soigneusement fixé l'antivol.

Plus grave : l'élan de cet intrépide sera brisé par la pragmatisme de ses alliés et par l'invisibilité de ses ennemis. Au bout du compte, l'aventure n'aura toujours pas convaincu et il faudra attendre un deuxième tome pour en connaître l'anjou. Le prétexte narratif de cet album conceptuel peut sembler quelque peu linéaire au regard des deux précédents albums de Vincent Hardy (*Insolitudes* et *Le Courseur*) qui séduisaient par leur follement. Mais le personnage de Barrett est habité d'une telle force, les commentaires du narrateur sont si drôles et les couleurs si belles que l'on aurait bien tort de bouter cet album. Vincent Hardy doit être découvert sans tarder : il ne ressemble à personne. (*Superwest*, de Mattioli, L'Echo des Savanes/Albin Michel, 49 F. *La Véritable Histoire de Ashe Barrett*, de Vincent Hardy, Vent d'Ouest, 48 p., 67 F.)

L'héroïsme n'intéresse pas Edmond Baudoin. Si l'un des protagonistes d'*Un rubis sur les lèvres*, Simon, déploie des efforts désespérés et va jusqu'à sauver son ami Marc de l'engourdissement et du froid, ce n'est pas l'exploit physique que célèbre l'auteur, mais simplement une amitié forte et paradoxale entre deux hommes qui se disputent une même femme. Baudoin dépeint les sentiments, le temps qui passe, le désir et l'attente, les regards et les soupirs. Dans un genre réputé froid, il ose jouer la carte de l'émotion. Sa réussite dans ce domaine n'est pas dissociable de son graphisme



Illustration de Baudoin.

libre et spontané, qui atteint ici son intensité maximale. Le pinceau s'élève, vibrant et rocailleux de Baudoin nous donne à toucher le monde. Il ne triche pas, mais il purifie. Lisez cet album : on y respire l'air des cimes à pleins poulmons. (*Un rubis sur les lèvres*, de Baudoin, Futuropolis, 44 p., 52 F.)

Les linguistes et les enseignants vont pouvoir s'initier aux bulles grâce au n° 200 de la revue *Le Français dans le monde*, publiée chez Hachette/Larousse (70, bd Saint-Germain, 75288 Paris Cedex 06). Ce « Spécial bande dessinée », dirigé par Jean-Marc Caré, affirme avec force que « la seule attitude pédagogique possible est de tout faire pour que la bande dessinée reste avant tout un objet ludique, un objet de plaisir ». Un assortiment d'articles signés par des professionnels et des spécialistes permet d'appréhender l'évolution de la BD au cours des quinze dernières années. Le phénomène est interrogé dans ses rapports à l'art, au commerce, à la publicité, à la langue et à la critique. Des planches inédites signées Masse, Cabanes, Forest et Baudoin ainsi qu'un copieux « who's who » (dont les regroupements surprennent quelquefois) complètent cet ensemble que l'on recommandera aux lecteurs non avertis (janv. 1986, 95 p., 40 F.).

Plus spécialisée dans sa démarche mais plus universelle quant au domaine embrassé, l'*Encyclopédie des bandes dessinées*, dirigée par Margaria Alessandrini, connaît une nouvelle édition chez Albin Michel. Il s'agit du principal ouvrage de référence jamais publié en langue française. Ses quatre cents articles n'ignorent rien de ce qui a fait l'histoire de la BD aux États-Unis et en Europe (le reste du monde étant traité de façon plus superficielle). Ce formidable travail d'érudition s'accompagne d'une iconographie abondante et ouvre d'intéressantes perspectives critiques. Les amateurs éclairés en feront leur livre de chevet. (*L'Encyclopédie des bandes dessinées*, Albin Michel, 288 p., 180 F.)

THIERRY GROENSTEEN.

PRIX DES ARTS, DES LETTRES ET DES SCIENCES DE LA FONDATION DU JUDAÏSME FRANÇAIS

Alain FINKIELKRAUT

La sagesse de l'amour

essai

GALLIMARD nrf

Tsuruya Namboku les spectres de Yotsuya

Drame en cinq actes traduit du japonais et commenté par Jeanne Sigée. Un chef d'œuvre du Kabuki par l'un des plus grands dramaturges japonais.

Un volume 352 pages, illustré, Bibliothèque de l'Institut des Hautes Etudes Japonaises. 143 francs

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 45 54 22 70

LA PASSION DU DIALOGUE

itinérances

Une revue de 240 pages

CIVILISATIONS ET ESPRIT DU TEMPS

AVENTURES DE LA SCIENCE • RECHERCHES DE L'ETRE • DIMENSIONS CACHÉES DES TRADITIONS • CONNAISSANCE DE SOI

En librairie ou sur commande (noter vous sous 68h contre 90 frs port compris) à Itinérances, 8, rue André Chénier - 92400 Connes

VOYAGES

Les sept hivers de Bertil Galla

promouvoir dans les p...

ESSAIS

ans le miroir d...

Vous écrivez ? Écriv...

PENSEE UNIVERSELLE EDIT

FRAN - PIERRE

VOYAGES

Les sept hivers
de Bertil Galland

Un promeneur dans les pays du froid.

LES journaux et les récits de voyages relèvent d'un genre périlleux. Que l'écrivain ait la marotte des horizons lointains, personne ne lui en fera grief ; mais qu'il prenne sa plume endimanchée pour la tremper dans des clichés, voilà que le lecteur, comme Pascal, soupire : « *Tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer au repos dans une chambre.* »

Cet amer reproche, nul n'osera l'adresser à Bertil Galland qui, durant sept hivers, a arpente la partie septentrionale du Vieux Continent pour nous rapporter un récit de voyage, *le Nord en hiver*. Excellent chroniqueur au grand quotidien lausannois *24 Heures*, Bertil Galland se passionne aussi bien pour les découvertes du docteur Yersin que pour les remous suscités par la fermeture de l'ambassade helvétique au Vietnam. Les traductions de la littérature scandinave qu'il a livrées de temps à autre dans diverses revues nous prévenaient de son amour pour le Nord.

D'une contrée à l'autre, *le Nord en hiver* nous offre le plaisir d'y croiser aussi bien des personnages pittoresques que les écrivains les plus connus. Ouvrez ce récit de voyage, n'importe où, vous y ferez connaissance avec un étudiant islandais, employé dans une ferme helvétique, et qui fit Pascal en conduisant son tracteur.

Tournez quelques pages, et vous découvrirez avec frémissement l'histoire de Thomas Frederiksen - le chasseur, le pêcheur, le peintre danois - dont le *Journal*, commencé à quinze ans, publié et traduit en plusieurs langues, a fait le tour du monde.

Jetez un coup d'œil sur la carte de la Norvège... Celle-ci se rappelle-t-elle avoir laissé mourir, aveugle et dément, Knut Hamsun ? Knut Hamsun, et sa visite à Hitler, sa femme, entichée de l'Allemagne nazie, son hommage au défunt Führer lors de la Libération... Le grand écrivain norvégien incarne encore la mauvaise conscience de son pays.

Un petit pas en avant et vous voici en Suède, en compagnie du romancier Lars Gustafsson « blond, discrètement barbu, petit, vif, fécond » - qui, après l'engagement sartrien, prend ses distances à l'égard de la social-démocratie. A Stockholm aussi, la jeune génération d'écrivains connaît la faillite des illusions, part en quête des mystères des origines et des traditions populaires...

A la frontière russe, prenez votre mal en patience, supportez les fouilles, les regards suspicieux des douaniers qui secouent la tête en voyant les *Frères Karamazov* dans vos bagages. A Moscou,



faufillez-vous à travers la foule qui s'amasse devant les magasins et rendez-vous à l'Atelier-Théâtre des jeunes pour assister à l'adaptation scénique de *Cent ans de solitude* de Garcia Marquez, ou visitez la Maison des écrivains dans la bibliothèque de laquelle ne se trouve aucun des grands

livres classiques ou récents : « *Les bons livres, dit-on, disparaissent en quelques jours.* » Après avoir flâné un moment avec un jeune Russe qui vous invite à fêter chez lui le réveillon, vous recevrez à 3 heures du matin un appel agressif, en russe : l'étranger ne doit pas nouer des relations avec la population.

Votre sommeil gâché, vous vous répétez avec plaisir le mot de cet ancien colonel de l'armée rouge : « *L'URSS compte 270 millions d'habitants et 13 millions de communistes.* » Vous vous souviendrez aussi de la mésaventure de l'écrivain islandais Halldor Laxness qui reçut, pour la traduction de son livre *Des hommes indépendants*, une fortune « à dépenser sur place » : pressé, il acheta une zibeline en souvenir de son séjour. A la frontière, les douaniers, l'accusant d'exportation illicite, renvoyèrent la zibeline à l'Union des écrivains. Après maintes péripéties, la zibeline, arrivée au port de Reykjavik, fut retournée par Laxness en Union soviétique. Entre-temps, la traduction de son livre avait été interdite par Staline...

ROLAND JACCARD.

★ *LE NORD EN HIVER*, de Bertil Galland. Payot, 258 p., 110 F.

ESSAIS

Dans le miroir de Montaigne

(Suite de la page 15.)

Le livre de Stéphane ressemble alors à ces galeries d'apocryphes que les aristocrates vous détaillent pour assurer de l'excellence de leur lignée. Voici Erasme, la figure de proue du début du seizième siècle, le sage qui domine intellectuellement toute l'Europe chrétienne, qui ne ménage de son exigence critique ni les rois, ni les papes, ni les hérétiques, mais que les rois, les papes et les hérétiques tentent, à toute force, d'amener dans leur camp.

Voici Luther, le petit Allemand scandalisé par la débaucherie et la corruption du pouvoir romain et qui, malgré les conseils de modération d'Erasme, qui partage ses indignations mais veut mener une réforme interne au catholi-

cisme, se lance dans la guerre contre Rome et brise l'unité spirituelle d'une civilisation.

Voici Dürer, qui affiche avec insolence dans ses autoportraits qu'il est Dürer : pas n'importe quel peintre réalisant à la commande d'un seigneur ou d'un évêque un tableau minutieusement programmé, mais un artiste unique ne rendant compte qu'à lui-même de son talent et de son génie. Près d'un siècle avant que dans les *Essais* Montaigne n'écrive : « *Moi, le premier par non être universel.* »

Ce Rimbaud de la pensée politique

Et puis, voici le plus proche, Etienne de La Boétie. Ecrasé par

des siècles dans la mémoire des lecteurs par l'immensité du tombeau que Montaigne érigea pour lui et que sont les *Essais*.

A dix-huit ans, près de dix ans avant de rencontrer Montaigne en 1557, La Boétie a écrit ce *Discours de la servitude volontaire* qui, au-delà de toutes les récupérations partiales que tentèrent d'en faire calvinistes et antimonarchistes, est la réflexion la plus percutante, la plus lumineuse, la plus moderne que l'on puisse imaginer sur la nature même du politique, sur l'essence de tout pouvoir. Pourquoi les hommes qui naissent libres, interrogés ce Rimbaud de la pensée politique, - cèdent-ils volontairement à d'autres le pouvoir de décider pour eux ?

Montaigne n'a pas ces hardiesses sulfureuses, ce génie de la révolution, fut-elle purement intellectuelle. Non pas comme on l'a trop écrit par prudence physique ou par dilettantisme politique, mais simplement, comme le souligne justement Stéphane, parce que la lumière et la liberté qu'il souhaite apporter ne s'accroissent ni des prophéties ni des ruptures : a-t-on jamais vu un prophète tolérant ?

Montaigne préfère donc ne pas voir que la *Servitude volontaire*

est un brûlot pour n'en retenir que la passion de la liberté dans laquelle il reconnaît une âme à l'antique qui vibre au diapason de la sienne.

L'énergie

des remises en cause

Les pages que Roger Stéphane consacre à l'amitié de Montaigne et de La Boétie, à la douleur de l'amour brisé par la mort, à l'écriture comme moyen de poursuivre cette communion, sont parmi les plus belles de son livre. Ce sont celles aussi où se perçoit de la manière la moins indirecte le jeu de miroir qui donne au livre son ton particulier, sa puissance d'émotion, sa gravité de confiance.

Roger Stéphane se regarde dans le miroir de Montaigne. Depuis quarante ans, c'est dans ce miroir qu'il se scrute, s'analyse, se rectifie, s'ancre dans ses fidélités et retrouve l'énergie des remises en cause. Rien de moins narcissique que ce regard, de moins complaisant : la connaissance de soi-même n'est jamais que la meilleure manière de comprendre les autres.

Lorsque Roger Stéphane balaie d'un revers de manche tout ceux qui ont donné de Montaigne l'image d'un sceptique, d'un mol jouisseur, autant dépourvu de convictions que d'espérance, c'est évidemment aussi de lui qu'il parle ; lui pour qui n'appartenir à aucun camp n'a jamais voulu dire refuser le combat. Lui aussi assez amoureux de la vie pour rêver cette phrase de Nietzsche à propos de Montaigne : « *Qu'un tel homme ait écrit, vraiment le plaisir de vivre sur cette terre en a été augmenté.* »

PIERRE LEPAPE.

★ *AUTOUR DE MONTAIGNE*, de Roger Stéphane, préface de Georges Duby, Stock, 250 p., 95 F. Les éditions Grasset rééditent, au début du mois de juin, le *Portrait de l'auteur*, de Roger Stéphane, paru en 1950, avec une préface de Jean-Paul Sartre.

L'AVENTURE
DE L'HISTOIRE
C'EST AUSSI
L'AVENTURE
DANS L'HISTOIRE

L'HOMME ET L'ÉVÉNEMENT

Ivan Cloulas

Charles VIII
et le mirage
italien

albin michel

Dans une nouvelle collection
L'HOMME ET L'ÉVÉNEMENT

RÉGINE PERNOUD

Saint Louis et le crépuscule de
la féodalité.

ROBERT TRUCAN

Héliogabale et la sœur du soleil.

PHILIPPE MASSON

Les naufrageurs du Lusitania
et la guerre de l'ombre.L'HISTOIRE CHEZ
ALBIN MICHEL

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Drôle
de rame

Enard a réussi là un de ces livres que l'on dit de bois où une génération prend le virage de la quarantaine. Jacques-Pierre Amette/Le Point

Le roman le plus parfaitement en accord avec notre temps, nos mœurs et nos anxiétés. Une bien tendre cruauté ! Alain Bosquet/Le Quotidien de Paris

ROMAN

GRASSET

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Entretien avec Ismail Kadaré

(Suite de la page 15.)

« Dans tous les documents, on lit que Ciceron venait parfois passer les vacances à Durres, et que l'empereur Auguste avait fait ses études non loin de là.

« Je m'appelle Ismail, mais je n'ai rien de musulman.

« Quand je suis né, l'Albanie avait un roi, Zog I^{er}, un roi sans qualités qui s'était proclamé roi en 1928, après avoir été premier ministre et président de la République, et qui fut renversé en 1939 par les Italiens, qui se sont présentés comme les « libérateurs de l'Albanie » (il rit). L'Etat albanais s'était formé en 1912, après l'effondrement de l'Empire ottoman. C'était vraiment un Etat très bizarre. La capitale était à Durres, où se trouvaient les ambassades de tous les pays d'Europe, qui se livraient à des intrigues incroyables : la Turquie voulait revenir, l'Italie et l'Autriche-Hongrie avaient des vues sur l'Albanie, la Grèce aussi, la France aussi. Et quand a éclaté la première guerre mondiale, tous sont partis et nous ont laissés en plein chaos.

avez toujours voulu être écrivain ?

« J'ai toujours su que je le voulais. A dix ans je lisais *Macbeth*, j'adorais les histoires de fantômes. J'ai publié très tôt, à dix-sept ans, des poèmes. J'ai terminé mes études dans ma ville natale où il y avait un lycée célèbre, plus célèbre que celui de Tirana, après je suis allé à l'université puis j'ai été envoyé à l'Institut de littérature de Gorki à Moscou.

« Moscou était une grande ville, comme je n'en avais jamais vu. Je connaissais déjà la culture russe, la langue. Je suis arrivé en 1938, juste après le Festival de la jeunesse, en pleine libéralisation. L'Institut se trouve près de la statue de Pouchkine et j'habitais près de la prison de la Bontirka. Les filles étaient jolies. Comme étudiant, j'étais heureux. Mais j'étais malheureux comme écrivain. J'étais entouré de médecins, de fonctionnaires qui voulaient être écrivains. Dans mon cours, il n'y avait que des médecins.

« Ils sont restés inconnus. Je vois parfois leurs noms quand on publie des listes de décorations !

« Dans le *Crépuscule des dieux de la steppe*, vous avez évoqué la rupture entre votre pays et l'URSS et la détérioration des liens, de tous les liens, le « temps de la perfidie » des dieux rabougries, ces « dieux scythiques qui allaient gonfler leurs joues terribles pour balayer mon pays de la surface du globe ».

« Vous, en Occident, vous ne voyez pas Khrouchtchev avec les mêmes yeux que nous, vous ne comprenez pas qu'entre lui et nous c'était la haine. Terrible, dangereuse... (La désalinisation, il n'en parle pas. Pas plus qu'il ne cite le nom de Staline, dont la statue se dresse toujours au centre de sa capitale.)

« Quand je suis rentré en Albanie, je suis entré dans le principal hebdomadaire littéraire *Drita* (la Lumière) : cinq ans plus tard, j'étais écrivain professionnel, salarié, membre de l'Union des écrivains. J'avais trente ans. Je recevais un bon salaire, le même qu'un directeur d'usine, plus qu'un ingénieur. C'est une sécurité. Lorsque vous recevez des honoraires vous en reversez un quart à la caisse de l'Union des écrivains.

« Vous avez publié beaucoup de nouvelles, des poèmes, cinq romans (*Novembre d'une capitale* n'est pas encore traduit), vos livres sont tous très populaires en Albanie et pourtant vous avez parfois subi de vives critiques pour « traitement subjectiviste des événements historiques » notamment en 1982.

« Quand un livre sort, la critique s'en empare. J'ai été plusieurs fois critiqué, parfois d'une manière très forte. Ça n'a rien changé à ma façon d'écrire.

« Vous avez été pendant longtemps député à l'Assemblée populaire de votre pays. Eux trois fois entre 1970 et 1982. Pourquoi n'êtes-vous plus député ?

« Parce qu'on ne m'a plus proposé de l'être.

« Qu'est-ce qui a changé depuis la mort d'Enver Hodja ?

« Il n'y a pas de changement. Toute l'histoire de l'Albanie d'aujourd'hui est liée à Enver Hodja.

« Comment voyez-vous la situation du Kosovo, peuplé d'Albanais mais qui dépend de la République yougoslave de Serbie ?

« C'est une histoire de haine millénaire entre deux peuples, entre Serbes et Albanais. De notre côté, l'attitude est très claire. Pour nous, l'éclatement de la Yougoslavie serait un malheur. Et pas seulement pour nous... L'Albanie soutient la demande du Kosovo d'être une république. Les Serbes refusent parce que c'est là, disent-ils, qu'est « le cœur de la

Serbie ». C'est vrai, les Slaves sont arrivés là au septième siècle. Mais avant, qui était là ? Les Illyriens. Nous.

« Nous voilà ramenés aux éternels et insolubles conflits balkaniques. Comment cela peut-il finir ?

« Je ne sais pas. Je viens de terminer une longue nouvelle là-dessus : *La caravane de la nuit s'est pétrifiée*. C'est l'histoire d'une jeune fille serbe fiancée avec un garçon albanais. La caravane venue chercher la mariée s'est changée en pierre pendant le voyage et le mariage a été rendu impossible. L'inspiration populaire s'est emparée de cette haine, il existe une chanson de geste avec deux variantes, en albanais et en serbo-croate : tous les héros sont albanais dans la version serbo-croate, et inversement. Ces deux versions sont passionnantes à étudier.

« Mon attitude d'écrivain, c'est de dépeindre. Cette haine doit s'interrompre. A présent, nos deux caravanes sont pétrifiées et le mariage impossible.

« La longue nouvelle qui vient de paraître sous le titre *Qui*



LOUIS MONNIER

a ramené Doruntine ? traite aussi de la question des « mariages lointains ». Cela se passe au douzième ou au treizième siècle, avant la conquête turque, alors que l'Albanie est gouvernée par des princes qui se marient entre eux exclusivement et qui voient, avec effroi, Doruntine partir avec un étranger, très loin, en Bobème.

« C'est un sujet vraiment millénaire que j'ai traité là : la nécessité de faire le mariage à l'extérieur du clan. On retrouve cela dans les ballades populaires, et notamment dans la plus célèbre de toutes, la *Ballade de la parole donnée*.

« Une grande famille avec neuf garçons et une fille unique. Lorsque la mère refuse de donner sa fille en mariage à un étranger, l'un des fils, Constantin, lui promet de respecter la *bessa*, la fidélité à la parole donnée, l'engagement moral dont la violation suscitait, selon l'ancienne coutume, l'opprobre. « C'est moi qui te la ramènerai quand tu le souhaiteras », a dit Constantin à sa mère.

« Doruntine partie avec l'étranger, la guerre éclate, les neuf fils meurent, et la mère maudit ce fils qui n'avait pas respecté la parole donnée. Après cette malédiction, Constantin sortit de son tombeau pour chercher sa sœur. Ils chevauchèrent des nuits et des nuits et personne ne crut Doruntine lorsqu'elle affirma avoir été ramenée par ce frère mort depuis trois ans. (Il rit.) A partir de là, j'ai fait une enquête policière.

L'auteur nous fera soupçonner tout le monde, même le policier, dans cet étrange conte remarquablement construit, fantastique et moderne à la fois, chevauché inquiétante vers la mort, aux

côtés de la Mort, et qui sera cause de l'annihilation d'une famille. Mais au même moment, une jeune fiancée du bourg partira rejoindre son époux dans quelque contrée lointaine, au moment même où l'on pensait que « l'idée même des mariages lointains avait reçu le coup de grâce ».

« L'Albanie devra-t-elle modifier ses lois, ses administrations, ses prisons, ses tribunaux et tout le reste », écrit encore l'auteur de *Doruntine* devant la menace qui frappe ce pays « pris entre les deux religions de Rome et de Byzance, entre deux mondes, l'Occident et l'Orient ».

« Surtout ne cherchez pas d'allusions, conseille Kadaré alors que nous nous quittons. *Doruntine* a été écrit en 1979, et la *Ballade de la parole donnée* est vieille de plusieurs siècles... » Il ajoute : « Je ne trouve pas mon pays aussi isolé qu'on le dit. Je suis sûr de cela. »

Propos recueillis par
NICOLE ZAND

* QUI A RAMENÉ DORUNTINE ? d'Ismail Kadaré, traduit de l'albanais par Jusuf Vroni, Fayard, 180 p., 69 F.

Ouvrages en français

Le Général de l'armée morte, Albin Michel, 1970, La Livre de Poche.

Les Tambours de la pluie, Hachette Littérature, 1972 (éprouvé) ; Folio ; Fayard, 1985.

Chronique de la ville de pierre, Hachette Littérature, 1973 (éprouvé) ; Folio ; Fayard, 1985.

Le Grand Hiver, Fayard, 1978 ; Points.

Le Crépuscule des dieux de la steppe, Fayard, 1980.

Avril brisé, Fayard, 1981 ; Le Livre de Poche Babel.

Le Pont aux trois arches, Fayard, 1981 ; GF Flammarion.

La Niche de la honte, Fayard, 1984.

Invitation à un concert officiel et autres récits, Fayard, 1985.

La Ville du sud, nouvelles, POF, 1985.

Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, par Michel Métais, P.-J. Oswald, 1973.

« Vous vous souvenez de la guerre ?

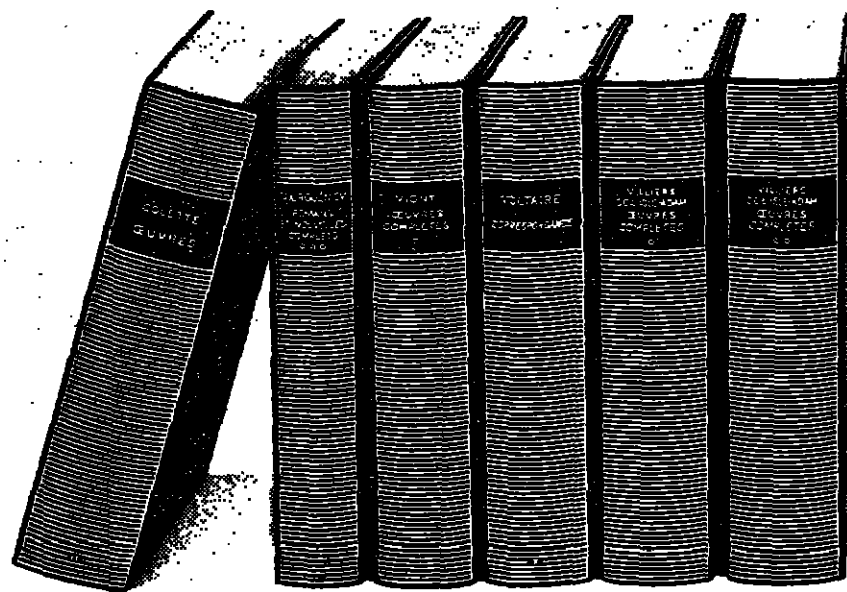
« Oui, je me souviens (silence). Nous étions occupés par les Italiens, mais, au début de la guerre, l'Albanie a attaqué la Grèce et imaginez-vous qu'après un demi-siècle l'Albanie et la Grèce sont toujours en état de guerre ! Depuis des années on parle d'un traité de paix. C'est la situation la plus absurde du monde. On accuse parfois l'Albanie d'être très fermée, mais il y a chez nous des choses bizarres comme cette guerre qui ne se finit pas. C'est incroyable, non ?

« Vous avez grandi dans un pays qui avait rompu ses relations avec à peu près tous les pays, voisins ou lointains, dans un pays très secoué par l'histoire...

« La Résistance avait été très forte, alliée aux partisans yougoslaves contre les Italiens. Un gouvernement avait été constitué dès 1942 à la fois contre le fascisme et contre la bourgeoisie du pays, surtout le féodalisme. La première rupture, ce fut avec la Yougoslavie en 1948, mais les dissensions avaient commencé bien avant à cause du Kosovo... Nous n'avons pas de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne non plus, à cause du trésor de la Banque nationale d'Albanie qui est bloqué à Londres depuis la fin de la guerre ; nous ne pouvons pas rétablir des relations tant que le trésor albanais reste à Londres (il sourit, impuissant devant ces absurdités en chaîne qui évoquent cette autre absurdité qui conduisit pendant deux années un général italien à s'échiner pour rapatrier une « armée morte »...).

« Le *Général de l'armée morte* était votre premier roman, publié à vingt-quatre ans. Vous

Sans Villiers de l'Isle-Adam, Malraux aurait-il eu le même désir d'écrire sur la condition humaine ?



La réponse est dans la *Pléiade*. En retrouvant Malraux dans l'album illustré, vous aurez envie de lire ou relire Villiers de l'Isle-Adam, dont la *Pléiade* publie cette année les œuvres complètes en 2 volumes. La *Pléiade*, des volumes annotés et commentés, reliés pleine peau, dorés à l'or fin, et imprimés sur papier bible. L'album Malraux vous sera offert par votre libraire pour l'achat de trois volumes.

QUINZAINE DE LA PLÉIADE
DU 21 MAI AU 7 JUIN

LA PLÉIADE
GALLIMARD

حکذا من الالحول

● HISTOIRE

Une historienne à sa fenêtre

Arlette Farge étudie la « vie fragile » : celle des milieux populaires au dix-huitième siècle.

RUE Croix-des-Petits-Champs en 1775 : la femme de M. Montjean, artisan en ouvrages de mode, veut « être avec un livre à sa fenêtre ». Cette étrange revendication revient comme un leitmotiv dans le récit d'une longue dispute conjugale retrouvée dans les papiers d'un commissaire de police. A partir de ce dossier, et d'autres qui lui ressemblent, Arlette Farge trace des croquis dessinant peu à peu les contours de cette « vie fragile » dont elle a fait un objet d'étude.

Un danger pouvait menacer cette entreprise : l'anecdote. Il est écarté par la rigueur élégante de la démarche et l'ampleur de la réflexion méthodologique. Passant sans arrêt du singulier au collectif, de l'ordre au désordre, c'est bien un livre d'histoire sociale qu'écrit Arlette Farge, loin des lumières trompeuses du genre « vie quotidienne ».

Le fil conducteur est simple. Au lieu de prendre comme point de départ les hiérarchies et les classements sociaux, elle les découvre à travers des actions, des pratiques, qui permettent de saisir les relations sociales dans leur fonctionnement quotidien. Le peuple — la foule des hommes et des femmes sans qualités, — voué au silence et à l'oubli, finit ainsi par manifester ce qui le constitue. La femme qui voulait lire à sa fenêtre et son mari sont séparés par deux visions antagonistes de la distribution des tâches masculines ou féminines, par deux représentations de la vie sociale.

Prendre au sérieux la logique des actions et des discours aboutit à la restitution des modes de rationalité qui font agir. Car il existe bien une rationalité populaire, dont Arlette Farge précise les contours, brisant ainsi le miroir idéologique où se contemplant penseurs et administrateurs convaincus de l'irrationalisme foncier du peuple, fait de crédulité, d'infantilisme et d'immoralisme. La démonstration est couronnée par la mise en rapport de ces noyaux de rationalité avec les mutations et les tensions de la société parisienne dans la seconde moitié du dix-huitième siècle.

Archives policières et archives judiciaires offrent un solide sous-bassement à ce livre. Le Châtelet, la Bastille, la lieutenance générale

de police : des centaines de dossiers ont été dépouillés. Ils livrent certes un point de vue particulier, celui de l'ordre et parfois de la répression. Mais ils contiennent aussi de très nombreux échos des préoccupations populaires, des séquences brutes et compactes de paroles de la rue, de l'atelier ou du cabaret ramenées dans les filets des interrogatoires, des

(parmi eux les célèbres mouches). Police des arrestations nocturnes et des coups tordus, elle s'efface et infiltre le monde des marginaux et des malandrins, ne rendant de comptes qu'au lieutenant général et au roi. Deux positions donc, et deux observatoires de la vie d'une capitale surpeuplée.

La richesse de ces archives a incité Arlette Farge à jouer sur

tile, dans l'entassement des maisons de rapport, où aucune frontière ne sépare vraiment le privé du public.

Espace du quartier ou du micro-quartier parcouru jour après jour, traversé en tous sens par les enfants joueurs ou messagers. Espace encore de l'atelier : largement ouvert sur la rue, marqué par l'instabilité professionnelle des compagnons, l'autorité tour à tour despotique et fragile du maître et de la femme du maître, troublé par les visites hommes des jurés contrôleurs. Par petites touches, ces analyses remettent en cause une vision trop paisible de l'atelier ancien.

Le peuple en mouvement

A l'échelle de la ville, enfin, se déplacent les foules. Ce mot est utile. Il permet de désigner le peuple dans sa diversité, englobant ceux qui n'en sont pas, mais que le cotoiement déclassé, popularise. La foule, on la trouve sur la place de Grève les jours d'exécutions capitales, attentive au respect du rituel solennel de la mise à mort. En colère, elle se révolte et produit alors, par des actions et des paroles, un ordre qui répond pied à pied à celui qu'elle brise et qu'elle dénonce d'ailleurs comme désordre intolérable. On la rencontre plus souvent prompte à s'assembler sur la foi d'une rumeur, sur la promesse d'un spectacle, mais tout aussi prompte à sanctionner de son désintérêt hostile les fausses nouvelles et les impostures. Car elle ne veut pas être dupe.

L'acuité du regard d'Arlette Farge ne se dément jamais. Soucieuse du détail — qu'a-t-on dans ses poches un jour de fête qui tourne mal ? — elle tient aussi d'un bout à l'autre le fil rouge de deux grandes questions : celle des rôles masculins et féminins, et, plus précisément, des rapports entre les hommes et les femmes dans les milieux populaires au dix-huitième siècle, celle, enfin abordée de front, de l'ambiguïté des relations que l'historien entretient avec ses archives.

CHRISTIAN JOUHAUD.

★ LA VIE FRAGILE. VIOLENCE, POUVUOIRS ET SOLIDARITÉS A PARIS AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, d'Arlette Farge, Hachette, 355 p., 115 F.



CAGNAT.

dépositions, des témoignages et des plaintes.

Une figure centrale s'y découpe également : le commissaire du quartier. Sur sa maison sont affichés les avis officiels, dans ses cartons finissent par échouer les querelles de voisinage, les disputes de famille, les conflits du travail. Tout autre est l'activité de l'inspecteur et de ses auxiliaires

deux registres. Celui de la micro-histoire, qui cherche, dans l'étude minutieuse de cas singuliers, une réfraction de la complexité de la vie sociale. Mais, aussi, approches plus globales de collectifs et de réseaux. Quatre espaces sont, ainsi, distingués. Espace du couple et de la famille, d'abord. Solidarités, ruptures, conflits, scandales, s'expriment sous l'œil du voisinage, plus complice qu'hos-

reux à su analyser précisément, et, en plus, faire revivre. Deux impeccables récits — une révolte sous Henri IV, une sous Louis XIII — forment le cœur de l'ouvrage et saisissent par leur vérité crue. Mais, avant comme après ces deux grands épisodes, le livre prend de la hauteur.

Emotivité et colères

L'auteur présente d'abord les communes, les grandes et les petites, avec leurs usages, leurs emblèmes, leurs fêtes sacrées ou burlesques, leur emotivité, leurs colères, leur fluidité aussi. Comment en effet comprendre les révoltes de Croquants, actes collectifs, sans avoir mesuré et peut-être flâtré le sens et la vie des communautés de cœur et de fait ?

Mieux encore, Bercé domine l'ensemble de ses mouvements de Croquants en franchissant deux étapes. La première revient à présenter crânement une typologie des émeutes. Celles qui naissent de la soudaine et forte cherté du pain : urbaines, féminines et bruyantes ; celles qui provoquent les « gens de guerre », ceux du roi comme les autres qui, faute de solde et de casernes, circulent, pillent et

Un janséniste dans la tourmente révolutionnaire

C'EST un roman historique d'une rare harmonie, d'un équilibre total entre contexte, fiction et morale qu'a écrit Yves Amiot avec son quatrième livre (1), *Le Solitaire*, qu'il situe en 1794 et en Vendée. Cela fait un an que la province est écorchée vive entre les Vendéens insurgés et les hommes de la Convention. Blancs contre bleus. Un homme, Puzeau, habite là, retiré du monde, solitaire dans sa maison des Sables, face à l'océan. Janséniste fervent, il s'orientait vers la prêtrise, avait même reçu les ordres mineurs dans un couvent du Beauvaisis, quand des manœuvres séminaristes le laissèrent simple clerc.

C'est bien sûr lui, qui n'est d'aucun parti, que le jacobin Dumont, représentant de Robespierre, convoque — mais déjà il s'effrite — et convainc de mener à bien une première négociation... Puzeau retrouve, dans le feu de cette action soudaine et rapidement engagée, son vieux ami Duplessis, engagé dans l'insurrection avec un ami, le Père Dubois, ancien jésuite. Un débat politique, philosophique et théologique se réveille alors entre les quatre hommes, figures cardinales de ces dernières années des Lumières...

Parce qu'il veut croire à la gravité sincère de ses partenaires et aux effets d'une action morale, Puzeau prête de nouveau son concours à une autre négociation, car les Vendéens, maintenant à bout de forces, cherchent une issue digne. Mais Puzeau n'est déjà plus, à ce stade des pourparlers, qu'un pion sur un échiquier de haute stratégie : il ne se voit pas

encore inexorablement circonvenu par ses ennemis d'hier et ceux de demain. *Casus belli*... Thermidor, l'assassinat de Robespierre, l'arrestation de Dumont, confirmeront violemment la vanité de toute sagesse abstraite par temps de guerre civile.

On retiendra de ce roman remarquablement bien écrit, sobre et régulier, l'étonnante description, en 1788, du site de Port-Royal arase, où régnait encore la direction de la Mère Angélique, l'esprit d'Andilly, de La Maistre, d'Arnaud, de Pascal et de Racine ; le réquisitoire déabusé contre les œuvres de Rousseau et de Voltaire qui firent le lit de la Révolution ; la visite à un Robespierre las, seul, au faîte de la Terreur, qui cherche la paix de l'âme en s'abandonnant à la mort ; mais surtout, il y a cette empreinte, si particulière à ce livre, d'une force spirituelle, d'une patience sereine que ni la persécution ni l'échec ne peuvent atteindre, car « la rencontre, à travers leurs ouvrages, des solitaires de Port-Royal restera pour moi le moment dominant, décisif, de mon existence où, par la lumière et la grâce, tout s'éclaircit soudain dans l'âme et tout s'ordonne à jamais dans l'esprit ».

CLAIRE PAULHAN.
★ LE SOLITAIRE, JANSÉNISME ET RÉVOLUTION, d'Yves Amiot, éditions José Corti, 182 p., 75 F.

(1) Yves Amiot a publié trois autres livres, tous édités chez José Corti : *La Victoire*, juin 1987 (1980). *Un gouverneur de Justice*, Poésie/Gallimard (1983) et *La Ombre*, Jean Aubertin (1984).

Le prince énigmatique

Le Régent est l'objet d'une interminable controverse. C'était, dit Christian Petitfils, « un grand capétien ».

AUTANT d'historiens de la Régence, autant d'opinions divergentes sur une politique qui, à l'intérieur, se signale par l'importance rendue aux Parlements — à long terme, Louis XVI paiera la note — et, à l'extérieur, par une alliance avec l'Angleterre. Sous prétexte de garantir la paix d'Utrecht, cette alliance conduisit à une guerre avec l'Espagne, où régnait un Bourbon établi à non sans peine, précisément contre les visées anglaises.

Les économistes discutent encore des effets comparés, bons et pervers, du fameux système de Law. Véritable pompe aspirante d'un or et d'un argent qui se cachaient, méconnaissables, en peu de mois les spéculateurs hardis qui affluèrent à Paris, elle ruina plus vite encore ceux qui moins astucieux, ne s'étaient pas aperçus à temps du mirage : le tout donné au commerce et à l'industrie se transforma en ébranlement social tel que certains y voient les prémices de la Révolution.

Une légende noire
Mais la Régence, c'est aussi l'efflorescence d'une certaine forme d'esprit, une insouciance gracieuse (même si une très faible partie seulement de la population peut en jouir, dans un pays appauvri par des guerres dévastatrices), une renaissance ivresse de vivre après l'interminable fin de règne d'un vieillard accablé de deuil et raidi dans la dévotion. On pourrait comparer à nos « années folles » cette période charnière, effervescente après une longue tension, et doublée d'une explosion de talents, d'inventions, de libertés en tous sens.

Les jugements portés sur Philippe d'Orléans, qui reçut le royaume en charge de la mort de Louis XIV (1715-1723) sont, de même, contradictoires. Pour les uns, il est l'ignominie en personne, pour les autres, un homme de premier plan, qui remit le pays sur les rails.

A son tour, Jean-Christian Petitfils essaie de déchiffrer cette personnalité énigmatique. multi-

ple, qui traîne une légende noire née, certes, de sa conduite, mais gonflée par les ragots. Fort intelligent, doué pour les arts et notamment pour la musique, curieux de toute nouveauté, Philippe se passionne pour les sciences, en particulier la chimie : on en profitera, parce qu'il s'intéresse à la fabrication des parfums, pour le créditer de quelques « empoisonnements » dans la famille royale, exemple entre vingt des calomnies qu'il suscite. Il est brave au combat, stratège plein de promesses en ses jeunes années. Mais le vieux roi, par jalousie, tient en défiance ce neveu trop brillant. Il l'écarte de tout commandement militaire comme de toute responsabilité politique.

Vers quoi, dès lors, se tourner ? La cabale ? Philippe s'est immiscé un peu trop loin dans les intrigues autour du trône espagnol pour nous paraître pur de toute compromission de ce côté. La débauche ? Ce glouton, avec un gros appétit sexuel, s'y vautrait sans en faire mystère, au désespoir de sa mère, la vertueuse Palatine. L'extraordinaire est que, de ce prince indolent et follement joueur, le pouvoir fait un travailleur également boulimique : il mourra à quarante-neuf ans d'avoir ainsi maltraité ses forces. « Libertin » (mais son biographe le montre préoccupé de métaphysique), ce « libéral » est d'abord un pragmatique qui trompe son monde. Jouant au coup par coup, il renforcera, dans tous les domaines, l'absolutisme centralisateur de son oncle.

« Un grand Capétien », conclut Jean-Christian Petitfils, guidé par une sympathie exempte de parti pris. C'est inverser justement l'image du Régent imprimée dans la conscience populaire ; c'est abandonner en chemin bien des clichés « véridiques » sans examen : c'est rétablir la réputation politique d'un prince qui a restauré l'ordre, toujours menacé dans les périodes transitoires, et tenu habilement un rôle difficile.

GINETTE GUYARD-AUVISTE.
★ LE RÉGENT, de Jean-Christian Petitfils, Fayard, 728 p., 160 F.

Croquants du Grand Siècle

Yves-Marie Bercé nous montre l'envers du décor : les émeutes urbaines, les révoltes paysannes.

VOICI une manière de biographie qui nous change de bien d'autres. Elle se rapporte pourtant au Grand Siècle, vers lequel l'engens monte régulièrement. Mais il s'agit d'une biographie en quelque sorte collective, celle de paysans assez gueux, armés volontiers d'un croc, ou d'une faux, et qui de temps en temps se révoltent par groupes et par à-coups, trois semaines ici, trois mois là, entre le printemps et la moisson.

Ils ne se révoltent pas contre le roi, mais contre les impôts et les inventeurs d'impôts ; en assemblées tumultueuses, en de sombres bagarres, un moment organisées, avec de sérieuses tueries. Sans menacer vraiment la sécurité du royaume : au pis, le monarque expédiait contre eux une ou deux compagnies de mousquetaires, et l'affaire était

close, après quelques pendaisons, pour l'exemple.

Ces brèves et violentes révoltes, urbaines parfois, rurales souvent, ont particulièrement éclaté entre 1590 et 1710. Elles commencent en Périgord-Limousin et se terminent en Quercy ; les premiers et les derniers insurgés se nomment à la fois Croquants et Tard-Avisés. Le tiers sud-ouest du royaume, une très large Aquitaine, fut spécialement affecté ; mais ni la Normandie (avec les Nu-Pieds de 1639) ni le Boulonnais de 1662, ni la Bretagne du papier timbré (1675) ne furent épargnés. Dans ce livre, Yves-Marie Bercé a choisi les révoltes aquitaines, les plus fréquentes, les mieux connues aussi, grâce à un beau faisceau de mémoires et d'archives que ce chartiste rigou-

reux a su analyser précisément, et, en plus, faire revivre.

Deux impeccables récits — une révolte sous Henri IV, une sous Louis XIII — forment le cœur de l'ouvrage et saisissent par leur vérité crue. Mais, avant comme après ces deux grands épisodes, le livre prend de la hauteur.

Emotivité et colères

L'auteur présente d'abord les communes, les grandes et les petites, avec leurs usages, leurs emblèmes, leurs fêtes sacrées ou burlesques, leur emotivité, leurs colères, leur fluidité aussi. Comment en effet comprendre les révoltes de Croquants, actes collectifs, sans avoir mesuré et peut-être flâtré le sens et la vie des communautés de cœur et de fait ?

Mieux encore, Bercé domine l'ensemble de ses mouvements de Croquants en franchissant deux étapes. La première revient à présenter crânement une typologie des émeutes. Celles qui naissent de la soudaine et forte cherté du pain : urbaines, féminines et bruyantes ; celles qui provoquent les « gens de guerre », ceux du roi comme les autres qui, faute de solde et de casernes, circulent, pillent et

EDITIONS **L'Éclat** 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique

RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques

Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

★ HISTOIRE DES CROQUANTS, d'Yves-Marie Bercé, Seuil, 414 p., 145 F.

INTERPELLATION I
Un contrôle
DANS LA LETTE
MÉSÉANT SOUPÇONNÉ
VOIR TUE CÉLINE
NOIR POUR HOMICIDE
MONTAINE
DECINE
CALCULS RENAUX
RÉTRITS PAR LASER
VIRONNEMENT

DANSE

« Fantasia semplice », à l'Opéra de Paris

Applaudissements et sifflets

Chaque soir à l'Opéra, le public siffle le ballet de Dominique Bagouet et se plonge avec délice dans les Mirages lyriens.

On ne peut pas dire qu'il s'agisse d'une querelle des anciens et des modernes. La création de Dominique Bagouet, *Fantasia semplice*, commence dans un climat de sympathie. Le décor en taches fauves de Roberto Plate cerne vigoureusement un labyrinthe d'or fin et de cristal. Les danseurs, gainés comme des insectes, commencent à égarer une chorégraphie légère, rapide, qui sollicite au maximum leur flexibilité et la coordination de leur corps.

Sur des friselles de violon et d'inquiétants roulements de cuivres, ils détaillent la gestuelle baroque chère à Bagouet et semblent prendre plaisir à des déconstruages et des rebondissements complexes. Un jeune sujet, Kader Belarbi, s'y révèle particulièrement doué. Tout se gâte avec la troisième partie, sur une partition de Marc Monnet, très dépeignée, où l'intervention du violoncelle ralentit le rythme et crée une impression floue de somnolence et d'engourdissement.

Cette fois, Dominique Bagouet ne se montre pas brillant et lyrique comme avec *Désert d'amour* ou *sophisticated comme avec Le crâne de Lucien*, il a pris le risque d'une écriture austère, d'une codification poussée à l'extrême. Le public, pourtant familiarisé avec la danse contemporaine par les spectacles de Merce Cunningham ou Andy Degroot, réagit en faisant alterner les applaudissements pour les danseurs et les sifflets pour les musiciens. Mais il s'agit d'un ballet de John Neumeier construit sur mesure pour Patrick Dupond qui tente de s'identifier à Nijinsky, dont il possède la fougue généreuse mais pas le tempérament d'écroulé vif.

Ce soir-là, c'était lui aussi qui succédait à Cyril Atanasiou dans le rôle-titre de *Mirages* de Serge Lifar. Assez outré dans ses effets de théâtre, ce ballet paraît kitsch aujourd'hui; mais il se laisse regarder grâce au décor stylisé de Cassandre et à la musique d'Henri Saugnet fleurissant bon le romantisme d'opéra-querre. Et Noëlla Ponton, ombre forte et légère, est dans la lignée de l'inoubliable Chauviré.

MARCELLE MICHEL.

★ Palais Garnier, 18, 21, 26 mai, 19 h 30; 24 mai, 14 h 30 et 20 h 30.

Verret à la Bastille

La chute de la maison Carton

Une histoire grand-puignolesque. Une vision d'écroulé vif. Une sombre déraison.

DEPTE de l'éclipse totale et du passage du désert, François Verret a ressurgi cet hiver avec une création pour les danseurs de l'Opéra, *La*, déesse à la Cervantes.

Dans sa nouvelle production *La Chute de la maison Carton*, son vision d'écroulé vif sont tamponnés par la gaieté bon enfant de son partenaire Bernardo Montet.

Tous deux tapis dans le clair-obscur de la scène, ils sont débouqués par les tâches violentes comme des oiseaux de nuit. Bernardo Montet, tout en rond et en souplesse élastique, François Verret anguleux, avec une figure de long couteau et une fleur sanglante peinte sur le dos. Tantôt ils enchaînent des solos cocasses où ils incarnent des personnages grotesques, tantôt ils s'affrontent dans des chorégraphies dantesques et d'équilibre, avec des gestes au talent, des trébuchements, ou des étreintes tendres sur fond sonore de commentaires sportifs. Verret s'efforce à ressusciter le cabinet du Docteur Caligari avec un main-chèvre qui se dandine sur un air de valse, et un guillemet en quête de sa tête.

Puis il soliloque sur le fric et la prostitution, vêtus d'un manteau de panthère tandis que son partenaire se fait les biceps avec d'irrésistibles mines de singe. L'équipée s'achève dans une envolée évanescence de nos deux saint Jean-Baptiste en mal de décollation.

Le public rit beaucoup, un rire gêné comme à chaque fois, quand il se trouve devant la déraison crue de la solitude et de l'écroulé.

La beauté étonnante de ce duo de cinquante minutes aux intentions plutôt obscures tient à la densité de la mise en scène, aux éclairages recherchés de René Nicolas, aux costumes étranges de Gouy et Rader.

Une cellule à Orléans

La Chute de la maison Carton est à mettre à l'actif du Centre chorégraphique d'Orléans, où François Verret est installé depuis un an, même s'il ne dispose pas encore d'un lieu pour travailler. Grâce à lui, Orléans dispose désormais d'une cellule de création plus orientée vers la théâtralité que vers la danse pure, regroupant des comédiens (Alain Rigout, Joseph Nadi), des chorégraphes-danseurs (François Verret, Mathilde Monnier, Bernardo Montet, Anne Keren), un musicien (Chabouat Tardieu), qui sont à même d'assurer la diversité et le renouvellement. Ils préparent actuellement une grande production qui sera présentée à Orléans en septembre prochain.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Bastille, 20 h, jusqu'au 31 mai, et à Orléans les 3-4-5 juin (en coproduction avec le Théâtre de la Ville).

COMMUNICATION

L'action contre la privatisation dans l'audiovisuel

Coup d'envoi

Les petites écrans étaient vides le 21 mai et leurs principaux animateurs se trouvaient dans la rue. La grève, lancée par la CFDT, la CGT et le Syndicat national des journalistes (SNJ) a été relativement bien suivie, assez massivement en tout cas pour que M. François Werner, secrétaire général du SURI-CFDT, envisage de nouveaux débrayages, même si ceux-ci doivent perturber les retransmissions du Mondial et de Roland-Garros.

La manifestation a rassemblé entre la tour Eiffel et l'hôtel Matignon, quelque 5 000 personnes dont de nombreuses personnalités de gauche. Les syndicats organisent le 7 juin un nouveau rassemblement, élargi cette fois aux téléspectateurs. Le mouvement contre la privatisation de TF1 tente donc maintenant de gagner à sa cause l'opinion publique. La journée du 21 mai en aura été le coup d'envoi.

5 000 personnes manifestent à Paris

Service public ! Service public !

La lazarie aux yeux, Frédéric Pottecher. Ce pionnier de la télévision, dont on vient de voir le superbe *« Marie Besnard »* sur TF1, n'aurait manqué pour rien au monde de rester au pied de la tour Eiffel pour défendre le service public de l'audiovisuel. « Je suis bouleversé ! On ne peut accepter cela ! On nous enlève ce qui a été le travail de toute une vie », dit le vieux routier du petit écran, de cette voix reconnaissable entre toutes lorsqu'elle se faisait l'écho des grands procès du siècle.

Il est parmi les premiers arrivants d'une manifestation qui s'est vite grossie au fil de l'après-midi, deux mille puis trois mille puis cinq mille... Ici et là, on découvre, convaincus, calmes ou souriants, quelques figures de la télé, Michel Polac, Bernard Langlois... et surtout des « politiques » de gauche : Claude Estier, Jean-Jack Queyranne, Bernard Schreiner, Georges Sarre, Yvette Roudy, Charles Fiterman, Paul Laurent... Chacun y va de son commentaire. Pour Olivier Stirn, le projet de privatisation de TF1 « est très choquant ». Favorable aux visions privées, il trouve cependant

« inadmissible » la manière dont « cet accaparement » se prépare et critique « la mainmise de groupes comme Hersant qui détiennent déjà un monopole très étendu ».

A cette manifestation (organisée par l'intermédiaire CFDT, CGT, SNJ), TF1 a trouvé des alliés. Des banderoles claquant au vent rassemblent les troupes autour de mots d'ordre du genre : « Le service public avec TF1, c'est notre référence ». Un clin d'œil ironique au label décerné à Antenne 2 par M. Létard, qui est relevé par le présentateur-vedette de la deuxième chaîne, Claude Sérillon : « Quelle grossière erreur, dit-il, de vouloir s'attaquer à TF1, la mémoire de la télévision ! » Il s'interroge aussi sur la « cohérence du montage financier de cette opération ».

A peine le cortège s'ébranle-t-il en direction de l'hôtel Matignon - avec son arrêt symbolique à Cognac-Jay - que les slogans fusent. Les plus repris : « Létard au placard, Villiers au panier, Gouyon dans les choux ». « Polac n'ait pas le trac, le Chirac, c'est l'arnaque ». « Chirac recule, la télé est dans nos coeurs », ou encore « Hersant collabo, l'auras pas nos studios ».

En tête marche un joueur de saxo invitant, tel Hans avec sa flûte, les badauds à se joindre aux manifestants. Certains ne se font pas prier, comme cette téléspectatrice lançant : « On a payé notre redevance, ce n'est pas pour abandonner la télé aux financiers ».

Dans les rangs, des têtes connues aussi, n'appartenant pas forcément au monde de l'audiovisuel. Harlem Désir, entre autres, décontracté. Il se sent impliqué par le projet de privatisation de TF1 : la manière dont on entend démanteler le service public s'assimile, selon lui, au mépris que lui-même combat ailleurs. Plusieurs organisations humanitaires (le MRAP, la Ligue des droits de l'homme) ont, au reste, répondu « présent » à l'appel.

Arrivé à hauteur de l'Assemblée nationale, le cortège se heurte à un barrage de police. Aux manifestants tentés de passer outre, les organisateurs rappellent fermement : « Nous faisons une manifestation pacifique. Un deuxième barrage au coin de la rue

de Varenne met fin à la marche. Matignon, ce sera pour la prochaine fois. M. Georges Fillioud, ancien ministre en charge de l'audiovisuel, arrêté, lui aussi, dans son élan, exprime sa colère : « de citoyens et non de personnalité politique ». « C'est du vol. L'Etat n'a pratiquement jamais versé d'argent pour la télévision ; 80 % de ses équipements sont financés par la redevance ».

Restée sur sa faim, la foule piétine encore quelques instants, jusqu'à ce qu'une voix sortie d'un haut-parleur trouve les mots justes :

« Rendez-vous le samedi 7 juin ».

ANITA RIND

et ALAIN WOODROW.

« Star break »

Les stars du petit écran allaient-elles « se mouiller » pour défendre l'audiovisuel public et TF1 en particulier ? Réponse glorieuse : non. Pour un Claude Sérillon, un Michel Polac et un Frédéric Pottecher - le vieux fidèle, - des absents de marque et non des moindres à la manifestation : on n'a pas aperçu (ou alors ils étaient bien cachés dans les rangs) les Drucker, Bouvard, Collaro, Pivrot, Sabatier, Mourou, Poivre d'Arvor et autres Zirones. Les porte-drapeaux, les chouchous du public, les glorieux du point Audimat ont choisi d'attendre.

Normal : la « star system » a ses lois, et elles s'accroissent mieux du privé, de la concurrence, que du service public. Silvio Berlusconi a déjà fait monter les enchères avec la « 6 ». Les acheteurs de TF1 devront faire de même s'ils veulent conserver à la chaîne son audience. Les vieilles solidarités de 68 sont rompues.

Y. A.

M. François Létard : il faut en France des groupes puissants

C'était au gouvernement de choisir la chaîne à privatiser et non à la future Commission nationale, a déclaré M. Philippe Létard dans une interview au journal *Libération*, ce jeudi 22 mai. Interrogé sur le traumatisme créé à TF1, le ministre de la culture et de la communication a rappelé qu'il y avait en France « des conventions collectives et un droit du travail ».

A propos de l'émission « Droit de réponse », sur les critiques faites par M. Jacques Toubon notamment, M. Létard a répondu qu'il n'était pas un « farouche partisan de l'émission de M. Polac. Mais elle existe. Et si je peux avoir un avis en tant que citoyen, je n'ai pas à porter de jugement en tant que ministre. Et il ne faudrait pas que se développe l'idée que la privatisation de TF1 est une sanction et qu'elle a été décidée parce qu'il y a Polac ou Alain Dumas (...). Ce serait faux et ridicule. Les journalistes doivent être libres ».

Sur la possibilité pour M. Robert Hersant de se voir attribuer une chaîne et sur l'abus de concentration que cela pourrait entraîner, le ministre a rappelé que « la loi posera des conditions » pour qu'il n'y ait pas extension des concentrations abusives, avant d'ajouter : « Nous avons besoin, face à la concurrence mondiale, de groupes puissants. Au risque d'être provocant, je vous dirai que mon inquiétude est plutôt que les groupes français ne soient pas encore à la taille mondiale. M. Létard a déclaré qu'il ne voulait pas « à tout prix privatiser FR 3 », mais qu'il voulait « avoir la liberté de le faire, globalement ou en partie ». « Il n'y a pas d'urgence sinon celle d'y réfléchir avant fin 1987 ».

M. Silvio Berlusconi sera-t-il exclu de la nouvelle donne en France ? « Je n'ai jamais condamné M. Berlusconi. J'ai condamné les pratiques injustifiables qui ont donné naissance à la « 5 » (...). Mais vous retrouverez peut-être M. Silvio Berlusconi quelque part. Il est un de ceux qui peut, d'ailleurs, entrer dans le capital d'une chaîne ».

Le Front national réclame « Thierry la fronde »

QUEL programme ! Minimum dans la petite lucarne, maximum sur la scène du Palais Bourbon. Actualité oblige, les députés socialistes ont profité d'une bonne conjonction des astres - grève à la télévision et séance de questions au gouvernement - pour jouer quelques séquences de la série des « Rocky », à l'Assemblée nationale, le mercredi 21 mai. Un député du Front national a même tenu un second rôle de défenseur de l'ordre moral télévisuel dans ce combat en plusieurs reprises avec le gouvernement.

Ce dernier, sous la direction de l'entraîneur Jacques Chirac, a défilé presque *spring-porter* pour presque tous les rounds : M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

Le champion du jour pour lequel c'était, à la fois, le baptême et la guerre du feu n'a pas trop mal réussi, même s'il s'est parfois pris les gants - tremblants - dans les cordes, sous les rires de l'auditoire. Tout le petit monde parlementaire a en quelque sorte à faire comme si c'était vrai, puisqu'il savait très bien que la séance n'était pas retransmise en direct à la télévision... à cause de la grève.

Première reprise. M. Roland Dumas (PS, Dordogne) demande au ministre de justifier la privatisation de TF1. Pour l'ancien ministre des relations extérieures, cela relève de la « pure idéologie ». « Par cette OPA sur le service public, vous prenez en otage des millions de téléspectateurs ».

Exclamations à droite. M. de Villiers énumère les méfaits que, selon lui, les socialistes ont commis à la télévision. « Vous avez démis de leur fonction les directeurs de l'information et les chefs des services politiques, dit-il. Nous ne l'avons pas fait. Il passe en revue la diminution de la « création audiovisuelle française » et l'envahissement des films étrangers. Pour lui, « la privatisation, c'est un rééquilibrage entre secteurs public et privé », en même temps qu'une « chance pour la France », qui se traduira part un « pari », par une « amélioration de la qualité des programmes ». Fini le « cordon ombilical » entre les journalistes et l'Etat, le tube cathodique est désormais ouvert pour la victoire de « la guerre des images ». Premier gong. Et applaudissements à droite.

Deuxième reprise. Manifestement, cette réponse ne satisfait pas M. André Lalauze (PS, Indre), qui veut en savoir un peu plus. Il pousse M. de Villiers dans les cordes en lui rappelant les déclarations d'un autre secrétaire d'Etat, M. Jean-Jacques Descamps, selon lesquelles TF1 est « la télévision la plus socialiste, la plus pourrie économiquement et socialement » (le Monde du 21 mai). Le même ayant descendu proprement Michel Polac, M. Lalauze demande, candid, si le gouvernement approuve « cette dialectique de la délation ».

« Mission impossible » pour M. de Villiers, qui se prend les pieds dans le tapis. Dans le style « ravissante idiote », il inaugure une forme de réponse surprenante : « La déclaration à laquelle vous faites allusion, lance-t-il, est de caractère privé, et non pas public ». Hilarité à gauche. M. de Villiers affirme que les propos de son collègue ont été « involontairement ou non, profondément déformés ». Il stigmatise l'opposition qui veut « exploiter l'inquiétude des salariés » et réclame la « guerre des images ». Deuxième gong.

Troisième reprise. M. Loncle (PS, Eure) revient à la charge pour s'inquiéter de l'avenir des personnels de la télévision. Sur les bancs du gouvernement, on joue « panique à bord ». Qui va répondre ? MM. Chirac, Chaban-Delmas et de Villiers ressemblent aux Marx Brothers pris en flagrant délit. Le secrétaire d'Etat rentre en scène nouvelle fois. Il assure qu'en vertu de l'article L. 122-12 du code du travail,

« le personnel de TF1 sera repris ». Heureusement pour lui, M. Alain Juppé fait un petit interlude sur la redevance des magnétoscopes, en réponse à une question de M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) dans laquelle il affirme que la suppression de cette taxe « n'aura aucune incidence sur les finances publiques ».

Mais M. de Villiers n'en a pas encore terminé, car M. Jacques Peyrat (FN, Alpes-Maritimes) lui fait un remake de *Ma sorcière bien-aimée* mâtiné de *Grande Lessive*. Ce député veut voir « dépolitiser des émissions comme « Sept sur sept » ou « Droit de réponse ». Admiration de France Roche, il lui reproche de s'être commise dans « Sexy Folies » ; fan de Thierry la Fronde et Ivanhoé, il se désespère de subir Dallas et Dynasty. Lui veut voir tomber des sièges et se recueillir des placards. Dans le genre Woody Allen face à son « psy », M. de Villiers répond : « Nous ne chausserons pas les bottes des coupeurs de têtes ».

OLIVIER BIFFAUD.

Haro sur Polac !

A droite, c'est une affaire entendue, déteste cordialement TF1, prochainement vouée au purgatoire de la privatisation. La chaîne la plus pourrie socialement et économiquement, a estimé M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, peu après que M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, l'Etat accusé de « parasitisme intellectuel ». Mais cette hostilité est d'intensité variable. En compagnie de quelques députés rencontrés au hasard des couloirs de l'Assemblée, effleurons la marguerite de la haine éprouvée envers la chaîne de M. Hervé Bourges.

A la folie. M. Gabriel Kasperit (RPR, Paris) : « Les gens veulent voir changer les têtes derrière le petit écran. Ils ne veulent plus de présentateurs qui présentent le journal du PS. L'émission de Polac est la plus horrible qui puisse exister. Ce bonhomme est un être ignoble, ce qu'il fait est ignoble. Si je le rencontre, je ne lui serrerai sûrement pas la main, alors que je le serre à mes collègues socialistes. On n'a pas le droit, comme il l'a souvent fait, d'attaquer toute une profession à travers un individu. Je n'aime pas les gens ignobles ».

Passionnément. M. Jacques Banniel (RPR, Hauts-de-Seine) : « Cette chaîne est actuellement présidée par un homme très engagé. Si on voulait être méchant, on donnerait les étiquettes politiques des principaux responsables, et on verrait de quel côté ils sont. L'émission « Droit de réponse » déshonore la télévision publique. C'est une émission feuille-merde qui recherche constamment la grossièreté, la provocation, la vulgarité. Cela dit, nous devons être conscients que Michel Polac recherche le martyre ».

Moyennement. M. Michel Cointat (RPR, Ile-et-Vilaine) : « Vous savez, toutes les chaînes pèchent à gauche. Moi-même, à Rennes, je ne suis pas persona grata sur FR 3. J'admets que Polac fasse ce qu'il veut, mais il ne devrait tout de même pas, sur ses plateaux, inviter une seule personne représentative contre vingt-neuf qui ne représentent rien du tout. Et si vous voyez Marie-France Cubada, dites-lui qu'elle est folle, mais qu'elle pourrait sourire un peu plus. C'est comme Marie-Laure Augry. Elles ne sourient qu'à la dernière phrase ».

Un peu. M. Claude-Gérard Marcus (RPR, Paris) : « Non, non, mais j'aime beaucoup l'émission « Sept sur sept » sur TF1. Et sur France-Inter, l'émission « Tabou », pourtant créée par un journaliste communiste, est l'une des meilleures de la station ».

Pas du tout. M. Hector Rolland (RPR, Allier), archétype - et peut-être unique exemplaire - du député de base, un accent à réveiller tous les volcans d'Auvergne : « C'est ma chaîne préférée. Je regarde presque exclusivement les informations de TF1. Evidemment, il arrive que le présentateur fasse parfois une erreur, l'homme n'est pas un robot, il a aussi ses pensées personnelles. Dans ce cas-là, je le signale à ma femme et je lui dis : « Tu vois, il n'y a pas que moi qui fais des erreurs ». Quant à Polac, il a suivi la ligne du gouvernement Mauroy. Pendant les deux premières années, il a été franchement mauvais. Je me disais : « Avec lui les socialistes ne se font pas de publicité. Puis il a été moins fracassant. Mais entre nous, pour les communistes des mortels, ça ne vaut pas ». Les grosses têtes » de Philippe Bouvard. (RTL.)

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Théâtre des Amandiers Nanterre

Quai ouest

de Bernard Marie Koltès

Mise en scène Patrice Chéreau

avec Richard Peduzzi, Costumes Caroline de Vivante, Lumière Daniel Delannoy, Son Philippe Cochin, Régie Paul Rocquard

avec Isacah de Bankolé, Maria Casarès, Hamidou Graïa, Marion Grimaud, Catherine Hiegel, Jean-Philippe Écokey, Jean-Paul Roussillon, Jean-Marc Thibault

Location 47.21.81.3 FNAC - Par MINITEL 35159177 code MATIC

Nanette RER Nanterre - Université - Théâtre - Librairie - Restaurant sur place

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

A VOIR

Les « french doctors »

Au siège parisien de Médecins sans frontières, un téléscripteur capte, une éprouvette de cholestérol vient d'être signalée dans un camp de réfugiés éthiopiens en Somalie. Sur place, il n'y a rien pour faire face à pareille catastrophe. Vingt-quatre heures plus tard, un Hercules décolle avec, à son bord, dix-neuf tonnes de matériel, des médecins et des infirmières. Tous bénévoles.

Des opérations similaires, des organisations humanitaires telles que Médecins sans frontières, Médecins du monde, Aide médicale internationale en organisent tout au long de l'année. Le recensement « boot-people », c'est-à-dire : les antennes chirurgicales au Salvador, encore eux, l'assistance médicale à la résistance algérienne, toujours eux. Eux qu'eux quatre-

coins du monde on appelle les French doctors.

En filmant certaines de leurs missions - en Somalie et en Birmanie - « Le magazine » d'Antenne 2 a voulu leur rendre hommage. Simplement. Sans entrer dans les détails de l'histoire tumultueuse de ces associations médicales humanitaires, sans autre parti pris que celui des gens qui souffrent et qui réclament de l'aide. Mais en rappelant que ces associations ne vivent que de dons privés. Il est à ce propos intéressant de savoir, ainsi que nous y convie « Le magazine », le destin d'un billet de 100 F remis à l'une de ces associations : 8,20 F vont à la paye du personnel, 8 F aux frais de fonctionnement, et 13,20 F à la collecte des fonds (essentiellement

sous forme de mailing). Au total, 70 F seront donc directement alloués à une mission médicale à proprement parler.

A la différence de ce qui se passe lors de certaines grandes opérations, où l'on ne sait pas toujours très bien ce qu'il advient des fonds versés, ici rien n'est perdu. L'intégralité de ces 70 F est investie dans la médecine, que ce soit pour soigner ou pour former sur place des personnels qui, un jour, pourront remplacer les médecins sans frontières. Destin paradoxal que de se dire qu'à force de travail, de courage et d'abnégation un jour peut-être on n'existait plus.

FRANCK NOUÏL.

« Le magazine », Antenne 2, jeudi 22 mai, 22 h 25.

Jeudi 22 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 30 Questions à domicile. Magazine de P.-J. Séguillon, A. Sinclair et A. Tarta. M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, ouvre les portes de sa maison de Saint-Cloud pour être interrogé par les journalistes du magazine.
- 21 h 50 Feuilles de la Cité. D'après le roman de A.-J. Cronin, adapt. Don Shaw, réal. P. Joffroy et M. Vardy. Avec B. Cross, G. Thomas. Le jeune médecin ne se décourage pas, il continue ses recherches sur la syphilis, même si l'ensemble du milieu médical lui en veut. Une sage dans le décor très britannique d'une petite ville de mœurs au pays de Galles.
- 23 h Les grandes expositions. Émission de J. Plessis. Russes : les neuf villages de l'art indien, comment par André Chénier, conservateur au musée Guimet. Cette exposition était encore récemment au Grand Palais.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

EMPRUNT PTT 1986



SOUSCRIPTIONS
Chèques postaux
Bureaux de poste
Comptables
du Trésor

- 20 h 35 Cinéma : Don Camillo en Russie. Film italien de Luigi Comencini (1964), avec Fernandel, G. Cervi, S. Ucci, M. Tullio (N.). Leur village ayant été jumeau avec une petite ville d'Ukraine, Don Camillo et Peppone vont faire, ensemble, un voyage en URSS. « Film alimentaire », selon Comencini lui-même. Des ingrédients de comédie à l'italienne relèvent un peu le sujet.
- 22 h 20 Le magazine de la rédaction, préparé par J.-L. Saporta, présenté par M. Hozar.

French doctors (lire notre article). L'école sans profs (un groupe de parents instruit ses enfants à la maison, pour éviter la coupure entre vie quotidienne et éducation). Test : « Et vous chair ou charme ? » ; Tamouls (à Ceylan, la guérilla tamoule : que deviennent les réfugiés tamouls à Paris ?).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Téléfilm : Musio-hall. Hommage à Simone Signoret. De M. Blumel, dial. de J.-C. Grandjean. Avec S. Signoret, D. Ollivier, J. Châtelier. Deuxième partie du dernier téléfilm de Simone Signoret. A voir, pour elle et pour l'excellente distribution. Un regard décalé sur la vie et sur le courage d'une femme.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 50 Song. Chorégraphie de Carolyn Carlson. Réal. C. Pico. Tiré du ballet « Blue Lady ». « Song » est né d'une rencontre entre une illustre danseuse et un cinéaste.
- 23 h 15 Le club des nombres et des tarots.
- 23 h 25 Prélude à la nuit.

PARIS FR 3-ILE-DE-FRANCE

- 17 h, Thalassa (Redif) ; 17 h 30, Edgar, détective cambrioleur ; 18 h, Interviews ; 18 h 35, Quel de neuf ? ; 18 h 55, Croq'bol ; 19 h, Le 19-20 h.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Travail au noir, film de J. Skolimowski ; 22 h 15, Des Camille, film de T. Hill ; 0 h 10, Poésie et voyage, film de C. Chabrol ; 1 h 45, Le Thé au baron d'Archiède, film de M. Charef.

LA 5

- 20 h 30 Pentathlon, jeu et variétés (et à 0 h) ; 22 h 15 Mode, etc ; magazine sur la mode (et à 1 h 50) ; 23 h 05 Série : Chape.

TV6

- 19 h, NRJ 6 (et à 22 h) ; 20 h, 6 Tois ; 23 h, Profil 6.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Arabella mes amours : de B. De Costa, avec M. Epi, N. Berantini, R. Dumas, R. Baillet.
- 21 h 30 Musique : Notes en marge, ou l'actualité du livre : images de la musique française ; Jean-Philippe Rameau.
- 22 h 30 Notes musicales.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont). Hommage à Marcel Dupré : « Improvisation sur le Dessein » de Tournemine, « Choral varié sur Veni Creator » de Duraffé, « Thème et variations », « Suite médievale » de Langlais, « Deux chorales du Tombeau de Tinelouze » et « Symphonie n° 2 » de Dupré, par Suzanne Châteauneuf, orgue.
- 22 h 30 Les notes de France-Musique : Hommage à Peter Peers, l'interprète privilégié de Benjamin Britten.

Vendredi 23 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

NOCTURNES Samaritaine

Ce soir, comme tous les mardis et vendredis, jusqu'à 20 h 30.

- 20 h 30 Variétés : Le jeu de la vérité : Gilbert Bécaud. Émission de P. Sabatier et R. Grumbach. Gilbert Bécaud répondra-t-il à toutes les questions ? De toute façon, les inconditionnels de ce chanteur national auront le plaisir de l'entendre interpréter quelques-uns de ses derniers titres.
- 22 h 05 Série Arènes Lupin : le Mystère de Gesvres. D'après l'œuvre de Maurice Leblanc, dialogues d'A. Simonin, réal. J.-P. Desautel. Avec G. Deschamps, B. Grandjean, T. Lissac. (Redif.) Le gentleman cambrioleur ne tue jamais et pourtant, après son passage dans un château normand, on découvre un cadavre.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 Télévision sans frontières. Mai musical du Ramadan.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Feuilletton : Médecins de nuit. De B. Grégoire, réal. E. Follonier. Avec A. Chateau, C. Allégret, R. Carpentier. « Temps mort » : au stade de Bercy, une basketteuse sud-africaine cherche à s'exprimer. Pourrait-elle par ses sauts, elle se réfugie au standard de « Médecins de nuit ».
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Rivet. Sur le thème : « Il avait vécu ans en mai 1968 », sont invités : Pascal Bruckner (le Palais des congrès), Laurent Dispat (Médiatexte archaïque), Guy Hocquenghem (Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary), Bernard Tapie (Gagant).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club : Le Luttteur et le Clown. Film soviétique de Konstantin Youdine et Boris Barnet (1958) (v.o. sous-titrée). Au début du siècle, à Odessa, un docker s'engage comme lutteur dans un cirque, devient l'ami d'un clown, lutte pour s'imposer. Éventuellement sympathique et juste, de l'univers du cirque russe au début du siècle.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Histoire singulière. Vidéo testament, réal. R. Russell, avec D. Raffin. Comment un richissime homme d'affaires utilise la vidéo, l'électronique, les ultra-sons, pour épier puis assassiner sa femme et l'amant de celle-ci.
- 21 h 35 Taxi. Un nouveau magazine de Philippe Alfofi. Un magazine d'information qui entend privilégier l'usage par rapport au commerce. À l'heure d'un taxi, défilent dans le rétroviseur les images de la semaine : au sommaire : des reportages sur Haiti, les TIG (Travailleurs d'intérêt général) et sur le foot.
- 22 h 40 Journal.
- 23 h 15 Bleu extérior : solitude en Terre Adélie.
- 23 h 45 Le club des nombres et des tarots.
- 0 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Boxe, en direct de Bordeaux ; 21 h 30, L'Étoile du Nord, film de P. Granier-Deferre ; 23 h 40, Fonds au noir, film de V. Zismanov ; 1 h 15, Poulet au vinaigre, film de Claude Chabrol ; 3 h, Clair pour Frankenstein, film de A. Warhol ; 4 h 30, Éclatements, film de J. Dume ; 6 h, Série : Comics.

LA 5

- 20 h 30 Variétés : Cherchez la femme (et à 0 h 15) ; 22 h 30, Grand Prix, magazine auto-moto (et à 2 h 15) ; 23 h 30 Série : Tomerose infancien.

TV6

- 19 h, NRJ 6 (et à 23 h) ; 20 h, Tois 6.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le grand débat : le Front populaire, histoire et présent. Avec J.-M. Jeanneney et D. Mayer, anciens ministres, et les historiens P. Ory, A. Prost et J.-P. Rioux.
- 21 h 30 Black and blue : spécial « Jazz Hot ».
- 22 h 30 Notes musicales.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné les 24 et 25 juin au Théâtre musical du Châtelet). « Ainsi parlait Zarathoustra », poème symphonique, « La Femme sans ombre, extraits », « Salomé, scène finale », « Le Chevalier à la rose : grande suite », de Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski ; sol. G. Jones, soprano, R. Dangeard.
- 22 h 30 Les notes de France-Musique : les Pêcheurs de perles : « Serge Koussevitzky et la musique française » ; à 0 h, Musique traditionnelle : les Maquans, modes musicaux du Proche-Orient.

Exposition

CINQUANTE ANS SUR LES MERS

Depuis le 29 avril et jusqu'au 31 décembre, le Musée de l'histoire de France présente dans son exposition « Sur l'eau... sous l'eau » une centaine de dessins de projets et d'inventions concernant la marine à la fin du dix-septième siècle et au début du dix-huitième siècle. Ils ont été réalisés par des ingénieurs, constructeurs, machinistes, mais aussi par de simples particuliers et, parfois, des forçats.

Une partie de l'exposition est consacrée aux inventions (nouveaux moyens de propulsion, sous-marins, plongeurs). Si certains dessins semblent relever de l'utopie ou de la bande dessinée, d'autres peuvent faire figure de précurseurs : ponts flottants, bateaux démontables, scafandre du chevalier de Beane... La seconde partie traite de l'entretien des ports, arsenaux et constructions navales.

★ Archives nationales (Musée de l'histoire de France), 60, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 14 heures à 17 heures.

CONCERTS

MUSIQUE AU CARRÉ. — Durant les cinq jours de l'objet extraordinaire présenté par les antiquaires du Carré Rive gauche, des concerts gratuits sont organisés en plein air, 24, rue de l'Université. Samedi 24 mai, à 19 h 30, Schubert : Quatre-vingt-deux pour deux violoncelles, par le Quatuor Vuoti ; dimanche 25 mai, à 19 h 30, duo avec Sonia Atherton (violincelle) et Michel Benet (hautbois) : Premier duo de Mozart en sol majeur ; lundi 26 mai, à 19 h 30 : l'Idéologue du soldat, de Stravinski, par le Quatuor Vuoti. Renseignements : Carré Rive gauche. Tél. : 47-03-44-89.

CONFÉRENCE

LE SIDA. — Une conférence-débat sur « Le SIDA, maladie de société ? » est organisée le mercredi 28 mai à 20 h 30 au centre Rachi par l'Association des médecins israéliens de Paris. En avant-première du congrès international sur le Sida qui aura lieu fin juin à Paris, les professeurs Luc Montagnier de l'Institut Pasteur, Stéphane Bellégh de l'hôpital Bichat, Albert Hirsch de l'hôpital Saint-Louis et le docteur Serge Karmann de l'hôpital Claude-Bernard parleront des dernières découvertes sur le virus et son dépistage et exposeront les dernières perspectives thérapeutiques. En outre, le professeur Emeric Deutsch, professeur à l'Institut des hautes études politiques, sociologue, traitera des problèmes sociologiques posés par cette maladie.

★ Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal. Renseignements : Docteur Richard Sion. Tél. : 42-08-73-95.

FESTIVAL

CADRE ROYAL. — Le célèbre Cadre noir de Saumur participera au 23^e festival de Versailles qui se déroulera les 23, 24 et 25 mai dans la cour de la grande écurie du roi. Il renouera ainsi avec une tradition née à Versailles au dix-huitième siècle, puisque c'est Monsieur de Pluvigni, précepteur équestre de Louis XIII, qui est à l'origine de l'École française d'équitation. Le spectacle mis au point depuis un an se déroulera en continu et sera introduit par une présentation historique. Parmi les figures les plus spectaculaires présentes, la cabriole, le quadrille, le saut d'obstacle, le manège, le travail aux longues rênes sur le cavalletti (petites barres placées à 30 centimètres du sol)...

★ Cour de la grande écurie du roi, vendredi 23 et samedi 24 mai, 21 h 30, dimanche 25 mai à 17 h 30. Réservations : Office du tourisme, 7, rue des Réservoirs, 78000 Versailles. Tél. : 39-50-36-22 de 9 h 30 à 18 heures.

PRESSE

CARTES SECRÈTES. — Quelles soient à piste, à puce, à bleus, American Express ou Eurocard, douze millions de Français ont déjà adopté les cartes bancaires. Dans son dossier du mois de mai, Sciences et Vie Economie répond à dix questions que chacun se pose à leur sujet : quelles informations codées sont inscrites au dos des cartes ? Qui les commerçants appellent-ils lorsqu'on paie par carte ? Quel recours a-t-on si un distributeur se détraque ? En quoi la carte à mémoire est-elle limitée la fraude ? etc.

★ Sciences et Vie Economie, n° 17, mai 1986, 18 F, dans tous les kiosques.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 22 mai à 0 heure et le vendredi 23 mai à minuit.

Le courant perturbé atlantique circule au niveau de la Manche et affecte les régions du nord de la France tandis qu'un temps plus clément se rétablit plus au sud. Des épisodes de temps faiblement perturbé ou orageux dans le Sud se produiront vendredi. Retour de conditions anticycloniques dimanche sur l'ensemble de la France.

Vendredi 23 : Un temps nuageux régnera de la Bretagne au Nord, ainsi que des Pyrénées au Massif Central où des foyers orageux commenceront à se développer en fin de matinée. Ce temps lourd et orageux gagnera les Alpes en soirée. Partout ailleurs, soleil et chaleur seront au rendez-vous après dissipation des brumes matinales.

Le vent d'ouest sera généralement faible, sauf près des côtes de Bretagne et de la Manche où il soufflera modérément. Il orientera au nord-ouest de la Vendée à l'ouest de l'Aquitaine.

Les températures minimales varieront entre 10 et 14 degrés du nord au

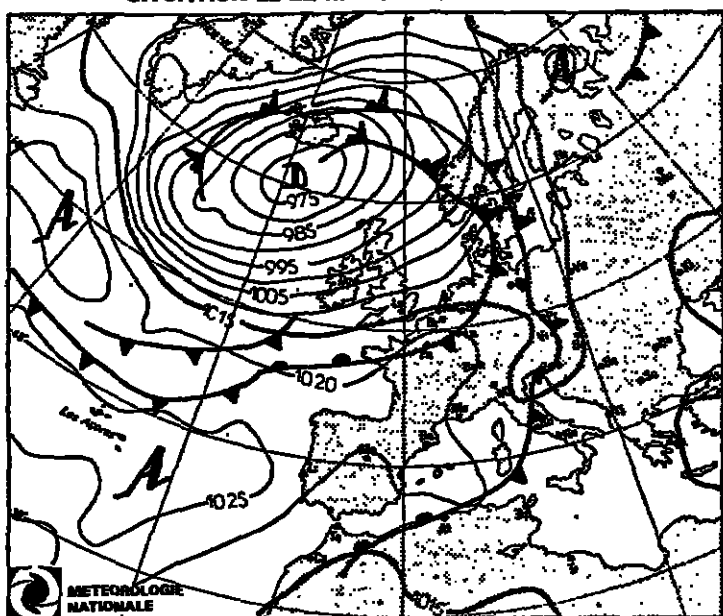
sud. Quant aux températures maximales, elles avoisineront 24 à 28 degrés sur la moitié sud, 22 à 24 degrés plus au nord, excepté près des côtes de la Manche où il fera plus frais (16 à 17 degrés).

Samedi 24 : Après dissipation des brumes matinales, le temps sera bien ensoleillé sur la majeure partie du pays. Un court épisode nuageux et faiblement pluvieux suivi de belles éclaircies traversera cependant les régions de la Manche au nord-est dans la journée.

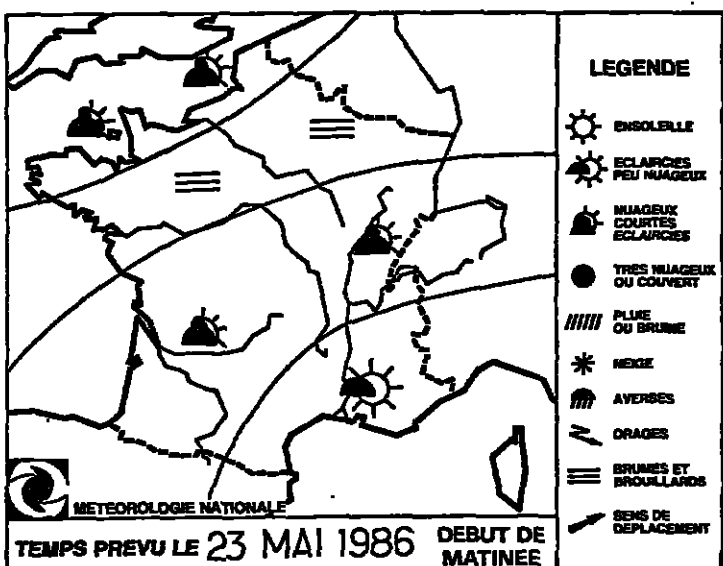
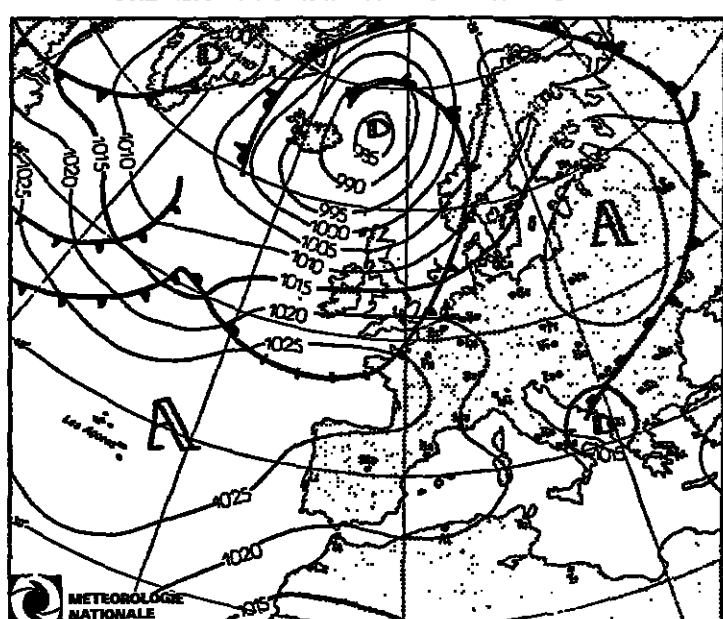
Températures minimales de 9 à 11 degrés du nord-ouest au nord, 11 à 12 degrés du nord-est au centre, 13 à 16 degrés sur le sud du pays. Températures maximales de 20 à 22 degrés sur les régions de l'est atteignant 25 degrés près de la Méditerranée, voisines de 15 degrés près de la Manche, de 17 à 19 degrés sur les autres régions.

Dimanche 25 : Après dissipation des brumes matinales qui seront importantes, le temps sera bien ensoleillé sur l'ensemble du pays. Températures minimales en légère baisse, maximales en hausse.

SITUATION LE 22 MAI 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 24 MAI A 0 HEURE UTC



TEMPS PREVU LE 23 MAI 1986 DEBUT DE MATINÉE

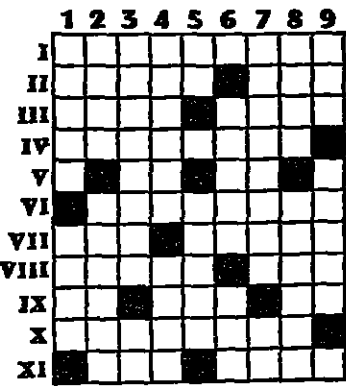
TEMPÉRATURES				maxima - minima - temps observé			
FRANCE				ÉTRANGER			
ANGERS	26	15	S	TOULOUSE	20	10	S
BARCELONE	20	12	S	PARIS-BOULOGNE	31	23	N
BORDEAUX	20	9	S	MARSEILLE	30	17	S
BREST	14	9	N	MILAN	28	17	N
CAGN	15	7	N	AMSTERDAM	19	10	S
CHERBOURG	12	7	C	ATHÈNES	26	18	S
CLERMONT-FERRAND	19	11	C	BANGKOK	33	25	N
DIJON	17	11	N	BARCELONE	25	12	S
GRENOBLE	22	10	C	BERGAMO	28	16	N
LILLE	19	8	C	BERLIN	25	14	A
LONDRES	16	11	N	BIRKENHEAD	20	9	C
LYON	17	9	B	LE CAIRE	18	10	S
MARSEILLE	24	15	S	COPENHAGUE	15	9	P
NANCY	19	13	N	DAKAR	25	20	N
NANTES	16	13	P	DELHI	34	21	S
NICE	22	17	S	DIJON	29	17	S
PARIS	20	13	S	GENÈVE	19	8	S
PAU	20	9	S	HONGKONG	26	21	P
PERPIGNAN	22	11	S	ISTANBUL	20	13	C
RENNES	15	8	C	JERUSALEM	22	11	S
STRASBOURG	21	12	C	LEKONE	22	13	S
				LOMBARDIE	14	7	C
A	B	C	N	O	P	S	T
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête
							neige

هذا من الاجل

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4231



HORIZONTALEMENT

I. Point précis placé quelque part.
II. Le plus célèbre des chasseurs.
III. Soufflé ou enroulé. Coup de balai verbal.
IV. Distinction qui n'est pas donnée à tout le monde.
V. Éléments de culture. « Ouverture » à l'Est.
VI. Enroulant une situation généralement peu courue.
VII. Se anglais. On le découvre en levant les yeux et le consulte en les baissant.
VIII. Dans l'album de famille. Femme que n'a jamais atteinte la jalousie.
IX. Personnel. Imite les gobe-mouches. Préposition.
X. Faire des tas de choses.
XI. Improductif. Perte de contenance provoquant inévitablement un vide.

VERTICALEMENT

1. N'a pas besoin de posséder du charme pour séduire. Comble de bienfaits ou dégrade par des nuisances.
2. Épreuve qui ne s'endure pas en silence. Passaient jadis pour être gentils.
3. Un travail qui met

à plat. Personnel - 4. Permettent de toucher le « magot ». Le renouveau y est plus tardif.
5. Préposition. Les porcs se sont, ainsi que les cochons de payants.
6. Les potins de la commère. Point - 7. Propice à la culture. Sont nettement plus à gauche pour l'écriture que pour l'écriture.
8. Mauvaise prise. Passera, pour l'exemple, un savon à un garçon négligé.
9. Force de frappe de certains séparatistes. Mets sur un plateau.

Solution du problème n° 4230

Horizontalement
I. Fleuriste. II. Représenté. III. Ivoirien. IV. Puñé. M. V. Ir. Lie. VI. Eiffel. Tu. VII. Relevé. VIII. Rareté. IX. Central. X. Ino. Troué. XI. Contées.

Verticalement
1. Fripié. Pic. 2. Levrier. No! 3. Épi. Flacon. 4. Urinifère. 5. Rive. Éventé. 6. Isis. Lettre. 7. Sée. Eros. 8. Termite. Au. 9. Essieu. Clés.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 22 mai 1986 :

UN DÉCRET
N° 86-744 du 21 mai 1986 portant modification de certaines dispositions applicables aux transactions sur l'or.

UN ARRÊTÉ
N° 29 du 21 mai 1986 portant modification de l'arrêté du 3 juin 1985 relatif aux conditions de délivrance du diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne.

loterie nationale					LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS																																									
Le règlement du TAO-TAC ne prévoit aucun cumul (L.O. du 27/03/86)																																																
Le numéro			527210	gagne																																												
			4 000 000,00 F																																													
Les numéros approchant à la centaine de mille			<table><tr><td>0</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>1</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>2</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>3</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr></table>	0	2	7	2	1	0	1	2	7	2	1	0	2	2	7	2	1	0	3	2	7	2	1	0	<table><tr><td>4</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>6</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>7</td><td>2</td><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr></table>	4	2	7	2	1	0	6	2	7	2	1	0	7	2	7	2	1	0	gagnent 50 000,00 F	
0	2	7	2	1	0																																											
1	2	7	2	1	0																																											
2	2	7	2	1	0																																											
3	2	7	2	1	0																																											
4	2	7	2	1	0																																											
6	2	7	2	1	0																																											
7	2	7	2	1	0																																											
Les numéros approchant aux							gagnent																																									
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités																																												
507210	520210	527010	527200	527211	15 000,00 F																																											
517210	521210	527110	527220	527212																																												
537210	522210	527310	527230	527213																																												
547210	523210	527410	527240	527214																																												
557210	524210	527510	527250	527215																																												
567210	525210	527610	527260	527216																																												
577210	526210	527710	527270	527217																																												
587210	527210	527810	527280	527218																																												
597210	528210	527910	527290	527219																																												
Tous les billets se terminant par		<table><tr><td>7</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>2</td><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>1</td><td>0</td></tr><tr><td>0</td></tr></table>	7	2	1	0	2	1	0	1	0	0	gagnent		5 000,00 F 1 000,00 F 200,00 F 100,00 F																																	
7	2	1	0																																													
2	1	0																																														
1	0																																															
0																																																
TACOTAC					TRACÉ DU MERCREDI 21 MAI 1986																																											
86					44																																											

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS CUMULS COMPTES, AVEC BILLETTS ENTIERS									
TERMINAISONS	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES	PRIMES
1	3 881	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
2	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
3	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
4	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
5	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
6	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
7	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
8	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
9	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
0	3 381	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000

Naissances

- FASCAL RAGU, et Jérôme BARRILLON, M. et M. Pierre RAGU, M. Raymond BARRILLON, ont le très grand plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et petit-fils, François, le 16 mai 1986, 48, rue Percey, 75014 Paris, 4 et 6, rue Fermat, 75014 Paris, 4, rue Eugène-Boudin, 76000 Rouen.

- A tous ses amis lointains, Paul et Jean-Jacques sont heureux d'annoncer la naissance de Julie-Lola, Catherine ROYER et Alain-Gérard SLAMA, sont heureux d'annoncer la naissance de Mathieu et Paul, le 16 avril 1986, à Paris.

- Joël et Christiane Frédes Coué, Et toute la famille, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Mathieu-Jules COUÉ, le 17 mai 1986, dans sa soixante-dixième année, au terme d'une longue maladie. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 21 mai, à Saint-Martin-sur-Oust (Morbihan).

- L'inhumation a eu lieu le mardi 20 mai, dans l'intimité familiale. Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 mai, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

Anniversaires

- Le 22 mai 1980 disparaissait Robert CATALAN. Que tous ceux qui ont connu le résistant, l'ami ou simplement l'homme aient une pensée pour lui.

- Le président, les membres du conseil d'administration, et les fidèles de l'Association communautaire et culturelle du trinitaire arrondissement, syndicat Sidi Fredj Halimi, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et petit-fils, François, le 16 mai 1986, 48, rue Percey, 75014 Paris, 4 et 6, rue Fermat, 75014 Paris, 4, rue Eugène-Boudin, 76000 Rouen.

- A tous ses amis lointains, Paul et Jean-Jacques sont heureux d'annoncer la naissance de Julie-Lola, Catherine ROYER et Alain-Gérard SLAMA, sont heureux d'annoncer la naissance de Mathieu et Paul, le 16 avril 1986, à Paris.

- Joël et Christiane Frédes Coué, Et toute la famille, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Mathieu-Jules COUÉ, le 17 mai 1986, dans sa soixante-dixième année, au terme d'une longue maladie. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 21 mai, à Saint-Martin-sur-Oust (Morbihan).

- L'inhumation a eu lieu le mardi 20 mai, dans l'intimité familiale. Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 mai, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV, samedi 31 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Olivier Soutet : « L'expression de la conception des origines à la fin du seizième siècle. »

- Université Paris-I, samedi 31 mai, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre Sorbonne, M. Gérard Sondag : « Poétique de l'expressionnisme abstrait. »

- Université Paris-I, mardi 3 juin, à 14 heures, amphithéâtre Turgot Sorbonne, M. Fathi Thini : « La formation de l'esprit historique chez les Arabes. »

- Université Paris-X Nanterre, vendredi 6 juin, à 14 h 30, salle C26, M. Monique Bile : « Le dialecte crétois ancien. »

- Université Paris-IV, samedi 31 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Olivier Soutet : « L'expression de la conception des origines à la fin du seizième siècle. »

- Université Paris-I, samedi 31 mai, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre Sorbonne, M. Gérard Sondag : « Poétique de l'expressionnisme abstrait. »

- Université Paris-I, mardi 3 juin, à 14 heures, amphithéâtre Turgot Sorbonne, M. Fathi Thini : « La formation de l'esprit historique chez les Arabes. »

- Université Paris-X Nanterre, vendredi 6 juin, à 14 h 30, salle C26, M. Monique Bile : « Le dialecte crétois ancien. »

- Université Paris-IV, samedi 31 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Olivier Soutet : « L'expression de la conception des origines à la fin du seizième siècle. »

- Université Paris-I, samedi 31 mai, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre Sorbonne, M. Gérard Sondag : « Poétique de l'expressionnisme abstrait. »

- Université Paris-I, mardi 3 juin, à 14 heures, amphithéâtre Turgot Sorbonne, M. Fathi Thini : « La formation de l'esprit historique chez les Arabes. »

- Université Paris-X Nanterre, vendredi 6 juin, à 14 h 30, salle C26, M. Monique Bile : « Le dialecte crétois ancien. »

- Université Paris-IV, samedi 31 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Olivier Soutet : « L'expression de la conception des origines à la fin du seizième siècle. »

- Université Paris-I, samedi 31 mai, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre Sorbonne, M. Gérard Sondag : « Poétique de l'expressionnisme abstrait. »

- Université Paris-I, mardi 3 juin, à 14 heures, amphithéâtre Turgot Sorbonne, M. Fathi Thini : « La formation de l'esprit historique chez les Arabes. »

- Université Paris-X Nanterre, vendredi 6 juin, à 14 h 30, salle C26, M. Monique Bile : « Le dialecte crétois ancien. »

- Université Paris-IV, samedi 31 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Olivier Soutet : « L'expression de la conception des origines à la fin du seizième siècle. »

- Université Paris-I, samedi 31 mai, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre Sorbonne, M. Gérard Sondag : « Poétique de l'expressionnisme abstrait. »

Services religieux

- Le président, les membres du conseil d'administration, et les fidèles de l'Association communautaire et culturelle du trinitaire arrondissement, syndicat Sidi Fredj Halimi, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et petit-fils, François, le 16 mai 1986, 48, rue Percey, 75014 Paris, 4 et 6, rue Fermat, 75014 Paris, 4, rue Eugène-Boudin, 76000 Rouen.

- A tous ses amis lointains, Paul et Jean-Jacques sont heureux d'annoncer la naissance de Julie-Lola, Catherine ROYER et Alain-Gérard SLAMA, sont heureux d'annoncer la naissance de Mathieu et Paul, le 16 avril 1986, à Paris.

- Joël et Christiane Frédes Coué, Et toute la famille, ont le plaisir d'annoncer la naissance de Mathieu-Jules COUÉ, le 17 mai 1986, dans sa soixante-dixième année, au terme d'une longue maladie. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 21 mai, à Saint-Martin-sur-Oust (Morbihan).

- L'inhumation a eu lieu le mardi 20 mai, dans l'intimité familiale. Les obsèques ont eu lieu le mardi 20 mai, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX, verset VIII) - M. et M. Joseph LECLERC-HARDY et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Paul, médecin, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

- On nous prie d'annoncer le décès de M. Emma KLEIN, le 17 mai 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le service religieux a eu lieu le mercredi 21 mai.

- En toi est mon expérience - (Fascine XXXIX,

économie

REPÈRES

Dollar : la hausse se poursuit à 7,22 F

La reprise du dollar s'est poursuivie à vive allure, jeudi 22 mai, sur des marchés des changes totalement pris de contrepied par l'annonce d'une progression plus forte que prévu pour le produit national brut américain au premier trimestre 1986. En conséquence, les cours du billet vert sont passés de 2,2450 DM à 2,2650 DM et de 7,15 F à 7,22 F, contre 7,07 F mardi. A Tokyo, en revanche, ils n'ont pu dépasser 170 yens, contre 169 yens. Le franchissement de la barre des 2,25 DM, considéré comme important, a provoqué une vague d'achats de la part des opérateurs « sur graphiques », qui a accentué le mouvement. Les milieux financiers internationaux s'interrogent sur la durée de ce mouvement de hausse, qu'ils jugent prématuré, les raisons poussant le dollar à la hausse n'ayant pas disparu à leurs yeux, pour l'instant, à moins que l'on ne veuille anticiper à tout prix sur une reprise au second semestre.

Inflation : baisse de 0,3 % en avril aux Etats-Unis

La chute de 5,8 % des prix de l'énergie a permis à l'indice des coûts à la consommation de baisser de 0,3 %, en avril, aux Etats-Unis. En trois mois, la baisse de l'inflation a atteint 4,3 % en rythme annuel, la plus forte enregistrée sur trois mois depuis trente-sept ans. Hors énergie, les prix auraient progressé de 0,4 %, précise le département du travail.

Croissance : 0,5 % au premier trimestre en Grande-Bretagne

Le produit intérieur brut a progressé, en Grande-Bretagne, de 0,5 % au premier trimestre par rapport aux trois derniers mois de l'année passée, annonce l'Office central des statistiques. Par rapport au trimestre correspondant de 1985, la croissance s'élève à 2,5 %, mais, après élimination des effets de la grève des mineurs, à 1,5 % seulement. Une évolution qui pousse l'Institut national de recherche économique et sociale à prévoir, pour 1986, une expansion limitée à 2 %, alors que le gouvernement table sur 3 %.

ÉTRANGER

La Commission de Bruxelles propose un plan de libéralisation des mouvements de capitaux

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient de proposer aux Etats membres d'accélérer la libéralisation des mouvements de capitaux dans la Communauté. Il s'agit ainsi d'accompagner sur le plan financier l'établissement du grand marché, de cet espace économique unique que les Douze ont décidé d'établir d'ici à 1992. Dans un monde où, comme l'observe M. Jacques Delors, le président de la Commission « l'économie devient plus financière que réelle, que vaudrait un marché unique où les banques et autres institutions financières seraient tenues à l'écart, où les particuliers et les entreprises d'un pays membre ne pourraient en toute liberté échanger des fonds, emprunter, être présents sur les marchés financiers des pays voisins ? ».

Importante pour ses effets propres, composante indispensable du projet de grand marché, la libéralisation du mouvement des capitaux, qui touche le touriste comme l'épargnant, n'est pas indifférente en termes d'Europe des citoyens. Enfin et peut-être surtout elle est, sans raison, désignée par le gouvernement de Bonn et par la Bundesbank comme une condition préalable à toute forme d'intégration supplémentaire au sein du système monétaire européen (SME).

Pour cette série de raisons, l'exercice proposé devait donc trouver

une résonance favorable à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté. Les propositions de la Commission interviennent à un moment propice : une conjoncture bien orientée, et surtout une meilleure convergence des politiques économiques, permettant aux Etats membres vivant encore sous un régime de contrôle des changes d'envisager sans trop d'inquiétude sa suppression progressive. C'est le cas de la France, où, en la matière, le vent de libéralisation a commencé à souffler et à produire ses effets bien avant le changement de majorité. La France, de même que l'Italie, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, n'applique pas les obligations résultant du traité de Rome.

Une libéralisation inconditionnelle

Depuis vingt ans en France et en Italie le marché des capitaux vit à l'abri d'une clause de sauvegarde. Le premier objet de la proposition de la Commission est de confirmer que le régime dérogatoire actuel persistera à son terme, comme cela a été prévu il y a deux ans, fin 1984, dans le cas de la France, fin 1987, dans celui de l'Italie et de l'Irlande, fin 1988 en ce qui concerne la Grèce.

Mais la Commission, qui veut obtenir dès la première phase de son programme « une libéralisation inconditionnelle et effective, dans

toute la Communauté, des opérations en capital les plus directement nécessaires au bon fonctionnement du Marché commun et à l'interconnexion des marchés nationaux et des titres étrangers », entend faire davantage que de régulariser la situation des pays jusqu'à défail-lants. Elle propose d'étendre dès la première phase, au-delà de ce que prévoit le traité, le champ des opérations devant obligatoirement être libérées.

Ces dernières en l'état actuel des choses couvrent : les investissements directs, les mouvements de capitaux à court terme et à moyen terme liés à des transactions commerciales ou à des prestations de service, les transferts en exécution des contrats d'assurances, l'acquisition des titres négociés en Bourse. La Commission propose d'y ajouter trois types d'opérations importantes :

1° — les crédits commerciaux à long terme ;
2° — l'acquisition de titres financiers même s'ils ne sont pas cotés en Bourse ;
3° — principale innovation, la libre admission des titres nationaux comme obligations sur les marchés des capitaux des Etats membres. Cela signifie que, dans un délai rapproché, si les gouvernements suivent la Commission, une société publique ou privée française pourrait émettre sans restriction des emprunts obligataires sur le marché des capitaux ouest-allemands ou néerlandais et bien sûr réciproquement.

La Commission apporte une attention particulière aux problèmes qu'une accélération de la libéralisation des marchés des capitaux peut poser aux nouveaux pays adhérents, et entend que les plus vulnérables puissent bénéficier des mécanismes de concours mutuel et de solidarité instaurés par la Communauté. C'est là, à un moment de difficultés budgétaires, le rappel délégué de la nécessité d'affecter des crédits substantiels aux fonds structurels (Fonds régional, Fonds social), qui devraient en priorité bénéficier aux nouveaux membres.

Au cours d'une seconde phase, la Commission estime qu'il faudrait supprimer toutes les restrictions substantielles. La libéralisation devrait ainsi s'étendre aux projets financés en monnaies nationales et en devises, aux opérations sur le marché monétaire, aux dépôts et comptes courants. Fin du fin en termes d'Europe du citoyen un ressortissant français pourrait alors sans restriction ouvrir un compte en Belgique, en RFA ou aux Pays-Bas, ce qui par définition rendrait caduc tout contrôle des changes mais impliquerait une harmonisation des législations sur la protection des épargnants. « Une telle libéralisation », ajoute la Commission, « est nécessaire pour que les intermédiaires financiers opèrent et tirent pleinement parti de la liberté de prestation des services qui leur seraient offerts ».

PHILIPPE LEMAITRE.

AGRICULTURE

UN NOUVEAU NUMÉRO DEUX CHEZ LES JEUNES AGRICULTEURS

Ardéchois et tiers-mondiste

De notre envoyé spécial

Montauban. — Le CNJA devait recevoir ce jeudi 22 mai à Montauban (Tarn-et-Garonne) la visite de MM. Jacques Chirac et François Guillaume. Double événement que la venue au vingtième congrès des Jeunes Agriculteurs d'un premier ministre, et d'un ministre qui, il y a peu, était encore le premier des syndicalistes paysans. Mais M. Chirac, retenu par le défaut de consensus à l'Assemblée nationale, ne viendra pas. L'affaire ne serait qu'anecdote si le CNJA n'attendait à cette occasion des mesures telles que la baisse

des taux d'intérêt qui peuvent amonceler, selon leur ampleur, le fin ou non de l'état de grâce dont bénéficie encore M. Guillaume. Celui-ci sera donc seul pour faire face aux jeunes paysans passablement curieux et demandeurs.

Mardi 20 mai, le congrès a désigné son conseil d'administration, qui comprend dix-neuf nouveaux membres sur quarante et un. L'importance du renouvellement s'explique par la règle limitant impérativement à trente-cinq ans l'adhésion à ce syndicat. M. Michel Teyssedou a été élu sans surprise à la présidence. Le seul changement notable, l'arrivée au secrétariat général en tant

que numéro deux de M. Henri Jouve, illustre bien la percée des nouveaux agriculteurs.

Avec un début de cavalcade qui lui fait paraître plus que ses trente ans, M. Henri Jouve présente un mélange d'autorité qu'on devine et de bonhomie qui se laisse voir sur une tête ronde barrée d'une grosse moustache noire souriante. Issu d'une famille protestante de l'Ardèche, il exploite, avec deux associés, des camions de lycée avec lesquels il révisait déjà le bac, une petite structure (trente vaches, trente génisses) sur le plateau ardéchois, à Saint-Agrève. Pour valoriser au mieux le lait, c'est-à-dire dégager le maximum de valeur ajoutée sur l'exploitation, 40 % de la production sont vendus directement à des industriels, des collectivités, des commerçants ou des particuliers, à Saint-Agrève même, et dans la ville voisine du Chérad, soit un marché de sept mille habitants. Par rapport à un prix moyen du lait collecté par la société Mont-Blanc (groupe Nestlé) de 1,7 F la vente directe rapporte, charges comprises, 50 % de plus.

Le parcours du nouveau secrétaire général n'est pas banal : après un bac D au collège cévenol international de Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), il passe un BTS d'agriculteur. Réfractaire au service militaire, il sera pendant deux ans, comme volontaire du progrès, responsable de la petite hydraulique rurale dans un organisme régional de développement, au nord de la Haute-Volta (Burkina-Faso). L'un de ses condisciples et associés lui succède.

A son retour en France, raconte-t-il, ce fut un peu brutal. Le lendemain je taillais des piquets en forêt avec mon père. Dépaysement, passage à vide. Sur les

conseils du père, il prend contact avec le CDJA qui utilisera son expérience africaine. Le voilà en 1980 délégué à la structure régionale de l'AFDI (Agriculture française de développement international), dont il est aujourd'hui vice-président. Deux ans plus tard, il est élu au conseil d'administration du CNJA ; quatre ans après, il devient secrétaire général. A trente ans, il est suffisamment jeune pour succéder peut-être un jour à Michel Teyssedou.

Agriculture associative, valorisation des produits à la ferme, développement local avec les ventes directes, expérience africaine, niveau de formation générale plus élevé que la moyenne, le portrait du paysan nouveau ne serait pas complet si l'on omettait le mariage avec une femme de la ville qui élève leur fille de trois ans et se met peu à peu à la comptabilité et à la gestion de l'exploitation.

JACQUES GRALL

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-LL	7,2188	+ 5 + 20	+ 5 + 35	+ 100 + 4
DM	5,3480	- 72 - 49	- 128 - 94	- 498 - 393
Yen (100)	4,2535	+ 78 + 92	+ 155 + 180	+ 395 + 470
DM	3,1845	+ 65 + 90	+ 125 + 150	+ 330 + 393
Mark	2,8275	+ 19 + 28	+ 47 + 64	+ 146 + 194
F.L. (100)	15,6888	- 125 - 30	- 280 - 58	- 625 - 235
ES	3,5555	+ 70 + 90	+ 135 + 175	+ 435 + 515
L. (1 000)	4,6435	- 228 - 380	- 428 - 585	- 1165 - 1445
E	16,3815	- 538 - 765	- 592 - 818	- 1465 - 1445

	TAUX DES EUROMONNAIES
SE-LL	6 3/4 7 3/8 6 15/16 7 1/16 6 15/16 7 1/16 7 1/8
DM	4 1/2 4 1/2 4 1/2 4 1/2 4 1/2 4 1/2 4 5/8
Mark	6 1/4 6 1/2 6 1/4 6 3/8 6 1/16 6 3/16 5 11/16 5 13/16
F.L. (100)	7 1/2 8 1/2 7 11/16 8 1/16 7 11/16 8 1/16 7 5/8 8
ES	1 1 1/2 1 1/2 4 3/8 4 1/2 4 9/16 4 11/16 4 5/16 4 7/16
L. (1 000)	11 13 13 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12
E	18 1/2 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4 18 3/4
R. Emp.	7 1/8 7 3/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8 7 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

Subdivision des études foncières et de topographie

32, quai Gallieni - 92151 Suresnes Cedex

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNE DE GENNEVILLIERS

AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE NATIONALE 106 EN FAVEUR DES TRANSPORTS EN COMMUN
AVENUE DU PORT-DE-SAINT-DENIS
PARTIE COMPRISE ENTRE L'AVENUE DU PORT-DE-SAINT-DENIS (N 310)
ET LA LIGNE SNCF PARIS-ERMONT
ET CRÉATION D'UN PARCOURS D'INTERET REGIONAL

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 2 avril 1986, il a été prescrit des enquêtes publiques préalables à la déclaration d'utilité publique et, par conséquent, le projet soumis sur le territoire de la commune de Gennevilliers.

Les pièces du dossier concernant ces enquêtes seront déposées pendant 37 jours consécutifs, du 20 mai 1986 au 25 juin 1986 inclus, à la mairie de Gennevilliers, où le public pourra les consulter.

Le matin : du lundi au samedi de 9 h à 11 h 30 ;
l'après-midi : du lundi au jeudi de 14 h à 17 h 30 ;
le vendredi de 14 h à 15 h 30.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet aux jours, heures et lieu ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. André Houquet, ingénieur honoraire, 31, avenue de Saint-Germain, 78160 Marly-le-Roi, secrétaire communal.

Cet avis sera mis en délibération en conseil municipal le mercredi 11 juin et jeudi 16 juin 1986 de 14 h à 17 h 30 et le samedi 21 juin 1986 de 9 h à 11 h 30.

A l'issue de ces enquêtes, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public en mairie de Gennevilliers, à la préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, accueil du public niveau +1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application des articles R. 11-14-7 et R. 11-20 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

Nous sommes fabricants
exportateurs de pièces détachées
automobiles et produits similaires
RECHERCHONS AGENT
Veuillez écrire en anglais



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
LOISIRS

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DU COMMERCE ENTREPRISE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS ALIMENTAIRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 11/86.

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :
— 150 000 ovins vivants — 100 pour cent mâles destinés à l'abattage pour la boucherie.
— 20 000 bovins vivants — 100 pour cent mâles destinés à l'abattage pour la boucherie.

Les éleveurs intéressés peuvent prendre connaissance dès parution du présent avis des caractéristiques techniques auprès de l'ambassade d'Algérie dans leur pays d'origine. Le présent avis s'adresse uniquement aux nationaux des pays suivants : Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine, Uruguay, Brésil et Nicaragua.

Les soumissionnaires doivent adresser par télex leurs offres à leur ambassade à Alger, qui les transmettra sous pli cacheté à l'Enapal :
29, rue Larbi ben M'Hiid, Alger.

Les plis devront être remis sous enveloppe anonyme portant uniquement la mention « Avis d'appel d'offres n° 11/86 ».

La date limite de dépôt des offres est fixée au 6 juin 1986.

anep/alger

ASSEMBLE

ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

La CGIP bientôt actionnaire de Valeo ?

L'affaire « Valeo », l'un des dossiers épineux trouvés par le nouveau gouvernement au lendemain des élections du 16 mars, pourrait se dénouer dans les prochains jours. L'arrivée probable de la capitale du pouvoir quinquennaire et automobile français d'un nouvel actionnaire, la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participations) devrait permettre d'aboutir à un accord entre les différents acteurs concernés : les pouvoirs publics, l'« assaillant » italien De Benedetti, les autres actionnaires de Valeo (Suez, Caisse des dépôts, UAF) et l'entreprise elle-même, objet de toutes les sollicitudes.

tructuration de la dette (270 millions à long terme), mais donneront surtout à la société la capacité de se préparer à d'éventuelles acquisitions. Les prises de contrôle s'opèrent dans le même secteur que celui de Cap Gemini. La société, qui a connu une forte progression de son bénéfice net (+ 38,6 %, avec 133 millions de francs), a plusieurs projets d'acquisitions à l'étude en Europe (Italie notamment), mais aussi dans le reste du monde.

De restructurations en regroupement, Valeo est devenu, en seize ans, le numéro un de l'équipement automobile français (éclairage, radiateurs, alternateurs...), avec un leadership européen, voire mondial, dans certaines de ses spécialités. Atteint des deux tiers de ses objectifs en 1978, l'entreprise (il reste 28 000 salariés), l'entreprise, en dépit d'un résultat encore déficitaire en 1985, apparaissait depuis quelque temps comme une valeur intéressante aux yeux des boursiers. Dispersion du capital aidant, il n'en fallait pas plus pour attirer la convoitise d'un Italien entreprenant.

Le 22 février dernier, l'affaire-Valco commença : M. Carlo De Benedetti annonçait qu'une de ses holdings, la CIR (Compania industriale reunite) actionnaire, entre autres, d'Olivetti et de Buioni, détenait, à la suite de « ramassages » en Bourse, 19 % de Valco. Les réactions hostiles ne se firent pas attendre, de la part de la direction de Valco comme de celle des constructeurs automobiles français.

offrant l'avantage d'être à la fois un partenaire français et un partenaire industriel. Avec une participation qui pourrait aller jusqu'à 10 % du capital, la CGIP ferait un actionnaire convenable aux côtés de Suez (5 %), de l'UAP (4,3 %), de la Caisse des dépôts (5 %) et de M. De Benedetti.

lement), la CGIP a décidé, lors de son dernier conseil d'administration le 20 mai, de procéder à une augmentation de capital de 536 millions de francs. Un renforcement des moyens financiers de la compagnie, qui doit « la mettre en mesure d'accompagner le développement de ses filiales et de prendre éventuellement de nouvelles initiatives ». Valeo pourrait se ranger dans cette dernière catégorie, en apparaissant comme un investissement susceptible, d'ici quelques années, de rapporter gros.

A cet égard, la présence de M. De Benedetti, qui ne passe pas pour un philanthrope, constitue une garantie. A moins que la CGIP ne soit qu'un simple prête-nom pour l'Italien, sa présence dans le tour de table étant destinée à permettre une « présentation cosmétique », selon l'expression d'un des intéressés, de l'actionnariat de Valeo.

Reste que, même avec ce montage qui implique le retrait de son OPA, M. De Benedetti devra convaincre les constructeurs automobiles français, et par voie de conséquence les pouvoirs publics français, du bien-fondé de son opération. Les bénéfices pour l'industrie automobile nationale. Or l'un des constructeurs au moins ne cache pas qu'il attend toujours, au-delà de l'opération financière, de « voir le plan industriel » de M. De Benedetti. Faute de vaincre ce scepticisme, l'Italien risque de voir encore pour quelque temps son dossier bloqué Rue de Rivoli. Dussent le libéralisme et la construction européenne en souffrir...

CFDT demande
de la prote

LA RESTRUCTURATION DE CDF-CHIMIE

L'entreprise nationale céderait le contrôle de la plate-forme pétrochimique de Dunkerque

tion») de plusieurs milliers d'ouvriers, il en reste 19 000. Alfa Romeo est encore déficitaire. Avant la concrétisation de l'alliance Ford-Alfa, il reste à franchir tout un parcours d'obstacles en Italie même. L'actuel président du «IRI», le général De Michelis, est son tout premier hostile à la construction «politique» de l'usine de Pomigliano et qui, depuis trois ans pousse à la privatisation partielle de l'immense patrimoine public de l'«Office», est évidemment très favorable à l'opération. Les pouvoirs publics, le Parlement, le Conseil d'Etat, le Conseil des Ministres, le Conseil, le socialiste Bettino Craxi, sont tenus à davantage de prudence. La première réaction du monde politique, où l'influence des «libéraux» est croissante, est plutôt favorable, avec une exception notable : celle du Parti communiste. L'absence de l'entreprise, les syndicats d'Alfa Romeo ont, en revanche, exprimé un jugement plutôt positif.

M. Michel Hug, président du directoire de CDF-Chimie, groupe d'Etat contrôlé à 95 % par les Charbonnages de France, devait présenter, jeudi matin 22 mai, au conseil de surveillance de l'établissement les grandes lignes du plan qu'il a mis sur pied en vue de redresser durablement une situation redevenue périlleuse après la sérieuse aggravation (+ 44 %) du déficit enregistré l'année dernière (1,3 milliard de francs avant provisions pour restructuration).

L'idée de M. Hug serait d'envisager la restructuration dans trois directions : renforcer les activités de base, développer les nouvelles positions clés en Europe (engrais, encres, filières des produits agricoles, certaines spécialités chimiques, produits de synthèse organique) suivies par la filière Huls et finalement développer les nouvelles entreprises dans l'industrie des cosmétiques et la pharmacie ; reculer les frontières de la pétrochimie pour, après avoir allégé le fardeau du polyéthylène, en circunscrire la géographie (la chaîne acrylique) et le polystyrène ; procéder à la rationalisation indispensable des productions sur les différents sites afin d'améliorer la productivité et d'adapter tout ou partie de la production à l'extérieur. M. Hug entend continuer jusqu'à la fin 1968, à réduire les

Qatar), sans parler des problèmes sociaux qu'une telle opération soulevait venant dans le Nord de la France avec les pertes d'emplois (quatre cents emplois pour la région de Lorraine avec le schéma induit), qui en résulteraient.

Qu'en est-il dans les autres branches ? Si l'on a la tour Aurère à Lorient, on a la tour de l'acier à Bordeaux, et on ne voudrait envisager qu'à la toute dernière extrémité la fermeture des sites de Belaruc ou de la région de Valenciennes, et même à la division engrais (AZF), et de Harnes dans le Pas-de-Calais (spécialités), on reconnaît que la fabrication d'ammoniac à Mazenod (Nord) appartenait au passé. On n'écrit pas : quand la cokerie de Dourdan des Charbonnages de France cessera, son activité, il y aura plus assez de gaz disponible pour faire fonction-

Bref, c'est le plan de la dernière chance que M. Hug va présenter au conseil de surveillance. Quel qu'en soit le détail, il tourne résolument le dos au passé et condamne, péle-mêle, la politique industrielle aventureuse, fondée sur l'investissement lorsque l'activité était dans le creux de la vague, et l'attitude des pouvoirs publics. Que penser en effet de cette administration qui n'osait

[illegible]

Cdf-Chimie s'en sortira-t-il ? L'entreprise a encore des ressources humaines et technologiques. Créée en 1978, la division internationale gagne de l'argent, et la division peinture, en pleine restructuration, est porteuse de promesses. De surcroît la situation s'améliore dans presque toutes les branches. Pour les quatre premiers mois de l'année, la perte immédiate a été fortement contrainte (58 millions contre 506 millions en avril 1985). Mais le groupe est vulnérable. Il ne résisterait pas au choc du moindre revers de la conjoncture. Tout dépendra de la générosité de l'Etat, car son actionnaire n'a plus un sou vaillant.

ANDRÉ DESSOT.

ALGERIE - الجزائر

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES
CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUTS
AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE
OUVERT N° 1185/6J/MEC**

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

PIÈCES DE RECHANGE POUR CAMION GBH 280

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400 diners DA à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des travaux aux puits,
16, route de Meftah, Oued Smar, El Harrach, Alger, Algérie.
Direction des approvisionnements.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la direction des approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel à la concurrence national et international, numéro 1185/6J/MEC.
(Confidentiel - A ne pas ouvrir) »

Les soumissions devront parvenir au plus tard quarante-cinq jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à la date de clôture de cet appel à la souscription.

Semaine d'act
du 9 au

[illegible][illegible]

SOCIAL

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES TRAVAUX PUBLICS

De l'asphyxie à l'embellie

Les chefs d'entreprise, qui assistaient, le mercredi 21 mai à Paris, à l'assemblée générale de la Fédération nationale des travaux publics, ont eu un peu de peine sur le cœur à l'issue du discours qu'a prononcé devant eux M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. « Je crois au rôle fondamental des investissements dans votre secteur, qui améliore la productivité de la nation et la sécurité des Français, notamment leur sécurité sur la route », a-t-il déclaré.

M. Méhaignerie a annoncé qu'un de ses objectifs consistait à « rattraper le recul » constaté au cours des

dernières années dans le volume des travaux routiers. De nouvelles sections d'autoroutes vont être achevées, notamment dans l'Ouest. Quant à la politique européenne, outre les liaisons par TGV, « il faut mettre au point et réaliser plusieurs grands travaux », a dit le ministre. Toujours à propos des routes, il a précisé qu'il annonçait dans un délai de trois mois le calendrier et les modalités de financement de trois grands ouvrages d'art en région parisienne et en Normandie. Ces équipements ne feront pas appel au budget de l'Etat.

Le vent du libéralisme n'épargne pas les travaux publics où le système

du péage aura tendance à se généraliser, car « l'accroissement nécessaire du volume des travaux » doit s'inscrire « dans une discipline générale de maîtrise de la dépense publique ». Aussi n'est-il pas question de réintégrer dans le budget de 1987 l'ensemble des sommes (6 à 7 milliards de francs) qui étaient au Fonds spécial des grands travaux mais seulement une fraction de cette enveloppe. Il est en revanche envisagé d'autoriser les collectivités locales, si elles le souhaitent, à concéder au secteur privé la gestion de certaines routes ou portions de routes, comme elles peuvent concéder l'alimentation en eau potable ou les cantines scolaires.

Réfini à l'unanimité président de la Fédération, M. Jean-Louis Giral, a dénoncé « la politique de rigueur du précédent gouvernement qui a conduit à asphyxier notre secteur » (1) et il a souligné « le nouveau climat de confiance qui s'est instauré depuis deux mois ». Évoquant les mesures concrètes à prendre, il a indiqué que la profession était prête à s'engager dans la réalisation de onze opérations utiles et rentables (centrales, barrages, transports collectifs urbains, travaux d'hydraulique agricole, équipements portuaires, ponts) à condition que les moyens financiers adéquats soient trouvés. La Fédération suggère à cet égard qu'on étudie les formules de crédit-bail et que les collectivités locales, qui fournissent aux entreprises de ce secteur 40 % de leur chiffre d'affaires, relâchent leur politique d'équipement. « Il faut

qu'elles retrouvent la maîtrise de leur trésorerie et notamment que soit levée l'obligation qui leur est faite de déposer leurs fonds disponibles, sans rémunération dans les caisses du Trésor », a indiqué M. Giral.

20 000 emplois pour les jeunes

« Nous avons la ferme volonté de vous aider à mener, dans le réalisme mais avec ambition, une politique nouvelle », a conclu le président de la Fédération. Celle-ci se dit prête, compte tenu du projet de loi sur la suppression de l'autorisation préalable pour les licenciements, et du particularisme de la branche des travaux publics, à ouvrir des discussions exploratoires avec les partenaires sociaux. Et comme page de bonne volonté, les entreprises ont annoncé leur intention d'embaucher d'ici dix-huit mois vingt mille jeunes par le biais de la formation en alternance. Ce pari, M. Giral l'a exprimé non seulement devant M. Méhaignerie mais devant son ami, M. Yvon Chotard, qui participait à l'assemblée générale et qui, plus que jamais, rêve de rattraper à la fin de l'année la présidence du CNPF à son rival de toujours, Yvon Gattaz.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) De 1980 à 1985, le volume des travaux réalisés a baissé de 21 % et l'emploi est tombé de 329 700 à 249 000 salariés.

BOURSE

Le Crédit lyonnais va émettre pour 2,7 milliards de francs de certificats d'investissements

Le Crédit lyonnais, après la BNP, va émettre 3,7 millions de certificats d'investissements, au prix d'offre de 725 francs, soit 2,7 milliards de francs, le quart en étant réservé personnellement à l'établissement (actifs et retraits). Le montant représenté par le capital du Crédit lyonnais, pourcentage susceptible d'être relevé à 25 %, si les souscriptions sont trop abondantes, comme cela avait été le cas pour la BNP. A cette occasion, MM. Defflassieux, PDG, Roche et Thülin, directeurs généraux, ont donné quelques précisions sur les résultats et le bilan de la banque. Le produit net bancaire a augmenté de 1,9 % à 24 milliards de francs ; la progression des frais généraux (3,9 %) a été inférieure à l'inflation, et le résultat net consolidé est passé de 1 021 milliards de francs à 1 204 milliards de francs (+ 18 %).

Les provisions de l'exercice 1985 ont atteint 5,26 milliards de francs, ce qui porte leur total à 22,4 milliards de francs. A cet égard, il a été relevé qu'en additionnant les fonds propres de l'établissement (10,9 milliards de francs) les quasi-fonds propres et les provisions, on arrivait à un total de 36,8 milliards de francs, soit 10,9 % des engagements, pourcentage comparable à celui des banques étrangères et supérieur à celui des banques américaines, J.P. Morgan exceptée.

An Crédit lyonnais, on fait remarquer que, si ce pourcentage, considéré comme capital pour la « cotation » des établissements dans le monde entier, est inférieur à celui de la BNP (12,3 %) et de la Société générale (12,6 %), il est implicitement relevé par les importantes plus-values latentes sur les actifs de la banque, plus de 10 milliards de francs, le seul siège central à Paris étant évalué à près de 1,4 milliard de francs.

● Les résultats de Paribas : en hausse de 34 %

Le groupe Paribas, présidé par M. Jean-Yves Haberer, annonce un produit net bancaire en hausse de 15,5 % à 23,1 milliards de francs, un résultat brut d'exploitation en augmentation de 20 % à 8,4 milliards de francs et un résultat net consolidé, part du groupe, de 1 354 millions de francs (+ 33,9 %), dont 1 051 millions de francs en revenus et 303 millions de francs en opération sur capital (plus-value de cessions).

Les dotations aux provisions ont atteint 4 milliards de francs contre 3,26 milliards de francs (+ 23 %). L'actif net estimé du groupe s'élève à 26,3 milliards de francs et 33,3 milliards de francs en valeur boursière, dont, respectivement 14,1 milliards de francs et 17,1 milliards pour la part du groupe, au 31 décembre 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

L'assemblée générale, réunie le 16 mai 1986, sous la présidence de M. François Caribé, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui font apparaître un bénéfice net de 39 565 154 F.

Elle a adopté à l'unanimité les résolutions qui lui ont été soumises et décidé la distribution d'un dividende de 16 F par action ; ce dividende sera payable, au choix de l'actionnaire, soit en espèces, soit en actions.

En application des dispositions légales, la valeur de l'action retenue pour le règlement du dividende s'établit à 1 355 F.

Les actionnaires souhaitant obtenir le paiement en actions disposent d'un délai s'étendant du 16 juin au 14 août 1986 inclus pour exercer leur droit d'option.

Dans l'allocation qu'il a prononcée au cours de l'assemblée, le président a notamment déclaré : « Les fonds propres consolidés atteignent, au 31 décembre 1985, plus de 800 millions de francs, contre 600 millions de francs l'an passé à la même époque, la part de l'Union industrielle de crédit, intérêts minoritaires déduits, étant de 690 millions de francs, soit 530 F par action, contre 556 millions de francs et environ 427 F par action à fin 1984.

Si l'on tient compte des provisions libres, qui ne sont pas reprises dans la situation nette consolidée et du bénéfice, c'est une centaine de francs par action qu'il faut rajouter à ces chiffres, portant l'actif net comptable réel à 635 F pour chaque action et à plus de 800 F après prise en compte des plus-values latentes sur les immeubles ou le portefeuille.

Les résultats de 1985 confirment l'évolution favorable constatée depuis deux ans puisque la part du groupe dans les résultats consolidés de l'exercice s'élève à 90 millions de francs, contre 50 millions de francs l'année précédente, et même 129 millions de francs, contre 79 millions de francs, si l'on tient compte des provisions libres, soit 99 F par action, contre 61 F.

La tendance de l'exercice 1986 devrait prolonger celle de 1985 : à fin mars, le résultat de l'UITC comme celui de sa filiale, la Société financière SO-FAL, marque une progression significative de date à date par rapport à l'an dernier. Le maintien de cette courbe de progression devrait continuer à nous permettre de faire face au renforcement de nos fonds propres et à l'augmentation d'un dividende dont nous pensons qu'il devrait donner, cette année encore, de nouvelles satisfactions à nos actionnaires.

Éternit

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la S.A. Financière Eternit, qui s'est tenue le 15 mai 1986, a décidé de distribuer un dividende de 30 F net, soit 45 F, avoir fiscal compris, qui sera mis en paiement le 29 mai.

Pour le premier trimestre 1986, le chiffre d'affaires consolidé du groupe ressort à 692,3 millions de francs contre 461,2 millions de francs pour le premier trimestre 1985. L'augmentation provient essentiellement de l'intégration dans la consolidation du chiffre d'affaires des filiales nord-américaines, Campus au Canada et Susquehanna aux États-Unis. A structure comparable, c'est-à-dire ces filiales nord-américaines non incluses, l'augmentation du chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,8 %.

En cours de cette même assemblée, le président du conseil de Surveillance, M. Dominique Cuvelier, a informé les actionnaires que, sous réserve des autorisations du gouvernement et du tribunal compétent italien, et de la réalisation encore parfois incertaine d'un certain nombre de conditions, le groupe S.A. Financière Eternit pourrait procéder aux acquisitions suivantes en Italie :

— Dans le domaine des fibres ciment, Eternit Industries rachèterait la marque Eternit pour l'Italie, la société Industria Eternit Reggio Emilia, qui possède une usine en Emilia-Romagne, et diverses machines appartenant à une autre société du Piémont. En conséquence, les ventes du groupe de produits fibres-

ciment pour le bâtiment en Italie devraient passer de 10 milliards de francs à environ 35 milliards de francs.

— Dans le domaine des produits plastiques pour le bâtiment et les canalisations, le groupe rachèterait la société Redi, qui est implantée à Bologne et dont le chiffre d'affaires a atteint 22 milliards de francs en 1985.

BOLLORE TECHNOLOGIES PREND LE CONTRÔLE DU GROUPE JOB

Bollore Technologies prend le contrôle du groupe Job qui réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs dont plus des deux tiers à l'étranger.

Cette acquisition fait suite à la prise de contrôle de la SCAC et s'inscrit dans une stratégie de réorganisation et de redéploiement du groupe Bollore Technologies à partir de trois pôles :

— Un pôle industriel comprenant Bollore Technologies et Job ;
— Un pôle service international autour de la SCAC ;
— Un pôle financier avec le CMFP, établissement financier, et de SOFICAL.

Bollore Technologies devient ainsi un groupe diversifié à vocation internationale.

Semaine d'action de la CGT du 9 au 15 juin

La CGT a décidé d'organiser une « semaine d'action » du 9 au 15 juin prochain pour « riposter » aux orientations économiques et sociales du gouvernement et du patronat. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion des fédérations de la CGT, présidée par M. Louis Vianet, numéro deux de la centrale, les régions ayant été « consultées par télex ». Chaque fédération et chaque région déterminera les modalités de ces actions. La fédération des fonctionnaires, qui a prévu une journée d'action pour le 17 juin, pourrait prendre une initiative la semaine précédente. Les 7 et 8 juin, la CGT organisera une fête à Mers-

les-Bains-Le Tréport pour commémorer le Front populaire.

Dans une interview publiée par le Figaro du 22 mai, M. Henri Krasuski estime que les salariés sont l'objet d'une « agression d'envie » de la part du gouvernement et du patronat. « Nous assistons, affirme-t-il, à une transformation de la condition des salariés, de tous les salariés, dans le sens d'une précarisation généralisée. Elle concerne l'emploi, les contrats de travail, les salaires, la Sécurité sociale, les retraites. Toute garantie, toute amorce de stabilité, est présentée comme un privilège. L'instabilité, l'insécurité, sont la nouvelle normalité. »

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT RECONSTRUCTION DES PONTS DE BILLANCOURT AMÉNAGEMENT DE LA TÊTE RIVE DROITE CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE POUR LE RELOGEMENT DES EXPROPRIÉS

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 6 mai 1986, il a été prescrit une enquête sur l'utilité publique du projet de construction d'un immeuble de logement dans le cadre de l'opération de reconstruction des ponts de Billancourt et aménagement de la tête rive droite sur le territoire de la commune de Boulogne-Billancourt.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant trois jours consécutifs, du 9 juin 1986 au 11 juillet 1986 inclus, à la mairie de Boulogne-Billancourt, où le public pourra les consulter, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 30, et le samedi, de 8 h 30 à 12 heures.

Les personnes désirant donner un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet, aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre Cuisinier, directeur départemental honoraire des P.T.T., 14, rue Mozart, 92700 Colombes, nommé commissaire-enquêteur.

Celui-ci recevra le public en mairie de Boulogne-Billancourt les 26 et 27 juin, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, et le 28 juin, de 8 h 30 à 12 heures.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public en mairie de Boulogne-Billancourt, à la sous-préfecture de Boulogne-Billancourt et à la préfecture des Hauts-de-Seine, Direction départementale de l'équipement, accueil du public, niveau +1, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

FAITES CONFIANCE A 700 GAGNEURS. SOUSCRIVEZ A NOTRE AUGMENTATION DE CAPITAL.

700 entreprises dynamiques, qui savent investir pour affirmer leur compétitivité et développer leur rentabilité : la SADE les a sélectionnées, après analyse et diagnostic de leurs projets. Chaque jour, elle en rencontre de nouvelles.

Elle leur apporte la puissance financière : renforcement de leurs fonds propres (participation en capital, prêts convertibles en capital, prêts participatifs), financement des investissements (prêts à long et moyen terme, crédit-bail immobilier et mobilier).

Au 31 décembre 1985, la SADE disposait d'un encours de près de 2 milliards de francs auprès de ces 700 entreprises, dont 100 millions de francs de participations en capital auprès de plus de cent entreprises. Parmi celles-ci, plusieurs paraissent aptes à une prochaine introduction en Bourse.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL D'ALSACE **SADE**
LA VOLONTÉ DE GAGNER AVEC LES ENTREPRISES D'ALSACE

AUGMENTATION DE CAPITAL du 12 mai au 13 juin 1986 par émission de 407 304 actions nouvelles de F 100 nominal à souscrire :

- à raison de 2 actions nouvelles pour 5 anciennes (souscriptions admises à titre réductible)
- au prix de F 180 (dont F 80 de prime d'émission)
- jouissance : 1^{er} juillet 1986
- souscription ouverte au siège de la SADE (4 allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG), aux guichets des banques et chez les agents de change.

BALO : 5 mai 1986
La note d'information (visa COB n° 86-138 du 29 avril 1986) est disponible sans frais auprès de la SADE, SA au capital de 101 826 200 F.

COBONFRONSAI relevant la SADE
4 allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG Cedex
Mme, Mlle, M.
Adresse
Ville
Tél.
Souscrire par
mandat postal
ou par chèque
à l'ordre de la SADE

21 MAI Cours relevés à 17 h 35

21 MAI Cours relevés à 17 h 35

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
			Mitsubishi Motors ...	180 10	183 d

c : coupon détaché; * : droit détaché;
o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent

**Cours relevé
à 17 h 35**

COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-----------------------------------	----------------------

COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-----------------------------------	----------------------

VILLES AU FUTUR

Après Grenoble, Rennes, Strasbourg et Milan, voici Bordeaux « au futur », c'est-à-dire Bordeaux telle que les Bordelais l'imaginent pour l'an 2000.

Ce futur se dessine à partir du passé. Rares sont les villes qui, comme celle-ci, ont acquis, au cours des siècles, une renommée aussi prestigieuse, aussi étendue. Bordeaux, grâce à son vin, est connue et vantée aux quatre coins du monde mieux que l'Aquitaine, sa région, aussi bien que la France.

Noblesse oblige : ce capital de réputation renforcé par la beauté somptueuse de leur cité et la richesse ancienne de leur port, comment les Bordelais allaient-ils l'utiliser lorsqu'ils décideront d'inventer à leur tour le vingt et unième siècle ? C'est quelques-unes des étapes de leurs ambitions que le Monde a voulu illustrer par ce supplément.



Dans ce numéro

PAGE II

Un entretien avec Jacques Chaban-Delmas sur l'urbanisme

PAGE V

L'avenir des placements dans le vin

PAGE VII

Une capitale des matériaux composites

PAGE IX

La reconquête du campus universitaire

PAGE XI

Les innovations théâtrales et artistiques

PAGE XII

La relève littéraire et la « sensibilité » bordelaise

BORDEAUX

Des chantiers pour le siècle

ALLEZ donc savoir comment Bordeaux s'est nichée là, dans une courbe de la Garonne. Les géographes ont bien leur petite idée sur la question, mais pourquoi pas un peu plus haut ou un peu plus bas ? L'endroit n'avait rien de très accueillant ; il est resté marécageux, peu apte aux constructions importantes. On dit son climat émollient, il s'est pourtant révélé un fameux creuset culturel.

Ici, ce n'est ni le berceau d'un peuple ni le lieu symbolique de sa volonté d'exister ou de son esprit d'aventure. Ce n'est qu'un puits, alimenté depuis la source des plus minces ruisseaux qui font la Garonne et la Dordogne ; le carrefour de la route de l'étaim et de celle du vin ; le déversoir de deux riches vallées agricoles ; un caravansérail et une épicerie ; le parloir de la langue d'oc et de la langue d'oïl ; le boudoir des Plantagenêts et des Capétiens ; le comptoir de la France coloniale.

C'est tout cela qui a fait Bordeaux, lui a permis de marier la discrétion provinciale à l'insolence des capitales. D'attirer et d'approprier le talent comme un joli gibier de passage.

Au XVIII^e siècle, elle a jeté le corset de ses murailles, débordé sa ceinture de couvents et de monastères. Tourny, l'intendant royal, a tracé des avenues et des quais. Le maréchal de Richelieu et le cardinal de Rohan ont construit des palais. Cet âge d'or a laissé les grandes marques de la distinction bordelaise.

Le siècle suivant sera tout aussi florissant, en particulier sous le second

Empire. La ville cesse de se développer le long du fleuve pour déborder sur les villages voisins. Ainsi naît une agglomération qui compte aujourd'hui six cent mille habitants. Deux grands noms sont alors associés à son édification : un certain Haussmann, qui ne devait pas tarder à remonter à Paris, et un jeune ingénieur dont on commençait alors à dire grand bien, un certain Gustave Eiffel.

Le XX^e siècle a aussi façonné cette ville qui est restée jusqu'au bout l'une des grandes plaques tournantes de l'empire colonial français. L'équipe de football des Girondins évolue toujours dans le stade construit avant la guerre par Adrien Marquet. Jacques Chaban-Delmas n'a jamais songé à effacer cette grande trace de son prédécesseur et ennemi. Il a au contraire mis à profit son long règne, commencé en 1947, pour jouer tout ensemble les Tourny, Haussmann et Eiffel, consolider, penser, tracer le Bordeaux du vingt et unième siècle.

Dans les quartiers neufs et anciens, ce n'est qu'un grand chantier. Et tant

pis s'il faut s'y reprendre à plusieurs fois pour terminer l'ouvrage, corriger en 1986 ce qui a été mal fait en 1966. Repenser une politique de rénovation, refondre entièrement un quartier neuf pour qu'il ne devienne pas un ghetto ou un monument à la gloire de l'architecture inhumaine. Qu'il s'agisse de rénover, de refaire ou de prévoir, cette ville est un chantier. Les Bordelais commentaient à s'en lasser. Ils se surprennent maintenant à dire : « Mon Dieu, qu'elle devient belle ! », malgré leur penchant naturel au dénigrement et à la critique.

Pourtant, ce siècle n'a pas gâté Bordeaux. Elle a perdu une bonne partie de son empire commercial ; elle n'a pas réussi son entrée dans le monde industriel. Il est vrai qu'elle a toujours montré une certaine méfiance en ce domaine, au point d'essayer de le cantonner hors la ville, le plus possible, comme elle avait fait, jadis, avec les protestants de la Hanse.

L'industrie est arrivée avec le rail. La rive droite de la Garonne a hébergé les ouvriers venus construire le chemin de fer d'Orléans, puis travailler aux chan-

tiers navals. Ils y sont restés mais ne sont toujours pas considérés comme des Bordelais à part entière par les bourgeois de la cité, de l'autre côté du pont. Ils continuent d'habiter sur un glacis concédé au travail manuel et à la gauche. C'est que Bordeaux a mis des siècles à se doter de trois ponts et qu'elle ose encore à peine les franchir pour remonter vers le nord. Mais quiconque les emprunte pour venir chez elle est le bienvenu.

Les seules industries choisées, réussies et durables étaient liées au port et au négoce. Elles dépendent de plus en plus d'une agriculture florissante, comme si se perpétuait l'alliance entre la ville, le fleuve et la région drainée.

Il ne faut pas pour autant oublier un secteur immense mais discret, sans doute porteur d'une grande partie de l'avenir de la capitale de l'Aquitaine : des considérations stratégiques, beaucoup plus que la prise en compte d'un certain savoir-faire, lui ont valu l'attribution d'une importante industrie d'armement. Cela n'allait pas sans inconvé-

nients puisque ce secteur échappait totalement aux décisions locales. On mesure aujourd'hui les avantages : ont ainsi été constitués les fondements d'une industrie aéronautique et spatiale qui emploie plus de quinze mille personnes dans la seule agglomération bordelaise. Elle a généré tout un environnement chimique, électronique et mécanique, ouvert la voie de la recherche, notamment dans le domaine des matériaux nouveaux.

C'est ainsi que, après avoir complètement raté l'ère de l'industrie lourde, perdu les quelques cadeaux que l'on avait glissés dans sa corbeille de métropole d'équilibre, par exemple les raffineries de l'estuaire de la Gironde, Bordeaux se retrouve avec un solide portefeuille pour l'accueil des industries de demain.

Il est évident qu'elle le sent et qu'elle le sait. Comme si elle se réveillait soudain d'une longue nonchalance pour saisir sa chance, et par cela même celle de sa région.

Car il ne faut pas en douter, Bordeaux s'est réveillée. Promenez-vous dans ses rues, même les plus vieilles, à Saint-Pierre, à Saint-Michel, les plus récentes, à Mériadock ou dans le quartier du Lac, vous verrez que Bordeaux est sacrément belle. Elle le sait et n'a pas fini de le faire savoir. On n'oublie pas comme ça deux mille ans de galanterie...

PIERRE CHERRUAU.

هكذا من الاحل

UNE CAPITALE

Bordeaux sert-elle l'Aquitaine ou s'en sert-elle ? Question absurde. Il faut à une région une capitale.

Chaban en bâtisseur

Il y aura quarante ans l'an prochain que Jacques Chaban-Delmas « tient » la mairie. Il fait le point de ses ambitions d'urbaniste.

« Lorsque, en 1947, vous avez été élu maire de Bordeaux, dans quel état était la ville ? Avez-vous eu tout de suite une idée de l'évolution que vous souhaiteriez lui voir suivre ?

« Bordeaux est une ville superbe, a toujours été une ville superbe. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Victor Hugo, c'est Stendhal... Mais cette ville et ses responsables se sont trouvés un lendemain de la seconde guerre mondiale devant un choix stratégique. On pouvait vouloir conserver à Bordeaux son caractère essentiellement commercial fondé sur un négoce très réputé, très puissant, axé sur le vin, bien sûr, l'exploitation de la forêt, le commerce avec l'Afrique, les « îles », l'Orient. Il nous est vite apparu qu'un tel choix entraînerait à plus ou moins longue échéance la décadence de la ville. On voyait la fin des ressources que l'on pouvait tirer de la forêt ; l'empire ne durerait pas toujours, et, surtout, il était impossible d'ignorer le vaste mouvement d'industrialisation qui traversait le monde.

« Il fallait donc choisir pour Bordeaux et son agglomération l'innovation, c'est-à-dire l'industrialisation. Tâche difficile, parce que les esprits n'étaient pas prêts et qu'il fallait non pas substituer mais ajouter les ressources de l'industrie à celles du négoce.

« Vous avez donc voulu faire de Bordeaux une grande agglomération industrielle ?

« Ce n'est pas ça. Je n'ai pas voulu jouer systématiquement le nombre d'habitants, faire de Bordeaux, dont la population est tout de même passée de 400 000 à 600 000 habitants, une ville millénaire. Mon souci a été de lui conserver sa taille humaine, de ne pas vider la région à son profit, de faire de Bordeaux non pas une ville centre, mais le centre-ville de son agglomération.

« Quels ont été dans cette perspective vos choix d'urbanisme ?

« Je suis arrivé à la mairie avec un souci - avant la lettre - d'écologie. J'imaginai une ville faite de grands immeubles entourés de beaucoup de verdure. Je me suis vite aperçu que Bordeaux était déjà une ville très verte, mais avec des espaces de verdure très disséminés. Par un mouvement inverse, j'ai donc cherché à y avoir une dizaine d'années à protéger tous ces quartiers anciens - il y a

actuellement à Bordeaux 150 hectares de secteurs sauvegardés - en faisant coexister cette ville dans l'ensemble assez basse avec quelques quartiers modernes plus élevés avec un souci essentiel : veiller à ce que le moderne n'insulte pas l'ancien.

« Enes-vous par exemple satisfait de ce qui a été réalisé dans le quartier nouveau de Mériadeck ?

« Mériadeck a été construit sur un quartier de taudis plus ou moins sains. On peut discuter son architecture héritée du style des années 50. Mais il s'agit d'un ensemble moderne, tourné vers l'avenir, et dont la structure me paraît tout à fait satisfaisante, en ce sens qu'elle sépare bien, sur trois étages, les piétons, la circulation automobile et les parkings. Après avoir été très critiqué durant des années, je m'aperçois qu'aujourd'hui je ne trouve personne

qui ne soit satisfait de vivre à Mériadeck.

« Et pour le quartier du Lac ?

« Même réflexion mais c'est une opération que je me suis efforcé de frayer pour nous donner le temps de réfléchir. 300 hectares de terrain - sur 1 000 - sont pour l'instant bloqués.

« Quels sont vos grands projets d'urbanisme pour l'avenir ?

« L'urgent, c'est la revitalisation d'une série de quartiers : celui des Chartrons, par exemple, avec le projet de Cité internationale du vin ; celui de la Gironde en direction du lac ; le quartier Saint-Michel.

« Il faut enfin reprendre le sauvetage du quartier de la Bastide sur la rive droite. Il est difficile de revitaliser un quartier coupé en deux par des installations ferroviaires et une gare désaffectée. Nous avons des hypothèses. A Francfort, par exemple, dans un cas semblable, on a revitalisé un quartier comparable grâce à des équipements culturels : musée, auditorium. Or, justement, nous avons un problème de musée des beaux-arts à résoudre ; justement nous avons besoin d'un auditorium. Pourquoi ne pas utiliser pour cela cet emplacement ?

« Les universités de Bordeaux sont installées sur un campus éloigné de la ville. Êtes-vous satisfait de cette formule ?

« J'ai trouvé une université vivante très répandue sur elle-même dans des locaux très mal adaptés. D'où une double action de ma part. Géographique, avec l'installation d'un campus très aéré à Pessac avec les avantages, et les inconvénients, d'une telle formule. Fonctionnelle surtout : j'ai voulu amener les enseignants à s'intéresser au siècle, à établir, notamment par l'intermédiaire des centres de recherche, un dialogue constant avec les industries nouvelles. L'évolution sur ce point a été lente, mais maintenant, la collaboration est étroite entre universitaires et industriels.

« Plusieurs métropoles régionales se sont équipées ou vont s'équiper de systèmes de transport en commun « en site propre » : métro lourd ou métro léger. Avez-vous des projets dans ce sens ?

« Nous avons remplacé nos anciens tramways, qui créaient des embouteillages permanents, par des autobus simples puis doubles et bientôt triples. Nous avons entamé, il y a cinq ans, des études très poussées sur plusieurs systèmes de transport en

site propre. Mais je veux éviter de me tromper et, pour cela, prendre mon temps. Le système actuel fonctionne bien ; nous pouvons attendre dix ans. Pas de décision immédiate donc.

« Vous êtes maire de Bordeaux mais aussi président de l'Aquitaine. Quels rapports, selon vous, la ville doit-elle entretenir avec sa région ?

« L'opposition entre la région et sa capitale est aussi absurde que celle que l'on fait entre le sport d'élite et le sport de masse ; les deux marchent ensemble ou ne marchent pas.

« Il faut aboutir à une cristallisation de l'esprit régional. Pour cela, il faut réunir des gens très divers sur des projets très divers. Entreprise difficile mais parfois un événement survient qui montre que l'on est dans la bonne voie. C'est ce qui s'est passé avec la dernière Coupe de France de football. Le football a pris une importance primordiale dans la vie française et l'on n'a pas fini de mesurer les retombées psychologiques et économiques de cet événement considérable qu'a été pour nous la victoire des Girondins de Bordeaux, équipe d'Aquitaine.

Propos recueillis par PIERRE CHERRIAU et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Hommes de relèvé

Ceux qui montent, les « dauphins », les prétendants, leurs chances.

C'EST peut-être l'un des traits les plus caractéristiques du tempérament bordelais que de savoir attirer les talents et les pouvoirs extérieurs. Les marins qui ont fait le port ont bien rarement été de souche bordelaise ; les négociants du vin, de la traite des Noirs ou des épices venaient tous d'ailleurs. Aujourd'hui encore, l'économie bordelaise est dans sa quasi-totalité « entre des mains étrangères ». Cette recette a toujours fait la fortune de Bordeaux et personne ne s'en offusque, puisque l'on sait qu'il suffit d'une génération pour transformer les « immigrés » en Bordelais.

La politique n'a guère failli à cette règle et Jacques Chaban-Delmas en est le parfait exemple. Depuis 1947, il règne sans partage sur la ville, qui l'a choisi. Depuis

au moins dix ans, une éternité pour ses challengers, on se précipite régulièrement de savoir quels sont les hommes qui montent derrière lui, avec l'espoir non avoué de se retrouver le plus haut possible, dès le lendemain de son départ.

La course est si épuisante, si pleine d'embûches, que certains n'ont pas tenu la distance, qui se croyaient hier aux premières places. Elle a aussi mis en évidence quelques talents nouveaux ou beaux tempéraments chez des gens que l'on ne croyait guère capables de dépasser le rôle de figurants. C'est ainsi que le doyen Jacques Valade, choisi comme dauphin par le maire de Bordeaux, est devenu beaucoup plus crédible depuis qu'il a acquis une véritable légitimité en succédant à la présidence du conseil général.

Il n'apparaît plus comme une éminence grise, un observateur distant et narquois de la vie politique. Avec cette assise nouvelle, il montre maintenant un véritable goût pour la chose politique, fait preuve d'un soin si jaloux de ses prérogatives que certains n'hésitent plus à parler de son inconvénient soit de pouvoir, tandis que pour les autres il incarne l'homme de la relève.

Les choses sont moins nettes du côté de l'UDF, où seul Jean-Pierre Bebear, ancien ORL et professeur agrégé, président du Parti républicain en Gironde, paraît avoir quelques ambitions sur la mairie de Bordeaux. Même s'il n'a pas officiellement annoncé la couleur, le RPR paraît le redouter, ne serait-ce qu'à cause de la puissance financière de son frère Claude, président des Mutuelles unies, du groupe AXA. Cette crainte a pesé lourd dans la constitution des listes législatives : le RPR, considérant Bordeaux comme chasse gardée, aurait fait un cas de rupture de la présence de Jean Bebear en position éligible sur la liste législative.

Au Parti socialiste, l'incertitude est encore plus grande. D'abord parce que les chances de reprendre la ville, qui n'a pas voté à gauche depuis cinquante ans, paraissent minces ; ensuite parce que l'on sort tout juste d'une longue lutte pour la prépondérance. Héritier d'un parti plus ou moins inféodé à Jacques Chaban-Delmas, Michel Sainte-Marie, député et maire de Mérignac, et Philippe Madrelle, président du conseil régional et du conseil général de la Gironde jusqu'en mars 1985, viennent de perdre l'appui d'une bonne partie des militants.

Ils ont d'abord tenté de tenir à l'écart les nouveaux venus à Bor-

deaux et en Gironde qu'étaient pour eux Catherine Lalumière et Gilbert Mitterrand lorsqu'il s'est agi d'établir les listes électorales. Ils ont perdu. Michel Sainte-Marie a ensuite opéré, pour reprendre le contrôle de la fédération de la Gironde, un rapprochement avec Philippe Madrelle et Gilbert Mitterrand. Il pensait sans doute que la bannière du fils du président de la République le mettrait à l'abri de toute mauvaise surprise.

Le courant A et la fédération de la Gironde n'ont pas suivi. Les anciens responsables du PS girondin ont été désavoués. Il semble que la chose tire beaucoup plus à conséquence pour eux que pour Gilbert Mitterrand. Les premiers ont perdu un leadership, le second devra seulement changer d'alliés et peut-être de conseillers politiques.

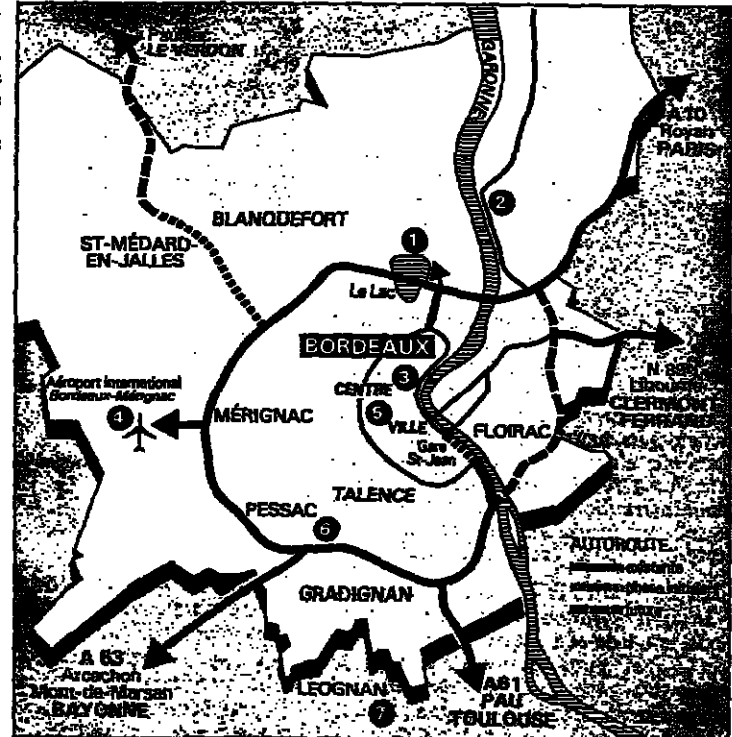
Dans les années qui viennent, le PS girondin risque d'être dominé par deux personnes : Claude Barande, maire de Villenave-d'Ornon, très respecté des militants, très jaloux de son indépendance, et Catherine Lalumière. Cette dernière, à force de patience et de rigueur, a prouvé

qu'elle n'était pas une Blanche-Neige « égarée parmi les ogres de la trisomy 21 ». Elle a réussi à prendre le contrôle d'une ruche où l'on ne voulait que des bourdons mais surtout pas d'une reine.

La ligne de Catherine Lalumière est théoriquement toute tracée. On ne voit pas qui à Bordeaux pourrait, pour la gauche, incarner l'après-Chaban. Il reste seulement à savoir si elle va opter, lors des prochaines consultations, pour la valeur médiatique d'un face-à-face au cœur de la ville ou pour la solution plus facile d'une circonscription partagée entre Bordeaux et la banlieue. La réponse à cette question ne dépend pas de la présidence de Catherine Lalumière. L'enjeu est tout autre. Et Jacques Chaban-Delmas le connaît bien, lui qui aime à dire : « Bordeaux et l'Aquitaine, pour savoir, c'est la même chose ». Un enjeu tel que les échecres ne seront peut-être pas lancés que sur la place de Bordeaux.

P. Ch.

SEPT POINTS FORTS



1) Le nouveau quartier du Lac, ses hôtels, son parc d'exposition. 2) La zone d'extension du port. 3) L'emplacement de la future cité internationale du vin. 4) L'aéroport international. 5) Le nouveau quartier de Mériadeck. 6) Le domaine universitaire. 7) L'emplacement de la future technopole.

"EN GIRONDE, DES HOMMES QUI PREPARENT LE FUTUR."

CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE

Un port export.

BORDEAUX LE VERDON
We ship you to market.
PORT AUTONOME DE BORDEAUX
Tel. 05 90 00 21 - Telex 070 077 PABLY

FICHE D'IDENTITE

La Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) regroupe vingt-sept communes et sa population est de 598 103 habitants. Répartition par secteurs d'activités : primaire, 36 910 ; secondaire, 87 890 ; tertiaire, 247 610. Sur les vingt-sept communes de la CUB, quinze sont tenues par la majorité, douze par la gauche.

Parisme

En 1966, Bordeaux comptait 598 000 habitants. Ils n'étaient que 208 000 en 1982. Dans la région, la communauté urbaine (CUB) comptait 589 000 habitants. L'augmentation de la population est le résultat d'un phénomène qui se poursuit : l'attrait de la ville et de son agglomération. Les années 70 ont vu donc l'immense chantier d'urbanisme qui a permis de répondre aux besoins de la ville. Ce processus se poursuit, comme le fait qu'il ne faut pas transporter deux ou trois fois les mêmes lampes, mais que l'on peut en avoir une seule. D'autres travaux, que la planification financière ne peut pas financer, sont les plus importants : les équipements sociaux, les équipements intellectuels - aux équipements d'habitat. Tous les efforts sont faits pour surveiller la ville et son goût des changements dans le centre de la

Jeunes vieilles pierres

Les vieux quartiers sont devenus un immense chantier où sont expérimentées des formules originales de cohabitation

« C'EST ÉTÉ CRIMINEL de n'avoir rien fait ! » Carole Frosio-Roncagli est une jeune femme passionnée. Une maîtrise d'histoire et une autre de sciences économiques en poche, elle est venue un beau jour à Bordeaux par amour des vieilles pierres et pour apprendre son métier, sachant que le chef-lieu de la Gironde était le champion de la réhabilitation des immeubles anciens.

Certes, il eût été criminel de ne pas sauver ce patrimoine exceptionnel du dix-huitième siècle, le plus riche d'Europe. Hélas ! d'autres dossiers ont dû être traités en priorité. Et, tandis, comme le dit joliment Jacques Chaban-Delmas, que se mettait en place l'« économie

Cela sous le regard vigilant des Bâtiments de France ; un regard trop pesant, trop fonctionnarisé pour certains, qui regrette que des opérations aient échoué en raison de contraintes trop sévères. « Les Bâtiments de France font du purisme, mais il est de bon aloi. Les élus sont justement là pour trouver les compromis », tranche Hugues Martin, l'adjoint de Jacques Chaban-Delmas chargé de ce dossier.

Nombreux sont ceux qui, encouragés par la dynamique association La renaissance du vieux Bordeaux, se lancent dans l'aventure de la réhabilitation : des propriétaires, des promoteurs, mais aussi des organismes spécialisés comme celui qui dirige Carole Frosio-Roncagli ou le

nous sommes partis pour cela ; nous avons su réagir, récupérer le désintérêt de deux ou trois générations qui n'ont pas investi pour améliorer l'état de leurs immeubles mais se sont contentés de « pomper » les loyers. »

Déjà, Carole Frosio-Roncagli a connu une grande joie. Mis à part la « bise chabanesque » lors de l'inauguration d'un immeuble du quinzième siècle réhabilité rue des Bahutiers, elle a conservé un souvenir ému de la bouteille de champagne débouchée par ce couple de vieux Bordelais désireux de fêter dignement leur nouvelle vie. Ils avaient parfaitement joué le jeu, acceptant les désagréments des travaux, changeant d'étage en fonction de l'avancement du chantier, pour enfin retrouver le local mis à neuf où ils ont vécu toute leur vie. Avec cette nouveauté : désormais, les toilettes sont dans l'appartement et ils vont pouvoir, plaisir suprême à soixante-dix ans, goûter aux joies d'un bain chaud...

Carole Frosio-Roncagli se souvient aussi avec émotion de ce petit mot adressé par les chefs

CILG a mis au point une seconde solution qui commence à être copiée dans toute la France. Il s'agit du bail à réhabilitation, appellation choisie par analogie avec le bail à construction. Le principe en est simple : le propriétaire d'un logement inoccupé autorise le CILG à faire les travaux pour son compte et, en contrepartie, il en cède la jouissance pour une durée somme toute acceptable (entre dix et quinze ans). Pendant cette période, ce propriétaire ne percevra qu'un loyer très symbolique, lui permettant d'acquiescer, grosso modo, ses impôts locaux. « Cette formule est intéressante pour tout le monde », note Jean-Luc Huguier, le directeur des activités immobilières du groupe CILG. « Notre souhait est que les organismes HLM puissent en faire autant, eux qui, pour l'heure, n'ont pas le droit de mobiliser des financements pour le compte des propriétaires. Dans ce immense travail de réhabilitation, il faut en effet agir vite, sur une large échelle, mais avec des moyens trop restreints. »

Bordeaux devient ainsi une sorte de capitale de la réhabilitation. Mais certains se sentent souvent dépassés par les événements. « On n'est pas à la hauteur du problème, explique Jean-Luc Huguier. Si seulement dans quelques années nous pouvions dire : c'est fini. Hélas ! malgré tous les efforts accomplis depuis 1982, on n'a pas l'impression d'avancer. Alors qu'un immeuble est sauve, deux autres montrent des signes de faiblesse. »

En guise de réponse, Hugues Martin rappelle que « l'état et les collectivités locales auront investi plus de 250 millions de francs en cinq ans dans le seul quartier Saint-Michel, retenu par la Commission nationale de développement social des quartiers ». Sans nier les difficultés, il parle de ses projets, de ses priorités : les célèbres Chartons, le quartier de la gare Saint-Jean et enfin celui de la Baside, sur la rive droite de la Garonne. « Si personne ne vient casser la mécanique en supprimant les mesures fiscales et financières, dans cinq ans toute la façade des quais sera réhabilitée, dit encore Carole Frosio-Roncagli. Ce sera un symbole : l'image de Bordeaux en sera changée. En donnant un sens à la ville, on aura donné un sens à la vie... »

PATRICK GUILLOTIN.



JEAN-LUC HUGUIER

diapnée» qui doit animer l'agglomération bordelaise, les beaux immeubles déperissaient et le centre de la ville se dépeuplait. En définissant le périmètre à protéger, la municipalité avait protégé, bien des années auparavant, l'immensité de la tâche : 140 hectares de secteur sauvegardé, le plus important de France après Versailles... qui, lui, comporte jardins et servitudes royales.

En fait, c'est à la fin des années 70 que le dossier réhabilitation est devenu prioritaire. Et ce pour deux raisons simples. Il fallait sauver ce patrimoine extraordinaire que représentaient ces treize mille à quinze mille logements vacants situés dans la plupart des cas dans des immeubles menaçant ruine. Les chiffres des recensements prouvaient en outre qu'il devenait urgent de stopper le départ des populations du centre de la ville vers la périphérie.

Purisme

En 1946, Bordeaux comptait 280 000 habitants ; ils n'étaient plus que 208 000 en 1982. Dans le même temps, la communauté urbaine (CUB) passait de 448 000 à 589 000 habitants. C'est principalement entre 1968 et 1975 que ce phénomène s'est accentué. Inutile d'insister sur ses conséquences quant à l'activité de la cité et de son commerce.

La fin des années 70 voit donc cet immense chantier tisser sa toile. D'aucuns considèrent que ces années-là ont permis de souligner certaines erreurs, comme par exemple le fait qu'il ne suffit pas d'importer deux ou trois boutiques et quelques lampions dans un vieux quartier déserté pour lui redonner vie. D'autres font remarquer que la panoplie d'aides diverses, d'incitations fiscales, de financements spéciaux, favorise d'abord les plus fortunés ou quelques « intellectuels » aux audaces parfois discutables.

Aujourd'hui, tous les efforts sont conjugués pour surveiller la qualité et le bon goût des chantiers ouverts dans le centre de la ville.

Comité interprofessionnel du logement de Guyenne et Gascogne (CILG). Deux exemples parmi d'autres.

C'est avec 20 000 francs que Carole Frosio-Roncagli a créé l'Office français de restauration du patrimoine. Elle « gère » actuellement 40 millions de travaux. Son rôle est celui d'un prestataire de services : elle conseille et « motive » les propriétaires et copropriétaires, les incite à se regrouper au sein d'une association foncière urbaine libre (AFUL) et à entreprendre une opération de réhabilitation groupée. Ces investisseurs doivent bien évidemment respecter les obligations du plan permanent de sauvegarde et surtout s'engager à louer l'appartement rénové à des locataires qui en feront leur résidence principale. En contrepartie, les travaux sont financés par des prêts conventionnés et leur montant est déductible (sur cinq ans) des revenus imposables.

« Il ne faut pas croire que cette « grosse carotte » des avantages fiscaux fasse seule avancer les propriétaires », souligne Carole Frosio-Roncagli. Peu à peu, la réhabilitation est devenue une habitude, et tout continuerait même si les facilités accordées étaient revues à la baisse. Ce que, bien entendu, je ne souhaite pas. »

Aller de l'avant, c'est le vœu de cette femme volontaire, qui engage un pari : « Si nous travaillons tous de concert, en quinze ou vingt ans on réussira à transfigurer le centre des villes et à changer les façons de vivre des Français. A Bordeaux, »

d'entreprise chargée de l'opération : « Quand, en plus du travail, il a l'impression d'écrire une page d'histoire, l'artisan, ancien compagnon, retrouve toute sa dimension. » Et aujourd'hui six entreprises bordelaises de tailleurs de pierre sont qualifiées pour travailler aux monuments historiques.

Nouveaux baux

Le CILG a, lui, mis sur pied deux formules de réhabilitation. Premier montage classique : achat de petits immeubles, rénovation d'appartements destinés à la vente ou à la location. L'opération est réalisée dans le cadre de prêts aidés, l'appel aux collectivités locales permettant de tenir les prix. Ce qui n'est pas toujours évident tant parfois le sauvetage est délicat. « Nous travaillons souvent à la petite cuillère et les risques sont grands. Sans oublier l'état déplorable du sous-sol bordelais », explique un collaborateur du CILG. Mais si satisfaisante que soit la formule, elle est insuffisante. Pour ces nouveaux logements sociaux, la demande est phénoménale et l'offre ne peut suivre. Les contraintes financières et techniques empêchent de livrer un peu plus d'une centaine d'appartements chaque année, alors que les candidats se bousculent, visiblement beaucoup plus désireux d'habiter pour le même prix dans un vieux immeuble de la place des Quinconces que dans une résidence moderne de Bruges ou de Lormont.

C'est justement pour augmenter le volume des offres que le

BORDEAUX LE VERDON

We ship you to market.

Les routes de la mer, la route des marchés.

PORT AUTONOME DE BORDEAUX

Tél. 56 90 91 21 - Tél. 570 617 FAX 11

Les bus les plus longs

Depuis toujours, la ville de Bordeaux a préféré l'automobile aux transports en commun. Avec un total de près de 10 000 places de stationnement réparties sur une vingtaine de parkings en surface ou souterrains, elle a fait un choix sans ambiguïté. Pourtant, une étude est en cours pour une option ferme sur le moyen de transport de l'avenir : métro, tramway ou VAL ?

La commission des transports de la CUB, qui planche sur le sujet depuis des années, affirme déjà ses options pour une formule souple et progressive autour d'un axe prioritaire gare - centre ville - quartier du Lac. A cet axe, doté d'un équipement dit lourd, viendront se greffer d'autres équipements (peut-être des véhicules sur coussin d'air) pour desservir des zones excentrées, notamment le campus universitaire de Talence. L'échéance a été fixée à huit ou dix ans, dans le meilleur des cas.

En effet, tout indique pour l'instant qu'il a été prudent... d'attendre. C'est d'ailleurs ce dont se félicite le président de la commission des transports de la CUB, Jacques

Boissières, qui souligne tous les bienfaits qu'il sera possible de retirer des progrès réalisés dans le domaine du creusement des tunnels souterrains par la méthode retenue pour le tunnel Trans-Manche. Le sol de la ville est en effet fragile et inondable.

Force est en outre de constater qu'il n'y a pas réellement urgence, mis à part quelques problèmes de surcharge aux heures d'affluence. La population de l'agglomération ne croît guère, mais la superficie est très étendue : 542 km², l'équivalent de Lyon ou de Lille pour seulement 600 000 habitants, ce qui explique que les investissements risquent d'être particulièrement lourds pour un budget communal directement lié au taux de population.

Bordeaux n'en sera pas moins la première ville de France à inaugurer un prototype de bus à trois essieux mis au point par Haulage-RVI il y a quelques mois. S'il donne satisfaction, il devrait entrer en service sur certaines lignes dans un an.

MARIE-CHRISTINE MALET.

Foire sur Lac

Démolir Méridack pour le reconstruire n'était pas en soi un pari audacieux. C'était surtout une nécessité imposée par l'état de délabrement du quartier. En aménageant les marais du nord, la communauté urbaine a pris un risque infiniment plus grand, non pas tant sur le plan financier qu'en fonction de la difficulté à amener les Bordelais à être dérangés dans leurs habitudes.

Pour assainir il fallut d'abord creuser un lac de 160 hectares, un bois de 200 hectares fut peu à peu planté et tracé sur les anciennes décharges : saules, séquoias, chênes des marais, pins, des centaines d'érables. Il promet d'être le plus bel ornement de la ville en l'an 2000. Il est déjà le terrain de prédilection des sportifs bordelais. Plus au nord enfin le golf municipal de dix-huit trous sur 150 hectares complète cet espace vert.

Mais il ne faudrait pas croire que les aménagements du lac se sont contentés d'augmenter leur catalogue d'espaces verts. Ils ont en même temps créé un parc des expositions de 40 hectares, un palais des congrès de deux mille places et un ensemble hôtelier de plus de mille lits.

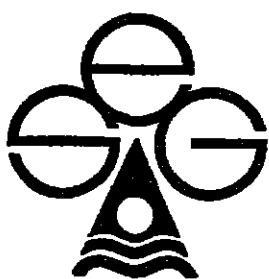
L'ensemble du parc des expositions, du palais des congrès et des hôtels a longtemps été le seul facteur d'animation du quartier du Lac. Les activités tertiaires et industrielles ne sont venues que très progressivement, comme s'il était difficile d'effacer d'un coup la mauvaise réputation d'un ancien marais

hanté par les ragondins, les gitans et les braconniers. Administrations et compagnies d'assurance (URSSAF, GAN, Offices d'HLM, ASSEDI) ont été plus longues. Le dernier en date, IBM, est en train d'installer sa direction régionale. Mais l'exemple le plus frappant de la réussite du quartier du Lac est sans doute le parc des expositions. Il a pris le relais de la Place des Quinconces, qui avait accueilli, pendant une soixantaine d'années, près du port, la Foire coloniale, puis la Foire-exposition. Cette réalisation est sans doute aujourd'hui le meilleur symbole d'une région et d'une capitale en pleine mutation.

Pour s'en convaincre il suffit de considérer la Foire internationale de Bordeaux, qui ouvre ses portes ce 22 mai. Bon an mal an, elle accueille quatre cent mille visiteurs ; son concours agricole est le deuxième après Paris et comporte une énorme section de machinerie. Chaque année la Foire choisit un thème principal, en rapport avec les spécialités bordelaises : en 1984 l'aéronautique et le spatial, en 1985 la vocation internationale de Bordeaux, cette année l'électronique.

Des thèmes qui ne correspondent pas à des vœux pieux ou à une vitrine, mais à une réalité économique. Un seul chiffre pour s'en convaincre. En 1977, 75 % des transactions commerciales de la Foire étaient consacrées aux biens de consommation, 25 % aux biens d'équipement. Aujourd'hui le rapport est inversé.

P. Ch.



SEG : SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA GIRONDE
Siège social : Tour 2000
1, terrasse du Front-du-Médoc
33000 BORDEAUX.
Tél. : 56 96 62 40



SBRV : SOCIÉTÉ BORDELAISE DE RÉALISATIONS URBAINES
Siège social :
9, terrasse du Front-du-Médoc
33000 BORDEAUX.
Tél. : 56 96 09 40
Télécopieur : 56 94 49 94



BPA : BORDEAUX PARC AUTO
Siège social :
9, terrasse du Front-du-Médoc
33000 BORDEAUX.
Tél. : 56 98 09 40
Télécopieur : 56 94 49 94

3 sociétés qui œuvrent dans un sens commun : la construction, l'aménagement et le développement économique de la Gironde.

Création Objectif.

صكنا من الاجل

Carrefour poids lourds

L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne situe d'emblée Bordeaux au cœur du trafic routier entre l'Europe du Nord et la péninsule ibérique, à mi-chemin entre Bruxelles et Madrid. Pour faire face au nouveau flux qui s'annonce, Bordeaux dispose d'une plate-forme de transit unique en France.

Le plus gros armement de la place, la CGM (Compagnie générale maritime), a quitté il y a trois ans l'immeuble le plus prestigieux des quais de Bordeaux, l'hôtel Fenwick, construit à la fin du dix-huitième siècle pour le premier consul des États-Unis en France. Comble de sacrifice, la CGM s'est installée sur un terrain de la banlieue, à Bruges, dans un centre de fret et de conteneurisation. Ce pourrait bien être le meilleur symbole de la volonté bordelaise de ne pas dormir sur les vieux quais du Port de la Lune.

« Nous y avons peut-être perdu en prestige, mais il faut savoir vivre avec son temps », dit M. Auricoste, directeur régional de la CGM. Une soixantaine d'entreprises ont suivi cet exemple et le centre de fret de Bruges est aujourd'hui le deuxième en

France derrière Garonor (avec un trafic de 280 000 tonnes de marchandises conteneurisées en 1985).

Créé il y a dix ans, il se trouve au cœur d'un réseau autoroutier, portuaire et ferroviaire qui renouvelle la vocation traditionnelle de Bordeaux dans le domaine des échanges de marchandises. Centre de transit et de conteneurisation, gare routière et centre de distribution, il possède également un centre de dédouanement informatisé.

C'est la chambre de commerce de Bordeaux, gérant séculaire des échanges de marchandises dans la capitale de l'Aquitaine, qui est à l'origine de ce projet. Non, comme on l'a parfois laissé entendre, qu'elle n'ait jamais digéré le fait que son port soit devenu « autonome », c'est-à-dire géré par l'État. Plutôt parce qu'elle a senti la nécessité d'une évolution rapide conforme à la vocation de Bordeaux. Il n'est pas intéressant de constater que les transporteurs maritimes ont été les premiers à prendre le vert.

M. C. M.

Dragage de pointe

Port d'estuaire, Bordeaux consacre, chaque année, quelque 50 millions de francs pour l'entretien du chenal de navigation dans la Gironne, la Garonne et la passe de l'Ouest, en mer, au large du Verdon.

Pour exploiter au mieux les engins de dragage, le port a mis au point, grâce à la micro-électronique à bord, des systèmes très élaborés de captage et de traitement des données (position exacte de la drague, sondages hydrographiques, cote du fond). Toutes ces données sont retransmises, en temps réel, sur un écran, à la passerelle du navire de dragage, ce qui facilite le travail des équipages.

Tout récemment, en collaboration avec Thomson, un système a été inventé qui permet au chef de quart de voir sur un écran en couleur (vert, bleu, violet) le profil sous-marin du chenal où travaille la drague, les « crêtes de vase » à enlever, les profondeurs. Plus le violet apparaît plus la profondeur obtenue est importante.

Les méthodes développées sont à ce point novatrices que le port (qui a signé des contrats d'ingénierie avec des ports marocains, argentins et avec le Zaïre) va organiser à la rentrée à l'université de Bordeaux-I un cours d'hydrographie portuaire qui sera le seul de ce genre en Europe.

Un port rejoint la mer

L'avenir du port de Bordeaux se joue désormais à Bassens et au Verdon, vers l'embouchure de la Gironde.

« TROP peu de Bordelais savent que leur ville est un port. »

Derrière ce constat en forme de regret exprimé par l'un des principaux agents et consignataires maritimes de Bordeaux se cache une amère réalité : la ville et, au-delà, la communauté urbaine (et l'on pourrait élargir encore le cercle géographique en parlant de l'Aquitaine tout entière) ne tirent pas tout le parti possible de l'existence de cet estuaire et de l'outil économique qu'il représente.

« Le Port joue les empêcheurs de tourner en rond », entendent parfois dans les milieux politiques locaux, qui rappellent que le Port autonome est l'un des plus gros propriétaires terriens d'Aquitaine. « Les élus n'ont pas toujours été capables de définir une politique dynamique d'aménagement du territoire, d'industrialisation,

ront déclassés. Devant les balcons en fer forgé qui ornent les demeures cosues du quai des Chartrons, les cargos de la côte d'Afrique ou les paquebots chargés de vin pour le Canada vont lever l'ancre et ne reviendront plus jamais, sans doute, à ces appartements-là, à un jet de pierre du théâtre et de l'esplanade des Quinconces.

L'avenir de Bordeaux porte deux noms : Bassens et le Verdon. C'est sur ces sites beaucoup moins étouffés par le tissu urbain que sont tentées les greffes maritimes et commerciales, en attendant de se voir prolongées et valorisées par d'hypothétiques bourgeoissements industriels.

Le Verdon - le vis-à-vis de Royan sur l'autre rive de la Gironde - c'est déjà une vieille affaire. Le lancement de ce qui devait être - comme Fos, le port ouest de Dunkerque, la basse Loire et la plaine alluviale du Ha-

si Convey (intérêts allemands et canadiens) a décidé d'ouvrir - à l'instar de Star Shipping - une ligne vers la côte ouest des États-Unis, en revanche deux armements ont fermé leur escadre l'an dernier : l'américain Westwood Shipping qui a concentré ses opérations sur Rotterdam et le scandinaave Scancarrier qui desservait l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

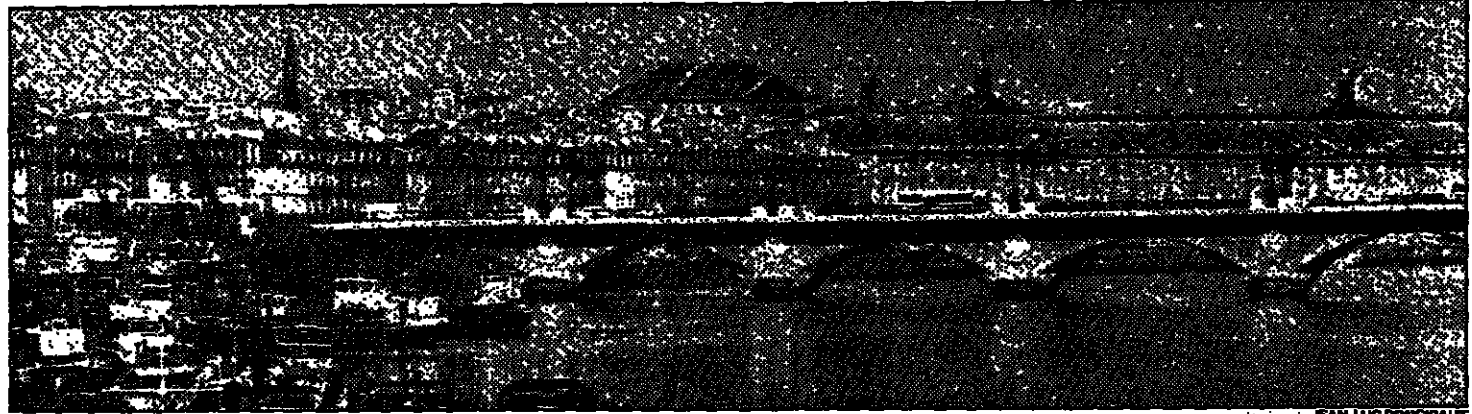
De sorte que si en 1985 l'ensemble du trafic de Bordeaux s'est accru de 6 % pour atteindre 10,7 millions de tonnes (2), ce résultat est dû pour l'essentiel à la bonne progression des hydrocarbures (+ 8,5 %), alors que le trafic « noble » et créateur de valeur ajoutée, c'est-à-dire les conteneurs, a baissé de 6 % (425 000 tonnes).

« Mais ne vous fiez pas aux apparences », rectifie un observateur du paysage portuaire. « Si vous ne voyez pas beaucoup de bateaux au Verdon c'est parce que les pontons de chargement fonctionnent si bien (le port est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre), parce que le coût d'immobilisation d'un grand porte-conteneurs est si élevé qu'immédiatement rempli ou vidé le cargo prend le large. » Il faut donc que les Bordelais s'habituent

trafic total du port, et 25 millions de francs de recettes en moins (3).

Les dirigeants du Port espèrent atténuer l'impact en favorisant les trafics nouveaux de bois, de céréales, de tourteaux. D'ailleurs, les résultats du premier trimestre apparaissent plus que prometteurs (+ 39,5 % hors hydrocarbures). Il reste qu'il a fallu mettre en œuvre un plan d'économies qui s'est traduit il y a quelques jours par un contrat avec le FNE pour soixante-dix agents.

On aura l'occasion dans les prochaines semaines de voir si toute la communauté bordelaise est soudée autour de son port, qui, comme le résume M. O'Quin, « doit être à la fois un poumon et un reflet de l'économie régionale ». Deux dossiers, l'un industriel, l'autre d'équipement, sont sur les bureaux des responsables. Norsk Hydro, une firme norvégienne qui a racheté la COFAZ (engrais), devrait prochainement choisir le site où sera installée une usine d'ammocian avec à la clé un investissement d'un moins 1 milliard de francs, 500 000 à 1 million de tonnes de trafic maritime et la modernisation des usines de la COFAZ. Mais Bordeaux est en concurrence avec la basse Loire et... Le Havre. Un beau cas de figure pour l'aménagement du ter-



JEAN-LUC PONSBAUT

d'élég commercial », rétorquent les responsables économiques et industriels.

Ville, communauté urbaine, département, région, chambre de commerce, Port, et Etat... que d'institutions, que d'intérêts, que de clivages politiques, que de risques de tirer à hue et à dia !

Rien à voir avec la fructueuse oomose qui galvanise le climat économique à Hambourg, Rotterdam ou Anvers et, plus récemment, à Nantes-Saint-Nazaire, dont le trafic maritime a connu au cours des dernières années une progression impressionnante et qui fait pâlir d'envie tout Bordeaux.

« Mais tout cela change, assure M. O'Quin, président du Port autonome. Bordeaux n'est plus la caricature d'une ville de marchandises de vin. Nous avons des industriels de toutes sortes, dynamiques, pas seulement des négociants. Et les élus politiques désignent maintenant au conseil d'administration du Port des gens de grande valeur. » Bref, même si la chambre de commerce, par la présence quasi automatique de ses plus distingués représentants, continue à dominer l'institution portuaire, Bordeaux s'ébroue et redécouvre ses atouts maritimes.

Mais Bordeaux « sort » de Bordeaux et glisse vers l'aval. Dans quelques mois, le port de la Lune et ses hangars désherts, témoins fatigués de l'époque impériale, se-

vre - une immense zone industrielle et portuaire, active comme une ruche, remonte à juin 1976, et les dix ans du Verdon - avant-poste futuriste de Bordeaux - ne seront pas fêtés dans un optimisme débordant (1).

L'immense hangar où stationnent quelques dizaines de voitures fabriquées à Saragosse et destinées à la Réunion et aux Antilles est à moitié vide, comme le terre-plein de stockage pour conteneurs. Pas une usine n'est venue depuis dix ans compléter les installations portuaires... mais on élève des grosses crevettes dans les marais de la pointe de Grave. Pourtant le site est idéal et l'outil, à entendre les usagers du port, est d'excellente qualité.

Les armements français de navires porte-conteneurs comme Delmas Vieljeux et Scadoo qui desservent la côte d'Afrique (le Verdon a la chance d'être le dernier port touché par les cargos avant le Sénégal ou la Côte d'Ivoire) ou la Compagnie générale maritime qui fait un gros trafic avec les Antilles (169 000 tonnes en conteneurs en 1985 au lieu de 159 000 en 1984) apprécient le Verdon.

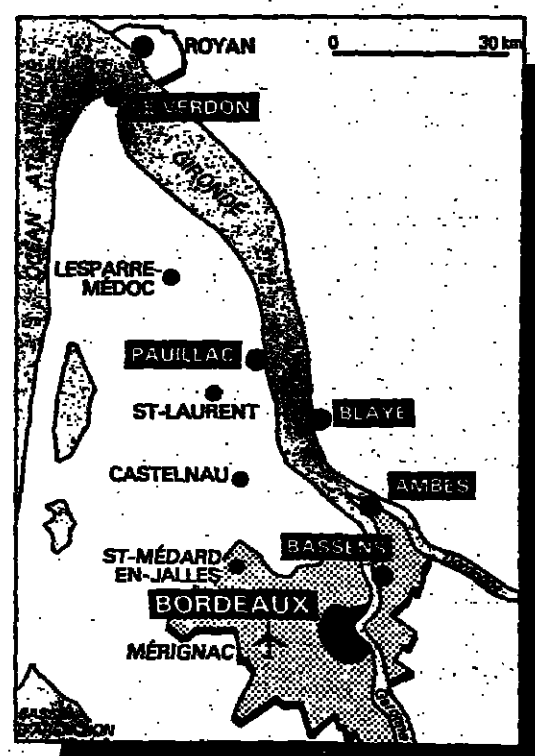
Les armements étrangers, eux, affichent une attitude plus circospecte. Si Star Shipping (un armement norvégien de Bergen) joue à fond la carte du Verdon depuis 1979 et augmente ses escales,

à voir leur port avec moins de bateaux.

Changement complet de décor à Bassens sur la rive droite. Hangars remplis, grues et pontons en mouvement, docks occupés au saisisage des marchandises, terre-plein croulant sous le bois des Landes en rondins ou du Gabon en grumes, cargos de tout poil - y compris de complaisance - se disputent les postes à quai. On parlerait presque d'embouteil-

litaire de la façade atlantique dans laquelle il faut, en l'occurrence, inclure Bilbao dont le trafic est triple de celui de Bordeaux.

L'autre dossier ressemble au serpent de mer, même s'il s'agit du... pont sur l'estuaire. Faut-il le construire ? Qui le financera ? Où lui faire enjamber la Gironde ? S'il apporte du trafic au Verdon, n'en ôtera-t-il pas à La Rochelle ? Servira-t-il d'abord à attirer les touristes d'Europe du



lage... pour poser logiquement les questions : pourquoi ne pas transférer une partie des activités au Verdon, dans ce grand désert maritime ? Pourquoi ne pas réserver au Verdon, dont le développement dépend d'une action volontariste, les dispositions relatives aux « magasins francs » récemment décidées ? L'obstacle tient sans doute au fait que les dockers n'accepteraient sûrement pas, sans contrepartie, de « s'exiler » à 100 km du centre-ville.

Le relatif optimisme de 1985 est tempéré par les mages qui s'accumulent sur 1986. Bordeaux n'a pas de chance avec ses raffineries. Après l'arrêt des installations d'ELF et d'Esso ces dernières années, c'est Shell qui vient d'annoncer la fermeture de la raffinerie de Pauillac. Pour le port, le manque à gagner tient en deux chiffres : 2 millions de tonnes de pétrole brut perdues, soit 10 % du

Nord vers les plages aquitaines ou à pomper des flux économiques et commerciaux de marchandises du centre de la France ? La question est de savoir si les infrastructures de transport, si modernes soient-elles, créent des flux et des trafics de marchandises ou si, simplement, elles les organisent. Géographes et économistes n'ont pas encore apporté la réponse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

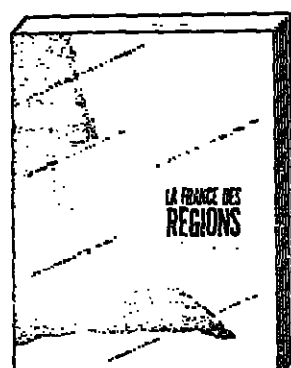
(1) En 1979, un slogan conquérant proclamait : « Le Verdon, c'est ici que l'Europe et le monde se rencontrent... » Le trafic de conteneurs au Verdon a diminué sur une longue période : 410 000 tonnes en 1979, 374 000 en 1985.

(2) Le record est l'année 1972 : 14,4 millions de tonnes.

(3) En 1985, le Port a dégagé une marge nette d'autofinancement de 34,5 millions (27,8 en 1984) alors que cette marge était négative (- 3,8 millions) en 1983. Il négocie avec l'État un réajustement de ses dettes.

Le Monde

RADIOSCOPIE DES RÉGIONS FRANÇAISES



Les résultats complets des élections régionales. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional. Les budgets et les pouvoirs des régions.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Les nouveaux provinciaux : région par région, les comportements socio-politiques des Français.

LA FRANCE DES RÉGIONS

VIENDE PARAITRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

112 PAGES - 42 F

N° 1 EUROPÉEN DU FLUFF ET DU KRAFT

Pâtes Fluff fabriquées par l'usine de Tartas (Landes) pour les marchés des produits d'hygiène (couches bébés).

Papiers kraft, blancs et écru, fabriqués par l'usine de Facture (Gironde) pour l'emballage (caisses-carton, sacs).

Une production en croissance : 500 000 tonnes en 1986.

1200 personnes en Aquitaine.

Un puissant effort de Recherche et Développement.

Siège social : 353, bd Wilson, 33200 Bordeaux-Caudéran

LA CELLULOSE DU PIN BRANCHE PAPIER-BOIS DE SAINT-GOBAIN

Des barriques millionnaires

Le vignoble devient un placement comme un autre.

« **U**n négociant affublé face à un vignoble sûr de lui. C'est ainsi qu'en mai 1980 le Monde analysait la situation du vin de Bordeaux. Six ans après, on peut constater une amélioration générale due à une conjonction extrêmement favorable, et aussi au rétablissement d'une certaine harmonie entre producteurs et négociants grâce à l'action de Jean-Paul Jaufré, ancien président, depuis deux ans, du Conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux (CIVB).

Bordeaux a eu la chance insigne, que n'a pas eue la Bourgogne, de bénéficier, entre 1980 et 1985, de quatre excellentes récoltes, avec les millésimes prestigieux de 1981, 1982, 1983 et 1985. Quant aux crus 1980 et 1984, considérés comme médiocres et à « boire vite », souvent à tort, ils sont venus à point nommé pour permettre aux consommateurs d'attendre que mûrissent les grands millésimes, dont certains ne seront pas raisonnablement buvables avant l'an 2000.

Tous ces éléments ont été tout à fait favorables à l'interprofession, viticulteurs et négociants, qui emploie, directement ou indirectement, 60 000 personnes. Le chiffre d'affaires global a dépassé 8 milliards de francs pour la campagne 1984-1985, et les exportations frisent actuellement les 4 milliards de francs par an.

Une analyse plus fine révèle deux aspects principaux d'une situation somme toute assez satisfaisante. Les producteurs, tout d'abord, qui échappèrent à la grande débâcle du négoce des années 1974 et suivantes, après une chute des prix retentissante, ont continué de s'équiper, agrandissant et modernisant caves et celliers.

A cette occasion, on peut mesurer à quel point la viticulture est dévoreuse de capitaux. Si les exploitants d'une propriété tardent trop longtemps à effectuer les investissements indispensables, débiteront ou faute de moyens financiers suffisants, la qualité finit par baisser et la réputation se ternit, avec une chute correspondante de revenus.

Des exemples récents sont sur toutes les lèvres, comme Château-Margaux après 1968 et Château-Lagrange depuis longtemps. Dans le premier cas, après l'achat du château en 1977, le nouvel acquéreur M. Mentzelopoulos, président de la société parisienne Félix Potin, et ses successeurs ont, en six ans, dépensé plus d'une cinquantaine de millions de francs pour remettre en état le vignoble (replantations, repalissages, drainages). Dans le second cas, la ges-

tion plus que médiocre de M. Cendoya, agriculteur espagnol propriétaire depuis 1925, a contraint le géant japonais des boissons Suntory à investir une bonne centaine de millions de francs dans une réfection quasi totale, en sus des 75 millions de francs consacrés à l'achat de Château-Lagrange en 1983.

Un château, cela vit et cela peut mourir, du moins hiberner, car la terre, les fameuses grèves du Bordelais, heureusement reste. Il faut souvent dix à quinze ans, ou même davantage, pour remonter la pente. Mais quand la situation d'une exploitation est satisfaisante, quelle valorisation ! Il ne se passe pas de jour, nous confiait un négociant, où des acquéreurs ne se manifestent, de France ou de l'étranger, munis de capitaux souvent très importants. Le vignoble, surtout de classe, devient un placement financier comme un autre.

Aujourd'hui, Château-Margaux pourrait être vendu près de 400 millions de francs, certains parlent même de 500 ou même de 600 millions de francs. Ce phénomène de valorisation est si accentué que l'achat, début 1982, par la société holding La Hémin de la maison de négoce Désiré Cordier, avec ses onze châteaux, dont les célèbres Grand-Larose et Talbot, à Saint-Julien, dans le Médoc, et Lafaurie-Peyraguey, dans le Sauternais, sans oublier Meyney, à Saint-Estèphe, après avoir été très controversé en raison de son prix (600 millions de francs de l'époque) pourrait se voir justifié par la seule valeur des vignobles. Belle revanche peut-être pour l'ancien président de La Hémin, Jean Lamey, qui dut quitter son poste, en 1982, à la suite de cette affaire.

Dans le négoce, la situation est plus nuancée. Certes, cette profession a, comme le vignoble, profité des bonnes années récentes, mais a subi des évolutions divergentes. Les maisons anciennes, issues du plus souvent du fameux quai des Chartrons, ont, pour la plupart, réussi à passer leurs plaies après la crise profonde des années 1974 et suivantes, qui emporta, notamment, les firmes Cruse et Ginet.

Tout au téléx

Mais certaines d'entre elles continuent à souffrir des suites d'erreurs commerciales, comme, par exemple, la maison Calvet. Bastion du négoce traditionnel et familial, l'une des plus anciennement connues à Bordeaux, malgré son rachat, en 1982, par les puissantes brasseries britanniques Whitbread, et l'arrivée à sa tête de Michel de Tapol, elle n'est pas dans une situation financière encore très confortable.

La maison Delor, filiale d'Allied Breweries, autres brasseries britanniques, a purement et simplement disparu, ses installations étant revendues à la maison Dourthe (consortium vinicole de Bordeaux et Gironde, CVBG), présidée par Jean-Paul Jaufré, et

elle-même rachetée par le groupe néerlandais Douwe-Eggbert.

En revanche, figurent toujours aux premiers rangs Castel (mais uniquement pour son activité bordelaise), Barton et Guestier, filiale du groupe canadien Seagram, avec plus de 400 millions de francs de chiffre d'affaires, La Baronnie, fondée il y a cinquante ans par Philippe de Rothschild, propriétaire de Mouton Rothschild, et qui vend entre autres Mouton Cadet, vin de marque, pour plus de 400 millions de francs par an au total.

Il faut noter aussi l'apparition des « téléxistes », après la crise de 1974. Le plus souvent issus des maisons de commerce, équipés seulement d'un téléx et d'un secrétariat léger, travaillant sur les stocks des producteurs avec des marges réduites, ils ont pris une part non négligeable du marché, avec, toutefois, une certaine vulnérabilité en cas de mauvaise récolte. Le plus connu d'entre eux est Antoine Hernandez, qui fit sa fortune sur le millésime 1975, en pleine crise, et qui, devenu négociant à part entière, vient de se faire construire un gros entrepôt pour loger ses stocks.

Dans les maisons anciennes elles-mêmes, Alain Maurel, trente-six ans, formé à la dure école de La Baronnie, chez Phi-



lippe de Rothschild, a entrepris, avec succès, de remonter Alexis Lichine et Cie après le départ de son prédécesseur, M. Théo, aujourd'hui à la tête d'Eschenauer. Chez Cordier, le nouveau propriétaire, la compagnie La Hémin a dépeché, début 1985, un directeur général, Jean-Louis Blanc, ingénieur agronome et ancien de l'ENA.

Un énarque dans le vignoble ! C'est un signe des temps, temps

plus difficiles où les actionnaires des maisons de négoce demandent du rendement sur les fonds investis, du « cash », et où il n'est pas toujours commode de leur expliquer que la viticulture et le commerce demandent des capitaux à rotation lente, de l'argent et du temps. Oui, répondent-ils, mais le temps, c'est de l'argent, à Bordeaux comme ailleurs.

FRANÇOIS RENARD.

Thésards en vin

Depuis un siècle, l'Institut d'œnologie apprend tout sur la vigne.

La salle ressemble à un laboratoire de langues. Mais sur chaque table le casque à écouteurs a été remplacé par trois verres : l'un ne contient que de l'eau ou de l'éthanol ; les deux autres des concentrations différentes de diacétyl, d'acétone, de furfural et autres substances que l'on trouve dans le vin. Les étudiants vont d'une table à l'autre, hument et goûtent les différents breuvages et notent sur une feuille de tests les résultats.

Baptisé « salle d'analyse sensorielle », ce laboratoire de l'Institut d'œnologie de Bordeaux est une sorte de « centre d'entraînement » à la mémorisation des odeurs et des goûts. « C'est la force de faire des « gammes » de sensations précises et à des niveaux de plus en plus faibles que l'acuité olfactive gustative s'affine », explique Pascal Ribereau-Gayon, directeur de l'Institut.

Former à l'art de la dégustation n'est qu'un des aspects de l'enseignement œnologique. A Bordeaux, tous les éléments de l'histoire du vin, depuis l'analyse des sols et des cépages jusqu'aux modes de commercialisation et de gestion en passant par tous les domaines de la biochimie, du traitement et du conditionnement sont étudiés de façon scientifique.

Depuis 1982, le diplôme national d'œnologie est préparé non

plus en deux ans après le baccalauréat mais en deux ans après un DEUG de sciences ; il est donc du niveau de la maîtrise. L'enseignement (cours et travaux pratiques) porte sur quatre domaines : l'ampélogie (étude de la vigne, du sol, des maladies de la plante), l'œnologie (transformation du raisin, traitement du vin), l'analyse et le contrôle (chimiques, microbiologiques, sensoriels), l'économie et la gestion (réglementation, commercialisation, informatique). Un stage de quatre mois minimum en caves et en laboratoire est prévu entre la première et la seconde année d'études.

La quarantaine de diplômés d'œnologie qui sortent actuellement chaque année de l'Institut de Bordeaux se retrouvent dans des secteurs d'activité de plus en plus divers : la production et le négoce du vin, bien sûr, mais aussi dans des organismes interprofessionnels, des laboratoires publics et privés, des entreprises de fabrication et de commercialisation de matériel viticole, etc.

Chaque promotion compte un certain nombre d'étrangers, hier surtout Européens et Américains, aujourd'hui plus souvent Asiatiques : trois Chinois préparent actuellement le diplôme d'œnologie à Bordeaux et on trouve même un Chinois parmi les cinq « thésards ». Car l'Institut est le seul en France - et vraisemblablement au monde - à offrir un enseignement de troisième cycle d'œnologie : une quinzaine d'étudiants préparent actuellement des DEA (diplômes d'études approfondies) et cinq, des thèses.

Centre de formation universitaire, centre de perfectionnement qui accueille de plus en plus de professionnels pour des stages

spécialisés, l'Institut est aussi un lieu de recherche fondamentale et appliquée qui abrite plusieurs laboratoires, notamment celui de la direction de la consommation et de la répression des fraudes (analyses des vins et eaux-de-vie, contrôle micro-biologique des aliments, analyses des matières fertilisantes). Il mène aussi bien des travaux scientifiques sur la couleur des vins en liaison avec le CNRS et un laboratoire universitaire de Strasbourg que des études à la demande de la profession. Un contrat vient d'être passé avec huit premiers grands crus de la région pour observer et analyser « ce qui se passe » durant la période de deux ans qui sépare la fin de la vinification de la mise en bouteille.

Arrière-petit-fils d'Ulysse Gayon, élève de Pasteur, qui fonda en 1880 et dirigea pendant quarante ans la station agronomique et œnologique de Bordeaux, fils de Jean Ribereau-Gayon qui, entre 1949 et 1976, donna à l'œnologie son rang de discipline universitaire à part entière, le directeur actuel de l'Institut se montre soucieux de mener de front un travail scientifique de pointe et une collaboration toujours plus étroite avec les professionnels non seulement de la région mais du monde entier.

Conscient de la notoriété exceptionnelle de son Institut, il ne peut cependant s'empêcher, en sortant d'un de ses laboratoires installés dans un vieux bâtiment préfabriqué du campus de Talence, de jeter un regard envious sur le superbe immeuble voisin qui abrite l'Institut du pin et de murmurer : « La vétusté de certains de nos locaux ne fait pas honneur au vin de Bordeaux ».

JEAN-MARIE DUPONT.

SES CHANCES

Les Bordelais sont parfois agacés de voir leur notoriété attachée à un seul produit. Le vin a fait et continue de faire la richesse et la renommée de la ville. Mais c'est dans d'autres spécialités moins connues, l'aéronautique, les matériaux composites, les sciences du cerveau... que les industriels et les universitaires préparent le Bordeaux de demain.

OUVREZ-VOUS DES HORIZONS NOUVEAUX.

SUR 2000 M², L'ELECTRONIQUE DE L'AN 2000.

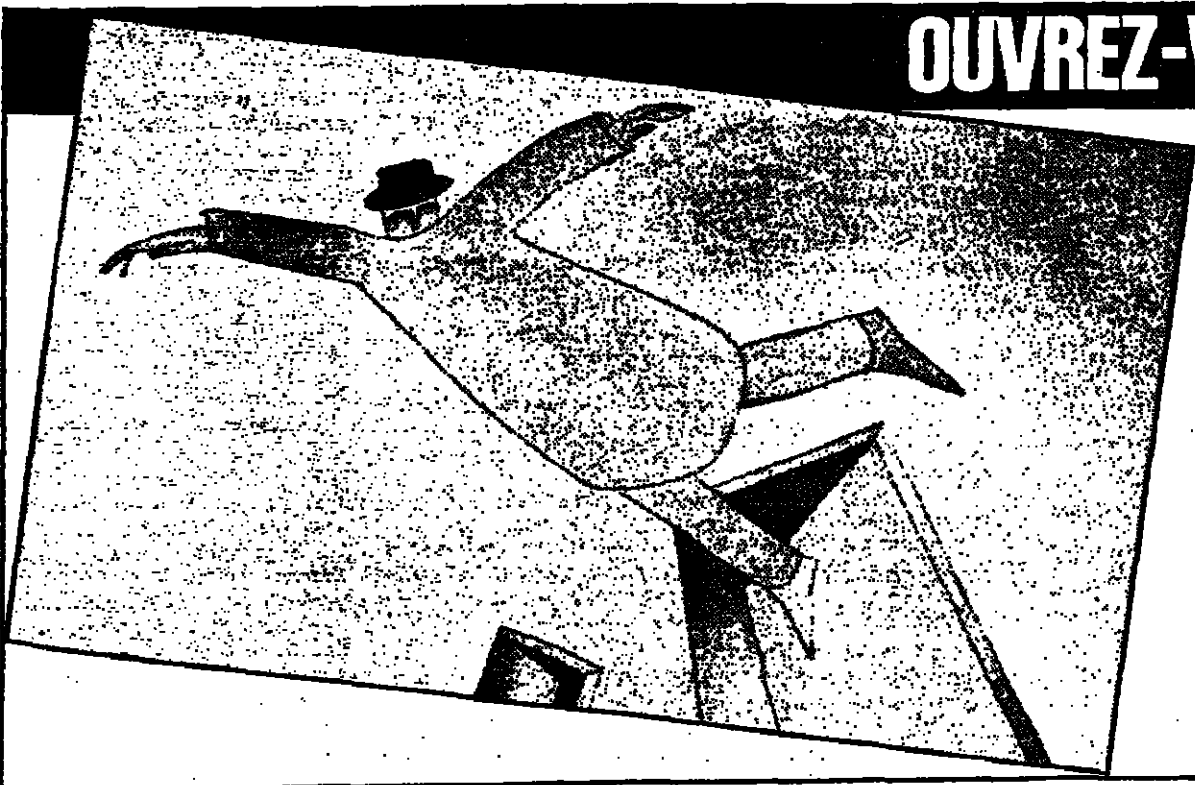
Du 23 Mai au 2 Juin, la FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX présente une grande première : l'exposition BORDEAUX AQUITAINE ELECTRONIQUE.

Sur 2000 m², aéronautique, spatial, micro-informatique, robotique, télécommunication, le monde du futur est là pour vous ouvrir des horizons nouveaux.

FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX

DU 23 MAI AU 2 JUIN.

PARC DES EXPOSITIONS/BORDEAUX-LAC



هكذا من الالهي

Les Chartrons entrent en révolution

Une cité internationale du vin va redonner vie au plus ancien et au plus prestigieux quartier de la ville.

En cet endroit, la Garonne redressait le col après avoir frôlé les murs de la cité de Bordeaux. Il n'y avait guère qu'un marais et un petit ruisseau, le Fondaudin, jusqu'à l'installation d'un couvent de chartreux en 1383.

Au quinzième siècle, face à la concurrence des cahors, des saint-émilion et de tous les vins qui arrivaient par le fleuve, les Bordelais interdirent leur label et leurs entrepôts à tout ce qui n'avait pas été récolté sur le territoire de leur sénéchaussée. Ces vins durent être stockés et chargés hors la ville, en aval, entre le fleuve et le couvent ; les marins de la Hanse y édifièrent des entrepôts en bois pour rouler les barriques. Avec l'invention de la mèche soufrée par les Hollandais, les méthodes de stockage furent révolutionnées. On construisit les premiers chais dans le prolongement des entrepôts. Le quartier des Chartrons était né.

Bloqués par le couvent à hauteur de l'actuelle rue Notre-Dame, les chais se développaient vers le nord, perpendiculairement au fleuve. Serrés les uns contre les autres, ils se procuraient ainsi mutuellement une excellente isolation thermique. Au dix-huitième siècle, avec la maîtrise de la bouteille acquise par les Anglais, les chais remontèrent encore vers le nord, devenant de plus en plus longs sur ces terrains vierges. Cette extension s'est poursuivie jusqu'au début de ce siècle, des entrepôts coloniaux et quelques industries venant alors se mêler aux chais.

Toute une vie s'y était progressivement organisée, surtout au dix-huitième, le siècle d'or pour le vin de Bordeaux. Les négociants se construisirent de riches maisons au-dessus de la sortie des chais, côté fleuve. Une foule de métiers mais aussi de petites industries, tanneries, marchands de bouchons, verreries, s'installèrent à l'arrière. Et cela donna l'exemple presque unique d'un bâti autour d'un produit exclusif, le vin, et d'un volume, la barrique, en même temps qu'un mélange assez heureux de l'habitat et du lieu de travail.

La décadence ne viendra qu'après la seconde guerre mondiale, avec le départ progressif de la plupart des grands négociants vers des installations éloignées de Bordeaux et des quais, mais mieux adaptées aux conditions modernes de stockage du vin et à son transport. Le quartier des Chartrons était moribond depuis longtemps mais on ne le savait guère, car rien n'avait altéré la sérénité des façades. Une squatterisation artisanale avait aussi masqué l'inevitable départ des petits métiers satellites.

La Société bordelaise de rénovation urbaine s'en inquiéta cependant, au point de lancer en 1976 une étude de revitalisation du quartier. Plusieurs axes étaient alors envisagés, depuis la refonte des voies de circulation et des chais, pour redonner leurs aises aux négociants, jusqu'à la venue d'activités de substitution totale-ment nouvelles. C'est ainsi que l'on trouve au nord des Chartrons

un immeuble Ball quelque peu insolite.

La solution qui a prévalu est venue d'un architecte bordelais, Michel Petnaud-Letang, d'un promoteur parisien, Bernard Moureau (la Compagnie financière), et de l'adhésion des collectivités locales à une analyse qui conjuguait le passé et l'avenir.

La thèse de Michel Petnaud-Letang est simple : « L'histoire mondiale du vin est partie d'ici, dit-il. Peu de produits ont le nom d'une ville. Bordeaux et les Chartrons sont indissociables du vin et du négoce. La Garonne a fait notre fortune. Nous devons garder le contact avec elle. Il faut que la ville vive, et avec son fleuve ! »

Au moment où il lance cette idée, en 1981, on apprend que la chambre d'agriculture envisage de quitter des locaux trop exigus et inconfortables pour s'installer dans le quartier du Lac. Avec le soutien de Jacques Valade, premier adjoint du maire, acquis à la cause, l'atrait d'un nouvel emplacement au cœur des Chartrons, à proximité du centre-ville, l'emporte sur les espaces du Lac.

Modèle américain

La puissante fédération des coopératives viticoles de la Gironde adhère immédiatement au projet. Il est vrai qu'elle éprouve une certaine jubilation à l'idée de pénétrer ainsi en force dans le lieu symbolique du négoce, qu'elle avait longtemps combattu, et à l'idée de montrer concrètement qu'elle en occupe désormais une part importante.

Faute d'une ZAC et d'une opération autoritaire, M. Petnaud-Letang grappille peu à peu tout un ensemble immobilier à l'angle du quai des Chartrons et du cours Xavier-Arnozan. Il s'agit de loger les deux premiers clients mais aussi de rendre peu à peu crédible

un projet beaucoup plus ambitieux : réinsérer progressivement dans l'ensemble des Chartrons une véritable cité internationale du vin, à l'image des « marts » (1) américains.

Une première tranche de 4 000 m² de bureaux vient d'être livrée, avec mille places de stationnement, tandis que se poursuivent les études et les acquisitions de la deuxième, beaucoup plus ambitieuse puisqu'elle atteindra 40 000 m². Sans compter un hôtel flottant de 6 000 m² de plancher, réalisé avec la chaîne Accor, qui sera ancré sur l'appentement du quai des Chartrons, face à la cité. Cet hôtel de luxe devrait constituer un équipement complémentaire indispensable au projet, en même temps qu'un renfort considérable à l'infrastructure hôtelière bordelaise. En effet, celle-ci s'avère parfois insuffisante, notamment dans quelques occasions comme la Semaine mondiale du vin, qui se tient en juin tous les deux ans.

Cette première tranche respecte complètement le bâti traditionnel, l'habitat en place et les bâtiments publics. C'est ainsi que l'ancien temple des Chartrons, premier quartier protestant de Bordeaux, a été racheté et restauré par la Ville. Il deviendra un équipement collectif dont la fonction n'a pas encore été définie. Restaurés aussi les salons et appartements du prestigieux cours Xavier-Arnozan. Ils retrouveront leur fonction d'appartenance, comme au temps des riches bourgeois du négoce.

Ce fut aussi pour Michel Petnaud-Letang l'occasion de redécouvrir un extraordinaire parcellaire sillonné par les « andrones ».

Ce mot, d'un usage exclusivement bordelais, désigne des passages de taille différente selon les usages auxquels ils sont affectés. Leur usage reposait même souvent sur des droits éta-

blis devant notaire. C'est ainsi qu'une androne pouvait être tassée et large, pour le passage des barriques, haute et étroite pour celui des poissons. Toutes s'en allaient vers le fleuve, mais il ne fallait pas que l'une passe là où passait l'autre.

Au hasard des acquisitions, l'architecte a redécouvert ce labyrinthe. « Ici, c'était la médina », dit-il. Il a voulu, pour la première tranche, garder ce fil conducteur garant de la coexistence de l'habitat et du travail, de la communication et de la filière. Des andrones ont été redécouvertes et réouvertes. Des chais volants sortis de l'oubli. Les locaux modernes sont parfaitement cachés et intégrés derrière l'ancien.

Place mondiale

Mais il ne s'agit pas de camoufler du neuf derrière du vieux. La première tranche a été faite pour convaincre, prouver qu'il est possible de rendre au noyau originel de la civilisation du vin toute sa vitalité. Le but est de redonner au quartier des Chartrons sa place de centre mondial du vin. Sur le plan architectural, M. Petnaud-Letang veut traduire cela par une lente déclinaison vers le contemporain. Sur le plan économique, par un gigantesque regroupement de tout ce qui compte dans le monde du vin, de tous ceux qui fabriquent, vendent, réfléchissent, recherchent. Quiconque s'intéresse au vin doit y trouver tous les interlocuteurs possibles, non seulement à l'échelle bordelaise ou française, mais à celle du monde.

Le premier interlocuteur intéressé fut évidemment l'Américain Tramel Crow, l'inventeur du mart. Il trouvait l'idée excellente mais voulait la réaliser tout de suite, dans un building de 150 000 m², tout près de l'aéroport, à moins qu'on ne dégage

tout de suite la surface équivalente sur les Chartrons.

Une démarche guère compatible avec le souci bordelais de conserver la mystérieuse alliance entre un terroir, un fleuve et un quartier. « Le vin, à Bordeaux, ce n'est pas l'esprit », plaide M. Petnaud-Letang. « Le vin, c'est un produit chaud, un produit de contact. Et nous ne réussirons pas à prolonger l'acheminement bordelais si nous nous laissons écraser, sur une affaire de cette importance, par une volonté extérieure. »

Quoi qu'il en soit, la deuxième tranche est engagée, sans les Américains. A noter que, cette fois, il ne s'agit plus de répondre à une demande, mais de réinventer un produit, chose qui ne peut se faire à la légère. C'est ainsi que la deuxième demande de permis de construire n'a pas été encore effectuée, alors qu'elle devrait l'être en avril. Motif, une nécessaire réflexion sur le projet central de la cité internationale : une cathédrale de verre et d'aluminium qui doit dominer le quartier des Chartrons. Les uns, souhaitant un lieu propice à suggérer la méditation et le mystère, demandent l'austérité des chais et des catacombes ; les autres plaident pour la gaieté d'une cathédrale flamboyante.

La discussion est ouverte et le conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux en est partie prenante, car il est acquis qu'il sera de la cité internationale. Ce n'est pas, pour les promoteurs et les politiques, une mince victoire que d'avoir amené cette institution très jalouse de son indépendance à s'intégrer au projet et à lui donner sa caution.

PIERRE CHERRUAIL

(1) Regroupement en un seul lieu de tous les partenaires possibles d'un produit ou d'un secteur d'activité.

BORDEAUX AU FUTUR

Au cours des quinze dernières années, le vignoble girondin et le marché des vins de Bordeaux ont subi de profondes mutations qui laissent présager que, d'ici l'an 2000, l'économie viticole saura s'adapter aux besoins du consommateur futur et à l'expansion du marché.

Tout en étant fidèle à la tradition, Bordeaux doit maîtriser sa production...

En quinze ans, le vignoble AOC de Bordeaux est passé de 69 000 à 86 000 ha, grâce aux plantations de renouvellement qui ont permis d'améliorer l'encépagement. La production de vins d'appellation est donc passée de 3 300 000 hl à 4 900 000 hl, progressant ainsi de près de 50 %.

Une mutation dans la couleur des vins produits s'est aussi accomplie par le jeu du renouvellement : si la production de vins blancs est ainsi passée de 1 300 000 hl à 1 000 000 hl à peine en quinze ans, la production de vins rouges d'appellation a bondi de 2 000 000 hl à 3 900 000 hl.

Ces modifications ont été possibles alors que des vignes plantées avant 1970 sont encore aujourd'hui en production, la capacité d'adaptation est tout aussi importante pour le vignoble de l'an 2000. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la moitié du vignoble actuellement planté sera encore en production à l'aube du troisième millénaire.

Comme il doit maîtriser son marché : Par une meilleure connaissance des consommateurs

L'interprofession des vins de Bordeaux se sert d'études qualitatives et quantitatives pour comprendre le consommateur d'aujourd'hui et de demain.

Pour mieux suivre l'évolution des courants socio-culturels en Europe et aux Etats-Unis, le CIVB a souscrit à différentes études sur les mutations des mœurs alimentaires.

Par ailleurs, les différentes saisies de données statistiques, tant internes (déclarations de mise en marché) qu'externes (douanes, panels distributeurs ou consommateurs), permettent un meilleur croisement (notamment grâce à l'informatique) des évolutions dans le temps passé et leur projet dans le futur.

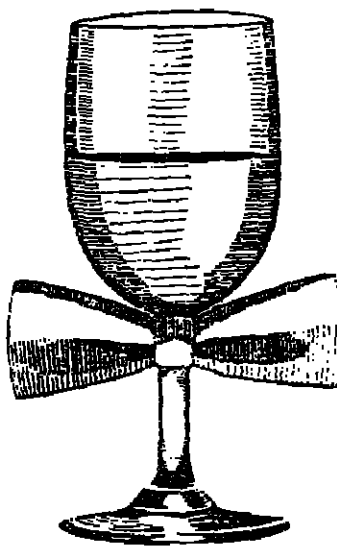
Par la définition d'une image rajeunie et dynamique

Dès 1983, les vins de Bordeaux sortent de la communication traditionnelle en matière de vin (référence au terroir et au produit) pour aller vers les styles de vie. A l'écoute du consommateur, Bordeaux découvre, en plus de sa diversité et sa qualité, son image aristocratique et généreuse. Le concept du bon goût est né. « Rouge ou blanc, Bordeaux a la couleur du bon goût. » Son illustration est maintenant célèbre : c'est un verre avec un nœud papillon.

Les tests réalisés en France après chaque campagne de publicité sont positifs. Les consommateurs trouvent cette nouvelle image originale, esthétique et de bon goût.

Par la conquête de marchés à l'export

Le marché mondial représente un potentiel fabuleux pour consolider les ventes. Le verre et le nœud papillon s'installent comme le signature Bordeaux. Grâce à ce logo type, il ne doit plus y avoir de problème de traduction. Que ce soit en français, en allemand, en anglais et même en japonais, ce dessin signifie Bordeaux et indique tout de suite aux consommateurs que le vin ainsi identifié provient de la région du vignoble de Bordeaux. Avec une production d'appellations qui s'est accrue de 50 % au cours des quinze dernières années, le niveau des exportations de vins de Bordeaux a pu être multiplié par trois, passant de 540 000 à 1 600 000 hl. Il est imaginable qu'en l'an 2000 les vins de Bordeaux occupent une place encore plus importante sur les marchés internationaux.



Retour du doux

Les vins sucrés de nouveau à la mode. Belle aubaine.

LES vins de Sauternes renaissent. C'est une résurrection - comme toujours - quelque peu miraculeuse et la fin d'un marasme de vingt-cinq ans. Sans doute le phénomène n'est-il pas limité à cette seule région bordelaise. Il concerne, peu ou prou, la totalité de la production nationale des vins blancs liquoreux. Mais le mouvement n'est nul part aussi marqué que pour ces vins de la rive gauche de la Garonne nés à quelques jets de grappes de la place des Quinconces.

La presque-totalité de l'aire d'appellation étant plantée (1 300 hectares), la production moyenne ne varie guère en volume. Bon an mal an, environ 40 000 hectolitres de vin blanc liquoreux, c'est-à-dire ayant naturellement conservé une dose importante de sucre. Sacré : là est toute la différence, l'originalité de ce genre de vin qui ne peut être produit que parce que les raisins ont été parasités par un champignon (*Botrytis Cinerea*, ou pourriture noble), qui, en colonisant le raisin, augmente la concentration en sucre, dont une partie seulement est transformée en alcool.

Quand une telle révolution œnologique et gustative a-t-elle pu se produire ? Sauternes et Barsac ne s'en préoccupent guère, occupées qu'elles sont à gérer le regain d'intérêt dont elles jouissent actuellement. Un vrai miracle. Car il n'est nullement exagéré de dire que les Sauternes ont failli disparaître, englouties par le désintérêt de toute une génération pour le sucré et les douceurs.

Les signes de renouveau ne trompent guère. Il y a par exemple le récent rachat de château Ricussec par la famille Rothschild (la branche propriétaire de château Lafite, du Médoc), ou le joli

et très récent succès de château Coutey qui distribue en exclusivité la maison Alexis Lichine et Compagnie. En 1983, confie Alain Maurel, PDG de cette société, nous vendions quatre mille cinq cents caisses de coutey par an. Nous en vendons aujourd'hui huit mille. Les prix montent, et la tendance est mondiale.

Il y a aussi, évidemment, le fantastique engouement pour ce vin non moins fantastique qu'est le château d'Yquem, propriété du comte Alexandre de Lur Saluces. Il y a encore l'apparition des vins de Sauternes dans le cycle des ventes en primeurs. Il y a enfin une nette évolution des cours, comme en témoignent les précieuses statistiques du comité interprofessionnel des vins de Bordeaux. « Nous sommes partis de très bas », explique M. Meslier, propriétaire du château raymond-lafon, château non classé jouxtant Yquem et dont la notoriété est aujourd'hui internationale. « Mais le mouvement s'est nettement accéléré et le prix du tonneau a presque doublé en deux ans. Sachez pourtant que le sauternes ne fait ainsi que reprendre sa place naturelle : celle de leader des grands vins blancs liquoreux. Les tarifs d'il y a quelques années ne permettaient nullement, d'une manière générale, de produire des sauternes de qualité. »

Yquem et les autres

« Le nouvel et contestable intérêt pour ce vin, explique Michel Bettane (de l'Académie du vin) est aussi dû à une amodification sur le plan technique. Les efforts qualitatifs des vigneronniers sont à l'origine de vins plus purs, plus fruités. Le succès s'explique aussi par l'action des restaurateurs du Sud-Ouest et notamment par l'alliance régulièrement proposée avec les foies gras. En somme on goûte et l'on découvre que c'est grand. Le succès suit. »

Tout n'est pas rose pourtant sur ces terres à blancs où l'on vit ricussec par le monde. Et le succès ne va pas sans provoquer quelques vagues. Il a d'abord

pour effet immédiat de permettre l'occupation du créneau des vins « haut de gamme » derrière château d'Yquem, créneau longtemps délaissé ; ce qui pourrait rapidement mettre à mal le classement de 1855, ici comme ailleurs devenu quelque peu obsolète. C'est ainsi par exemple que la famille de Lur Saluces vient de décider de faire la promotion de son charmant petit château de Fargues, douze hectares d'un sol a priori beaucoup moins intéressant que celui d'Yquem - démontrant du même coup l'importance considérable de la rigueur en matière de sélection et de vinification. L'amateur découvre ainsi que si Fargues n'est pas Yquem, il n'en est guère éloigné, de moins dans les jumeaux millésimés. L'exemple sera-t-il suivi ? Alexandre de Lur Saluces dit aujourd'hui avoir abandonné l'idée qu'il pourrissait il y a quelques mois encore de constituer l'équivalent d'un club de qualité en réunissant les propriétaires soucieux de mettre mieux en valeur le potentiel des vins de Sauternes. « Un tel club, explique-t-il, provoquerait peut-être plus de dégâts que de bonnes choses. »

Car la principale donnée en la matière est l'injustice relative dont sont victimes les vigneronniers de ces blancs liquoreux comparés à ceux du Médoc ou de Saint-Émilion. Comment comprendre qu'à des niveaux de qualité équivalents les cours de leurs vins ne dépassent jamais - ou presque - ceux du Médoc alors même qu'on y récolte la moitié de ce qu'on produit ? Margaux, Pavesac ou Saint-Julien-Beychevelle ?

Mais c'est ainsi. La mode était passée. Elle revient. Et avec elle la France va refaire connaissance avec ce qu'elle buvait entre les deux guerres à l'ombre des tilleuls les longs après-midi d'été. « La France, résume Jacques Puisais, président de l'Union nationale des œnologues, et grand manipulateur de symboles, redécouvre et se passionne pour le travail de la pourriture noble. Prenez ça comme vous voulez. »

JEAN-YVES NAU

Matéri

Dans la fabri de certains a Bordeaux a u de plusieurs

B... dans la fabri de certains a Bordeaux a u de plusieurs

Fibres de kevlar

Matériau... fibres de kevlar

DANS LA R LE C CEST LA RE



Matériaux hautes performances Demain l'espace

Dans la fabrication de certains alliages nouveaux, Bordeaux a une avance de plusieurs années.

BORDEAUX, ou plutôt le Bordelais pris dans son sens le plus large, c'est aussi la région de la recherche de pointe et des technologies avancées, en particulier celles des matériaux composites à haute performance, que l'on retrouve tout aussi bien dans les missiles de la force de dissuasion et les avions de chasse que dans les voitures de formule 1, les grands voiliers de course, les raquettes de tennis ou les prothèses biomédicales.

Cette vocation, cette position parfois enviable dans le domaine des matériaux composites, la région bordelaise ne les doit qu'à elle-même, à ses industriels, à ses universitaires et à ses élus, qui, au bon moment, ont su canaliser les efforts et aider, avec l'appui des pouvoirs publics, à la mise en place d'un pôle de compétence européen. Tout a commencé dans les années 50, lorsque les industriels de la région fabriquant des radômes d'avion et des structures en sandwich, faites de l'assemblage de deux peaux d'alliage d'aluminium collées sur une âme métallique en nid d'abeille. C'était hier.

Fibres de kevlar

Mais, très vite, l'intérêt s'est porté sur d'autres sources de matériaux légers et résistants, capables de remplacer efficacement les enveloppes d'acier des missiles français et les tuyères métalliques de leurs moteurs-fusées voisines à l'époque dans des blocs de tungstène. « Dans ce domaine », raconte Jean-Jacques Choury, chef du groupe composites à la Société européenne de propulsion (SEP), « il nous fallait rattraper notre retard sur les Américains. Ce que nous avons fait grâce à un important effort de recherche et de développement mené entre 1969 et 1976. Cinq ans plus tard, nous les avions dépassés sur les composites carbone-carbone. » Aujourd'hui, « notre avance, dans certains secteurs, est de trois ans », comme en témoignent des contrats passés avec des entreprises implantées outre-Atlantique et sur lesquels la SEP se montre discrète.

Même son de cloche à L'Aérospatiale, maître d'œuvre des engins balistiques des forces stratégiques, où Jean-Rémy Hughes, directeur de l'établissement d'Aquitaine, s'avoue les progrès accomplis pour résister à « ces tortures de l'enfer » que les structures et les chambres de combus-

tion des engins ont à subir. Il se rappelle l'époque où les premiers missiles (SSBS) destinés au plateau d'Albion étaient, corps de rentrée excepté, faits à 90% de métal. Puis sont venus les missiles MSBS, embarqués sur les sous-marins nucléaires de la force océanique, dont le deuxième étage était en composite — de la fibre de verre bobinée — et, avec eux, la reconnaissance d'un savoir-faire qui, sur certains produits, fait le bonheur de la firme américaine Hercules.

Fibres de carbone, fibres de kevlar, céramiques et bien d'autres ont pris pied chez les industriels de L'Aérospatiale et de la force de frappe. Avec une telle réussite, M. Hughes n'hésite pas à affirmer que « le métal entrera pour 10% seulement dans la composition du prochain système d'armes français ». Tout ce capital, la région bordelaise le doit bien sûr au complexe militaro-industriel qu'elle a accueilli sur ses terres avec la SEP, L'Aérospatiale, la SNPE, les Avions Marcel-Dassault et Breguet-Aviation, le Commissariat à l'énergie atomique, mais aussi, et c'est peut-être le plus important, à la volonté d'hommes très différents qui ont su se comprendre.

Des universitaires, qui ont accepté les contraintes de ces entreprises, et des industriels, pourtant coincés par le sacro-saint secret militaire, qui ont saisi que, « avant de produire, il fallait bien comprendre » et s'appuyer fortement sur la recherche. Quant aux élus régionaux, qui « ont fortement contribué au développement de ces disciplines », M. Choury se souvient que, à trop vouloir bien faire, « ils ont parfois précipité les techniciens ».

Secret-défense

Tout était donc en place pour réussir en Aquitaine. Un tissu industriel solide, des politiques volontaires et un pôle universitaire dynamique, organisé notamment autour du centre de recherche de chimie structurale Paul-Pascal, du laboratoire de chimie du solide du professeur Hagemüller (CNRS) et de l'Institut du pin.

Cette époque a vécu. Mais les efforts lancés à la fin de 1977, pour mettre en place dans la région une action concertée sur les matériaux techniques à haute performance se sont poursuivis et renforcés. Ainsi en va-t-il des tra-

vaux de recherche commandés par les industriels de la région, auxquels se sont joints depuis ELF et Saint-Gobain. Comme le fait remarquer Alain Lepoutre, directeur de la division propulsion à poudre et composites de la SEP, « nous ne pouvons pas consacrer toute notre matière grise à la recherche sur les composites ». « Il nous faut le plus possible faire participer les laboratoires à notre recherche et même à notre développement. » Un argument que ne conteste pas L'Aérospatiale, dont la vocation n'est pas non plus de « faire du fondamental ».

Cette coopération avec les milieux de recherche est « exemplaire ». « Malgré la classification « secret-défense » de nos affaires », dit Jean-Rémy Hughes, « malgré les problèmes inévitables de propriété industrielle, malgré les besoins de publication des chercheurs, nous avons réussi à travailler avec la communauté scientifique et nous continuons. » Une bonne entente qui se traduit dans les faits par le passage de quelques millions de francs de contrats aux laboratoires de la région bordelaise. Ainsi L'Aérospatiale travaille avec une quinzaine de laboratoires français, dont quatre ou cinq dans la seule région de Bordeaux, tandis que la SEP a des contacts en France avec quatre-vingts et des relations étroites avec sept ou huit d'entre eux en Aquitaine.

Cela est considérable et dans le droit fil de l'action de recherche mise en place sur les mécanismes de rupture des composites céramiques, dont les résultats devraient profiter à l'ensemble des industriels français de ce secteur. Car, à n'en pas douter, il faut largement investir dans le savoir si l'on veut espérer recueillir un jour les fruits de son savoir-faire.

Ce qui est vrai des céramiques l'est aussi de ces composites à fibres de verre, de kevlar ou de carbone, noyées dans des matrices de résines synthétiques ou de carbone, dans la mesure où, si l'on en croit les prévisions de certains experts, 40% des matériaux entrant dans la fabrication d'un avion seront en 1990 à base de composites, et près de la moitié des matériaux haute performance de ce type seront consommés par l'industrie automobile, qui n'en absorbe aujourd'hui qu'une infime partie.

N'est-ce pas un peu optimiste ? Peut-être. Le marché bouge, mais il bouge lentement, car les matériaux composites sont encore des produits chers et qui demandent un changement dans les mentalités. On ne remplace pas une pièce d'acier par la même en composite. On alors c'est l'échec. Ce secteur de l'industrie est en effet le seul où la pièce à produire est fabriquée en même temps que le matériau qui la compose. Est-ce une raison pour ne rien tenter ? Certainement pas. Mais tout cela explique la lente banalisation des

composites et les échecs de certaines PME et PMI parties trop vite dans ce domaine. Comme le fait remarquer l'une d'entre elles, « si l'on peut vivre des composites, c'est souvent au prix d'un périlleux équilibre, et sur des marchés étroits ne donnant lieu pour le moment qu'à de toutes petites séries ». Et cela est d'autant plus vrai que, en région bordelaise, la sous-traitance des grandes entreprises, même si elle existe, reste limitée à la fois pour des raisons de secret-défense mais aussi parce que les investissements à faire pour produire sont dans ce cas considérables.

Cette situation, Roger Naslain (1), directeur de l'Institut des matériaux composites (IMC), et Jacques Roucou, son chef du service information, s'efforcent de la changer.

Nouvelles normes

Au travers de l'IMC, créé en octobre 1983 et installé à Pessac (Gironde) avec la bénédiction des industriels, des acteurs régionaux et des universitaires, ils s'efforcent de transférer vers les PME et les PMI des technologies composites fondées sur le savoir-faire des grandes entreprises et des laboratoires impliqués dans ce domaine (2). La tâche est difficile, car, même si les transferts de technologie se font sur « ce qui est bien acquis », il reste, dit Roger Naslain, « à mener un énorme travail de formation, d'information, de promotion de nouvelles normes, de conseil et d'assistance ».

Quoi qu'il en soit, les choses avancent, et les responsables de l'IMC peuvent se flatter d'avoir traité une centaine de dossiers en 1985. De la même manière, il est clair qu'ils font tout pour aider à la pénétration de ces nouveaux matériaux dans des secteurs traditionnels : ceux des loisirs bien sûr, mais ceux aussi du design, de l'équipement médical, de la robotique ou de la musique. La tâche est lourde. C'est vrai que les composites « n'ont pas encore bien diffusé ». Mais, remarque Roger Naslain, ils n'ont ni les trois siècles d'existence de l'acier ni les cent ans de l'aluminium. Ils ont juste vingt ans. Alors, dit-il, ne soyons pas trop impatient.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Il travaille également au laboratoire de physique du solide du CNRS.
(2) Ne sont pour le moment pris en compte que les composites à matrices organiques, c'est-à-dire ceux dont les fibres sont noyées dans des matrices plastiques.

27 000 personnes travaillent dans l'aéronautique et le spatial.

EN 1910, dans un lieu qui porte bien son nom, Beau désert, un certain Ruchonnet décollait sur un monoplan Latham. Aujourd'hui, l'aéroport international de Mérignac est la plaque tournante d'une industrie qui a essaimé sur toute l'Aquitaine. La base militaire de Cazaux, dans le sud de la Gironde, enregistre chaque jour autant de mouvements aériens que l'aéroport d'Orly. Le centre d'essais des Landes, un peu plus au sud, est, lui aussi, totalement indissociable d'une industrie qui, avec 27 000 salariés, représente le deuxième bassin d'emploi dans l'aéronautique et le spatial d'Europe après la région parisienne. L'agglomération bordelaise totalise à elle seule 15 000 emplois, les autres étant répartis dans les Landes et principalement les Pyrénées-Atlantiques.

Un seul problème pour les Bordelais : on ne parle guère d'eux. Ils sont largement spécialisés dans les activités militaires. La plupart des réalisations industrielles, qu'il s'agisse du développement ou de la production des missiles balistiques et spatiaux, de L'Aérospatiale, des prototypes solides de la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) ou des propulseurs de la SEP (Société européenne de production), la discrétion est de rigueur.

Il en va de même pour les composites haute performance mis au point par L'Aérospatiale, la SEP, la SNPE ou Dassault. Motus aussi sur les équipements avioniques de Thomson (radar, système de visualisation, de mesures ou de télécommande) qui peuvent représenter la moitié du prix d'un avion militaire. Pas un mot sur les centres d'étude, d'essais ou de maintenance.

Depuis quelques années, toutes ces entreprises ont pris conscience de leur importance dans les collectivités régionales, comme si elles étaient décidées à s'ouvrir malgré la nécessité du secret et de la protection, sur un monde qui risquait de changer sans elles. Initiative doublement méritoire : d'abord parce qu'elle n'était sans doute pas perçue comme d'une évidente nécessité par des élus-majors parisiens : ensuite parce

qu'elle visait à accélérer certains transferts de technologies, et donc à sortir de leur fonction originelle.

Toutes ces entreprises étaient installées aux portes de Bordeaux, cachées dans les forêts de banlieue, tout le monde ignorait leur existence et leur importance, hormis ceux qui y travaillaient. La véritable ouverture s'est produite en 1980, sur l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux et de quelques industriels comme Pierre Hugue (Aérospatiale) et Jean Basque (Dassault). Il s'agissait pour eux d'être les partenaires et les animateurs du développement régional. Les interlocuteurs des instances universitaires, socio-professionnelles et nationales.

Cette ouverture n'a pas été seulement l'occasion de la création d'une association supplémentaire Bordeaux-Aquitaine aéronautique et spatiale en 1983, de beaux discours généraux sur les transferts de technologies ou la collaboration entre l'Université et l'industrie. Elle correspond à la découverte d'une nécessité vitale : éviter l'autarcie.

Sur la lune

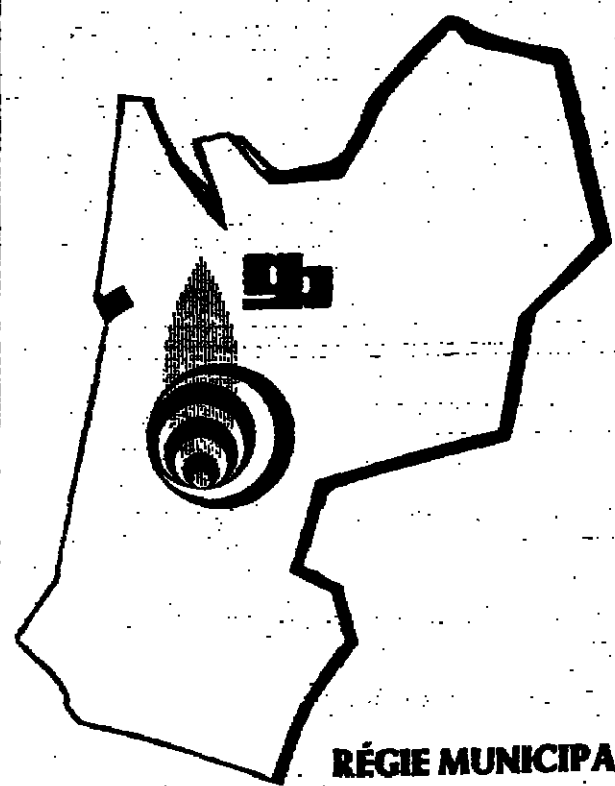
Que cela ait dégagé des énergies nouvelles dans le domaine des composites et dans l'électronique par exemple, cela ne fait aucun doute. Mais les Bordelais auront beau crier par-dessus tous les toits du monde que leurs chercheurs ont participé aux expériences de Spacelab ou à la plate-forme Eureka ou encore qu'ils vont mettre au point les matériaux techniques d'Hermès, ils ne recevront toujours en écho une question concernant un autre produit de haute performance qu'ils ont parfaitement maîtrisé : le vin. Cela agace un peu les Bordelais. Pour un peu, ils iraient planter de la vigne sur la Lune.

P. CH.

Villes au futur

Dans sa série « Villes au futur », le Monde a déjà publié des suppléments spéciaux sur : Grenoble (10 mai 1985) ; Rennes (15 novembre 1985) ; Strasbourg (24 janvier 1986) ; Milan (4 avril 1986). Prochains suppléments sur Barcelone et Lille.

DANS LA REGION DE BORDEAUX LE GAZ NATUREL C'EST LA RÉGIE MUNICIPALE DU GAZ



Service municipal à caractère industriel et commercial créé par la Ville de Bordeaux en 1919

- 750 emplois
- 210 000 clients
- 44 communes desservies
- Un réseau gazier dense et moderne : près de 4 milliards de kWh distribués
- 3 réseaux de chaleur géothermique

RÉGIE MUNICIPALE DU GAZ DE BORDEAUX
21, rue Poquelin-Molière, 33075 Bordeaux Cedex
56-90-91-31

Aquitainergie, une agence pour le développement économique de la région

Lorsqu'en 1985, on instruit cent dix opérations (dont soixante-treize réalisations et quinze études de sensibilisation ou expérimentales aidées), lorsque ces réalisations et études représentent un volume d'investissement de 85 millions de francs et génèrent dans l'hypothèse basse 16 000 TEP (tonnes équivalent pétrole) économisées ou substituées, on peut prétendre être un outil du développement économique apte à affronter les aléas du nouveau choc pétrolier (à rebours).

Placée sous la présidence de Jacques Chaban-Delmas et animée par son vice-président chargé des énergies et de l'économie au conseil régional, Jacques Valade, l'agence régionale n'est pas seulement une agence de distribution de subsides.

AQUITAINERGIE s'est vu confier, outre la gestion du fonds régional aquitain pour la maîtrise de l'énergie (dotation conjointe avec AFME pour 1986 : 20 millions de francs), l'animation des comités techniques et scientifiques créés spécialement pour les grands dossiers du demain aquitain...

Le conseil régional d'Aquitaine l'a chargée d'une mission d'étude d'économie d'énergie dans les cent trente-huit lycées et de la création d'un outil informatisé de gestion.

La Communauté économique européenne (CEE) reconnaissant sa capacité d'analyse signe avec elle, en 1986, une étude sur « l'influence de l'énergie dans le développement économique de l'Aquitaine » : une première européenne.

Les collectivités locales, PMI, PME, les associations type 1901 peuvent notamment y trouver des conseils : pour les uns,

augmenter leur productivité par la maîtrise du paramètre énergie, pour les autres baisser leurs charges de fonctionnement.

AQUITAINERGIE a pour objectif en 1986 des actions d'intervention aussi variées que :

- Les économies d'énergie dans les collectivités locales et plus particulièrement dans les établissements scolaires.
- L'économie et la maîtrise de l'énergie dans le secteur industriel.
- Le développement des ressources énergétiques régionales : biomasse, géothermie, solaire...
- L'utilisation à des fins énergétiques des déchets urbains et industriels...
- La création et le développement de réseaux de chaleur alimentés par différentes sources d'énergie : charbon, géothermie, déchets...

Fort de son expérience et d'un nouveau dynamisme, elle est de plus en plus reconnue comme une agence de l'énergie, du progrès : un véritable outil du futur.

Fiche d'identité :

Président : JACQUES CHABAN-DELMAS.
Vice-président : JACQUES VALADE.
Directeur : JEAN-MARIE GOUT.

Adresse postale :
Conseil régional d'Aquitaine
AQUITAINERGIE,
24, rue Esprit-des-Lois, 33000 Bordeaux.

Adresse des bureaux :
11, cours du Chapeau-Rouge, 33000 Bordeaux.
Tél. : 56-44-09-48.

هكذا من الاجل

L'espace en vitrine

Bordeaux prépare pour décembre prochain une première mondiale, Technospace, exposition internationale des matériels et technologies de l'espace. Prévue du 2 au 5 décembre 1986, au Palais des expositions, Technospace coïncidera avec le symposium européen sur les sciences des matériaux en microgravité.

Purement professionnel et réservé à ceux qui travaillent pour le spatial ou envisagent de s'y lancer, Technospace a reçu l'appui des grandes agences européennes (CNES, ESA), mais aussi celui de la NASA et de la NASDA (Japon). Cet appui ne se limite pas à de bonnes paroles ou à un parrainage symbolique, puisqu'il va jusqu'à une participation individuelle des industriels américains, sous l'égide du ministère du commerce extérieur, et à une participation collective des Japonais.

Technospace devrait accueillir environ six mille visiteurs. Les réservations atteignent déjà la moitié de cet objectif, tandis que les deux tiers des espaces prévus ont été réservés par les industriels et les participants sollicités.

L'objectif est d'offrir une vision planétaire du marché spatial et de faire de Bordeaux le carrefour mondial des professionnels de l'espace. Cette manifestation serait organisée tous les deux ans, en alternance avec le Salon du Bourget. Son organisation a nécessité d'une société anonyme, Technospace SA, formée de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux, de l'Aéropostale et des Avions Marcel Dassault. On apprécie, à Bordeaux, que des partenaires aussi prestigieux soient engagés, mais on précise que le capital reste ouvert à d'autres organismes.

P. Ch.

Un triangle pour l'avenir

Au sud de la ville, 1 200 hectares vont accueillir Technopolis

DES ingénieurs du futur lèvent la tête de leurs consoles pour regarder par la fenêtre les feuilles verdies sur les pieds de vigne. La version moderne des usines à la campagne est en préparation dans le sud de la région bordelaise. A côté des vignobles — des graves châteaux-carbonneux ou la louvière, — une zone réservée aux technologies de pointe est en voie de création.

Depuis plusieurs années, Pierre Laffitte, ancien directeur de l'Ecole des mines et père du parc scientifique de Sophia Antipolis, près de Nice, estimait que la capitale de l'Aquitaine pouvait accueillir un pôle technologique de même nature. L'idée, lentement, a pris consistance. Lorsque l'ARMINES (Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels) a exposé son projet aux élus et responsables économiques locaux, elle a rencontré un accueil favorable.

Président de Transtech, maître d'œuvre du projet, Jean-Claude Sore explique que Bordeaux bénéficie de conditions privilégiées : un aéroport international, une université bien développée, des liaisons routières faciles avec Paris et l'Espagne. « Ville de renommée mondiale, grâce à sa production viticole, elle offre aussi une qualité de vie agréable à proximité de la mer et de la montagne », ajoute-t-il.

Les travaux de recherche dans le domaine des matériaux composites ou dans le secteur de la santé ont déjà permis à Bordeaux de s'affirmer comme l'un des pôles scientifiques français. « Mais il fallait aller plus loin, affirme Jean-Claude Sore, créer un endroit pour attirer la matière

grise. Un lieu où puissent s'implanter, dans le calme et la verdure, des scientifiques de haut niveau, des laboratoires tournés vers les productions de l'an 2000. » Rapidement constitué, le groupement d'intérêt économique Transtech, où se retrouvent des banques et la chambre de commerce et d'industrie, est parti à la recherche d'un site.

Attirés par l'opération, nombre de maires de la région, même jusqu'à Arcachon, ont fait acte de candidature. A Bordeaux et dans le périmètre de la communauté urbaine, des parcelles de terrain en friche, des zones d'habitat encore disponibles, et un débat continue d'ailleurs d'agiter certains milieux bordelais : fallait-il créer une technopole unique à l'image de ce qui s'est fait à Sophia Antipolis, ou plutôt envisager des pôles de développement technologiques répartis au pourtour de la ville ?

Dans les vignes

Directeur de Transtech, le général Cholley reconnaît que les propositions étaient nombreuses. « Mais mille part on ne nous offrait le terrain calme et beau, proche des voies de communication et éloigné des cités, que nous recherchions », raconte cet ancien du génie. Fuyant la ville et prenant la direction du sud, les promoteurs de Transtech ont découvert leur eldorado au pied des premiers arbres de la forêt landaise. « Ce site est idéal, assure le général, vallonné, drainé par des ruisseaux, bien desservi au niveau énergétique et proche de l'autoroute en direction de Toulouse, ce qui signifie un quart d'heure en voiture pour rejoindre la gare Saint-Jean. » Il s'agit d'une zone de 1 200 hectares en forme de triangle, proche à la base du château de La Brède, où naquit Montesquieu, et dont la pointe jointe l'agglomération bordelaise et aussi les vignobles de Léognan.

Sur ce terrain dominant les chênes et les pins, et les prome-

teurs affirment ne pas vouloir empiéter sur la vigne. « Les possibilités de développement de l'espace viticole sont en cause », ont répondu quelques propriétaires, inquiets que « des terroirs à graves de très belle qualité soient sacrifiés ».

Poissonniers et pêcheurs ont occupé les diverses parties au cours de l'automne, provoquant, selon le joli titre du quotidien *Sud-Ouest*, « une tempête dans un verre de graves ». Mais les passions sont aujourd'hui calmées. Un arrêté préfectoral, signé en janvier, délimite une zone d'aménagement différé (ZAD). « Le conseil général de la Gironde a donné son accord pour la zone choisie, explique Jacques Valade, son président. A nous de veiller à ce qu'il n'y ait pas de conflit entre viticulteurs et animateurs du projet ».

Les procédures administratives doivent durer encore quelques mois. Le général et ses deux collaborateurs veulent mettre à profit ce délai pour faire connaître Bordeaux-Technopolis en France et surtout à l'étranger. Car il n'est pas aisé actuellement de décider des entreprises à investir, encore moins lorsque les conditions d'accès sont strictes. « Pas d'industries polluantes, pas d'habitations, rien que de petits et moyens laboratoires spécialisés dans les techniques d'avenir », précise le général.

L'objectif, pour Jean-Claude Sore, est de déclencher « quelques opérations convenables », qui affirment l'image et la réputation du parc technologique. « La concurrence entre les technopoles se vit en France et même en Europe », reconnaît-il, mais selon lui les chances de réussite existent, car Bordeaux possède des atouts indéniables.

SERGE BOLLOCH.

Cher cerveau

Quels crédits pour la recherche dans les neurosciences ?

RACE à l'opération de décentralisation mise en place en 1975-1976, lors de la préparation du VII^e plan, les neurosciences sont en passe de devenir une véritable spécialité bordelaise. Si l'on déborde sur l'ensemble de la région d'Aquitaine, c'est actuellement 40 équipes de chercheurs — dont 35 rattachées au CNRS ou à l'INSERM — qui effectuent des recherches sur le cerveau.

Pourquoi Bordeaux ? France Normand, qui a été l'un des principaux artisans de cette opération, se souvient qu'à l'époque elle estimait que le projet n'avait des chances de réussir qu'à condition que soient réunis trois facteurs :

« Tout d'abord, un projet de qualité avec des équipes de renommée internationale, présentant un « noyau de base » suffisamment crédible.

« Puis une bonne entente locale entre les présidents d'universités et les responsables des équipes de recherche ;

« Enfin, une bonne concertation entre les « technocrates parisiens », des ministères, de la recherche et des universités et les responsables des organismes de recherche (CNRS, INSERM et même INRA). »

Ce à quoi il faut ajouter l'aide de quelques « avocats » persuasifs, comme les professeurs Baréty, Vincent, Boissac et Labouesse. Finalement, en quelques années,

l'équipe bordelaise des neurosciences est devenue une réalité.

Aujourd'hui, cette discipline compte en Aquitaine quelque 110 chercheurs (dont 63 appartenant au CNRS, à l'INSERM et à l'INRA), auxquels il faut ajouter 68 futurs chercheurs en cours de thèse, 15 étudiants en cours de diplôme d'études approfondies (DEA) et 22 autres chercheurs, étrangers ou cliniciens.

On y trouve des équipes de renommée internationale comme l'unité INSERM de « neurobiologie des comportements » du professeur J.D. Vincent, l'unité INSERM de « psychobiologie des comportements adaptatifs » du professeur Michel le Moal, ou encore, par exemple, l'Institut de biochimie cellulaire et neurochimie du professeur Bernard Labouesse (CNRS).

Bordeaux, ville des neurosciences, on a pu s'en rendre compte à la mi-avril, à l'occasion de la réunion du troisième colloque national des neurosciences. 1250 participants — dont près d'un tiers avaient moins de trente ans — ont fait de cette réunion l'un des rassemblements nationaux les plus importants jamais organisés dans le domaine de la biologie. Avec toutefois une ombre au tableau : l'annonce des restrictions budgétaires qui l'an prochain devraient frapper les crédits alloués à la recherche.

À la fin du congrès, le 25 avril, à la mairie de Bordeaux, les chercheurs, par la voix de Claude Kordon, président du comité scientifique du colloque, ont d'ailleurs tenu à exprimer leur inquiétude à Jacques Chaban-Delmas : « Notre discipline a-t-elle dit, se préoccupe de quelques-unes de nos interrogations fondamentales, qui concernent l'intelligence, la pensée, la mémoire, mais aussi la maladie mentale et le vieillissement. Dans ces domaines, la moisson d'applications que l'on est en droit d'attendre de la recherche commence à peine ; elle est cependant un pari gagnant à long terme. Mais en recherche, le long terme n'est possible qu'au prix d'un soin scrupuleux, d'une volonté politique soutenue. »

Restrictions

Tout était dit. L'inquiétude des chercheurs, cette espèce de sourde colère à devoir assener — à nouveau — des évidences que l'on croyait, une bonne fois pour toutes, admises par l'ensemble de la classe politique. Le président Chaban-Delmas prit bonne note et assura qu'en ce qui concerne les neurosciences il se faisait fort d'empêcher de trop lourdes restrictions de crédits. Un langage que les chercheurs présents à Bordeaux ne voulaient pas entendre. Par principe. C'est la recherche, une et indivisible, qu'ils entendaient défendre. Pour que d'autres expériences de décentralisation aussi prometteuses que celles de Bordeaux puissent voir le jour dans d'autres disciplines. Car, à n'en pas douter, c'est grâce à des expériences comme celle-ci que la recherche française pourra définitivement — espérons-le — retrouver la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Une des toutes premières.

Aujourd'hui, à Bordeaux, la fête est finie. On travaille à nouveau sur les paillottes, derrière les microscopes. Le professeur J.D. Vincent, la « locomotive » bordelaise, a retrouvé ses chères hormones cérébrales. Et l'on espère que le gouvernement saura raison garder... sinon... « mieux vaut ne pas encore en parler », laisse tomber le professeur J.D. Vincent. On n'aime pas annoncer les catastrophes.

J.-M. D.

FRANCK NOUCH.

Ici l'électronique

L'AQUITAINE future Silicon-Valley de la France ? Le mythe californien sévit aussi à Bordeaux, mais peut-être a-t-il ici plus qu'ailleurs quelque fondement.

Au cours des dernières années, la ville et la région ont vu s'installer les grands de l'électronique (IBM, Thomson, Siemens, TRW), se développer des entreprises sous-traitantes, naître et réussir des sociétés à production spécifique dans des domaines de haute technologie. Les besoins sont toujours plus « pointus » des entreprises aéronautiques installées sur place (L'Aéropostale, Dassault, la Société européenne de propulsion) ont évidemment fortement aidé à ce développement.

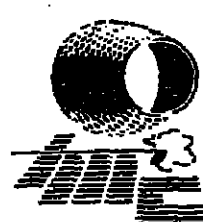
Mais l'Université a joué et joue plus que jamais un rôle déterminant dans l'éclosion d'une électronique de pointe à Bordeaux. Actuellement, plus de deux cents techniciens supérieurs sortent chaque année de l'UTB génie électrique et des classes de BTS en électronique industrielle et en maintenance ; près de cent cinquante ingénieurs et diplômés de troisième cycle sortent de l'Ecole nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité (ENSERB) et de l'Université.

Bordeaux a su intelligemment jouer la spécialisation dans quelques secteurs de pointe et y associer chercheurs et industriels. Ainsi l'Université est devenue la référence nationale dans la microélectronique hybride (ensembles qui marient des composants de nature différente) et dans l'analyse de qualité des composants.

Une formation originale de troisième cycle vient d'être créée, qui associe l'ENSERB et l'Ecole supérieure de commerce pour préparer au métier d'acheteur de composants. Les sept étudiants inscrits cette année — on en attend le double l'an prochain — sont déjà submergés par les offres d'emploi qui leur sont faites.

Les étudiants qui suivent la filière universitaire travaillent en étroite liaison avec les équipes de l'ENSERB, les travaux pratiques étant le plus souvent communs ; les uns et les autres côtoient en permanence des professionnels de l'industrie qui viennent ici de la France entière en stages de perfectionnement (dix-mille heures/stagiaires l'an dernier). L'atelier aquitain de microélectronique s'efforce d'organiser les transferts de technologie, c'est-à-dire de prolonger les activités de recherche pour que leurs résultats soient accessibles aux industriels et se traduisent en produits nouveaux.

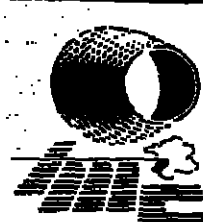
Cette osmose entre formation, recherche et entreprises dont un des maîtres d'œuvre est Jean-Louis Auzoutier, directeur de l'ESEL (Equipe systèmes électroniques logiques) et professeur des universités, va trouver bientôt un nouveau moyen de se manifester : un laboratoire de microélectronique (de 2 000 mètres carrés doit être construit à partir de septembre prochain à l'entrée du campus de Talence, et la ville, la communauté urbaine comme la région ont décidé de contribuer à son financement.



L'INSTITUT DES MATÉRIAUX COMPOSITES (IMC)

Parc industriel Bersol, rue Monge

33600 Pessac - Tél. : 56-36-94-00.



Structure de transfert de technologie, s'appuyant sur les grands groupes industriels et l'université, offre aux PME/PMI une assistance en :

- conseil et information techniques, montage de dossiers,
- formation pratique personnalisée, en entreprise ou dans son atelier,
- aide à la conception et au dimensionnement,
- réalisation de prototypes,

dans tous les domaines d'application potentielle des matériaux composites.

« Gradignan, en avant »...

Très longtemps Gradignan est restée une commune petite par sa taille (1 500 ha) et par sa population (4 800 habitants en 1956). Classée terre de Graves, sa campagne était remarquable par l'existence de grands domaines viticoles, hélas disparus aujourd'hui mais dont témoignent encore les très nombreux châteaux, chartreuses, maisons bourgeoises tous flanqués de beaux parcs centenaires. Encore aujourd'hui le promeneur peut en admirer la facture très grondeuse et reconnaître ce beau style bordelais si homogène et d'une grande distinction.

Après la dernière guerre, au moment où la reconstruction bat son plein dans l'agglomération bordelaise, l'urbanisation étend ses tentacules et le régime fut devant le minéral. Les grands domaines sont taillés en pièces ; la ville atteindra 23 000 habitants en 1986 ! Ces dix dernières années, alors que l'ensemble des communes de plus de 10 000 habitants sur la communauté urbaine de Bordeaux voyaient leur population baisser ou stagner, Gradignan augmentait de plus de 14 % sans qu'il y ait d'altérations majeures de son environnement.

Conscients des avantages mais aussi des inconvénients que pouvait apporter une urbanisation sans normes ni planification, les édiles municipaux ont manifesté fermement leurs exigences en matière de constructions : hauteurs limitées à quatre niveaux et ne devant pas dépasser celle des arbres environnants, densités diminuées de moitié, réservation et municipalisation des parcs et espaces verts des domaines viticoles, soit par l'achat pur et simple, soit par des contrats de cession gratuite passés avec les promoteurs. Réticents au début, ces derniers ont rapidement compris leur intérêt et ont été indûment récompensés car ils y ont gagné un cadre de vie hautement apprécié par les nouveaux habitants et par leurs clients !

Aujourd'hui Gradignan est un « océan de verdure », un accompagnement végétal quotidien, un parc à moins de 500 m du domicile de chaque habitant, soit encore 240 hectares et 104 m² par habitant d'espaces verts ouverts au public. Douze parcs publics communaux de caractères divers, simples espaces boisés, parcs de détente, de promenades, de jeux, de parcours sportifs sont ainsi mis à la disposition de la population. Une merveilleuse petite rivière poissonneuse, barrée de huit moulins restaurés ou en voie de l'être, serpente au milieu de la ville aimée, respectée, choyée comme une tante à héritage !

Il faut vivre à Gradignan pour savoir et comprendre ce sentiment d'harmonie qui s'en dégage et que l'on doit à l'équilibre entre les tranches d'âge et les catégories socio-professionnelles. Soixante pour cent de la population a moins de quarante ans, ce qui explique le

nombre et le dynamisme des associations culturelles, sportives ou sociales.

Tout a été créé ici pour attirer des citadins à la recherche d'une haute qualité de vie sans oublier qu'une commune doit élever et offrir des emplois pour le futur de ses enfants. Les atouts ne manquent pas et ces efforts sont guidés par une politique, ici aussi, originale et fructueuse. Il n'y a pas de grandes zones industrielles, sinistres, tristes, sans verdure, ennuyeuses, où le monde ouvrier se trouve rejeté de la communauté. Les édiles municipaux ont préféré intégrer les lieux de travail dans la verdure et conserver autour d'eux ces éternels verts qui offrent un charme si paisible. Il y a de petits lotissements dispersés dans le tissu urbain près des centres actifs équipés, faciles à atteindre, exposés le long des grands axes routiers : autoroute du sud ou rocade périphérique, vers les Pyrénées, vers Arcachon. C'est-à-dire vers la mer, vers la montagne, vers l'Espagne, le Sud, le soleil. Un cadre de vie mais aussi un mode de vie.

Située au sud de Bordeaux, à quelques kilomètres du centre, Gradignan accueille aussi le campus universitaire et les unités de technologie moderne avec ses voisins Talence et Pessac, ce qui l'incite à jouer un rôle dans le développement économique de la région.

La ville de Gradignan veut innover en créant un véritable instrument d'échanges économiques. Le parc Remora est un centre de pilotage mis à la disposition de tout partenaire économique voulant travailler avec l'Aquitaine.

A l'heure où le temps est le bien le plus précieux, les responsables d'entreprise y trouveront un accueil matériel (bureaux, secrétariat, salle de réunions, hébergement, salle d'exposition), ainsi que la collaboration de spécialistes issus de l'Université, des écoles de commerce, capables de les aider et de les piloter. Chargés de mission, ils pourront défendre leurs dossiers sur place, faciliter l'accès aux marchés régionaux ou nationaux, initier et en même temps faire connaître. C'est une structure légère, contractuelle et temporaire, véritable voltigeur économique alliant rapidité, efficacité, initiation et information. Piloter mieux pour gagner plus et plus vite sera la devise de Remora. Belle devise pour un prestataire de services !

En s'ouvrant sur l'Espagne et le Portugal, la Communauté européenne a trouvé un nouvel axe d'équilibre. L'Aquitaine est la mieux placée pour recevoir mais aussi pour donner aux hommes enthousiastes.

A Gradignan, chacun est prêt à les aider pour avancer ; notre devise communale n'est-elle pas : « GRADIGNAN, EN AVANT » ?

(Publicité)

PRÉSENTA

DI

Université de Bordeaux, Faculté des Sciences, 351 allée de la Mécanique, 33075 Bordeaux Cedex.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la vie, de la pensée, de la culture, de la science, de la technique, de l'art, de la religion, de la philosophie, de la politique, de l'économie, de la sociologie, de la psychologie, de la médecine, de la biologie, de la chimie, de la physique, de la géologie, de l'astronomie, de la météorologie, de l'océanographie, de la climatologie, de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transport, de la communication, de la culture, de la sport, de la santé, de la sécurité, de la défense, de la justice, de la police, de la justice pénale, de la justice civile, de la justice administrative, de la justice constitutionnelle, de la justice internationale, de la justice européenne, de la justice mondiale.

Les sources de la

Les Robinson de Talence

Comment sortir de leur isolement les 40 000 étudiants, enseignants et chercheurs qui vivent sur le campus de Talence ?

La volonté de Jacques Chaban-Delmas de créer un campus à la périphérie de la ville avait surpris, dans les années 60, les universitaires bordelais et les Bordelais eux-mêmes. Mais face à l'exiguïté des locaux du centre-ville et devant l'absence de terrains susceptibles d'accueillir de nouveaux et vastes locaux, la tradition avait dû être bousculée. On décida d'aménager un campus en dehors de la ville sur le territoire de la commune de Talence d'abord, puis à Pessac et à Gradignan. Aujourd'hui, les trois universités bordelaises occupent un vaste domaine de près de 250 hectares coupés d'arbres et de 110 hectares de pelouses.

campus, mais ajoute que des magasins se sont créés autour du domaine. Des tabacs, des librairies, des bars, des papeteries, reprographes ont en effet vu le jour sur les voies publiques qui bordent le campus. Des auto-écoles aussi. Nombreuses car, selon un jeune moniteur, « les dix-huit-vingt-deux ans représentent une bonne clientèle qui se renouvelle rapidement, même si pour nous la période d'activité correspond à celle de l'année scolaire ».

Maire de Pessac, Jean-Claude Dalbos ne nie pas que les étudiants fréquentent les magasins de sa ville. Mais il évoque aussi le « campus mort quatre mois par an ». Des périodes difficiles pour les commerçants, les vacances

scolaires. Pourtant, en face de sa mairie, une initiative originale vient de voir le jour. Un concessionnaire a ouvert, en novembre, trois salles de cinéma dans des locaux appartenant à la ville. Il tente d'obtenir des films dès leur sortie et surtout de se faire connaître des résidents du campus.

Ancien président des étudiants en santé de Bordeaux, Jean-Claude Dalbos se souvient de ses années de carabin et comprend que les jeunes aient envie de fréquenter les quartiers restaurés qui bordent la Garonne. Mais depuis qu'il a retrouvé la fonction de premier magistrat de la ville, en 1983, il multiplie les contacts avec les autres élus des communes intéressées par le campus.

Des relations facilitées car les maires de Talence et Gradignan appartiennent eux aussi à la majorité et... sont également médecins. En décembre 1985, ils ont créé une entente intercommunale. Pour Jean-Claude Dalbos qui en assume la présidence, il s'agit de réfléchir et de se concerter, entre élus voisins, sur l'aménagement et

l'intégration du campus dans les communes périphériques.

Cette démarche unitaire a été facilitée par la réaction des maires à un projet de réhabilitation du domaine universitaire proposé par une équipe d'urbanistes et retenu par la mission Banières 89. Cette étude risquait d'isoler encore plus le campus, selon les maires, car elle ne prévoyait pas de lien avec les municipalités du voisinage.

Entente

L'entente intercommunale s'est portée maître d'ouvrage d'une nouvelle étude pour « désenclaver le campus, l'ouvrir aux habitants de nos communes et, à l'inverse, ouvrir nos villes aux étudiants ». Vaste projet, financé en partie par Banières 89, où l'on évoque la création d'un transport en commun en site propre, un aménagement d'accès autoroutier, une ouverture du campus vers le centre de Talence. En attendant, des enquêteurs interrogent les étu-

dians afin de connaître leurs demandes, alors que des urbanistes dressent l'état des lieux.

Cette action à long terme ne modifiera pas rapidement le cadre dans lequel vivent quotidiennement près de 40 000 personnes, étudiants et enseignants-chercheurs. « Dans l'avenir nous pourrions réaliser des opérations communes, par exemple dans le domaine des équipements sportifs », explique Gérard Castagnera, maire de Talence. Il souhaite aussi créer un nouveau centre pour sa ville à proximité du campus, qui permette un meilleur échange entre les deux populations.

A la fois adjoint au maire de Gradignan et directeur de l'Ecole nationale supérieure de chimie et de physique, Jacques Jousset-Dubien est doublement intéressé par toutes ces réflexions. Lui qui, jeune professeur, décida lors de la construction du campus de déménager du centre de Bordeaux pour habiter à proximité de son laboratoire, estime qu'il faut « tout faire pour que les communes et les universités se rapprochent ». Mais il reconnaît que la cohabitation n'est pas évidente. « De plus en plus motorisés, les étudiants ne passent que le temps strictement nécessaire à leurs études sur le campus », constate l'universitaire, qui rêve du modèle américain qui a marqué sa jeunesse.

Quant aux habitants des communes riveraines, attirés par Bordeaux, ils passent rapidement sur les voies qui bordent les bâtiments universitaires. Voudraient-ils s'arrêter qu'un large panneau leur rappellerait que « l'accès de la faculté est interdit aux promeneurs et passants ».

Une cité judiciaire ?

En 1972, l'installation à Bordeaux de l'Ecole nationale de la magistrature ne passa pas inaperçue : ses locaux à l'architecture résolument moderne se dressaient en plein cœur de la ville, entre la mairie et le palais de justice, à l'endroit même où deux ans auparavant se trouvait encore le fort du Hâ, prison de sinistre mémoire. Le changement était de taille.

Cette révolution urbanistique avait été depuis belle lurette intégrée, les Bordelais savent-ils vraiment qu'ils ont chez eux l'ENM, le pendant de l'ENA, l'école où sont formés tous les magistrats de France et les quelques-uns de Navarre ? Plus de la moitié des juges et parquets aujourd'hui en activité sont venus faire leurs classes dans la bonne ville de Montcaumon. Pourtant, la présence de l'Ecole reste discrète.

En fait, l'avenir bordelais de l'ENM peut s'imaginer aujourd'hui suivant deux axes. Le premier est strictement matériel : construite pour une centaine d'élèves, elle en accueille chaque année depuis son ouverture deux cents quand ce n'est pas trois cents. Ce qui donne à la municipalité l'occasion de prouver son attachement en fournissant à longueur d'année des locaux annexes. Mais cette gymnastique ne pourra pas durer éternellement.

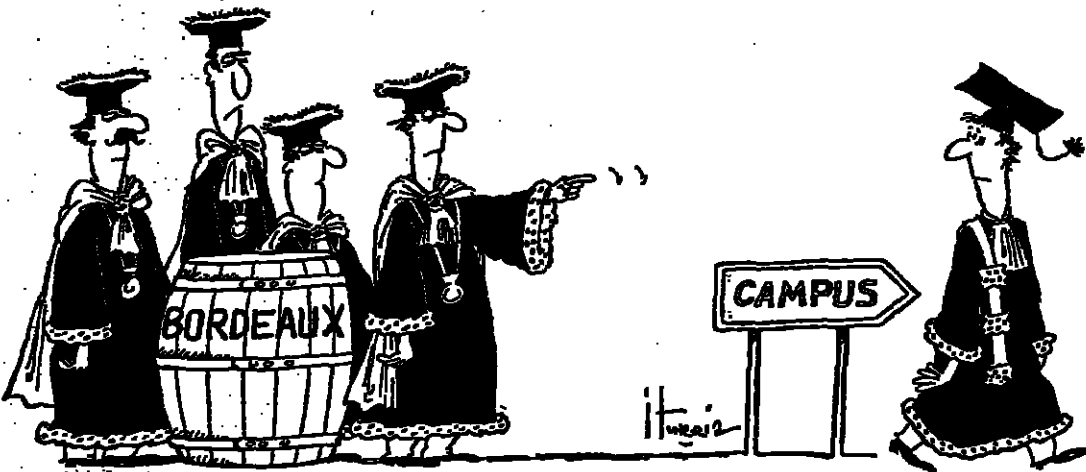
Le second est lié à la pédagogie elle-même. Actuellement, les échanges entre l'Ecole et les juridictions locales — cour d'appel et tribunal de grande instance — sont, à peu de chose près, ce qu'ils sont avec n'importe quelle autre juridiction accueillant des auditeurs en stage. Or on avait lancé voici quelques années l'idée d'un véritable « CHU judiciaire ». Il s'agissait de faire des juridictions bordelaises quelque chose de tout à fait nouveau, à la fois un lieu de pratique et de formation de larges groupes. La conception d'un tel lieu et de l'enseignement qui doit en découler n'a rien d'évident. Mais alors qu'on repartait à Bordeaux de construire dans le périmètre du palais et de l'Ecole, désormais dégaissi, une véritable cité judiciaire, l'idée méritait peut-être un nouvel examen.

PATRICK BERTHOMIEU.

Loin de tout

Un lieu agréable donc. Voir. « Ici on est loin de tout, se plaint Florence, future licenciée en droit. Les bus mettent un temps fou pour descendre en ville et si on ne trouve pas un camarade pour nous emmener en voiture, c'est l'enfer. » Les littéraires protestent contre l'exiguïté de leur cafétéria. « De plus, si l'on veut un journal il faut foncer entre deux cours jusqu'à Pessac », remarque Bertrand.

Président de l'université de Bordeaux-I, Dimitri Lavroff reconnaît qu'il n'y a pas de concessions accordées à des commerçants sur le domaine du



PRÉSENTATION DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-II

L'Université de BORDEAUX-II, établissement offrant une formation pluridisciplinaire dans le domaine des sciences de la santé, sciences biologiques et sciences de l'homme, s'est fixé comme objectif d'étude de l'homme, de son milieu naturel, de sa place dans la société, de sa santé, de sa vie matérielle.

Les structures mises en place tant sur le plan pédagogique que scientifique concourent à la réalisation d'un tel projet en assurant la cohérence et la complémentarité indispensables entre :

- Les disciplines de santé (médecine, odontologie, pharmacie, orthophonie, orthoptie, psychomotricité) ;
- Les pôles scientifiques (biochimie, biologie cellulaire et Institut d'écologie) ;
- Le secteur sciences humaines (psychologie, sociologie, sciences de l'éducation, sciences humaines appliquées, ethnologie, activités physiques et sportives).

Les bibliothèques, les départements de communication audiovisuelle, d'informatique, de pédagogie, de langues vivantes appliquées apportent aux étudiants les outils pédagogiques modernes désormais nécessaires aux enseignements dispensés par un corps de sept cents enseignants-chercheurs.

Quatre mille deux cents étudiants dont environ mille huit cents étudiants étrangers sont inscrits dans les différents cycles de formation. L'attrait exercé par l'Université auprès des étudiants étrangers reflète ainsi une longue tradition d'ouverture et d'accueil. En outre, les liens privilégiés de BORDEAUX-II avec les Antilles-Guyane et la Réunion s'expriment pleinement au sein de l'Université dans le cadre notamment de la formation médicale initiale ou continue.

Outre la délivrance de diplômes nationaux dans les filières précitées, l'Université de BORDEAUX-II offre parallèlement un certain nombre de formations dans des domaines où elle a su affirmer ses compétences : la médecine tropicale, la santé et le développement dans les pays du tiers-monde.

Par ailleurs, elle prépare aux diplômes de troisième cycle ci-après :

- 4 DESS (pharmacie industrielle, psychologie, sociologie) ;
- 6 DEA en liaison directe avec les secteurs d'activité de la recherche (biologie santé, neurosciences et pharmacologie, oncologie et angiologie, éducation et didactique, sociologie, analyses interdisciplinaires des activités physiques et sportives).

Les enseignements ainsi dispensés s'appuient sur une activité de recherche de haut niveau menée par une volonté scientifique commune et en coopération étroite avec les objectifs prioritaires régionaux ou nationaux.

Huit cents cinquante enseignants-chercheurs et chercheurs se consacrent aux recherches intéressant les deux grandes pôles de l'Université :

- Les sciences de la vie ;
- Les sciences de l'homme,

en s'appuyant sur les structures ci-après :

LES LABORATOIRES PROPRES OU ASSOCIÉS AUX ORGANISMES NATIONAUX DE LA RECHERCHE :

INSERM

- Cinq unités (oncologie, radiobiologie expérimentale et oncologie, neurobiologie des hormones et comportements, audiologie expérimentale, psychobiologie des comportements adaptatifs) ;

- Un service commun (maître d'élaboration et expérimentation de matériel et systèmes implantables) ;

CHRS

- Un laboratoire propre (Institut de biochimie cellulaire et neurochimie) ;

- Quatre unités associées (génétique, neurobiologie, pharmacodynamique, physiologie élémentaire et intégrée des systèmes nerveux et endocrinien) ;

INSRA

- Trois laboratoires (oncologie, biologie cellulaire et moléculaire, génétique moléculaire) ;

LES LABORATOIRES RECOMMANDÉS PAR LA DIRECTION DE LA RECHERCHE :

- Sept formations (endocrinologie expérimentale, interactions cellulaires, virologie, physiologie, immunologie et biologie perinatale, biochimie, radiobiologie, informatique médicale, bactériologie) ;

LES LABORATOIRES UNIVERSITAIRES :

- Cinquante-cinq laboratoires se répartissant entre : médecine, pharmacie, odontologie, biologie cellulaire, sciences sociales et humaines, éducation physique et sportive.

Parmi ces opérations d'intérêt régional, il convient de souligner, en raison de la notoriété et du prestige des vins de Bordeaux, le rôle de l'Institut d'œnologie qui apporte son concours au maintien et à l'amélioration de la qualité de cette production.

Ainsi, l'Université de BORDEAUX-II par ses actions de formation et de recherche menées en liaison avec les collectivités ou organismes régionaux, nationaux et en collaboration avec le tissu économique et industriel a su mettre son potentiel au service de la communauté régionale ou nationale et trouver dans des secteurs de pointe une audience internationale.

LES DÉPARTEMENTS ET SERVICES COMMUNS DE L'UNIVERSITÉ :

- Informatique appliquée ;
- Techniques et recherches chirurgicales appliquées ;
- Santé et développement ;
- Microscopie électronique.

La politique scientifique s'exprime dans le cadre du contrat quadriennal conclu avec la Direction de la Recherche du Ministère de l'Éducation Nationale dont les objectifs sont de développer une recherche de qualité, de dynamiser les formations à fort potentiel scientifique et de favoriser l'émergence de nouvelles équipes.

Ce contrat, établi en concordance avec les orientations nationales définies par le ministère de la recherche et de la technologie, s'appuie sur :

- Les programmes mobilisateurs :
 - Essai des biotechnologies ;
 - Recherche scientifique et innovation technologique au service du tiers-monde.

- Les recherches finalisées :
- Génie biologique et médical ;
- Médecine et pharmacologie ;
- Diffusion de la culture, la communication, la formation et l'éducation ;
- Filère agro-alimentaire ;
- Recherche médicale appliquée (santé, développement, épétiologie, environnement, bactériologie, cancérologie, pathologie cardiovasculaire).
- Les recherches fondamentales ou programmes prioritaires de l'établissement en :
- Biochimie et biophysique des interactions moléculaires ;
- Biologie cellulaire, génétique, microbiologie ;
- Biologie de la reproduction et du développement ;
- Cancérologie ;
- Environnement ;
- Neurosciences ;
- Pathologie cardiovasculaire ;
- Sciences sociales et humaines.

Certains des thèmes ainsi développés s'inscrivent dans les priorités définies en matière de recherche par le Conseil Régional d'Aquitaine et trouvent ainsi un soutien privilégié dans les domaines constituant les pôles d'excellence de l'Université :

- Tiers-monde ;
- Génie biologique et médical ;
- Médecine ;
- Biotechnologies ;
- Oncologie.

BORDEAUX VOUS ACCUEILLE...

OFFICE DE TOURISME DE BORDEAUX

A BORDEAUX :

12, cours du 30-Juillet

33080 Bordeaux Cedex

Tél. : 56-44-28-41 - Téléc. : 570 362 F

A PARIS :

9, rue Royale 75008 Paris.

Tél. : 42-68-13-69. - Téléc. : 214 419 F.

BORDEAUX CONGRÈS :

33300 Bordeaux-Lac.

Tél. : 56-50-84-49. - Téléc. : 540 519 F.

هكذا من الاول

Main tendue à Madrid

Inaugurée en janvier 1985, la Maison des pays ibériques de l'université de Bordeaux-III a symboliquement précédé d'un an l'élargissement de la Communauté économique européenne vers le sud.

Son installation sur le campus a nécessité un investissement de 5 millions de francs financé pour moitié par l'Etat, le reste étant à la charge des collectivités locales.

« Cette idée est née en 1979 », explique son directeur, le professeur Joseph Perez. « J'étais alors président de l'université de Bordeaux-III. Chez nous comme à l'université de Pau, il existait un énorme fonds documentaire qui faisait parfaitement double emploi. D'où l'idée d'un regroupement des moyens dans ce domaine, puis de travaux communs. »

La principale raison d'être de la Maison est le traitement de l'image et la confection de microfiches pour tout ce qui ne justifie pas une impression. Une banque de données informatisée Hispanib, accessible par le réseau Transpac, a enregistré toutes les productions imprimées, tous les travaux de recherche français et étrangers.

La Maison a déjà dépassé le stade purement documentaire. Elle accueille maintenant cinq ensembles de recherche (sciences politiques, économiques et juridiques, études portugaises, études littéraires et linguistiques, archéologie, histoire ancienne, géographie). Des programmes de recherche communs commencent à être définis.

Le regroupement actuel touche déjà une soixantaine de chercheurs ou d'enseignants et une centaine d'étudiants de 3^e cycle. Le but du professeur Perez est d'arriver à des accords institutionnels avec d'autres partenaires. L'Espagne a déjà montré le chemin en finançant une partie de la structure d'accueil réservée aux chercheurs de passage, en offrant des bourses de recherche.

■ Un festival Ravel en 1987. — Bordeaux et l'Aquitaine célèbreront en 1987 le 50^e anniversaire de la mort de Maurice Ravel, un enfant du pays, sensible, bien avant l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, au charme hispanique. Rappelons que Goya fit le chemin inverse, et mourut à Bordeaux, dans une maison qui héberge aujourd'hui le Centre culturel espagnol, très actif.

Les « Sud-Ouest » de Sud-Ouest

Le quotidien régional a su diversifier ses titres et ses activités sans perdre son monopole

COMME il y a « plusieurs demeures dans la maison du Père », il y a plusieurs « Sud-Ouest » dans le Sud-Ouest. Le groupe de presse bordelais règne sans partage sur l'Aquitaine, mais ce monopole qui fait parfois grincer les dents sait respecter l'originalité de ses affiliés. En matière de presse — outre « Sud-Ouest » et « Sud-Ouest Dimanche », « journal du septième jour », — le groupe comprend la « Charente libre » (Angoulême), « l'Éclair des Pyrénées » et la « République des Pyrénées » (Pau), la « Dordogne libre » (Périgueux) et la « France » (Bordeaux), et il a su se diversifier dans la publicité, la télématique ou la télévision.

Ce développement dans la diffusion s'est opéré sous l'influence, encore présente dans les esprits, de deux figures tutélaires : celle de Jacques Lemoine, fondateur du titre de la « Libération », dont le fils Jean-François assure la direction générale du groupe —

avant de succéder bientôt à sa mère au poste de PDG, — et celui d'Henri Amoureux, qui dirigea la rédaction pendant plus de quinze ans.

Au premier, « Sud-Ouest » doit sa modernisation et les qualités de sa gestion ; au second, il est redevable de l'amour du « bel ouvrage » : la qualité de l'information et le bon choix des mots... en plus.

Les diverses demeures de la maison « Sud-Ouest » prospèrent donc, à la faveur d'une diversification affichée et d'une autonomie revendiquée par chacune. Ce qui n'exclut pas une étroite coordination à l'intérieur du groupe.

Ainsi, le quotidien « Sud-Ouest », locomotive du groupe avec sa diffusion moyenne de 360 984 exemplaires en 1985 (soit une augmentation de 0,2 % par rapport à l'année précédente), s'est doté en 1984 d'une nouvelle maquette. Mais il reste à l'affût d'améliorations qui lui permettent d'accroître sa diffusion.

Adopte des méthodes modernes d'observation, il a confié depuis cinq ans à la Cofrema le soin d'analyser les évolutions des mentalités et des comportements de son lectorat et la manière dont il peut répondre aux attentes de ce dernier, en élargissant les sujets d'enquête ou en créant de nouvelles rubriques. Le développement de la rubrique « Courrier des lecteurs », la création de nouvelles rubriques locales, le « toilettagé » de la mise en pages, sont ainsi prévus. « Être à l'écoute de nos lecteurs, cela signifie souvent faire du sur, note Max Dejour, directeur de la rédaction : il faut toujours être sur la crête de la vague, pas trop en avance mais pas en retard non plus. »

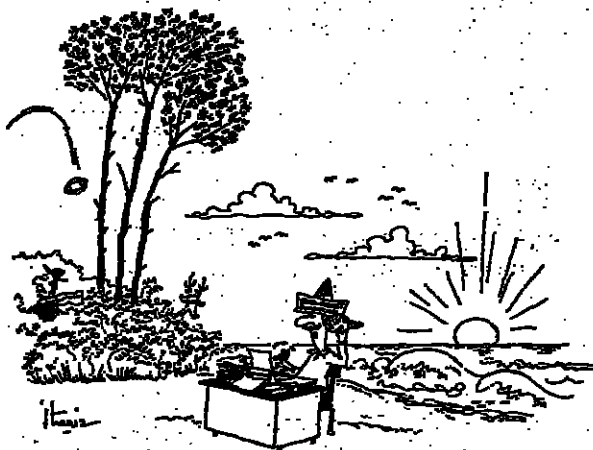
Autre demeure, autre style. « Sud-Ouest Dimanche », le « quotidien du septième jour » de « Sud-Ouest », constitue un monde à part. Créé en 1949, année où un incendie ravagea la forêt des Landes et fait craindre que le feu ne rèche les portes de Bordeaux, le journal bénéficie de cet événement. Mais,

« Sud-Ouest dimanche » s'est vendu en 1985 à 282 963 exemplaires en moyenne, soit une augmentation de 2,8 % par rapport à l'année précédente, supérieure à celle de « Sud-Ouest ». Ce qui légitime sans doute l'admiration et l'agacement que vouent au quotidien du septième jour certains journalistes de « Sud-Ouest » décelant en lui un outsider de taille.

■ Beaux dimanches

D'autant que le lectorat de « Sud-Ouest Dimanche », parfois différent de celui de « Sud-Ouest », est plus jeune, plus citadin et généralement plus diplômé et que Pierre Villette, carresse le projet de faire de son journal dominical un véritable magazine à l'américaine, fort de divers cahiers regroupés en une centaine de pages.

Les autres titres du groupe sont tout aussi autonomes : alors que « Sud-Ouest » a lancé voici un mois son « Journal des enfants », la « Charente libre », à Angoulême, édite la



depuis, il a aussi servi de laboratoire d'expérimentation. Dès 1979, « Sud-Ouest Dimanche » modifie sa mise en pages (dont s'inspirent ensuite la future maquette de « Sud-Ouest ») et l'autre, vers la gauche (« La République des Pyrénées »).

Composé de deux cahiers — l'un est consacré aux programmes de télévision et à l'actualité littéraire et culturelle, l'autre aux événements locaux survenus le samedi et qui méritent d'être connus de l'ensemble du lectorat — « Sud-Ouest Dimanche » profite donc d'un double tempo qui, selon son responsable Pierre Villette, « permet d'éviter la surchauffe du quotidien et l'aspect intemporel du magazine ». Surtout, il a su se doter d'un ton et d'une écriture qui font son originalité et assurent son succès.

Un ton particulier, une écriture sensible, une manière, souvent, d'aborder un thème par son biais culturel : « Sud-Ouest Dimanche » ne croit guère aux enquêtes et autres études, même si les journalistes qui le rédigent — parfois à cheval sur le quotidien et sur le supplément dominical — ne nient pas leur utilité. Le pari est en tout cas payant : malgré ses difficultés de diffusion le dimanche (une soixantaine de crieries et des points de vente comme les boulangeries, les stations-service... se substituent alors aux kiosques et maisons de la presse fermés),

Bulle, sur une idée de l'Est républicain. A Pau, les deux journaux qui possèdent le groupe « Sud-Ouest » penchent l'un vers la majorité actuelle (« l'Éclair des Pyrénées ») et l'autre, vers la gauche (« La République des Pyrénées »).

Une semblable latitude est l'atout de « Sud-Ouest Publi-Info » qui régit toute la publicité locale et régionale des titres du groupe, en mettant au point une approche marketing originale. De même, Atlantel, l'éditeur qui a mis au point la télématique du groupe « Sud-Ouest », a sa propre équipe de journalistes et de commerciaux qui, bien que « de culture « Sud-Ouest », mettent au point différents services. Comme Vista, un service grand public dont la messagerie, Alihi, lancée en 1985, a fait passer la consultation mensuelle de 1 500 heures à 22 000 heures, aujourd'hui.

Mais ces demeures, parfois géographiquement distinctes de l'hôtel de la rue de Cheverus où est installé « Sud-Ouest », n'ont qu'un but : œuvrer pour la maison « Sud-Ouest » dont le terrain privilégié est l'Aquitaine. Ce qui n'empêche pas les alliances avec d'autres journaux régionaux ou nationaux, que ce soit en matière de publicité nationale (c'est le cas de la régie Régional-Communication) ou de production télévisuelle (« Phurcommunication »).

YVES-MARIE LABÉ

FR 3 retrouve le calme

Il y a quatre ans, c'était « Une colonne à la ciné », un feuilleton sur la presse joué par des comédiens locaux et écrit par Denis Tillinac, un enfant du pays, auteur de « Splend en Corée ». En 1983, FR3-Bordeaux est monté d'un cran : ce fut « Opération Condor », un feuilleton d'espionnage, bagarres et complots à la clef. Cette année, la station bordelaise finit de monter « Mme le Maire », un feuilleton ambitieux où jouent deux têtes d'affiche nationales, Guy Tréjan et Marthe Mercadier.

Sans prétendre rivaliser avec les grandes stations de FR3 (Marseille, Lille ou Lyon) FR3-Bordeaux se taille peu à peu une réputation en matière de production de films.

Côté information, la rédaction est entrée dans des eaux plus calmes après le tourbillon qui vit se succéder trois rédacteurs en chef depuis 1981. A l'instar de FR3-Toulouse, FR3-Bordeaux a annexé la tranche de midi à treize heures.

Aux côtés d'un journaliste, une jeune animatrice fait maintenant alterner clips, entretiens avec des

vedettes de passage et échos du rock avec magazines et flashs. Mais le moment fort demeure le journal du soir, grâce à vingt-trois journalistes, cinq Bétacam et à quatre « boîtes noires » qui permettent de retrasmètre rapidement les reportages des quatre coins de l'Aquitaine.

7^e Université d'été de la communication

La nouvelle donne 24 au 30 août 1986

Carcans-Maubuisson (Gironde)

CREPAC d'Aquitaine

15, rue Rodé - BP n° 8 33026 Bordeaux Cedex

Tél. : 56-81-78-40.

Produisons mieux.
Ensemble.



Dans les secteurs agro-alimentaires, mais aussi dans le domestique, le tertiaire, la métallurgie, la mécanique, la chimie, le bâtiment et les travaux publics... l'électricité peut avantageusement remplacer le fioul.

Sûreté d'emploi, aptitude à l'automatisation, régulation très fine. Ces qualités développées et affinées par les technologies nouvelles rendent l'électricité de plus en plus économique et performante.

A Bordeaux — comme partout ailleurs — Electricité de France favorise la décentralisation des activités économiques et participe à l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Ecrivez-nous, vous recevrez gratuitement nos brochures d'information.

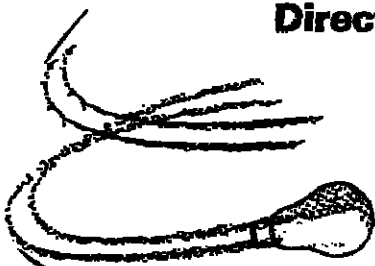
Direction régionale de la distribution

B.P. 44

33491 Le Bouscat cedex

ELECTRICITE DE FRANCE

Votre partenaire énergie.



SA CULTURE

La culture est le théâtre, la peinture, la lecture... Ce peut-être aussi bien le sport et une certaine façon de prendre la vie.

Société d'Aménagement



BORDEAUX-LAC:

ARTIER de BORDEAUX et ses aires : la nature dans la ville dans la nature...

BORDEAUX-LAC:

ARTIER de 1 000 ha pour travailler et produire, exposer, échanger, acheter et vendre et se détendre...

BORDEAUX-LAC:

ARTIER à l'échelle d'une métropole régionale ouverte sur l'extérieur...

BORDEAUX-LAC:

ARTIER en devenir où BORDEAUX prépare déjà l'avenir...

Aménagements : SAUNAS (ma)

SA CULTURE

Artistes en famille

Les arts sont ici l'affaire du maire de son épouse et de quelques hommes inventifs qui exploitent ou brisent les traditions.

UN festival d'avant-garde, SIGMA, un Mai musical classique ; un grand musée d'art contemporain ; de manière très volontariste, Bordeaux s'est doté d'une vitrine culturelle. En consacrant près de 22 % du budget de la ville à la culture, Jacques Chaban-Delmas et son épouse, seuls maîtres à bord, ont voulu « fonder sur la culture et l'art ». Le maire souligne son souci : revitaliser, de front, la vie culturelle et économique. « La culture, affirme-t-il encore, est à Bordeaux histoire de famille avant d'être histoire politique. » Histoire d'hommes aussi, auxquels il a donné carte blanche et conservé sa fidélité.

La vitrine, bien sûr, ne manque pas d'ombres : le Grand Théâtre et le Mai musical n'occupent plus une place phare sur la scène musicale internationale. Les jeunes, pour écouter Paolo Conte ou voir Daniel Lariou, se rendent au Centre d'action culturelle de Saint-Médard-en-Jalles, à 15 kilomètres. Le rock manque de salles, les étudiants du campus de distraction. Mais Jacques Chaban-Delmas insiste sur le travail de sensibilisation des très jeunes à l'art d'aujourd'hui : « Cette action n'est pas spectaculaire, dit-il, mais je pense que tous ces jeunes, entre sept et quinze ans, qui ont baigné dans la culture, ont acquis un autre regard sur le monde et ont été responsabilisés à la vie de la cité. »

Toucher d'abord l'individu pour atteindre l'effet collectif : à Bordeaux, la vie culturelle n'omet pas les grands principes libéraux. « Voilà », en tout cas, deux « inventions » bordelaises qui méritent le détour.

Des inventeurs de la peinture...
Il est une institution culturelle qui peut se vanter d'avoir acquis une renommée aussi prestigieuse que celle des vins de la région : le CAPC, le Centre des arts plastiques contemporains, l'enfant chéri de la municipalité. L'art contemporain et le vin font d'ailleurs fort bon ménage puisque

c'est dans les locaux du CAPC, sous les œuvres de Gilbert et George (la superbe exposition de l'été), que Jean-Paul Chambas, Guy Marchand, Julien Claret ont participé, la semaine passée, à la traditionnelle fête du bordeaux supérieur. Tandis qu'aux côtés des catalogues artistiques, le CAPC vend la cuvée « G and G » — un bordeaux du baron de Rothschild, dont l'étiquette est une création des artistes anglais.

Le lieu est fascinant : large nef centrale, murs de pierre nue, 3 500 m² dont 2 000 pour les expositions. Cet entrepôt Lainé, construit en 1824, a été racheté, restauré par la ville et aménagé en 1984 par les architectes Piste et Valode, et, pour l'intérieur, très chic, par Andrée Putman et J.-F. Bodin. Mais dès 1980, Jean-Louis Froment, le créateur de cette aventure, y a présenté Vialat, plus Hantai, Sol LeWitt, Richard Long, Enzo Cucchi, et des expositions thématiques : Art Minimal, Arte Povera, Land Art.

Ce lieu immense et poétique appelle des expositions à sa mesure, et le CAPC a su être pour les artistes un véritable partenaire. Jean-Louis Froment a réussi, en province, à mener un travail sur l'activité artistique. Sa réputation n'est plus à faire. Le CAPC invite aussi des musiciens, chorégraphes, performers, cinéastes. Il édite des catalogues de référence, sans oublier son service éducatif très actif, l'Art Bus.

En 1984, la direction des musées de France a accordé son label au CAPC, ce qui facilite la constitution d'une collection d'art contemporain, que Jean-Louis Froment qualifie résolument « d'opinion » : déjà quelque deux cents pièces (figuration libre, Sol LeWitt, Cucchi, Richard Long) présentées ponctuellement au public. Et le CAPC prépare l'avenir, engrange des vidéos (interviews d'artistes), ambitionne de devenir un centre de recherche sur l'art contemporain, des conservateurs, chercheurs, étudiants de tous pays viendraient consulter.

Enfin, après avoir été à l'écoute des mouvements novateurs venus

d'Italie, d'Allemagne, des Etats-Unis ou de France, Jean-Louis Froment se tourne aujourd'hui vers l'Espagne, et c'est à Bordeaux qu'on devrait découvrir une jeune génération de peintres madrilènes.

Vitrine de l'art contemporain, n'échappant pas totalement aux effets de mode, le CAPC a sur les finances et la vie culturelle bordelaise un effet centripète, ce qui ne va pas sans grincements de dents. Mais il n'a pas le monopole des beaux-arts. Jacqueline du Pasquier a réussi à faire de son joli Musée des arts décoratifs un lieu en prise sur la modernité. Elle a présenté, dans cette ville, qui compte son lot de designers célèbres, dont « Epinaud bleu », les

pendant sept ans le directeur du CDN de Nice et l'invité de nombreuses scènes lyriques, dont le Grand Théâtre de Bordeaux où il vient de signer la *Petra del paragone*, de Rossini.

Pour Bordeaux, donc, curieusement restée à l'écart du grand mouvement de la décentralisation théâtrale, ce n'est pas l'aventure. Et le terrain n'est pas totalement vierge. Outre, en son temps, le Théâtre populaire d'Aquitaine, SIGMA a présenté régulièrement le *nec plus ultra* de l'avant-garde théâtrale, musicale, picturale... Fartov et Belcher (une compagnie locale qui a su faire parler d'elle hors les murs), a accueilli Bob Wilson, Peter Brook, Giorgio Strehler, tout en caressant



Cette étiquette est une œuvre d'art réalisée par deux Britanniques.

jeunes créateurs de mobilier contemporain, tels que la Memphis ou Garouste et Bonetti. Au Musée des beaux-arts, Philippe Le Leyzour, nommé depuis un an, a entrepris la réorganisation des collections : riches notamment en peinture italienne et romantique, et il rêve d'agrandissement. Après un « Hommage à Bonnard » très réussi, il travaille à une exposition consacrée à un enfant du pays, André Lhote, et à une édition de sa correspondance, chez William Blake, un éditeur bordelais connu des amateurs d'art et de littérature.

La prochaine réouverture du musée d'Aquitaine, sur 10 000 mètres carrés (préhistoire, archéologie, ethnologie régionale), complètera ce palmarès.

A l'ombre de ces dinosaures, quelques jeunes galeries se refusent à n'être que de simples succursales des galeries parisiennes. Ek-Ymose a des projets avec la Californie et a présenté une autre gloire irrésistible de la cité : Présence Panchounette.

...à ceux du théâtre

A Zôgrafia, Katia Feijoo enseigne la philosophie pour vivre sa passion, la peinture et des hommes qui ont pour noms Buraglio, Vialat, Alechinsky, Dubuffet, Bram Van Velde et Morellet dont elle a montré trente années de travaux, en une exposition intitulée « Chemins de croix », allusion discrète à une commande qui n'a pas abouti : l'artiste aurait dû en effet intervenir sur la façade de la cathédrale Saint-André, qui jouxte l'hôtel de ville de Bordeaux. La maquette a été réalisée, mais est restée sans suite. Le projet n'a pas plu au maire, par ailleurs fervent défenseur des colonnes de Daniel Buren au Palais-Royal.

A Images nouvelles, enfin, Jean-François Dumont prépare quelques expositions annuelles et les exporte : ainsi celle de Jean Sabrier partira à Anvers. Il travaille à intéresser des entreprises locales aux commandes d'artistes, et il est à l'origine d'une plaisante formule de « tables d'artistes » autour desquelles se retrouvent peintres, écrivains, restaurateurs, négociants concernés par l'art contemporain. Mais à Bordeaux, les collectionneurs sont encore trop rares, et le public bien nonchalant, chacun s'accorde à le dire.

Le pouvoir aux créateurs, on en parlait depuis longtemps dans la ville, mais il aura fallu attendre le 1^{er} janvier 1986 pour que naisse un Centre dramatique national. A sa tête, un metteur en scène de quarante ans, Jean-Louis Thamin, homme d'expérience puisqu'il fut

l'espoir, déjà aujourd'hui, d'être, avec Philippe Adrien, la cheville ouvrière du CDN Bordeaux-Aquitaine. Sans rancœur.

D'ailleurs, on n'a pas fait de pont d'or au nouveau-né qui dispose pour sa première saison d'un petit budget de 3,6 millions (ville, État, région), soit moitié moins, par exemple, que le CDN des Alpes à Grenoble. Pas de quoi faire d'emblée des miracles. D'autant que le CDN sera d'abord nomade, dans l'attente de la réfection de ses locaux, un ancien entrepôt bien situé à proximité du Conservatoire, de l'Ecole des beaux-arts et du tympan roman de l'église Sainte-Croix.

Là, le Centre dramatique disposera d'une salle de cinq cents places et de bureaux. A l'horizon 1990, il pourrait investir l'Alhambra, un théâtre à l'italienne cher au cœur de tout Bordelais, dont les travaux de réhabilitation s'annoncent longs et coûteux. Reichen et Robert, les architectes de la grande halle de La Villette à Paris, ont déjà « planché » sur le projet.

Jean-Louis Thamin dit aimer les paris. A la mesure de ses moyens toutefois. Pour sa première saison 1986-1987, il annonce deux créations (*l'Etourdi*, de Molière, avec Roland Blanche, et une pièce d'Audiberti) et des accueils, dont Carolyn Carlson. Après ? « Parer au plus pressé », dit-il, « créer une permanence du théâtre à Bordeaux, assumer la mission régionale du Centre. »

S'il s'agit avant tout de faire du théâtre, le CDN se dotera d'emblée d'une structure juridique adaptée à la production audiovisuelle. Mais chaque chose en son temps.

ODILE QUIROT.

Cinéma à la demande

Bordeaux aime le cinéma, et réciproquement. En 1911, Max Linder, un précurseur révéral par Charlie Chaplin, y tourna déjà *Max dans sa famille*. Aujourd'hui, Bordeaux se souvient de son passé cinématographique et tente d'attirer le septième art.

La municipalité confie avec l'office de tourisme et la chambre de commerce et d'industrie Bordeaux première, un atlas de repérage cinématographique, un catalogue des « bonnes » raisons de tourner à Bordeaux : coûts moindres, beauté des décors naturels, « gueules » locales, compréhension des codes (pour voir une rue, un quartier, de toute marque contemporaine), bleu du ciel incomparable. Laurent Heymann pour *Stella*, Robin Davis pour *J'ai épousé une ombre* ou Robert Hossein pour les *Misérables* se sont laissés convaincre.

Et bien avant eux, Emile Couzinet, le maître d'un empire cinématographique dans la France de l'après-guerre. Producteur, exploitant, il fut le patron de la société Burgis et des studios de la Côte d'Argent, qu'il transféra de Royan à Bordeaux en 1947. Couzinet ne fut pas un producteur inoubliable, mais une centaine de personnes s'activèrent dans ses studios bordelais, fermés en 1984. Dullac, Le Vigan, Robert Lamoureux, Gaby Morlay, Jean Carmet, y tournèrent.

Le studio Couzinet abrite actuellement des ateliers municipaux. Mais tardis que le cahier de commandes de la Victorine à Nice affiche complet, la cité qui vit naïtre Louis Delluc, René Clément, Edouard Molinaro se déclare prête à offrir ce studio de 720 mètres carrés à tout producteur entreprenant.

SIGMA le pionnier

Où écouter du jazz et Pierre Henry, Ivo Malec, Barrio, Bussotti et les Pink Floyd, et John Cage ? Où découvrir les premiers spectacles du Grand Magic Circus de Jérôme Savary, du Living Theatre, du Bread and Puppet, du Pip Simmons, des Mirabelles, et tant d'autres ? Réponse : à Bordeaux, avec le SIGMA, le Festival d'art contemporain créé par Roger Lafosse en 1968. C'est là aussi, bien avant que le fût de l'art avec les nouvelles technologies ne devienne à la mode, que, dès le début des années 70, l'ordinateur, l'holographie, occupent, aux côtés de la peinture, toute leur place.

En 1987, SIGMA aura donc vingt-deux ans. Il s'est enrichi d'activités permanentes et travaille actuellement à un « Forum de musique », une bibliothèque des documents écrits, sonores ou audiovisuels de tout notre héritage musical, sans discrimination.

Mais peut-être aurait-on pu espérer que SIGMA ait obtenu les moyens de devenir le foyer d'un véritable centre de création pour la musique contemporaine par exemple.

Le festival reste de qualité, mais à l'heure où le « star system » ou la politique des « locomotives » font rage dans la vie culturelle, Roger Lafosse propose l'« autre alliance ». A l'écart des modes, il accueille les créateurs qui ne sont encore pris ni par les lois du marché ni par celles de l'institution.

SIGMA aime toujours avec passion. Il a été porté par la vague de 1968. Les temps ont changé, il emprunte d'autres voies. Mais n'aura pas peu contribué à faire de l'Aquitaine, cette « réserve des Mohicans », comme l'appelaient Roger Lafosse en 1968, une terre d'accueil de la création contemporaine.

Société d'Aménagement Urbain du Nord de l'Agglomération



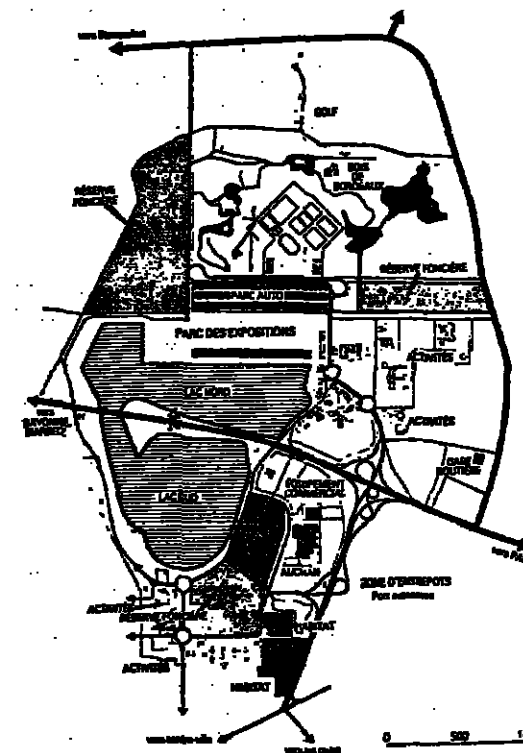
Bordelaise (SAUNAB)

Concessionnaire de l'opération

d'aménagement et d'urbanisation

de BORDEAUX-LAC.

UN NOUVEAU QUARTIER ? OUI...



BORDEAUX-LAC:

QUARTIER de BORDEAUX vert et aéré ; la nature dans la ville, la ville dans la nature...

BORDEAUX-LAC:

QUARTIER de 1 000 ha pour travailler et produire, exposer et démontrer, acheter et vendre, habiter et se détendre...

BORDEAUX-LAC:

QUARTIER à l'échelle d'une grande métropole régionale ouverte sur l'extérieur...

BORDEAUX-LAC:

QUARTIER en devenir où BORDEAUX prépare déjà l'an 2000...

Renseignements : SAUNAB (saem) - quartier du Lac - 33300 BORDEAUX. - Tél. : 56-50-97-07.

EXPANSO sdr

la Société de Développement Régional du Sud-Ouest

Vous offre une gamme complète de financements pour résoudre vos problèmes d'investissements.

- Prêts à long terme bonifiés.
- Prêts spéciaux à l'investissement.
- Crédits à moyen terme.
- Crédit-bail immobilier.
- Renforcements des fonds propres.
- Prêts participatifs.

25, Cours du Maréchal Foch - 33076 Bordeaux Cédex
Tél. (56) 44.29.58 - Téléc. : 550 424 F

Les petits-enfants de Mauriac

Il existe une tradition littéraire bordelaise faite de grands ancêtres et d'une sorte de « fièvre » très particulière à la ville.

ESPIÈGLE et souverain, veillant sur Bordeaux des hauteurs de Pujol, Jean Cayrol n'est pas un nouveau Mauriac; l'ombre de Raymond Guérin n'inspire pas vraiment Sylvie Caster; Pierre Veilletet aurait sans doute pu à dire au dramaturge Jean Vauthier; de même qu'on n'imaginerait le poète Louis Emié partageant quelques soirées girondeuses avec Michel Ohl, Landais plutôt pataphysique.

Continuons le jeu... Qu'aurait-il échangé Jean Forton, s'il vivait encore, avec l'impérieux Claude Bourgeix? Catherine Lépront, aigüe et secrète, se sent-elle si proche voisine de Michèle Perrein, sa pétulante sœur d'Arcachon. Quant aux deux plus jeunes romanciers révélés par Paris, Jean-Philippe Arrou-Vigneau et Jean-Marie Laclavetine, a-t-on seulement noté là-bas qu'ils débarquaient de Bordeaux par le train Montaigne?

Avec ses écrivains, une ville noue des liens bizarres. Pas forcément tendres. C'est d'ailleurs en la quittant qu'ils naissent le plus souvent à eux-mêmes. N'est-ce pas, Jean Lacouture? C'est normal. L'horizon d'un romancier n'est jamais municipal. Dirait-on de Marcel Jouhandeau qu'il est un écrivain de Guéret? Alors?

A lire tous ceux-là pourtant, à confronter les écrivains bordelais d'hier à ceux de demain, on devient tout de même moins catégorique. Un ton? Une patte? Une consanguinité vague? Quelque chose paraît malgré tout unir des écrivains si dispersés, quelque chose qui procède peut-être de Bordeaux. Ce n'est pas le

débrillé chaleureux de Toulouse, ni la sérénité plus solaire de Nice, ni la gaieté consolatrice du Nord ou la gravité océanique de la Bretagne? Bordeaux inspire aux siens une manière d'ironie batailleuse, plus amère chez Jean Forton, enjouée chez Cayrol, plus désespérée chez Sylvie Caster ou le dessinateur Chaval, carrément tonitruante chez Michel Ohl, plus retenue et discrète chez Pierre Veilletet qui avoue dans un livre: « Cette ville est plus forte que ceux qui la peuplent. On ne l'habite pas. C'est elle qui vous hante. »

Y aurait-il dans Bordeaux une humeur particulière? Un climat identifiable dont la littérature porterait témoignage?

Colère plébéienne

Emettons une hypothèse. A Bordeaux, le négoce fut longtemps arrogant dans ses jugements, plutôt dédaigneux et rarement très audacieux dans ses joutes. L'anglophilie protestante et, dans la bourgeoisie catholique, une division trop bien-pensante, rien de tout cela ne préparait l'écrivain local à un accès facile aux honneurs ou aux salons. Mauriac n'était guère « reçu » à Bordeaux. Quant au romancier en soi, ce saltimbanque famélique et forcément suspect, qu'il entre d'abord à l'Académie française ou décroche un Nobel, on veillera ensuite à l'inviter une ou deux fois sur le quai des Chartrons.

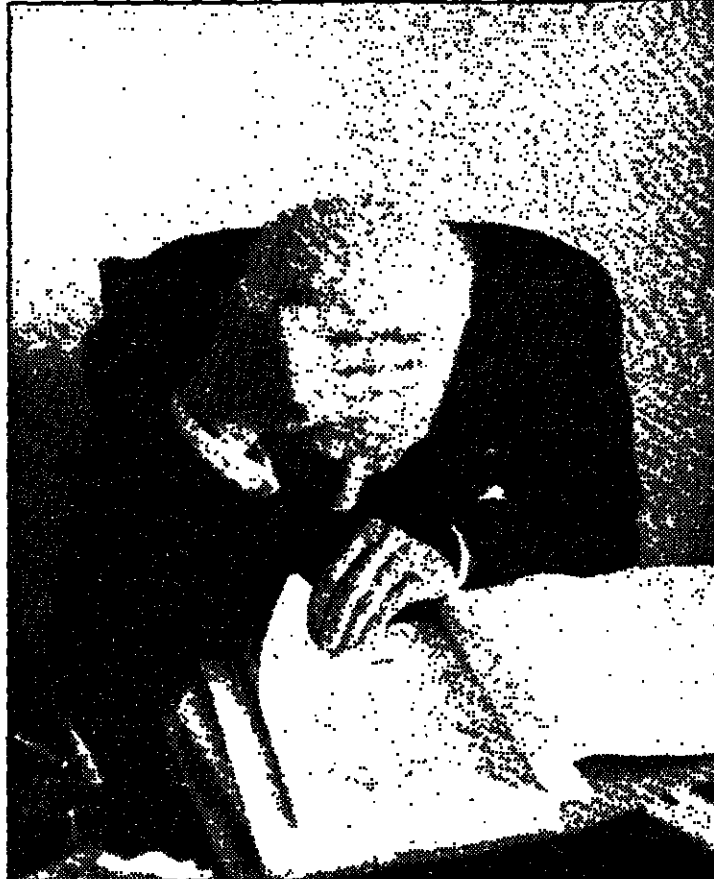
Ce n'est pas tout. Pour silencieuse qu'elle soit, la confrontation des classes est si extrême à

Bordeaux qu'elle découpe couramment la ville en territoires aussi nettement tranchés que les cours de l'Intendance et les allées de Tourmy. On n'a pas l'accent partout. Entre le marché des Capucins et le jardin public, plusieurs frontières invisibles sont dressées que ne franchit pas qui veut. Utile le talent pour passer. Sous la bonhomie et la blague couve donc ici une belle colère plébéienne. Elle est difficile à vivre, certes, mais plutôt propice à la création. Voyez Caster ou Ohl. Voyez Sempé, le plus représentatif peut-être. Nulle part on n'est aisément prophète en son pays. Mais à Bordeaux, diable...

Est-ce à cause de cette difficulté de vaincre sur place? Beaucoup d'écrivains bordelais paraissent comme rageusement agrippés à leur ville, crevant ses remparts, acharnés à la conquérir ou à la fuir comme ferait un normalien furieux et ravi d'être l'amoureux transi d'une troublante bécasse. Jean Forton fut un grand écrivain méconnu, oublié dans l'arrière-boutique de sa librairie. Raymond Guérin ne fut jamais Bordelais d'honneur. Jean Cayrol campe toujours hors les murs. Jean Lacouture ne fait que passer et, distraitemment, congratule les siens. Philippe Joyau, dit Sollers, a carrément changé de nom en prenant le train. Quant à Pierre Veilletet, le plus prometteur sans doute, restera-t-il?

Rares sont ceux qui, comme Michel Suffran, ont choisi d'être apprivoisés et honorés par leur ville, au risque d'y border injustement leur notoriété. Quant aux essayistes de premier plan comme Jacques Ellul, chacun sait qu'ils sont plus connus sur les campus américains que sur ceux de Talence. On conviendra que tout cela est troublant.

Ces rapports ambigus, électriques, avec la ville, cette tension exagérée entre le souci de triompher localement et celui, plus évasif, de gloire universelle, cette fièvre, en somme, si perceptible chez



François Mauriac

les écrivains d'hier, paraissent avoir été repris, intacts, par ceux d'aujourd'hui. C'est ce qui autorise, à la rigueur, à parler, sinon de littérature bordelaise, du moins d'écrivains bordelais.

A cela s'ajoute, bien entendu, la puissance du décor. Comment voudrait-on qu'elle soit ici négligée? Bordeaux est charnelle, elle est exagérément belle, une enceinte d'ocre et de pluies; on y trouve toujours des cargos à l'ancre et des odeurs de vanille au bout des avenues, des porches XVIII^e à la parade mais aussi ces venelles inimitables, entortillées à l'italienne du côté du quartier Saint-Michel,

des ciels presque toujours déchirés, la forêt autour, l'Océan qui cogne pas si loin...

Tout ça, mille fois dit. N'empêche! Cette présence physique de la ville est si incroyable qu'il faut l'avoir perdue de vue deux ou trois fois dans sa vie pour en mesurer le prix exact. Dans presque tous les livres de ces écrivains, Bordeaux est charnellement là. Et un peu là! Y a-t-il, après tout, tant d'exemples comparables?

Et puis enfin, court, il me semble, dans les rues de Bordeaux, comme dans les livres de ses auteurs, une traînée de souffre dont il faut bien dire un mot. Le

plaisir, le sexe... En lisant aujourd'hui la *Pension des nonnes*, de Pierre Veilletet, la *Maison des absences*, de Jean-Marie Laclavetine, ou *Coup de foudre*, de Claude Bourgeix, comme jadis dans les premiers romans de Philippe Sollers, on retrouve toutes sortes d'allusions électorales. Elles sont le contrepoint, sans doute, de la pudibonderie officielle.

A Bordeaux, ville en cela très britannique, le plaisir se cache derrière les façades avec une application qui trahit sa violence. On dirait qu'il existe bel et bien, qu'on nous pardonne, un érotisme bordelais plus extrême qu'on ne le croit dans ses audaces, et bien troublant... De cela, assurément, la littérature porte traces. Ici, on n'aurait pas dissipé, comme à Marseille ou à Paris, ces sortes de pulsions dans des bavardages de salons ou des pages trop complaisamment descriptives. A Bordeaux, les signaux sont toujours brefs et d'autant plus fulgurants. Quant aux lecteurs, ils ne sont peut-être pas mal placés, après tout, sur les trottoirs du cours de l'Intendance, pour comprendre qu'à Bordeaux les femmes, comme les écrivains, méritent souvent d'être suivies de près.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

NDLR. — Dans cette revue de la relève littéraire bordelaise, Jean-Claude Guillebaud ne pouvait se citer. Il faut le faire à sa place. Cet ancien élève de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, ancien journaliste à *Sud-Ouest* et au *Monde*, Prix Albert-Londres, directeur littéraire au *Seuil*, auteur à la télévision de quelques émissions qui ont fait date (celle sur Yves Montand et la crise, par exemple), a édité en volume plusieurs de ses grands reportages: en Israël, en Asie, en Océanie, et une biographie de Jacques Chaban-Delmas. Fondateur avec les éditions du Seuil et quelques amis, dont des Bordelais, de sa propre maison d'édition, Arléa, il a publié en 1984 un roman remarqué: *L'Antienne Comédie*.

Girondins superstars

Le football cher aux Aquitains; cher football...

«INTERNATIONAL...» : présentant les joueurs au président de la République, quelques minutes avant le coup d'envoi de la dernière finale de la Coupe de France, Claude Bez, le célèbre président des Girondins de Bordeaux, a eu le souci de rappeler que la plupart des éléments de son équipe sont les mêmes que ceux qui font gagner les Bleus du groupe France. Et si l'an prochain pareil bonheur se renouvelle, Claude Bez pourra se contenter de dire que son équipe est uniquement composée d'internationaux.

A la veille de la saison 1986-1987, les supporters des «marins et blancs», tout juste remis d'intenses émotions, s'attendent à vivre des moments inoubliables. Sur le papier, la prochaine formation paraît en effet irrésistible. Aux côtés de Giresse, Tigana, Battiston et consorts, vont s'aligner José Touré, Jean-Marc Ferreri, Philippe Vercauteren et les jumeaux yougoslaves Zlatko et Zoran Vujovic. Cette kyrielle de stars a permis aux dirigeants d'engager un sacré pari: deux titres de champions de France et une Coupe d'Europe pour les trois années à venir. Pas moins.

«Espoirs insensés d'un président mégalom», prophétisent les anti-Bordeaux, ceux qui refusent et les coups de gueule de Bez et le «pillage» des meilleurs éléments des clubs plus modestes. «Qui aurait dit qu'au cours des trois saisons écoulées nous aurions obtenu deux titres de champions, une Coupe et disputé une demi-finale de Coupe d'Europe?», rétorquent les inconditionnels, qui ajoutent: «Les Girondins sont les

seuls en France à avoir figuré au niveau européen six années de suite.»

Se plaçant au-dessus de cette mêlée, Jean-Pierre Hourcade, vice-président et trésorier du club, estime que le futur Bordeaux s'est tout simplement donné les moyens de ses ambitions, les risques ayant été parfaitement calculés: «Pour la première fois, nous allons disposer d'un stade d'une capacité de cinquante-cinq mille places (!). Notre marché est large et captif: la région tout entière nous soutient. Le football permet l'unification de l'Aquitaine; aujourd'hui, les gommiers qui s'entraînent ne revêtent plus le maillot de Saint-Etienne ou du Paris-Saint-Germain, mais celui des Girondins, l'uniforme régional. Disposant d'un stade et d'un public, nous avons tout naturellement bâti une équipe à la hauteur des meilleurs en Europe: Milan, Barcelone ou Madrid. Avec le plus grand cheval d'Europe, vous avez une chance de gagner le Prix d'Amérique; avec un canasson, vous êtes assurés de ne jamais le gagner.»

Néanmoins, à terme, le dirigeant reconnaît qu'il ne sera pas possible de poursuivre «cette folle des transferts» et que, à l'image de clubs comme Nantes ou Auxerre, Bordeaux table sur son centre de formation du Hailan, d'où sort un garçon comme Alain Roche et où s'affine un immense espoir au nom prédestiné de Lagaranne. Avec des éléments de cette qualité, les Bordelais, sans l'avouer, espèrent faire mieux encore à l'horizon 90. Ce qui ne manquera pas de poser problème à ce responsable d'une filiale de multinationale implantée dans le Sud-Ouest, qui a constaté que les victoires des «marins et blancs» constituent une sérieuse entrave... à la mobilité des cadres.

La folie des transferts

Et d'expliquer que, financièrement, c'est la logique d'entreprise qui prévaut pour la gestica du club. Ainsi, les chères recrues ont-elles été acquises grâce à des emprunts garantis par la ville, lors d'un vote unanime des conseillers municipaux, seuls les deux élus communistes refusant cette caution. «Il est rare, continue Jean-Pierre Hourcade, que, dans une usine qui souhaite aller de l'avant, le matériel de production soit totalement acheté par autofinancement. Pour un joueur signant un contrat de cinq ans, nous avons réalisé un prêt de la même durée. Et, malgré toutes les critiques dont nous sommes l'objet, l'hypothèse réaliste de notre budget prévisionnel laisse

apparaître pour l'an prochain un bénéfice de 4 millions de francs.»

46 millions de francs aux guichets, 14 millions de subventions, 21 de divers (publicité, buffet, boutiques): voilà pour les recettes; 10 millions pour les amortissements, 40 pour les salaires et charges sociales de l'autre côté, tels sont les grands chapitres du budget des Girondins. Un budget à faire pâlir d'envie bien des clubs français. «Attention», souligne Jean-Pierre Hourcade, nos comptes sont totalement transparents et les places au stade sont accessibles à toutes les bourses. L'abonnement annuel dans le virage coûte 400 F. Comptabilité claire, spectacle populaire, tels sont les deux impératifs que nous a fixés Jacques Chaban-Delmas. Nous les tenons.»

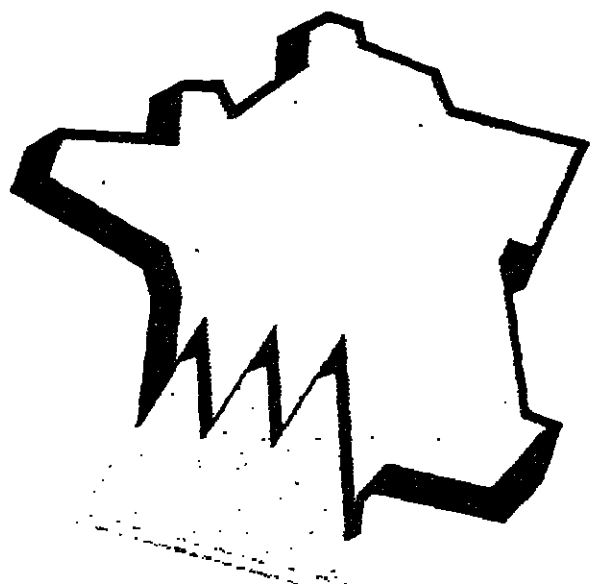
Néanmoins, à terme, le dirigeant reconnaît qu'il ne sera pas possible de poursuivre «cette folle des transferts» et que, à l'image de clubs comme Nantes ou Auxerre, Bordeaux table sur son centre de formation du Hailan, d'où sort un garçon comme Alain Roche et où s'affine un immense espoir au nom prédestiné de Lagaranne. Avec des éléments de cette qualité, les Bordelais, sans l'avouer, espèrent faire mieux encore à l'horizon 90. Ce qui ne manquera pas de poser problème à ce responsable d'une filiale de multinationale implantée dans le Sud-Ouest, qui a constaté que les victoires des «marins et blancs» constituent une sérieuse entrave... à la mobilité des cadres.

P. G.

(1) L'aménagement du stade véloro aura coûté 90 millions de francs.

Ce supplément, dont la coordination a été assurée par Jacques-François SIMON, a été réalisé par Jean-Michel DUMAY. Prospection commerciale: Jacques TABLASSON.

à l'ouest DU SUD, c'est SUD radio



AUJOURD'HUI, Sud Radio est présent à Bordeaux en ondes moyennes (366 m - 819 khz)

DEMAIN, depuis son émetteur FM géant du Pic du Midi, Sud Radio va rayonner en stéréo sur Bordeaux et sur 11 départements.